هكذا من الأصل

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9670 — 32 PAGES — MERCREDI 25 FÉVRIER 1976

TROISIÈME MOIS D'OCCUPATION CHEZ INNOCENTI

Un Lip à l'italienne

LIRE PAGE 28 L'ARTICLE DE ROBERT SOLÉ

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 27

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 770-91-29

Le mouvement communiste et ses contradictions

WASHINGTON L'EUROPE ET LES P.C.

Il y a deux ou trois ans à peine, le problème principal des relations entre les États-Unis et leurs alliés européens était l'inquiétude que, bien à tort, semblait susciter, dans l'entourage de M. Kissinger, le développement d'une Communauté à neuf jugée un « nouveau centre de pouvoir » dans le monde. Le secrétaire d'État insistait alors pour maintenir entre les deux rives de l'Atlantique une « consultation » de tous les instants, comme si Washington postulait le siège de dixième membre de la « nouvelle Europe ».

On n'en est plus là aujourd'hui : non seulement la Communauté européenne a continué de faire du surplace, enlevant aux États-Unis tout motif de préoccupation, mais M. Giscard d'Estaing, avec son approche « mondialiste », est allé au-devant des désirs de M. Kissinger. Aussi bien les préoccupations de ce dernier ne sont-elles plus d'ordre diplomatique. Au risque, allégrement assumé, de s'ingérer très directement dans les affaires intérieures des pays européens, les dirigeants de Washington multiplient les mises en garde contre l'influence des partis communistes et leur participation au pouvoir dans les démocraties occidentales.

Passe encore que le général Haig, commandant des forces américaines en Europe, y voie un « danger de mort » et profite de l'occasion pour en appeler à la « discipline » de tous les alliés autour de l'Amérique : ce pessimisme professionnel est presque une tradition chez les hauts responsables de l'OTAN, non l' « obligation de réserve » diplomatique (encore que le général Haig ait été auparavant le conseiller privilégié de deux présidents américains). Mais M. Ford est tout aussi brutal lorsqu'il se dit, comme le 19 février, « vigoureusement opposé » à toute participation communiste dans le gouvernement italien — nommément désigné — comme dans les autres.

Ces proclamations n'ont guère de précédent dans le langage diplomatique moderne, ou plutôt elles nous ramènent loin en arrière, aux années 50, à l'époque des croisades de Foster Dulles et de son chantage à la « révision déchirante ». Elles n'en sont pas moins, à l'heure actuelle, particulièrement choquantes. Sans doute peuvent-elles dissuader la démocratie chrétienne italienne d'écouter le chant des sirènes de M. Berlinguer. Mais, à l'heure où l'Amérique étale sa faiblesse en Angola, face à une intervention militaire de son adversaire principal, quel crédit faut-il attacher à ce « gros bâton » brandi sur l'Europe ?

La menace consiste surtout, comme l'indique la mise au point de l'ambassade des États-Unis à Paris, en une diminution des engagements américains, voire à un retrait de la protection accordée aux alliés. Mais cette protection n'est-elle pas déjà minée par le néo-isolationnisme que professe, sinon l'administration américaine, du moins un Congrès de plus en plus puissant et une bonne partie de l'opinion publique ?

Le manichéisme américain, lui, n'a pas disparu : tout communiste reste un agent de Moscou, conscient ou non ; comme l'alliance atlantique a été édifiée contre le communisme, tout gouvernement qui se compromet avec lui n'y a pas sa place. Mais cette conception est bousculée par les événements.

Le manichéisme de Washington va plus loin et rejoint celui qui est parfois en honneur à Paris. Pour les Américains, toute présence des communistes dans un gouvernement de gauche entraînerait celui-ci vers le collectivisme et la dépendance à l'égard de Moscou. Le vrai débat est là, mais regarde-t-il le général Haig ?

Au sein d'une alliance, il n'appartient pas à un membre de décider quel doit être le système intérieur de ses partenaires, mais plutôt à chacun d'eux d'apprécier s'il entend ou non y rester. C'est une question de dignité autant que d'indépendance, et l'on peut s'étonner du silence du gouvernement français.

AU CONGRÈS DE MOSCOU

M. Brejnev critique les « partis frères » qui « font des concessions à l'opportunisme »

Le vingt-cinquième congrès du parti communiste de l'Union soviétique a commencé ses travaux le mardi 24 février, à 10 heures (8 heures, heure de Paris), au Palais des congrès du Kremlin.

M. Souslov a présenté les cent trois délégations étrangères invitées au congrès : MM. Fidel Castro, Cunhal, Le Duan, Mme Nguyen Thi Binh, ainsi que les représentants du parti communiste chilien et du M.P.L.A., ont été particulièrement applaudis.

M. Brejnev a commencé son rapport général par un tour d'horizon de la politique étrangère. Cette partie — qui a duré deux heures — ne présente aucune innovation particulière. Après s'être félicité de la victoire remportée par le peuple vietnamien « grâce à l'aide soviétique », *du succès des révolutions laotienne et cambodgienne, du renforcement de la position internationale de la R.D.A. et de Cuba, M. Brejnev a évoqué le renforcement du bloc des pays socialistes.*

Il a ensuite traité du problème de la Chine. Ses déclarations ne sont pas non plus très nouvelles. Son appel à la normalisation des relations sino-soviétiques pourrait prendre cependant une signification particulière à la lumière des événements qui se déroulent à Pékin, et qui sont suivis avec beaucoup d'attention à Moscou.

M. Brejnev s'est déclaré satisfait des progrès en Europe. Il s'est félicité particulièrement de l'état des relations franco-soviétiques et a critiqué à plusieurs reprises la République fédérale ouest-allemande. Il a proposé de conclure un traité mondial « interdisant le recours à la force dans les relations internationales ».

Le secrétaire général n'a évoqué que brièvement et avec beaucoup de prudence les relations américano-soviétiques. Il a dénoncé « les forces influentes » *aux États-Unis qui ne sont pas intéressées par l'amélioration des rapports avec l'U.R.S.S.*

Après la politique étrangère, M. Brejnev a parlé de la situation dans le mouvement communiste international. Il a critiqué notamment « ceux qui font des concessions à l'opportunisme et qui peuvent en retirer un avantage momentané, mais qui, en fin de compte, arriveront à un échec (...). Le respect de l'internationalisme prolétarien constitue un devoir sacré de tous les marxistes-léninistes », *a encore affirmé M. Brejnev.*

La capitale a fait peau neuve

De notre correspondant

Moscou. — C'est dans une ville qui a fait peau neuve que quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit délégués soviétiques et leurs invités étrangers se sont réunis, ce mardi 24 février, pour participer au XXV^{e} congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. Depuis des jours et des jours les travailleurs — et les travailleuses surtout — de la municipalité briquent la capitale, grattent les rues de la dernière trace de glace, enlèvent la neige qui s'est accumulée depuis décembre.

Les magasins du centre de la ville ont refait leurs vitrines et proposent plus de produits qu'à l'accoutumée, y compris des raisins et des ananas. Les oriflammes rouges ont aussi envahi la ville comme à la veille du 7 novembre ou du 1er mai, avec leur cortège de portraits géants de Lénine et de slogans rituels exaltant *« l'unité du parti et du peuple »* et *« la haute valeur du travail socialiste »*, etc. Par endroits, au Manège, par exemple, à quelques pas du Palais des congrès du Kremlin, un seul portrait décore la façade : celui de M. Leonid Ilyitch Brejnev.

La sécurité a également été renforcée partout dans la ville : il convient de faciliter au maximum la course des centaines de Volgas et de Tchaïkas, ces voitures officielles chargées de transporter délégués et invités, pour lesquelles les feux rouges ne constituent guère un obstacle. Pour éviter tout problème, les hôtels n'accueillent pratiquement plus depuis deux semaines de touristes.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 5.)

L'U.R.S.S. poursuivra la politique de paix « avec une énergie redoublée »

déclare le secrétaire général

Moscou *(A.F.P., Novosti)*. — *Dans la partie de son rapport consacrée à la situation internationale, M. Brejnev a noté que l'influence des pays socialistes sur le cours des événements mondiaux devient de plus en plus forte.*

« Dans ses rapports avec les pays socialistes, *a-t-il dit*, le P.C. soviétique observe strictement cette règle éprouvée : conduire ses affaires dans un esprit d'authentique égalité en droits et d'intérêt mutuel aux progrès de chacun ; trouver les solutions qui tiennent compte des intérêts non seulement nationaux mais aussi internationaux. Quels que soient les problèmes qui se posent, nous devons les résoudre avec le souci de renforcer notre amitié, notre unité et notre coopération. »

A propos du programme à long terme d'intégration économique socialiste adopté par les pays du COMECON en 1971, M. Brejnev a dit : « La mise en œuvre du programme complexe a déjà permis de développer de façon sensible la coordination économique entre nos pays et de renforcer leur complémentarité, au grand avantage de chacun d'entre eux. Le commerce, lui aussi, se développe à des rythmes satisfaisants.

(Lire la suite page 5.)

A PÉKIN

M. Mao Tse-toung a personnellement lancé la campagne contre le « révisionnisme »

Alors que les autorités chinoises multiplient les gestes d'attention envers l'ancien président Nixon, le « Quotidien du peuple » écrit mardi que l'actuelle campagne contre « le révisionnisme » — c'est-à-dire M. Teng Hsiao-ping et ses amis — a été lancée par M. Mao Tse-toung, dont la pensée aurait été « déformée ».

Le journal demande aussi à la population de se mobiliser afin de développer l'agriculture.

De notre correspondant

Pékin. — *Le Quotidien du peuple* révèle dans un éditorial, publié mardi 24 février, que le président Mao a personnellement lancé la campagne contre « *les responsables au sein du parti engagés dans la voie capitaliste et refusant de corriger leurs fautes* ». Il reprend, en effet la citation déjà connue de M. Mao *la lutte des classes, la lutte de classes est l'axe qui entraîne tout la lutte de classe, la lutte de classe est l'axe qui entraîne tout le reste.* » Mais il l'a fait précéder de cette apostrophe, également de la plume du président : « *Qu'est-ce que c'est que prendre les trois directives comme axe...* »

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 2.)

LE PLUTONIUM A LA POUBELLE ?

Les pays qui aspirent, sans ***le dire, à fabriquer une bombe*** **atomique misent sur le plutonium. Cet élément est produit dans les réacteurs nucléaires. Pour l'utiliser, il faut l'extraire des barreaux irradiés. Il s'agit d'une opération délicate et coûteuse, mais qui est justifiée par la valeur des produits que l'on en retire.**

Il n'est pas certain cependant que l'opération soit rentable. Aussi s'interroge-t-on sur son intérêt. Ne pas retraiter aurait l'avantage d'entraver la dissémination des armes nucléaires, mais le volume des déchets radioactifs augmenterait énormément.

(Lire dans « le Monde des sciences » l'article de Jean-Louis Lavallard.)

LA FRANCE VUE PAR SES VOISINS

II. — Bonn : sans phrases et sans drapeaux

Comment ses voisins voient-ils la France d'aujourd'hui ? Après l'opinion des Britanniques (« le Monde » du 24 février), avant celles des Italiens et des Espagnols, voici celle des Allemands de l'Ouest.

De notre envoyé spécial
ALAIN CLÉMENT

Bonn. — Sur le comptoir de l'agence de voyage où nous venons retirer notre location, une tirelire nous rappelle quelque chose : oui, c'est bien Obélix lui-même, dont l'énorme rotondité, fendue dans le dos, sollicite les oboles. Il n'y a pas à s'y tromper. Le trade mark de Goscinny et Uderzo, les pères d'Astérix, est imprimé dans le plastique, ainsi que le nom du généreux donateur, la « Deutsche Bank », l'une des trois grandes banques de la R.F.A.

Le folklore allemand ne manque pas de gnomes et de nains (Blanche-Neige...). Pourquoi être allé chercher de l'autre côté du Rhin la figure du « Kolossal » anti-héros de l'imprenable enclave gallo-celtique ? En quelques années, l'Allemagne fédérale a porté Astérix et son équipe sur le pavois des grands chefs. Le vingt et unième album de la série *(le Cadeau de César)* va sortir incessamment. Au total, vingt-cinq millions d'exemplaires des vingt albums déjà traduits ont trouvé acheteur : record absolu sur le marché des bandes dessinées qui, depuis des décennies, se disputent la jeune clientèle à coups d'exploits mirobolants.

La conscience fédérale

Pourtant, comme le constate l'auteur d'une étude fort pénétrante consacrée à cette « épopée populaire » *(Trivialepos)* (1) le distingué romaniste de l'université de Francfort, André Stoll, la traduction enlève 70 à 80 % du sel de l'original : jeux de mots, références facétieuses, éclatement bouffon des stéréotypes nationaux. Reste la force fracassante de l'illustration, miroir du Français qui se croit « *plus malin que les autres* », version bon enfant de l'éternel « *défi gaulois* »...

Certains esprits, dont ni la vaste culture ni la francophilie ne sont sujettes à caution, déplorent l'invasion d'Astérix, qu'ils considèrent comme le contraire d'un phénomène d'assimilation. « *Ne nous leurrons pas*, nous disait l'un d'eux, *c'est le succès d'un « rigolo » contreplaqué*, le *signe que notre individualité culturelle abdique tout effort pour se ressaisir elle-même et recevoir ensuite, sur un terrain préparé, l'apport étranger. Nous sommes devenus les ilotes de l'Europe.* »

Grave question, en effet ! Et qui n'a guère cessé d'être débattue depuis le haut Moyen Âge : les Allemands sont-ils fidèles, indifférents ou traîtres à la « germanité » idéale qu'ils ont rêvé des siècles durant de nationaliser et de fixer sur un espace moins immatériel que celui de la langue et des idées ? Cette quête éperdue d'une « identité » corporelle a déterminé au cours des âges le rapport des Allemands à la France, puissance divisante et dominatrice d'autant plus « perfide » que sa politique s'appuyait sur un capital culturel assez tôt formé pour conférer une apparence d'universalité à ses desseins.

(Lire la suite page 7.)

(1) André Stoll, « Astérix, Das Trivialepos Frankreichs » *(Astérix, épopée populaire de la France)*, Editions Dumont-Schaumberg, Cologne, 1974.

AU JOUR LE JOUR

Ça dépend !

La France, éternellement indépendante, ayant construit Concorde indépendamment de toute considération d'utilité, l'Amérique, indépendante depuis trois pauvres siècles, la prie avec indépendance d' « aller atterrir ailleurs », ce qui conduit la France à blâmer cette absence de solidarité au nom de sa propre indépendance, cependant que l'Amérique déplore notre indépendance au nom d'une idée de la solidarité internationale dans laquelle son indépendance joue les premiers rôles.

Définition nioulouque de l'indépendance nationale : situation d'une nation qui désire, sans oser le dire, que les autres dépendent d'elle.

ROBERT DE MONTVALON.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LE SOCIALISME POUR LA FRANCE

500^{e} mille

Notre monde est à l'envers.
Les communistes proposent de remettre la France sur ses pieds.
Le socialisme pour la France, est-ce un rêve utopique ou une réalité pour demain ?
Une voie démocratique au socialisme,
le socialisme aux couleurs de la France,
le socialisme et la liberté.
C'est à ces questions que répond ce livre.
Ses idées s'ouvrent sur la vie.

éditions sociales

1 volume très illustré noir et couleur : 8 f.

UNE QUINZAINE DU LIVRE

Lire à Grenoble

Grenoble, neuf heures-midi : débat sur les critères et activités d'une littérature pour la jeunesse. Dans le même temps, à trois bons kilomètres de là, séance d'un atelier de sensibilisation à la lecture, l'effort qu'elle représente, comment l'accomplir, etc. Sans même une halte pour le déjeuner, voici le « gueuloir », qui sollicite à son tour. On y écoute des textes, poèmes, romans, pièces que disent leurs auteurs ou des comédiens. A peine entamée l'après-midi, que choisir ? Un montage de textes sur le thème « littérature et racisme », un autre sur « la rue » ? Mais celui-là est à Ceyssinet, hors la ville. Ou encore des lectures d'inédits étrangers, mais aussi hors la ville à Échirolles. Bah !... Le crépuscule en guise d'apéritif. Jérôme Linden, visiblement agacé par la tempête ouverte depuis trois mois sur la crise du livre, lance comme une provocation : « Qu'est-ce que vous reprochez aux éditeurs ? » La soirée est vouée à la diffusion du livre en France. Ainsi en va-t-il jusqu'à minuit.

Cela a commencé le 17 février. Cela continue jusqu'au 29, à ce rythme ou presque. Rarement le livre aura été à pareil honneur. Tout le monde s'y est mis : les bibliothécaires, le Centre dramatique national des Alpes, la Maison de la culture, l'Association des libraires, le lycée technique Jean-Bart et, bien sûr, les éditeurs Benjamin Arthaud et les Presses universitaires de Grenoble. Cette quinzaine sur le thème « Lire aujourd'hui » ne déplace pas, à vrai dire, la grande foule. Pourtant, chaque débat a son public et surtout un public qui participe, curieux de tout et, à de rares exceptions près, non point bardé de certitudes, d'idées reçues, mais, au contraire, en quête de connaissances.

C'est vrai que du livre on connaît peu de chose, y compris à Grenoble. L'idée n'est pas venue ici d'en parler, de s'en soucier, parce qu'il y aurait en ce moment comme une mode venue de Paris.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

(Lire la suite page 19.)

ASIE

LE SÉJOUR A PÉKIN DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Les autorités multiplient les gestes d'amitié envers M. Nixon

De notre correspondant

Pékin. — M. Nixon n'étant pas bavard avec la presse, et les dirigeants chinois étant de nature discrètes, les journalistes ne connaissent guère de la visite à Pékin de l'ancien président que ce qu'ils voient de leurs propres yeux. Tenus à l'écart des rendez-vous officiels, ils ont eu une sorte de compensation, lundi soir 23 février, à l'occasion de la soirée offerte au palais de l'Assemblée nationale par le comité révolutionnaire de Pékin.

M. et Mme Nixon étaient arrivés en compagnie de Mme Chiang Ching, la femme du président Mao Tse-toung, et du premier ministre par intérim, M. Hua Kuo-feng. Un épisode particulièrement intéressant de la soirée se produisit lorsque le ténor Wu Yen-tse entonna un chant patriotique consacré à la libération de Taiwan, celui-là même dont la programmation avait entraîné l'annulation en avril 1975 de la tournée aux Etats-Unis d'une troupe chinoise. Aux dernières notes, Mme Chiang Ching bondit, applaudissant vigoureusement. Mme Nixon, toute proche, ne tarda pas à en faire autant, comme d'ailleurs le reste de la salle, et M. Nixon, par courtoisie, ne put moins faire que se lever à son tour et se joindre aux applaudissements. Ce qui amena un observateur américain à noter que les Chinois *« faisaient tout de même payer son voyage »* à l'ancien président.

Loin d'être affectée par cet incident, l'atmosphère était on ne peut plus chaleureuse. Bras dessus, bras dessous avec Mme Chiang Ching et M. Hua Kuo-feng, M. et Mme Nixon, longuement applaudis par les quelques centaines de spectateurs, se firent photographier sur la scène. On ne se souvient guère d'avoir vu Mme Chiang Ching, de longtemps, en aussi excellente forme. Dans le contexte actuel de la politique intérieure chinoise, et compte tenu du rôle joué par la femme du président Mao, un tel indice conduit à penser que les inquiétudes ne sont pas du côté de la « gauche », que celle-ci se sent le vent en poupe. A moins qu'on ne cherche délibérément à en donner l'impression... Le caractère très cordial des relations entre Mme Mao et M. Hua Kuo-feng incite à croire en tout cas que le premier ministre jouit d'excellents appuis de ce côté-là.

Des entretiens de M. Nixon, on ne sait que ce que les autorités veulent bien en dire, c'est-à-dire fort peu. La rencontre de lundi avec le président Mao donne lieu mardi à une grande photographie en première page du *Quotidien du peuple* (1). M. Nixon s'est borné à faire devant les photographes quelques commentaires sur les répercussions au Japon du scandale Lockheed, sujet sur lequel on ne peut douter qu'il s'exprime en connaisseur.

A. J.

(1) M. John Brennan, assistant de l'ancien président, était présent à l'entretien auquel n'a, en revanche, assisté aucun représentant du bureau de liaison américain.

BON GOUT

Pékin (A.F.P., Reuter). — M. Nixon s'est comporté mardi comme s'il faisait campagne dans le Middle-West : il a pris un bain de foule sur la place Tien-An-Men, serrant de multiples mains, tapotant la joue des enfants, conversant avec les badauds.

C'est la première fois qu'une telle scène se produit en Chine. « Venez me voir aux Etats-Unis », lançait M. Nixon. Lundi déjà, avant son rendez-vous avec le président Mao, et au terme de la visite d'une exposition agricole, où lui avaient été présentées des jeunes filles du ud de la Chine, M. Nixon avait déclaré au vice-ministre de l'agriculture : « Nous vous fournirons des machines et de la echnologie si vous nous envoyez des belles filles comme ça ! »

M. KISSINGER EST TRÈS DÉSIREUX D'OBTENIR DES INFORMATIONS SUR LES INTENTIONS DE PÉKIN

(De notre correspondant.)

Washington. — Les photographies à la première page des journaux d'un visage oublié depuis l'été 1974, les images à la télévision sur le séjour de M. Nixon à Pékin ont créé un malaise dans l'opinion et plus encore au Capitole et à la Maison Blanche. Les égards exceptionnels accordés à l'ancien président ont troublé ceux qui conservaient le souvenir d'un homme physiquement usé, sauvé de justesse des poursuites judiciaires, et sans doute d'une condamnation, par son ami Gerald Ford, qu'il avait choisi comme vice-président. Quand ils voient ce même personnage reçu par les dirigeants chinois avec tous les honneurs, beaucoup d'Américains se demandent si Watergate n'a pas été entretenue par les propos de n'y a pas collusion entre M. Ford et son prédécesseur. L'équivoque a été entretenu par les propos de M. Kissinger, déclarant avant le départ de M. Nixon qu'il voyait des avantages à une visite « privée » symbolisant le rapprochement sino-américain. Le rabbin Korff, fidèle soutien de M. Nixon, n'a pas hésité à affirmer que l'ancien président accomplissait ce voyage à la demande du département d'Etat. La déclaration n'a été démentie que timidement par le porte-parole du département d'Etat.

Les rumeurs selon lesquelles le président et M. Kissinger ont encouragé M. Nixon à se rendre en Chine sont embarrassantes pour le candidat Gerald Ford à la veille de l'élection primaire du New Hampshire. La Maison Blanche aurait préféré que M. Nixon ne sortît pas de sa réserve. — H. P.

Japon

LE BARON SATSUMA EST MORT

Tokyo *(A.F.P.)*. — M. Jiromachi Satsuma, plus connu à Paris sous le nom de « baron Satsuma », est mort, dimanche 23 février, à l'âge de soixante-quatorze ans. Au cours de la deuxième guerre mondiale, il avait donné refuge à André Malraux et à beaucoup d'autres intellectuels français recherchés par les nazis.

Il était arrivé en Europe en 1920 et s'était rapidement fait un nom dans la société européenne de l'entre-deux-guerres. En 1929, il ouvrait à Paris une Maison du Japon. Il fut décoré de la Légion d'honneur à l'âge de vingt-six ans.

Au cours de la guerre, sa Maison du Japon resta ouverte. Le baron était retourné dans son pays après la guerre et y avait épousé une vedette de théâtre.

(PUBLICITE)

En publicité les budgets moyens sont-ils actuellement efficaces?

D'après une récente enquête, cette question semble être une des préoccupations majeures des chefs d'entreprises françaises. Les responsables se demandent s'il n'existe pas un seuil minimum déjà élevé en dessous duquel tout effort est gaspillage.

A cette interrogation, nous répondrons par des exemples précis, choisis parmi les clients actuels, nouveaux et anciens de la MEP :

Philippe ARROU
Directeur de la MEP.
Une méthode particulière...

Dans un secteur en récession de l'alimentation, notre client a été le seul producteur a augmenter ses ventes en quantité (+ 8 %) grâce à une action publicitaire et promotionnelle, dont les résultats spectaculaires ont été mesurés précisément.

En bonneterie, avec un budget publicitaire passé progressivement de F. 200.000 à 1.200.000, le C.A. de notre client est passé de 7 à 54 millions en 8 ans.

En papeterie, la vente d'un nouveau produit stagnait depuis deux ans. Les actions publicitaires et promotionnelles que nous avons appliquées avec notre client ont amené le doublement des ventes en quantité.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres exemples concernant des budgets de 40 à 200 millions d'A.F. dans d'autres branches professionnelles, telles que les biens industriels, l'habillement, l'alimentation, l'équipement ménager etc.

A quoi doit-on attribuer le rendement de ces budgets moyens.

Tout simplement à l'exploitation de méthodes particulières que nous avons mises au point dans leurs détails et qui agissent avec force sur le comportement des revendeurs. Par le gonflement des carnets de commandes, la publicité ainsi entreprise par nos clients s'autorentabilise dans l'exercice et permet chaque année la poursuite de l'action publicitaire.

Parallèlement, au niveau du public, nous avons les preuves de l'efficacité de ces budgets sur la demande du consommateur.

Il est probable que dans votre branche nous puissions vous détailler une expérience vécue. Pour cela, précisez bien votre activité sur le bulletin-réponse ci-joint.

Je souhaiterais recevoir, sans engagement, des précisions sur des expériences concernant ma branche professionnelle.

M. ....
Titre ....
Ets. ....
Activité ....
Adresse ....
....
Tél. ....

MEP 15 rue du Rocher, Paris-8e
Téléphone : 292-01-01 + 387-27-83.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

LES TRIBULATIONS DES CHINOIS EN CHINE

Au moment où la Chine accueille M. Nixon, le régime instauré par Mao Tse-toung connaît les prémisses d'un possible bouleversement, sur lequel les hebdomadaires s'interrogent.

Gérard Filoche estime, dans *ROUGE*, trotskiste, que la politique extérieure chinoise est un échec : « *Que ce bilan de faillite — aux conséquences politiques et économiques encore historiquement incommensurables*, — affirme-t-il, *se conjugue avec un accroissement des difficultés intérieures, voilà qui alimente sérieusement les oppositions bureaucratiques au sein de la direction maoïste. La dénonciation du « social-impérialisme » des « nouveaux tsars » soviétiques ne peut constituer un bouc émissaire durable comme diversion aux problèmes que se posent les masses chinoises : tout changement de politique, au point d'engagement où en était la direction dans sa recherche d'alliances avec les U.S.A. et les différentes bourgeoisies impérialistes, ne peut se produire sans crise grave.* »

LE NOUVEL ECONOMISTE, dans sa rubrique : « L'essentiel sur l'essentiel », assure que *« l'instabilité risque de s'installer en Chine pour un certain temps. Pour le moment, le successeur de Chou En-lai réussit, semble-t-il, à enfoncer son rival Teng Hsiao-ping, maintenant accusé à nouveau de tous les péchés. Mais celui-ci, habitué aux replis stratégiques, pourrait faire son troisième « come back » après la disparition de Mao, qui demeure le meilleur soutien des durs de Changhai. Ainsi, du point de vue intérieur, c'est une partie subtile qui se joue dans les milieux dirigeants chinois, où l'idéologie n'a finalement qu'une faible part et ne sert guère que de prétexte aux luttes pour le pouvoir. Mais celles-ci semblent devenir de plus en plus vives entre les dirigeants chinois susceptibles de postuler ».*

Arlette Laguiller se demande, dans *LUTTE OUVRIERE*, trotskiste, s'il ne s'agit que d'une simple *« querelle de succession »* ou d'une *« nouvelle révolution culturelle »*. Retenant la seconde hypothèse, l'ancienne candidate à la présidence de la République interroge : *« Allons-nous revoir, comme dans le milieu des années 60, une mobilisation de la petite bourgeoisie étudiante pour faire accepter leur sort et un certain nombre de privations aux masses laborieuses, ce que fut en fait, au-delà des fumées idéologiques, la révolution culturelle ? »* Arlette Laguiller constate, en conclusion, que, *« Chou En-lai mort, les dirigeants maoïstes restent fidèles aux méthodes du régime instauré en 1949, profondément antidémocratique ».*

Dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, K. S. Karol considère qu' *« il est trop tôt pour conclure que les événements en Chine vont prendre la même tournure que lors de la précédente « révolution culturelle » qui s'était révélée trop chaotique et peut-être même trop coûteuse pour le pays. »*

« La Chine peut s'attendre à tout », écrit Emile Guikovaty dans *L'EXPRESS*. Il prévoit que *« si tout se passe bien, on peut imaginer que, une fois tranquille du côté du gouvernement, Mao va procéder à une nouvelle purge du parti. Il n'aura pas besoin, cette fois, des « gardes rouges ». Si, au contraire*, poursuit-il, *M. Teng a conservé assez de force dans le parti et dans l'armée pour retarder l'échéance, s'il se maintient, alors rien n'est joué. Dans un tel conflit, les différences « idéologiques » sont inexistantes. Personne en Chine, pas même Mao, ne peut imaginer un pays plus discipliné. De toute façon, si l'on en juge par la ruée au pouvoir qu'a déclenchée la mort de Chou En-lai, il n'est pas difficile de prévoir ce qui attend la Chine après la disparition du leader suprême. Prudent, Mao Tse-toung a peut-être décidé de confier son testament à M. Nixon ».*

On peut alors se demander si M. Nixon, en échange, ne dévoilera pas à son interlocuteur, ses projets... — A. CH.

LA CAMPAGNE CONTRE LE « RÉVISIONNISME »

(Suite de la première page.)

Cette exégèse de texte peut avoir une importance décisive. La campagne est fondée sur l'accusation dirigée contre d'importants responsables qui auraient déformé la pensée du président, mettant sur le même pied les trois éléments d'une instruction diffusée par ses soins, sans doute au début de l'année dernière, mais connue seulement à l'automne : *« Etudier la dictature du prolétariat et combattre et prévenir le révisionnisme ; encourager stabilité et unité ; faire décoller l'économie nationale. »* C'est ce qu'avait fait M. Ten Hsiao-ping dans son discours du 29 septembre, invitant le peuple à appliquer ces *« importantes directives du président Mao »*. La formule précise, *« Prendre les trois directives comme axe »* avait, d'autre part, été employée dans diverses réunions consécutives à la conférence nationale sur l'agriculture, qui s'était tenue en septembre et en octobre derniers. M. Hua Kuo-feng, aujourd'hui premier ministre par intérim, qui avait prononcé, le 15 octobre, le rapport final à cette conférence, s'était gardé de commettre cette « erreur ».

On apprend donc aujourd'hui que la formule incriminée a été expressément dénoncée par le président du parti, qui désavoue ainsi ceux qui s'étaient prévalus de sa pensée pour avancer un programme *« révisionniste »*. La politique devant être *« au poste de commandement »*, l'importance des trois directives est inégale, l'essentielle étant la première qui porte sur la dictature du prolétariat. *Le Quotidien du peuple* tire de la citation cette conclusion : il y voit *« une orientation claire pour la lutte contre le vent déviationniste de droite »*. Ceux qui hésitaient à s'engager dans le débat doivent désormais savoir ce qu'il en est, puisque le fondateur de la révolution s'est lui-même exprimé sans ambiguïté.

L'éditorial parle aussi longuement des tâches qui s'imposent dans l'agriculture. Les succès remportés depuis quatorze ans, explique-t-il en substance, sont dus à la compréhension que *« la contradiction principale demeure entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste »*. Mais l'éditorial lance aussi un vigoureux appel à la mobilisation des énergies pour le développement de l'agriculture. Les tenants de la pureté idéologique ne veulent-ils pas laisser à leurs adversaires l'exclusivité des préoccupations d'ordre économique ?

ALAIN JACOB.

AFRIQUE

L'AVENIR DE DJIBOUTI

L'Éthiopie suggère devant l'O.U.A. une entente entre M. Ali Aref et l'opposition

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — L'Ethiopie s'est prononcée, le lundi 23 février, en faveur d'une entente, à Djibouti, entre M. Ali Aref et son opposition légale, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.).

« L'O.U.A. devrait maintenant les encourager au maximum à se mettre d'accord sur un programme d'indépendance », a déclaré le général Teferi Bante, chef de l'Etat éthiopien, en ouvrant la vingt-sixième session ordinaire du conseil des ministres de l'organisation panafricaine. Auparavant, parlant des *« principaux leaders politiques du Territoire »*, le président du conseil militaire provisoire éthiopien avait placé sur un plan d'égalité *« le gouvernement local et l'opposition, la L.P.A.I. »*.

Cette prise de position constitue un revirement du régime d'Addis-Abeba, qui avait accordé un appui total à M. Ali Aref. L'Ethiopie semble renforcer le groupe des pays africains qui, comme le Kenya et l'Ouganda, souhaitent que le président du conseil de gouvernement de Djibouti compose avec la L.P.A.I. avant même l'accès à l'indépendance du Territoire.

Devant les ministres des affaires étrangères de l'O.U.A., le président éthiopien ne s'est pas prononcé ouvertement pour le maintien d'une garnison française après l'indépendance de Djibouti, mais il a invité l'organisation panafricaine à *« ne pas prendre à la légère l'inquiétude du peuple de Djibouti devant son incapacité à défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté après l'accession à l'indépendance »*. L'O.U.A., a-t-il ajouté, doit lui fournir des *« garanties suffisantes »* et les Etats riverains doivent prendre, pour leur part, des *« engagements moraux et spécifiques »*.

La représentativité accordée désormais par Addis-Abeba à la L.P.A.I. de MM. Hasan Gouled et Ahmed Dini est accueillie, ici, comme un geste de détente à l'égard de la Somalie. Constatant que *« la France a depuis longtemps reconnu le droit du peuple à l'autodétermination et à l'indépendance, et considère maintenant les moyens de lui permettre d'exercer ce droit »*, le président éthiopien a fait comprendre que son pays ne considère plus Paris comme un obstacle à la décolonisation du T.F.A.I. et qu'une garantie militaire française pourrait même être la bienvenue, au moins pour un temps.

Certains observateurs pensent que l'Ethiopie a choisi le moment opportun pour favoriser une *« solution africaine »* et que son initiative recueille déjà assez d'échos favorables au sein de l'O.U.A. pour que la puissance coloniale ait été assez remarquablement épargnée pendant cette séance d'ouverture du conseil des ministres de l'O.U.A., au cours de laquelle se sont succédé à la tribune, après le général Teferi Bante, les représentants de la Libye, de la Tanzanie, du Congo, de l'Angola et de l'Ouganda.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Tunisie

La « tentative de distribution de tracts »

LA COUR D'APPEL DE TUNIS RÉDUIT LA PEINE D'UN ACCUSÉ ET PRONONCE UN ACQUITTEMENT

(De notre correspondante.)

Tunis. — La cour d'appel de Tunis a rendu, le 21 février, son verdict dans une affaire de *« tentative de diffusion de tracts »*, jugée le 24 janvier. Quatre personnes étaient inculpées, dont trois résident en France. Pour deux des accusés, MM. Mohamed Messaoud Chaabi et Youssef Chakroun, qui avaient été condamnés par défaut à seize ans de prison et 5 500 dinars d'amende (55 000 F), la peine a été maintenue. Les deux autres condamnés, MM. Abdallah Zlitni, employé à la S.N.C.F., et Chaouki Chaabi, étudiant, étaient incarcérés à Tunis depuis un an ; le premier a vu sa peine ramenée de quatre ans et demi à deux ans de prison et à 200 dinars d'amende (2 000 F), avec une seule inculpation maintenue, le *« port de documents interdits »* ; le second a été acquitté.

A l'origine, M. Abdallah Zlitni avait été arrêté à l'aéroport de Tunis-Carthage, alors qu'il arrivait de Paris, porteur d'une valise à double fond, dans laquelle la douane tunisienne devait découvrir de nombreux tracts imprimés en France et des exemplaires de journaux interdits en Tunisie. Ces tracts devaient, semble-t-il, être distribués dans les boîtes aux lettres d'avocats, de professeurs et de médecins tunisiens. C'est à propos de cette *« tentative de distribution »* que M. Chaouki Chaabi avait été inculpé pour complicité ; il avait nié les faits.

Les avocats ont fait valoir que, la distribution des tracts n'ayant pas eu lieu, il n'y avait pas de motif de condamnation.

Faute de preuves, les autres inculpations retenues lors du premier procès avaient été retirées ; il s'agissait d'atteinte au prestige du chef de l'Etat et du gouvernement, d'outrages aux institutions nationales et de propagation de fausses nouvelles. — M. P.

ÉTATS-UNIS

Le New-Hampshire à l'heure des primaires

De notre envoyé spécial

Manchester (New-Hampshire). — Le jour — l'unique — de gloire est arrivé pour ce petit Etat apprécié des skieurs l'hiver et des vacanciers l'été qui, tous les quatre ans, sort de son anonymat pour captiver l'attention du pays. Ce jour, cette distinction d'être le premier des Etats de l'Union à convoquer une élection primaire, les autorités locales y tiennent tant qu'une loi vient d'être passée, spécifiant que cete consultation aura lieu désormais une semaine avant toutes les autres. Bref, il faut qu'à jamais le départ de la course à la Maison Blanche soit donné du New-Hampshire.

Cette année pourtant, comme il y a quatre ans, les mêmes critiques se font entendre. Quel message valable peut donner à la nation un Etat si peu représentatif, de faible superficie, peu peuplé, pratiquement sans minorité de couleur (0,4 % de Noirs) ? Pourquoi accorder une telle importance au seul Etat qui n'impose aucune taxe locale et dépense si peu pour les services sociaux, qui dispose d'une seule station de télévision, d'un seul journal important, le *Manchester Union Leader*, ultra-conservateur, dirigé de surcroît par un extravagant personnage, M. William Loebe, spécialiste de l'invective du genre *« Jerry Ford le clown »*, ou *« Kissinger le youpin »* ?

Mais aucun Etat ne peut prétendre être le microcosme de la nation, et, après tout, le New-Hampshire n'est pas seulement un centre de tourisme et une région agricole. Des industries se sont développées dans les vallées, au point que les ouvriers représentent maintenant 42 % de la population active. En outre, depuis 1952, les électeurs du New-Hampshire, conscients de leurs responsabilités, prennent au sérieux leur devoir électoral, et la participation aux urnes est relativement forte, aussi bien dans les villages enneigés du Nord-Est que dans les bourgades au bord des lacs ou dans les centres textiles de Manchester et de Nashua. L'Etat compte cent soixante-quatre mille républicains et cent seize mille démocrates électeurs « enregistrés », plus cent quarante mille électeurs « indépendants », qui peuvent voter indistinctement dans les deux camps et même ajouter, à la main, sur leur bulletin, le nom d'un non-candidat.

La versatilité d'un *électorat* qui élit à la fois un gouverneur d'extrême droite et des sénateurs et députés démocrates pimente l'intérêt de cette « première » consultation qui, au cours des années, a scellé l'avenir des hommes politiques et le plus souvent sonné leur glas.

Aussi bien la « primaire » du New-Hampshire, appelée familièrement un « concours de beauté », est, en fait, un banc d'essai redouté parce qu'il élimine impitoyablement les faibles. D'où les énormes efforts déployés par les « volontaires » et comités électoraux mobilisés depuis de longs mois à la tâche ingrate de recenser les électeurs puis de les contacter par téléphone, ou de leur rendre visite en porte à porte, exercice parfois épuisant dans la neige et le froid.

La grande fête des *media* terminée, les électeurs se retrouvent seuls devant les urnes, mais déconcertés et assommés par les trop nombreux candidats agitant des problèmes qui les intéressent moins que la légalité des prières dans les écoles publiques, les efforts des gardes-côtes fédéraux pour patrouiller sur les eaux « souveraines » des lacs du pays, etc. Toutefois, pour certains des concurrents démocrates, il ne s'agit plus de gagner, mais seulement de survivre, politiquement parlant. Tel est le cas de M. Sargent Schriver, que ses liens avec le clan Kennedy aideront probablement davantage dans le Massachusetts voisin, de M. Fred Harris, qui se présente comme le champion des pauvres, le candidat des « prolos », et, du coup, limite son audience... Pour le sénateur Bayh, apprécié de l'électorat féminin mais entré depuis peu dans la compétition, il s'agit de rattraper son retard : on le voit littéralement partout...

Si ce vertueux labeur doit être récompensé, le représentant Udall, qui « travaille » l'Etat depuis un an, devrait arriver en tête, suivi (ou précédé) par M. Jimmy Carter, l'ancien cueilleur de cacahuètes (il en traîne partout des charlots), au bon sourire détendu et familier, devenu le candidat du bon sens et de la modération, qui se situe légèrement à droite de ses concurrents « libéraux ».

Du côté des républicains, la lutte, limitée à deux hommes, est si serrée que le président Ford et l'ex-gouverneur Reagan minimisent à l'avance le sens du scrutin. La campagne s'est animée ces derniers jours quand les deux candidats, partageant le même conservatisme de bon aloi, ont enfin décidé de s'opposer sur la détente, le chômage, la politique économique, et même de s'égratigner. Le président Ford se présente comme un homme de gouvernement et d'action assumant de lourdes responsabilités, face à un adversaire irresponsable et incompétent. *« Mais alors, pourquoi m'a-t-il proposé des postes importants dans le gouvernement ? »*, a déclaré Reagan.

L'ancien acteur est très à l'aise dans chaque rôle qu'il a appris par cœur. Bien habillé, les gestes et l'attitude très au point, la voix « travaillée », il répète partout, avec une diction parfaite de professionnel, le même discours émaillé de jeux de mots, d'histoires drôles, de citations littéraires accumulées au cours des années et soigneusement transcrites sur des fiches.

HENRI PIERRE.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Sahara occidental

Dans la région d'Amgala, l'armée marocaine subit les harcèlements incessants du Polisario

De notre envoyé spécial

Amgala. — Altitude 8 000 pieds. Dans l'hélicoptère, le commandant de la gendarmerie marocaine, M. Bel Kadem, nous tire par la manche : « *Là-bas, Amgala.* » Objet d'affrontements incessants depuis un mois, Amgala, vue du ciel, apparaît comme un minable pâté de maisons au fond d'un oued asséché depuis des siècles.

« *Quel paysage !* » s'exclame le commandant. Telle est bien l'impression la plus forte. Planté au milieu de l'immensité sablonneuse, le site d'Amgala n'est qu'entassements noirs et ocres de pierrailles, enchevêtrement de mamelons, de cônes et de creux. s'étire une immense vallée de Sur le flanc de cet amas lunaire, sable vers laquelle converge un réseau de trouées. D'en haut, on comprend vite l'intérêt de la position. Tous les chemins partent d'Amgala. Vers le nord, ce sont les pistes pour El-Aïoun, Smara et Mahbés. A l'est, toute proche, la frontière mauritanienne. Au sud, l'enjeu essentiel aujourd'hui : l'accès à Guelta-Zemmour, dernier bastion du Front Polisario.

L'hélicoptère descend par petits sauts prudents. D'évidence, la position d'Amgala reste incertaine. L'armée marocaine la contrôle, mais, vendredi 20 février encore, elle a subi des harcèlements. Le pilote lève un doigt vers le commandant. Nous plongeons. A 11 h. 30, l'hélicoptère se pose dans une cuvette au milieu des positions marocaines.

Quel décor ! Un vomissement de cailloux, de galets, de pierres, de plaques tranchantes battues par le vent. La rocaille de Haute-Ecosse, moins les moutons. Les jeeps qui viennent vers nous paraissent avancer en crabe.

Nous gagnons à pied la crête qui surplombe Amgala. Au-dessus de la grande vallée, les soldats marocains ont creusé, avec peine, de petits abris en forme d'œufs, où ils tiennent à deux. Les boîtes de sardines et les chargeurs luisent au soleil. A notre approche, les soldats, peau recuite, riant de toutes leurs dents, lèvent leur pistolet-mitrailleur à bout de bras. Un sous-lieutenant et six hommes tiennent un P.C. avancé au sommet de la butte. Amgala, avec ses gourbis ocres, s'étale là-bas, à 2 kilomètres.

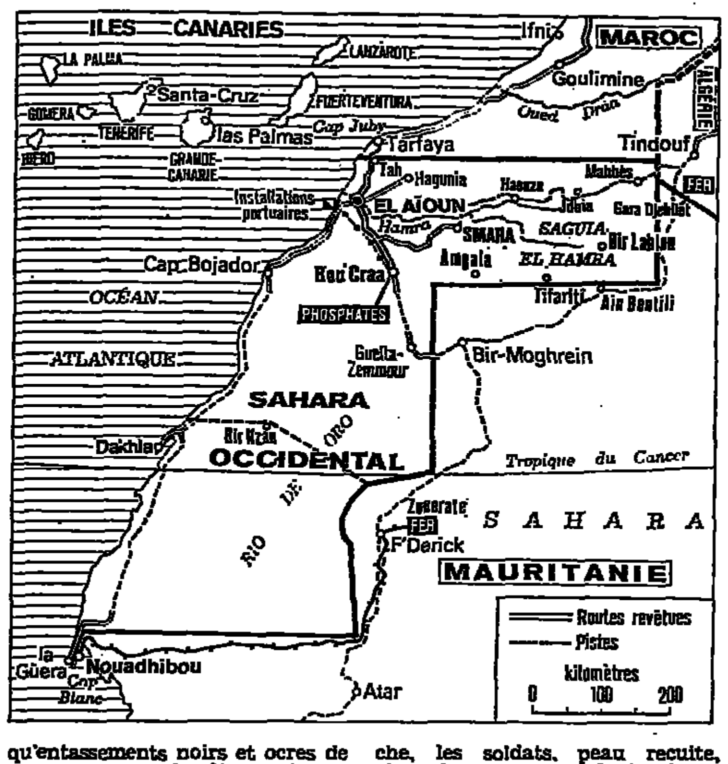
« *Impossible d'aller au village,* dit le commandant Bel Kadem. *Nous n'occupons que les hauteurs. En bas, il n'y a plus personne. Les forces rebelles ont sans doute miné les lieux.* »

Ces « rebelles » ne doivent pas être très loin. A chaque aube, ils peuvent surgir, comme ils l'ont fait le 14 février. Ce jour-là, une colonne marocaine qui était en route pour Guelta-Zemmour avait campé près d'Amgala. En repartant, elle tomba dans une embuscade qui fit deux morts et de nombreux blessés. Elle décrocha. Le 15 et 16 février, appuyée par l'aviation, elle reprenait le contrôle des alentours d'Amgala. Depuis, les harcèlements n'auraient pas cessé. Jeudi et vendredi encore les Fouga et F-5 basés à El-Aïoun auraient détruit une quinzaine de véhicules en provenance d'Algérie.

Vers midi, ce dimanche 23 février, alors que nous crapahutons au-dessus d'Amgala, un Fouga apparaît dans le ciel. « *Simple mission de reconnaissance* », nous assure le commandant Bel Kadem. Pourtant, après avoir inspecté la grande vallée, l'avion pique vers les collines situées de l'autre côté d'Amgala et tire plusieurs roquettes à 3 kilomètres de notre position. Le Fouga visait une grotte, nous rapportera-t-on par la suite. Cette grotte abritait-elle des forces « rebelles » qui avaient d'abord tiré sur l'avion ? Nous n'obtiendrons qu'une réponse évasive.

Quelles forces « rebelles » d'ailleurs ? Le commandement marocain maintient qu'il s'agit surtout de soldats algériens. On nous montre des tenues militaires de l'armée nationale populaire, des caisses de munitions, des boîtes de fromage, qui auraient été prises à l'adversaire algérien lors des affrontements de la semaine dernière.

Des preuves ? Oui et non. Car tout cet attirail pouvait très bien dater de la première bataille du 24 janvier. De deux choses l'une : ou l'on croit les officiers marocains sur parole, ou le doute reste permis sur la participation, en ce moment, des troupes de l'A.N.P. à la guérilla du Sahara occidental.



Un pas de plus vers le sud

Vers 14 h. 30, nous décollons d'Amgala, persuadés qu'il devrait y avoir bientôt d'autres affrontements dans cette zone. Les maquisards du Polisario (qu'ils soient ou non encadrés par des soldats algériens) suivent une tactique claire : harceler l'armée marocaine à Amgala pour pouvoir se dégager le mieux possible de Guelta-Zemmour. Là-bas, au sud, près de cette localité, se trouve le dernier grand camp de réfugiés sahraouis encore installés au Sahara occidental. Tous les autres sont à l'abri dans le sanctuaire algérien. Le Polisario entend tenir Guelta tant qu'il n'aura pas « *fait échapper la population civile à l'emprise marocaine* ». Il fixe donc les forces armées royales à mi-route, à Amgala.

Le commandement marocain réplique par une autre tactique. Il masse des troupes à Bou-Craa, localité qui commande l'autre piste donnant accès à Guelta. Le dernier bastion du Polisario sera simultanément attaqué par le nord-est (Amgala) et le nord-ouest (Bou-Craa).

« Dans combien de temps ?

— *Comptez une quinzaine de jours, et Guelta sera tombée,* répond le commandant Bel Kadem.

— Et les forces « rebelles » ?

— *Elles auront, d'ici là, décroché par la zone mauritanienne.* »

L'état-major marocain cache à peine qu'après avoir « nettoyé » la partie nord du Sahara occidental — celle attribuée au royaume chérifien — il lui plairait de donner un coup de main à la petite armée mauritanienne, laquelle a bien du mal à venir à bout des « bandes rebelles ». Les Marocains feraient donc un pas de plus vers le sud, vers l'accomplissement d'un vieux rêve.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

« JEUNE AFRIQUE » : la guerre est presque inévitable.

M. Ben Yahmed, directeur de *Jeune Afrique*, écrit dans le dernier numéro de cet hebdomadaire :

« *Deux grands pays africains et arabes de près de 20 millions d'habitants chacun, dotés de ressources humaines, naturelles et financières importantes, se sont pris à la gorge. Chacun d'eux dispose d'une armée puissante, d'amitiés et d'alliances nombreuses. Tous deux sont animés de la volonté farouche de ne pas se laisser humilier ni dominer. La guerre, que je crois maintenant presque inévitable entre eux, sera terrible et* terriblement inutile. *Les dirigeants qui l'auront voulue (ou qui, simplement, n'auront pas voulu l'éviter) porteront une écrasante responsabilité personnelle et historique.* Ils ont toutes chances, au surplus, d'être eux-mêmes emportés. »

● *A Nouakchott*, les autorités mauritaniennes ont annoncé, dimanche 22 février, les forces gouvernementales contrôlaient totalement le Rio-de-Oro, partie du Sahara occidental qui revient à la Mauritanie en vertu des accords conclus avec Rabat.

● *Homonymie.* — M. Claude Vatin, résidant à Oujda (Maroc), nous précise qu'il n'a rien de commun avec M. Claude Vatin, co-signataire de l'appel d'universitaires français (nos éditions du 20-21 février) en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui.

Algérie

Le voyage de M. Mitterrand à Alger

L'AGENCE A.P.S. MET L'ACCENT SUR LES NOUVELLES « POSITIONS » DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS.

M. François Mitterrand se rend à Alger ce mardi 24 février, et sera, jusqu'au 27 février, l'hôte officiel du parti unique algérien, le Front de libération nationale (F.L.N.). Le premier secrétaire du P.S. sera reçu par le président Boumediène et s'entretiendra avec de nombreux dirigeants.

Les autorités algériennes entendent donner à ce voyage un certain retentissement. Lundi soir, l'agence officielle A.P.S. a publié un long commentaire, qui a été repris par la radio et la télévision.

Après avoir souligné que l'hôte de l'Algérie est fort bien connu de ce côté-ci de la Méditerranée, l'A.P.S. écrit : « *Après l'élimination des chefs traditionnels d'un autre âge, le P.S. se trouve être le représentant d'une large couche de la population, et, comme pour marquer sa nouvelle vigueur, il s'est nettement démarqué des grands courants classiques, pour se situer, par certaines positions incontestablement justes, au sein de la gauche.*

» *Cette tendance, qui peut à la fois s'expliquer par la présence dans ses rangs d'éléments fort jeunes et par son alliance avec le parti communiste français dans l'élaboration d'un programme commun, a été confirmée encore lors des récents congrès que ce parti a tenus. Positions que l'on peut qualifier de contre-courant à la tradition du parti de Guy Mollet, personnage également fort bien connu des Algériens, et qui, par ses douteuses prises de positions et ses retournements de casaque, favorisait la pérennité des partis bourgeois dans la conduite des affaires de l'Etat.* »

CORRESPONDANCE

La mort de M. Allaoua Benalycherif

M. le préfet Cherif Mecheri, ancien secrétaire général de la présidence et du haut conseil de l'Union française, nous écrit au sujet de la mort de M. Allaoua Benalycherif (« le Monde » du 24 janvier) *:*

Allaoua Benalycherif est descendant d'une « dynastie » puissante de la Kabylie. Sa capitale en Kabylie était Akbou. Grâce à sa bonté, à sa générosité proverbiale, Benalycherif était considéré, estimé et aimé par le peuple kabyle. Grand-croix de la Légion d'honneur, il fut député au Parlement français de 1946 à 1958. Il a défendu à la Chambre des députés et auprès du gouvernement français ses compatriotes en préconisant non seulement l'application loyale du statut de l'Algérie de 1947, mais en invitant, en vain, le gouverneur Léonard à proposer au gouvernement des réformes profondes de structure. Il a défendu avec une parfaite dignité la République algérienne d'Abbas.

Devant l'impossibilité d'aboutir, il démissionna de son mandat de député pour rejoindre sa Kabylie natale.

Sa famille, son fils Ahmed, ont été de farouches résistants pour la liberté de l'Algérie...

● *L'ambassadeur du Tchad à Paris*, M. Djime, devait être reçu ce lundi après-midi 23 février par M. Giscard d'Estaing et transmettre à celui-ci un message du chef de l'Etat tchadien, le général Félix Malloum.

● *M. Jean Français* est nommé ambassadeur au Botswana, a annoncé le *Journal officiel* du 20 février. Comme son prédécesseur, M. Français réside à Lusaka (Zambie), où il a été nommé ambassadeur en octobre dernier (*le Monde* du 10 octobre 1975).

L'EUROPE ET LE CONFLIT ANGOLAIS

Les Neuf condamnent « toutes les interventions militaires extérieures »

De notre envoyé spécial

Luxembourg. — *L'Europe des Neuf, s'adressant indirectement à l'Angola, a rappelé, le 23 février, qu'elle est disposée à coopérer avec les Etats africains qui le souhaitent, tout en condamnant* « les interventions militaires extérieures » *et l'établissement de zones d'influence en Afrique.*

Au cours d'une réunion de coopération politique particulièrement expéditive (une seconde séance prévue pour ce mardi matin a été annulée), les neuf ministres des affaires étrangères ont adopté à Luxembourg une déclaration commune qui a été discutée avec quelque animation. En fait, M. Sauvagnargues la jugeait inutile et son collègue italien, M. Rumor, n'était pas loin d'être de son avis. Pour le ministre français, il importe surtout maintenant, à l'égard de l'Angola, de tourner la page. Les Occidentaux ont joué la mauvaise carte en misant sur les adversaires du M.P.L.A. L'erreur étant consommée, estime-t-on à Paris, la seule chose à faire est de tendre la main au gouvernement de Luanda sans lui poser de conditions.

Les ministres ouest-allemand, britannique, néerlandais et danois, en revanche, insistèrent pour que soient condamnée l'intervention soviétique et cubaine en Angola. M. Genscher avait cependant pris soin d'enrober cette condamnation, dans le texte qu'il avait proposé, de considérations générales : il faisait l'éloge de l'O.U.A., se prononçait pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples de Rhodésie et de Namibie, et condamnait l'« apartheid » en Afrique du Sud.

Finalement, moyennant quelques arrangements de forme, M. Sauvagnargues jugea que cette déclaration n'était pas compromettante et qu'il pouvait l'adopter. Le gouvernement français, réflexion faite, n'a pas voulu indisposer davantage ses partenaires européens, dont il avait déjà forcé la main en reconnaissant avant eux, mardi dernier, le gouvernement de Luanda.

Comment Paris a reconnu Luanda

Pour préciser cet épisode, il faut remonter au vendredi 13 février, jour où M. Giscard d'Estaing quitte, près de Nice, le chancelier Schmidt, à qui il a fait part de l'intention de la France de reconnaître la République populaire d'Angola. Ce même jour, M. Sauvagnargues reçoit, comme tous les ministres des affaires étrangères de la Communauté, un message de M. Kissinger lui disant qu'une telle reconnaissance est prématurée. Le ministre français lui répond aussitôt que ce n'est pas son avis. Simultanément, la France provoque à Luxembourg une réunion des Neuf, au niveau des ambassadeurs, pour discuter de la question avec tous les Etats de la Communauté. Si les partenaires de la France admettent volontiers que la reconnaissance du gouvernement de Luanda est inévitable, plusieurs la trouvent inopportune, en raison très probablement des pressions de M. Kissinger. La discussion reprend lundi et mardi entre les directeurs politiques. Le gouvernement français juge alors qu'elle a assez duré et annonce unilatéralement la reconnaissance, convaincu, semble-t-il, que les autres ne se décideront que s'il fait le premier pas. C'est finalement ce qui s'est produit, et, vendredi dernier, tous les gouvernements de la Communauté avaient reconnu l'Angola.

Au cours de leur dernière séance de Luxembourg, les neuf ministres des affaires étrangères ont aussi adopté un certain nombre de documents de travail :

— *Dialogue euro-arabe.* — La commission générale euro-arabe, créée sur le papier en 1974 et qui ne s'est jamais réunie, siégera en mai à Luxembourg. Les Arabes acceptent que cette première séance se tienne entre deux délégations, une arabe et une européenne, sans que chaque pays soit nommément désigné, ce qui permet de ne pas soulever le problème de la représentation de la Palestine. De leur côté, les Européens, tout en refusant de discuter le règlement du conflit israélo-arabe proprement dit, admettent que le dialogue n'est pas uniquement économique et qu'il a « *une dimension politique* ». Ainsi, ils ne refuseraient pas *a priori* de discuter avec les Arabes du problème palestinien. Certains partenaires de la France restent cependant sceptiques quant à l'efficacité de ce dialogue.

La lutte contre le terrorisme. — Un groupe de travail étudiera les aspects internationaux de la lutte contre le terrorisme, notamment la possibilité de présenter à l'ONU un projet de convention.

Relations Est-Ouest. — Les Neuf ont arrêté certaines règles pour maintenir la solidarité dans l'application des décisions de la conférence d'Helsinki. Ils n'ont pas abordé la question des relations avec le Comecon primitivement à leur ordre du jour, qui relève non de la coopération politique, mais des affaires communautaires.

Chypre. — Les Neuf ont échangé des informations sur les conversations en cours entre les communautés chypriotes. Ils se félicitent que le contact soit maintenu entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs.

MAURICE DELARUE.

LA DÉCLARATION

La déclaration adoptée par les Neuf lundi 23 février indique notamment : « *Les ministres ont suivi très attentivement et avec beaucoup de préoccupation le déroulement du conflit en Angola, qui a provoqué de grandes souffrances, d'importantes pertes de vies humaines et de graves dommages à l'économie. Ils appellent au rétablissement de la concorde nécessaire et à la reconstruction et au développement du pays.*

» *Les ministres des affaires étrangères estiment que c'est au peuple angolais qu'il appartient de définir son propre destin. A ce titre, ils ont vivement apprécié les efforts déployés par l'O.U.A. pour trouver aux difficultés une solution africaine, et se sont abstenus de tout ce qui pourrait nuire à leur aboutissement. De ce point de vue, ils ont condamné toutes les interventions militaires extérieures et exprimé le ferme espoir qu'il y sera mis rapidement fin. Dans l'intérêt de la prospérité de la région, ils souhaitent que s'établisse une coopération pacifique et constructive qui suppose des relations de bon voisinage entre les Etats africains qui en font partie. Les ministres ont confirmé les positions fondamentales des neuf Etats membres de la Communauté :*

» — *Disponibilité des Neuf pour développer les relations de coopération dans la mesure où celles-ci sont souhaitées par les Etats africains et rejet de toute action de quelque Etat que ce soit visant à établir une zone d'influence en Afrique ;*

» — *Respect de l'indépendance de tous les Etats africains et droit pour ceux-ci de définir en toute souveraineté et sans ingérences étrangères leur politique nationale ;*

» — *Soutien aux actions de l'O.U.A. pour promouvoir la coopération africaine ;*

» — *Droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples rhodésien et namibien ;*

» — *Condamnation de la politique d'* « *apartheid* » *de l'Afrique du Sud.* »

● *Des troupes cubaines pour la Namibie ?* — Le *Times* rapporte, ce mardi 24 février, dans un article daté de La Havane, que Cuba n'exclut pas une intervention contre les forces sud-africaines en Namibie. « *Cuba continuera d'aider les peuples frères du continent africain dans leur lutte armée contre le colonialisme et pour la libération nationale* », assure-t-on de source officielle.

Le représentant de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain) en Scandinavie, M. Ben Amathila, a, lui aussi, déclaré, dimanche 22 février à Helsinki, que l'Afrique du Sud devrait faire face à l'éventualité d'une intervention de troupes cubaines si elle ne se retirait pas de Namibie avant le 31 août, date limite pour la tenue d'élections sous la surveillance de l'ONU. M. Amathila a ajouté : « *C'est d'abord le devoir des Namibiens de combattre en Namibie, et la SWAPO ne manque pas d'effectifs.* »

Luanda juge trop tardive la reconnaissance de Lisbonne

Tandis qu'à Addis-Abeba les représentants de la République populaire d'Angola prenaient leurs sièges à l'O.U.A., lundi 23 février, sous les ovations des ministres des affaires étrangères africains, le Koweït, le Pérou, le Pakistan et le Swaziland ont reconnu le régime de Luanda.

Correspondance

Luanda. — « *La reconnaissance de Lisbonne a perdu pour nous tout son intérêt.* » En privé, les dirigeants de la République populaire d'Angola font la fine bouche. Le problème des relations avec le Portugal est chargé ici d'une passion trop grande pour que les premières réactions ne soient pas d'abord sentimentales.

A la date de l'indépendance, le 11 novembre, quand la zone contrôlée par le M.P.L.A. était réduite à sa plus simple expression, on attendait ici du Portugal un geste reconnaissant la primauté du M.P.L.A. sur les mouvements rivaux. Rien n'est venu. Luanda espéra à nouveau en vain une reconnaissance le 4 février, au moment où le M.P.L.A. fêtait le quinzième anniversaire du début de sa lutte armée.

Depuis cette date, les dirigeants et la presse ont attaqué avec une violence accrue l'attitude de Lisbonne en feignant d'ignorer que la reconnaissance de l'Angola était devenue l'enjeu d'une bataille majeure entre les forces politiques portugaises. Luanda attendait trop de la révolution du 25 avril pour ne pas être déçu par une reconnaissance accordée après tous les autres pays d'Europe.

Les futures relations entre le Portugal et l'Angola vont être évidemment marquées par cette décision tardive et malaisée. Pourtant le contentieux à régler est particulièrement lourd. Tous les Portugais qui ont abandonné leurs biens seront-ils indemnisés ? Qu'adviendra-t-il des investissements réalisés par les grands groupes financiers portugais en Angola, mais aussi des biens acquis par leurs filiales angolaises au Portugal même ? Les Portugais venant ou revenant s'installer en Angola seront-ils des étrangers comme les autres, ou auront-ils une position particulière ? Dans un pays où les liens entre les habitants sont d'abord construits sur cinq cents ans de colonisation commune, l'attachement à l'ancienne métropole restera-t-il assez fort pour que le Portugal et l'Angola bâtissent une coopération exemplaire ? Cet imbroglio compliqué par les nationalisations de droit ou de fait décidées à Lisbonne et à Luanda est d'une incroyable complexité.

RENÉ LEFORT.

Nations unies

● DANS UNE LETTRE QU'IL A ADRESSEE RECEMMENT AU MINISTRE SUD-AFRICAIN DES AFFAIRES ETRANGERES, le secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, a informé le gouvernement de Pretoria que l'ONU ne pouvait répondre à une demande d'aide faite par l'Afrique du Sud au profit de camps de réfugiés situés en territoire angolais. — (UPI.)

ALFRED
SAUVY
L'ECONOMIE
DU DIABLE
Chômage et inflation
CALMANN-LEVY
PUBLICIS N 592

L'ÉVÉNEMENT

LE XXVe CONGRÈS DU P. C. SOVIÉTIQUE

M. BREJNEV a ouvert, mardi 24 février, le XXVe congrès du parti communiste de l'Union soviétique et présente le rapport d'activité du comité central, à la fois compte rendu de mandat et programme de politique générale. La session se poursuivra pendant une dizaine de jours et s'achèvera par l'élection du nouveau comité central.

Le congrès est en principe l'événement le plus important en U.R.S.S. puisqu'il est l'organe suprême du parti et que le rôle du P.C. est ainsi défini par la Constitution : « Les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le parti communiste de l'U.R.S.S. qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour le renforcement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau directeur de toutes les organisations sociales et étatiques des travailleurs. »

Il a parfois été écrit que M. Brejnev pourrait profiter de ce congrès pour prendre sa retraite. C'est possible mais démenti depuis plusieurs mois par les Soviétiques « informés ». Et, jusqu'à présent, les changements majeurs à la direction du parti ont toujours eu lieu en dehors des congrès. A l'exception d'ailleurs des XXe et XXIIe, marqués par les campagnes de déstalinisation, les congrès récents du P.C. soviétique n'ont été en rien des événements spectaculaires. Bien que des nuances, et parfois des divergences, apparaissent dans les propos des orateurs, les organisateurs s'appliquent à donner l'image de l'unité la plus parfaite. A l'époque contemporaine, un congrès soviétique provoque la somnolence comme un trop long récital monophonique. Une fois la fête passée, on distingue mieux quelle en fut la mélodie.

BERNARD FÉRON.

Le pouvoir des gens en place

SELON les statuts, *« l'organisme suprême du parti communiste de l'Union soviétique est le congrès du parti »*. Actuellement il doit être convoqué une fois tous les cinq ans et il réunit environ six mille délégués alors que le parti compte quinze millions de membres. Le principe directeur du P.C. — et qui le distingue de la plupart des autres organisations politiques — est le centralisme démocratique. Celui-ci, toujours selon les statuts, signifie :

« a) *Election de tous les organismes dirigeants de la base au sommet ;*

» b) *Comptes rendus périodiques des organismes du parti devant leurs organisations respectives et devant les organismes immédiatement supérieurs ;*

» c) *Discipline rigoureuse dans le parti et subordination de la minorité à la majorité ;*

» d) *Obligation stricte pour les organismes inférieurs d'appliquer les décisions des organismes supérieurs.* »

Comment s'inscrit le congrès dans ce schéma général ?

● AVANT LE CONGRES

Les organisations de base du parti sont constituées sur les lieux de travail, dans les usines, les kolkhozes, les administrations, les unités de l'armée, les quartiers, les villages, là où se trouvent au moins trois communistes. Les organisations de base sont chapeautées par les organismes de ville, de district qui, à leur tour, dépendent d'organisations de régions, de territoire, éventuellement de République autonome. A l'échelon supérieur se trouvent les organismes de République fédérée. Au sommet de la pyramide il y a le comité central de l'U.R.S.S. (1).

De bas en haut, les militants choisissent les dirigeants de l'échelon immédiatement supérieur. Ainsi le congrès du parti a-t-il été précédé par des conférences ou des congrès d'organisations de base, de districts, de Républiques. Les délégués qui vont se réunir à Moscou sont les délégués des Républiques ou des villes les plus importantes. C'est l'aspect « démocratique ». Cependant, le « centralisme », dans les faits, donne le plus grand pouvoir aux hommes déjà en place. Ils exercent une influence souvent déterminante dans le choix des délégués et des membres de l'appareil.

Les militants communistes travaillent dans tous les secteurs de la société soviétique, mais ceux qui jouent véritablement un rôle politique sont des fonctionnaires de l'appareil, payés par le parti. Ils ont en général pour souci de maintenir l'institution telle qu'ils la connaissent ; leur tendance est conservatrice. Ils avaient été choqués par la déstalinisation telle que Khrouchtchev l'avait entreprise, et inquiétés par le remue-ménage que provoquaient les réformes permanentes. Le « printemps de Prague » leur était incompréhensible et ils souhaitaient, bien avant que la direction suprême ne prît position, qu'une intervention vigoureuse rétablît en Tchécoslovaquie l'ordre traditionnel.

Les membres de l'appareil vont former l'ossature du congrès.

(1) L'Union soviétique est divisée en quinze républiques fédérées. A l'intérieur de ces républiques, certaines nationalités ont leurs propres organes du pouvoir et constituent des républiques autonomes.

● PENDANT LE CONGRES

Jadis, l'« organisme souverain » du parti réunissait quelques délégués, puis quelques dizaines de délégués. Il donnait lieu à d'âpres débats. Les participants n'hésitaient pas à s'opposer à Lénine, qui se trouvait parfois en minorité. Maintenant, les quelques milliers de délégués doivent surtout écouter et approuver les rapports qui leur sont présentés. Les plus importants, par leurs fonctions, ont le privilège de paraphraser sur un point ou sur un autre les rapports. Quelques délégués de base prennent aussi la parole.

Pourtant, en étudiant attentivement les discours, on observe parfois des nuances qui traduisent des divergences politiques. Ce fut sensible surtout pendant la période khrouchtchévienne. Lors du vingt-deuxième congrès (1961), les orateurs paraissaient tous d'accord sur la déstalinisation menée par le premier secrétaire. Néanmoins, deux tendances principales se dégageaient. Les uns affirmaient qu'on avait fort bien fait de condamner le culte de Staline, mais laissaient entendre qu'il s'agissait d'une discussion historique, terminée. Les autres, au contraire, souhaitaient que l'affaire fût poussée.

Depuis une dizaine d'années, les dirigeants évitent de poser crûment les questions politiques brûlantes. D'ailleurs, à l'exception de ceux qui exercent des responsabilités dans les Républiques, ou du président du présidium du Soviet suprême, les membres du bureau politique ne sont pas intervenus dans la discussion pendant les deux derniers congrès.

Deux plats de résistance sont offerts aux délégués : le rapport d'activité du comité central et les directives pour le nouveau plan quinquennal. La périodicité est maintenant fixée de façon telle que le congrès se réunisse au début de l'application de chaque plan ou programme économique, qui, en principe, inspirera pendant les cinq années à venir la politique soviétique.

Avant de se séparer, les congressistes choisissent le comité central (celui qui a été élu en 1971 comprenait 241 membres titulaires et 155 suppléants) et la commission de contrôle (81 membres). Le vote a lieu au scrutin secret : chaque délégué glisse dans une enveloppe la liste des membres du comité central qui lui est proposée par la direction ; il peut rayer certains noms ou en rajouter. Mais, depuis Staline, il est rare que cette procédure ait entraîné des surprises pour les dirigeants en place.

Avant et après la session, le congrès n'a aucun pouvoir, car *« dans l'intervalle des congrès »*, c'est le comité central qui *« dirige toute l'activité du parti »*. Dès son entrée en fonctions, le comité central élit, à mains levées, le secrétaire général, le bureau politique et le secrétariat. Lui-même doit se réunir au moins deux fois l'an. Les sessions durent en général deux jours. La direction réelle du parti est assurée par le bureau politique, qui se réunit au moins une fois par semaine, en principe le jeudi, et par le secrétariat qui contrôle en permanence toute la machine.

Chaque secrétaire du comité central est responsable d'un secteur (agriculture, industrie, culture, idéologie, relations avec les partis frères, etc.). Il a sous sa coupe un ou plusieurs départements du comité central, composés non de membres élus, mais de fonctionnaires qui administrent et surveillent les affaires de sa spécialité.

Normalement, le secrétariat et l'appareil ne sont que des organismes d'exécution. Staline leur a donné une importance majeure. Lénine, dont la prépondérance était incontestée, ne jouait aucun rôle dans cet appareil. Maintenant c'est le secrétaire général, ou le premier secrétaire, qui est ès qualités le personnage numéro un des régimes calqués sur le modèle soviétique.

Secrétariat du comité central

Secrétaire général : M. Brejnev (1964).

Secrétaires : MM. Dolgikh (1972), industrie ; Kapitonov (1965), industrie ; Katouchev (1968), relations avec les P.C. au pouvoir ; Kirilenko (1966), affaires générales ; Koulakov (1968), agriculture ; Dustinov (1965), armement ; Ponomarev (1961), relations avec les P.C. qui ne sont pas au pouvoir ; Souslov (1947), idéologie.

Bureau politique

MEMBRES TITULAIRES

MM. Brejnev (1957) (1), Andropov (1973) ; Gretchko (1973) ; Grichine (1971) ; Gromyko (1973) ; Kirilenko (1962) ; Kossyguine (1960) ; Koulakov (1971) ; Kounaev (1971) ; Mazourov (1965) ; Pelche (1970) ; Podgorny (1958) ; Polianski (1960) ; Souslov (1955) ; Chtcherbitski (1971).

(1) Nous indiquons la date de nomination des dirigeants aux fonctions actuelles.

MEMBRES SUPPLEANTS

MM. Demitchev, 1964; Macherov (1966) ; Oustinov (1965) ; Ponomarev (1973) ; Rachidov (1961) ; Romanov (1973) ; Solomentsev (1971).

BIBLIOGRAPHIE

De nombreux ouvrages ont été consacrés au système politique de l'Union soviétique, et à son histoire. Le plus récent est celui de M. Patrice Gelard : *les Systèmes politiques des Etats socialistes - Le modèle soviétique* (1). Avec une grande clarté, l'auteur analyse la spécificité des systèmes socialistes ; il décrit l'administration, examine quelle est la participation des citoyens dans le régime soviétique. On trouvera notamment dans cet ouvrage une étude très précise du parti communiste, « centre de décisions politiques ».

(1) Ed. Cujas, 372 pages, 40 F.

Comment renouveler les dirigeants ?

COMMENT choisir les dirigeants ? La question est posée dans tout système politique. Une autre question parallèle est au moins aussi difficile : comment mettre fin aux fonctions des cadres qui ont échoué ou qui, simplement, ont vieilli ? Les démocraties de type « bourgeois » font confiance au suffrage universel, appelé régulièrement à se prononcer. Dans le régime soviétique, la pratique a varié. A l'origine, la direction du parti, donc la direction suprême du pays, était aux mains de Lénine et de ses compagnons, qui s'étaient imposés à la faveur de la révolution. Le prestige acquis dans la lutte clandestine était tel que le congrès et le comité central ratifiaient la composition de cette équipe. La compétition commença lorsque Lénine disparut. Trois périodes peuvent être distinguées :

1) 1924-1953 : après avoir réussi à éliminer ses rivaux, Staline peut composer avec ses fidèles le bureau politique et le secrétariat. Mais certains de ses amis devenaient gênants pour lui au fur et à mesure qu'ils acquéraient de l'expérience. Le secrétaire général trouva une méthode expéditive et radicale pour se débarrasser de ses collaborateurs qui prenaient du poids ou qui risquaient d'en prendre : pour les écarter du pouvoir, il leur ôtait la vie. Les épurations sanglantes frappèrent d'abord les dirigeants hostiles à Staline. Puis elle s'abattirent sur les staliniens. C'est le moyen qu'avait inventé le dictateur, maladivement soupçonneux, pour procéder à la rotation des cadres. Quelques mois avant sa mort, il préparait manifestement une nouvelle épuration : le « complot des médecins » devait normalement aboutir à la mise en jugement d'un certain nombre de dirigeants accusés, pour le moins, d'avoir manqué de vigilance.

2) De 1953 — mort de Staline — à 1964 — chute de Khrouchtchev — les dirigeants se mirent d'accord pour « civiliser » le sysème. Béria, chef de la police, et ses collaborateurs sont les dernières « victimes ». Mais pendant toute cette période et surtout à partir du moment où Khrouchtchev paraît solidement installé au pouvoir (1957) les remaniements de personnel, jusqu'au sommet, sont quasi permanents. Les ténors du bureau politique (alors appelé présidium) de 1953 sont pour la plupart éliminés en 1957. Les républiques changent fréquemment de premier secrétaire et quelques personnalités font à la direction suprême un passage extraordinairement bref. Le cas le plus célèbre est celui du maréchal Joukov : nommé en juillet 1957 membre titulaire du présidium, il fut limogé en octobre de la même année.

Le 15 octobre 1964, lendemain de la chute de Khrouchtchev, un seul membre titulaire du présidium de mars 1953 était encore en place, M. Mikoyan.

3) La chute de Khrouchtchev s'explique notamment par la révolte des cadres moyens et supérieurs contre la rotation permanente. En portant au pouvoir MM. Brejnev et Kossyguine, ils ont obtenu une extraordinaire stabilité de l'emploi. Le phénomène apparaît dans la composition du bureau politique, car il est devenu extrêmement compliqué d'écarter une personnalité qui gêne le secrétaire général. C'est après de longs préparatifs qu'en 1973 MM. Chelest et Voronov furent mis à la retraite ; en avril 1975, M. Chelepine fut contraint de présenter sa démission au comité central, sans doute parce qu'il avait trop misé sur la disparition prochaine de M. Brejnev. Quelques dirigeants ont quitté la scène parce qu'ils étaient vraiment très âgés (MM. Chvernik et Mikoyan) ou très malades (Kozlov). Cependant, six membres du présidium d'octobre 1964 sont toujours membres titulaires du bureau politique à la veille du XXVe congrès : MM. Brejnev, Podgorny, Kossyguine, Souslov, Kirilenko, Polianski.

Jamais on n'avait constaté une telle stabilité. En contrepartie, les « jeunes » ont quelque peine à accéder aux échelons supérieurs. Le régime est devenu une gérontocratie. En 1976, l'âge moyen des membres titulaires du bureau politique est d'environ soixante-sept ans. L'âge moyen des membres suppléants est proche de soixante-trois ans, de même que celui des secrétaires du comité central.

DEPUIS 1898

● Ier : MINSK, MARS 1898. — Réunion clandestine de neuf délégués de diverses organisations. Création du parti ouvrier social-démocrate panrusse.

● IIe : BRUXELLES, PUIS LONDRES, JUILLET-AOUT 1903. — Marqué par de vives discussions puis par une scission. Ceux qui avec Lénine se sont trouvés majoritaires (bolcheviks) prennent le contrôle du parti.

● IIIe : LONDRES, AVRIL-MAI 1905. — Entièrement composé de bolcheviks, mais beaucoup de participants, malgré Lénine, veulent trouver un accord avec les minoritaires (mencheviks).

● IVe : STOCKHOLM, AVRIL-MAI 1906. — Tenu avec la participation des bolcheviks et des mencheviks, est connu sous le non. de congrès de la réunification. Staline y assiste. Le nouveau comité central comprend sept mencheviks et trois bolcheviks.

● Ve : LONDRES, AVRIL-MAI 1907. — Les bolcheviks y sont les plus nombreux, mais Lénine ne réussit pas à s'assurer la majorité des sièges au comité central. La scission entre bolcheviks et mencheviks sera pratiquement consommée lors de la conférence de Prague en 1912 (à cette période, Staline est coopté au comité central).

● VIe : PETROGRAD, JUILLET-AOUT 1917. — Consacre l'adhésion de Trotski, qui devient membre du comité central. Insiste sur la discipline et étoffe le secrétariat. Il est décidé que le congrès sera convoqué une fois l'an et le comité central tous les deux mois.

● VIIe : PETROGRAD, MARS 1918. — Les bolcheviks ajoutent au nom de leur parti celui de communiste. Lénine fait approuver contre Boukharine le traité de Brest-Litovsk.

● VIIIe : MOSCOU, MARS 1919. — Adopte le programme du parti présenté par Lénine. Décide de renforcer les organes centraux, bureau politique, secrétariat et bureau d'organisation.

● IXe : MOSCOU, AVRIL-MARS 1920. — Discussion sur le centralisme démocratique.

● Xe : MOSCOU, MARS 1921. — En pleine insurrection de Cronstadt, Lénine fait approuver la nouvelle politique économique (NEP). Interdit l'organisation de tendances dans le parti.

● XIe : MOSCOU, MARS-AVRIL 1922. — Lénine, déjà malade, n'y participe guère. Les délégués s'inquiètent de l'importance que prend l'appareil. Mais, à la fin du congrès, Staline est élu secrétaire général.

● XIIe : MOSCOU, AVRIL 1923. — Lénine a rédigé pour critiquer Staline des notes qui ne sont pas remises au congrès. Staline réussit de la sorte à marquer un point contre son rival Trotski. Les membres de l'appareil entrent nombreux dans les organes dirigeants.

● XIIIe : MOSCOU, MAI 1924. — Après la mort de Lénine, le « testament » du fondateur du parti est lu au congrès. Staline présente sa démission de secrétaire général, qui est refusée. Le parti est dirigé par le triumvirat Staline-Zinoviev-Kamenev.

● XIVe : MOSCOU, DECEMBRE 1925. — Staline gagne la bataille qu'il a engagée depuis quelques mois contre Zinoviev et Kamenev, alors que Trotski était déjà mis à l'écart. Des partisans de Staline entrent au bureau politique.

● XVe : MOSCOU, DECEMBRE 1927. — Ratifie l'exclusion du parti de Zinoviev, Kamenev et d'autres opposants.

● XVIe : MOSCOU, JUILLET 1930. — Enregistre la défaite du trotskisme. Vives attaques contre la « droite », inspirée par Boukharine, qui n'assiste pas au congrès; ses compagnons de tendance font leur autocritique.

● XVIIe : MOSCOU, JANVIER-FEVRIER 1934. — Appelé le « congrès des vainqueurs » (après la bataille de la collectivisation). Pourtant plusieurs membres des oppositions y participent et trois représentants de la « droite », Boukharine, Rykov, Tomski, sont élus membres suppléants du comité central. Le congrès marque ses faveurs pour Kirov, secrétaire à Leningrad, élu secrétaire du comité central et connu pour son opposition à la terreur dans le parti. Il sera assassiné en décembre de la même année, ce qui déclenchera les purges massives.

● XVIIIe : MOSCOU, MARS 1939. — Consacre la victoire définitive de Staline sur ses rivaux et sa dictature sur le parti.

● XIXe : MOSCOU, OCTOBRE 1952. — Le dernier de la période stalinienne. Les anciens dirigeants staliniens sont maintenus à leur poste, mais le présidium élargi, qui remplace le bureau politique, comprend un grand nombre de « jeunes », ce qui modifie sensiblement la direction suprême.

● XXe : MOSCOU, FEVRIER 1956. — Le congrès de la déstalinisation marqué par le « rapport secret » de Khrouchtchev.

● XXIe : MOSCOU, JANVIER 1959. — Un congrès extraordinaire qui n'a pas pouvoir de renouveler le comité central. Convoqué pour approuver le nouveau plan septennal, il est marqué par des attaques contre les membres du « groupe anti-parti » (Molotov, Malenkov, etc.) qui s'était opposé à Khrouchtchev et a été éliminé en 1957.

● XXIIe : MOSCOU, OCTOBRE 1961. — Approuve le nouveau programme du parti. Mais reste marqué par le regain des attaques contre Staline et contre le « groupe antiparti ». Les dirigeants albanais (et par allusions les Chinois) *sont* critiqués.

● XXIIIe : MOSCOU, MARS 1966. — Consacre la mise en place des successeurs de Khrouchtchev. Essaie de définir une position centriste entre les libéraux et les ultra-conservateurs. Les appellations de bureau politique et de secrétaire général sont remises en vigueur.

● XXIVe : MOSCOU, MARS 1971. — Confirme l'ascendant pris par M. Brejnev dans la direction collective et lance le « programme de paix ».

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2 240 F*, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances?

Nom.....................................

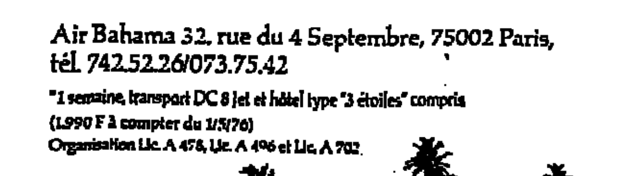
Adresse.....................................

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

*1 semaine, transport DC 8 Jet et hôtel type "3 étoiles" compris (1.990 F à compter du 1/5/76)

Organisation Lic. A 478, Lic. A 496 et Lic. A 702.

(M 2/76)



Cette année, les Bahamas!

AIR BAHAMA

La règle d'une bonne vision : P.M.V.

P : La prescription : Etablie par votre médecin ophtalmologiste.

M : La monture : A chaque visage son style. A chaque style son type de lunettes. Les spécialistes LEROY vous aideront à choisir le vôtre parmi les modèles 76 qu'ils ont sélectionnés pour vous.

V : Les verres : Votre vue a ses exigences que LEROY peut satisfaire. Quelles que soient votre vision, vos raisons de porter des verres, LEROY saura vous conseiller.

Grands champs - ultra-light - incassables - multifoyers... en plus d'une gamme complète de ces verres, LEROY vous propose aussi son exclusivité: le Studio 78.

Départements : Lentilles de Contact, Appareils et Lunettes Auditives.

9 succursales à Paris.

Réseau international de correspondants.

LEROY

OPTICIEN, 104 CHAMPS-ELYSEES.

11 bd du Palais • 5 place des Ternes

147 r. de Rennes • 158 r. de Lyon

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

EUROPE

S'EST OUVERT A MOSCOU

La poursuite de la politique de paix

(Suite de la première page.)

En cinq ans, nos échanges commerciaux avec les pays du COMECON ont plus que doublé.

» Forts de ce que nous avons obtenu, nous pouvons maintenant penser à aller plus loin. Il s'agit d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes à long terme par secteurs. L'objectif est de pourvoir, grâce aux efforts communs, aux besoins rapidement croissants en énergie, en combustibles et en matières premières essentielles, de satisfaire plus pleinement la demande en produits industriels et alimentaires de grande consommation, d'élever le niveau des constructions mécaniques, d'accélérer le développement des transports. »

A propos de la Chine, M. Brejnev a dit :

« Nos relations avec la Chine constituent sans aucun doute un problème distinct bien particulier. La politique de ses dirigeants actuels est ouvertement orientée contre la majorité des Etats socialistes. Bien plus, elle rejoint directement les positions de la réaction la plus extrême dans le monde, depuis les militaristes et les ennemis de la détente dans les pays occidentaux jusqu'aux racistes d'Afrique du Sud et aux dirigeants fascistes du Chili. Non seulement cette politique est tout à fait étrangère aux principes et aux idéaux socialistes, mais, en réalité, elle est devenue un appoint important de l'impérialisme dans sa lutte contre le socialisme. L'U.R.S.S. ripostera à la politique incendiaire de Pékin, et défendra contre elle les intérêts de toute la communauté des pays socialistes.

» Il est insuffisant désormais de dire que l'idéologie et la politique maoïstes sont incompatibles avec l'enseignement marxiste-léniniste : elles leur sont directement hostiles. Les tentatives fébriles de Pékin pour saboter la détente, empêcher le désarmement, semer la défiance et l'hostilité entre les Etats, sa tendance à vouloir provoquer une guerre mondiale, dont il tirerait parti, sont extrêmement dangereuses pour tous les peuples épris de paix. Cette politique de Pékin est en contradiction fondamentale avec les intérêts de tous les peuples.

» Nous sommes prêts à normaliser nos relations avec la Chine sur la base des principes de la coexistence pacifique. Bien plus, nous pouvons déclarer avec assurance que si Pékin revient à une politique effectivement fondée sur le marxisme-léninisme, s'il renonce à sa ligne hostile aux pays socialistes, s'il reprend le chemin de la coopération et de la solidarité avec le monde socialiste, cela trouvera, de notre côté, un écho correspondant et il deviendra possible d'établir entre l'U.R.S.S. et la Chine des rapports de bon voisinage, qui répondent aux principes de l'internationalisme socialiste. La parole est à la partie chinoise. »

Le soutien aux peuples en lutte

Parlant des relations avec les pays libérés, M. Brejnev a dit : « Notre parti apporte et continuera d'apporter son soutien aux peuples en lutte pour leur liberté. Ce faisant, l'Union soviétique ne recherche aucun avantage, ne fait pas la chasse aux concessions, ne cherche pas à imposer sa domination politique ni à obtenir des bases militaires. Nous agissons selon notre conscience révolutionnaire, selon nos convictions communistes. »

Au sujet de l'Angola, il a déclaré :

« A peine né, cet Etat progressiste a été l'objet de l'intervention étrangère. Cette intervention est l'affaire de l'impérialisme et de l'Afrique du Sud raciste, ennemis jurés de l'indépendance de l'Afrique, et de ceux qui ont pris pour eux le vilain rôle de les aider. C'est pourquoi la lutte de l'Angola pour l'indépendance a été soutenue par les forces progressistes du monde entier, et le succès de cette lutte a prouvé encore une fois que personne ne peut briser le désir de liberté des peuples. »

A propos du Proche-Orient, M. Brejnev a dit : « Nous sommes prêts à participer aux garanties internationales de sécurité et d'inviolabilité des frontières de tous les pays du Proche-Orient, dans le cadre de l'ONU ou sur une autre base. A notre avis, outre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, l'Angleterre et la France pourraient participer à ce genre de garanties. Cela ne pourrait qu'être bénéfique. »

Evoquant les rapports avec les Etats capitalistes, M. Brejnev a déclaré : « L'essentiel de notre politique à l'égard des Etats capitalistes a toujours été et demeure la lutte pour faire triompher les principes de la coexistence pacifique, pour une paix durable, pour l'atténuation et, en perspective, l'élimination du danger d'une nouvelle guerre mondiale.

» La coopération de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes avec la France s'est développée fructueusement. Depuis les pourparlers avec le président de Gaulle, les entretiens soviéto-français « au sommet » sont devenus traditionnels. Les rencontres qui ont eu lieu d'abord avec le président Pompidou, puis avec le président Giscard d'Estaing, ont permis aux positions des deux pays de se rapprocher sur toute une série de problèmes de politique extérieure, de rendre plus actifs les liens et contacts multiformes entre la France et l'U.R.S.S. Tout cela a trouvé le large appui du peuple français et de la plupart des partis politiques de France. Nous tenons en haute estime nos rapports avec la France et nous sommes prêts à élargir encore la sphère d'entente et de coopération entre nos deux pays. »

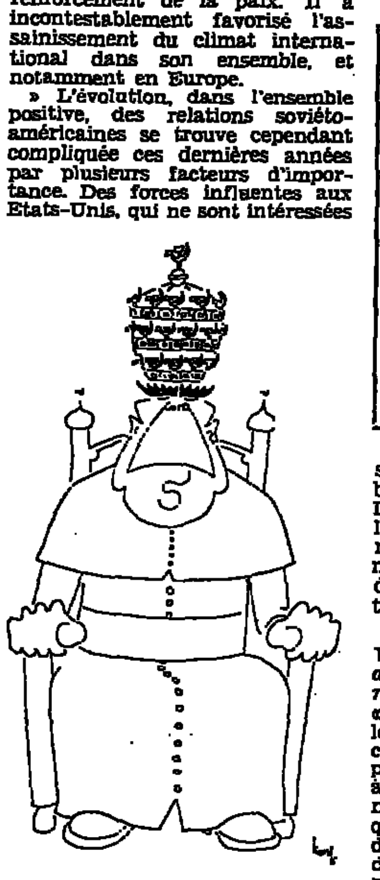
A propos de la conférence européenne à Helsinki, il a dit :

« Les résultats de la conférence sont, pour beaucoup, tournés vers l'avenir. Ils ouvrent des perspectives à la coopération pacifique dans toute une série de domaines.

Sur les rapports avec les Etats-Unis, M. Brejnev a déclaré :

« Le tournant positif qui s'est produit dans nos rapports avec les Etats-Unis d'Amérique, la plus grande puissance du monde capitaliste, a évidemment été d'une importance décisive pour l'atténuation du danger d'une nouvelle guerre mondiale et le renforcement de la paix. Il a incontestablement favorisé l'assainissement du climat international dans son ensemble, et notamment en Europe.

» L'évolution, dans l'ensemble positive, des relations soviéto-américaines se trouve cependant compliquée ces dernières années par plusieurs facteurs d'importance. Des forces influentes aux Etats-Unis, qui ne sont intéressées



(Dessin de KONK.)

ni à l'amélioration des rapports avec l'U.R.S.S. ni à la détente internationale dans son ensemble, cherchent à y faire obstacle. »

M. Brejnev a aussi dénoncé « les tentatives d'ingérence dans nos affaires intérieures avec les mesures de discrimination dans le commerce. Nous ne pourrons naturellement pas accepter cela et ne l'accepterons pas. Ce n'est pas le langage avec lequel il faut parler à l'U.R.S.S. C'est clair pour tous maintenant. »

Il a ensuite évoqué « l'ingérence grossière de la réaction dans les affaires intérieures des peuples », *politique qui* « menace la paix et la liberté ». « Nous sommes contre ces actes et le serons, *a souligné le chef du P.C. soviétique.* En même temps, je veux encore souligner que l'U.R.S.S. a l'intention de poursuivre sa politique d'amélioration des relations avec les Etats-Unis en accord avec l'esprit et la lettre des accords et engagements pris dans l'intérêt des deux peuples et de la paix dans le monde ».

Abordant les problèmes du désarmement, M. Brejnev a dit : « La référence à une prétendue menace soviétique, voilà le principal argument des partisans de la course aux armements. C'est lui que l'on invoque lorsqu'il faut faire adopter l'augmentation du budget de guerre, en rognant à cette fin sur les besoins sociaux, quand on met à l'étude de nouveaux types d'armes de mort ou pour justifier le regain d'activité militaire de l'OTAN. En réalité, l'U.R.S.S. ne menace naturellement personne, ni à l'Ouest, ni à l'Est. Tout cela n'est d'un bout à l'autre qu'un monstrueux mensonge. L'U.R.S.S. n'a l'intention d'attaquer personne. L'U.R.S.S. n'a pas besoin de la guerre. L'U.R.S.S. n'augmente pas son budget militaire, ne réduit pas, mais accroît sans discontinuer les crédits affectés à l'élévation du niveau de vie du peuple.

» Nous sommes carrément hostiles à la division du monde en blocs militaires opposés ainsi qu'à la course aux armements. Cependant, tant qu'existera le bloc de l'OTAN, notre pays et les autres membres du pacte de Varsovie renforceront leur alliance politique et militaire. Le pacte de Varsovie sert les intérêts de la paix et du socialisme. »

Au sujet des pourparlers soviéto-américains sur la limitation des armements stratégiques, M. Brejnev a dit : « Nous les menons en nous efforçant de matérialiser l'accord réalisé à Vladivostok en 1974 et de ne pas permettre que la course aux armements s'engage dans une nouvelle direction qui réduirait à néant ce qui a été acquis. On comprend qu'un accord sur cette question aurait une très grande importance pour le développement des rapports entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, pour le renforcement de la confiance mutuelle et aussi pour la consolidation de la paix universelle.

» Concrètement, nous avons proposé de nous entendre sur l'interdiction de créer de nouveaux systèmes d'armements encore plus destructifs, notamment aux Etats-Unis, les nouveaux sous-marins type Trident, porteurs de fusées balistiques, et les nouveaux bombardiers stratégiques B-1, et les engins analogues en U.R.S.S. Malheureusement, la partie américaine n'a pas accepté ces propositions. Elles restent cependant valables. »

A propos de l'océan Indien, M. Brejnev a dit : « Ces derniers temps, dans certains pays, de plus en plus nombreux sont ceux qui se prononcent pour que la région de l'océan Indien ne devienne pas une aire d'implantation de bases militaires de telles ou telles puissances. Nous considérons favorablement ces prises de position. L'U.R.S.S. quant à elle n'a pas l'intention de construire des bases militaires dans l'océan Indien, et nous appelons les Etats-Unis d'Amérique à adopter une position identique. »

Evoquant les pourparlers à Vienne sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale, M. Brejnev a dit : « Désireux de sortir de l'impasse, les pays socialistes ont fait récemment à Vienne de nouvelles propositions. Nous sommes prêts à accepter, pour commencer, que ne soient réduites, cette année, que les troupes de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis et que le niveau des forces armées des autres participants aux pourparlers reste pour le moment « bloqué » et ne fasse l'objet d'une réduction qu'à la seconde étape, en 1977-1978. Nous avons fait également des propositions très concrètes concernant la réduction par les deux parties du nombre de chars, d'avions porteurs d'armes nucléaires, de rampes de lancement de fusées, en même temps que d'une quantité déterminée de munitions nucléaires pour ces vecteurs. »

Rappelant que le XXIVe congrès avait adopté en 1971 « un programme de paix », *M. Brejnev a dit :*

« Dans ce domaine, les réalisations des cinq dernières années sont d'une importance tout à fait durable. Nous poursuivrons cette politique avec une énergie redoublée pour aboutir à une diminution des forces de guerre et au renforcement de la paix générale, pour assurer les droits des peuples à la liberté, à l'indépendance et au progrès social. »
domaines :

Puis il a énuméré les tâches à accomplir à cet effet : « La cessation de la course aux armements, la liquidation des foyers de guerre subsistants (et à cette fin il faut favoriser la cessation de la course aux armements au Proche-Orient), le développement des rapports de coopération mutuellement avantageuse à long terme dans divers domaines (politique, économie, science et culture) avec les Etats-Unis d'Amérique, la France, la R.F.A., la Grande-Bretagne, l'Italie, le Canada, ainsi que le Japon et d'autres Etats capitalistes, la garantie de la sécurité en Asie, la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les rapports internationaux, l'élimination de la discrimination et de tous les autres obstacles artificiels dans le commerce international. »

Evoquant les rapports du P.C. soviétique avec les autres partis, M. Brejnev a dit : « Conformément aux directives du vingt-quatrième congrès, nous avons continué à développer nos liens avec les partis progressistes non communistes : les partis démocratiques révolutionnaires, ainsi que les partis socialistes de gauche. Nos contacts se sont sensiblement accrus avec les partis socialistes de gauche. Nos contacts se sont sensiblement accrus avec les partis socialistes et sociaux-démocrates de plusieurs pays, notamment de Finlande, de Belgique, du Japon, de Grande-Bretagne et de France. Nous apprécions ce qui a été fait dans ce domaine et continuerons d'œuvrer en ce sens. »

Parlant de la détente et de la lutte des classes, M. Brejnev a dit : « La détente, la coexistence pacifique concernent les rapports entre les Etats. Cela signifie, avant tout, que les litiges et conflits entre pays ne doivent pas être tranchés par la guerre, par la menace ou le recours à la force. La détente ne supprime et ne peut supprimer ou modifier les lois de la lutte des classes. »

LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

La délégation du P.C.F. est conduite par M. Gaston Plissonnier, membre du bureau politique et secrétaire du comité central. Elle comprend M. Jean Kanapa, membre du bureau politique, Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier et M. Guy Fernandez, membres du comité central, M. Théo Ronco, responsable adjoint de la section de politique extérieure.

Tribune internationale

Le pain et les céréales

par LEV VOSKRESSENSKI (*)

POUR satisfaire tous les besoins de sa population en pain, en produits panifiés et en autres produits alimentaires fabriqués à partir des céréales, l'U.R.S.S. a eu besoin en 1975 de 37 millions de tonnes de farine. Comme un tel débit dépasse la norme biologique recommandée par la médecine, la consommation moyenne de pain par habitant ira diminuant. Le « plafond » étant donc de 37 à 40 millions de tonnes de de farine, il est peu probable qu'au cours des prochaines années l'Union soviétique ait besoin d'une plus grande quantité de céréales alimentaires. La structure de l'alimentation de la population soviétique a changé. Le pain n'est plus le produit principal. La viande, le lait, les œufs (produits d'élevage plus riches en protéines) ainsi que les légumes et les fruits frais se sont substitués au pain dans la ration alimentaire.

La récolte des céréales de 1975, l'année la plus mauvaise sur le plan météorologique depuis cent ans, s'établit à 140 millions de tonnes. Pourquoi ce tonnage ne suffit-il pas ? Pourquoi faudra-t-il récolter 215 à 220 millions de tonnes de céréales par an pendant le dixième quinquennat (1976-1980) ? Enfin pourquoi faut-il acheter du blé à l'étranger ?

Première remarque : même dans une année de sécheresse aussi exceptionnelle qu'en 1975, la récolte de céréales permet de couvrir plusieurs fois les besoins alimentaires de la population. Ceux-ci sont donc satisfaits et il faut chercher ailleurs les raisons pour lesquelles les auteurs du projet de Plan quinquennal jugent nécessaire de récolter en 1976-1980, cinq fois plus que les besoins en pain.

En effet, si les besoins de la population en pain et produits panifiés sont satisfaits, les besoins de l'économie en céréales ne le sont pas. Pour assurer un développement régulier de l'élevage (c'est-à-dire pour avoir assez de viande, de lait, etc.), il faut rentrer chaque année une tonne de céréales environ par habitant, soit 250 à 255 millions de tonnes. La production annuelle moyenne de céréales augmente régulièrement de quinquennat en quinquennat. Voici les chiffres :

- *1956-1960 : 121,5 millions de tonnes.*
- *1961-1965 : 130,3 millions de tonnes.*
- *1966-1970 : 167,6 millions de tonnes.*
- *1971-1975 : plus de 180 millions de tonnes.*

S'appuyant sur cette dynamique, l'Union soviétique se propose de récolter pendant la période 1976-1980, 215 à 220 millions de tonnes par an. Nous voyons qu'une telle récolte est quelque peu inférieure aux besoins optimaux (250 millions de tonnes au minimum). Par contre elle est parfaitement réalisable : en 1973, le pays a déjà obtenu 222,5 millions de tonnes et les sécheresses comme celles de 1974 et 1975 qui ont fait régresser ce niveau se répètent rarement plus d'une fois au cours d'un siècle.

ON peut se demander s'il ne serait pas plus simple, pour stimuler la production des céréales, de suivre l'exemple qui a déjà fait ses preuves en Occident : hausser les prix ? Pour la société soviétique, cela est fondamentalement inacceptable. Malgré la baisse de la production des céréales, première culture du pays, baisse temporaire due aux caprices du temps, l'Etat soviétique continuera à mener une politique de stabilité des prix.

Le problème des céréales est résolu par un autre moyen : les investissements dans l'agriculture augmentent, le parc de machines et de tracteurs s'accroît, des travaux de recherche sont menés de façon intense dans le domaine de la sélection, l'envergure des travaux agrochimiques et de bonification s'élargit. Sur les terres irriguées, il est créé des zones de production garantie des céréales.

Les conditions climatiques en Union soviétique sont plus complexes pour l'agriculture que dans tout autre pays du monde, développé sur le plan agricole, quel qu'il soit. L'U.R.S.S. obtient plus des deux tiers de ses céréales dans des régions systématiquement sujettes à la sécheresse. Aux Etats-Unis, pour 1 % seulement les terres arables se trouve dans la zone d'agriculture « risquée ». Le programme complexe d'intensification de la production agricole, actuellement en cours de réalisation, se fixe pour but de rendre l'agriculture soviétique indépendante des caprices du temps.

(*) Commentateur de l'agence soviétique Novosti.

La capitale a fait peau neuve

(Suite de la première page.)

Ils sont à moitié vides, tel l'hôtel Intourist, où a été installé de grand centre de presse.

On y obtient jusqu'à présent peu d'informations, mais on y trouve au moins les principaux journaux occidentaux. En fait, c'est le seul lieu officiel ouvert aux journalistes occidentaux, qui ont été bannis du Palais des congrès. Il faut être communiste pour avoir le droit d'assister à la *« grande fête du parti »* et écouter *in extenso* toutes les interventions qui y seront prononcées. La télévision ne retransmettra pas l'intégralité des débats. Quant à la presse, à en juger par les précédents, elle fera d'adroites coupures, en particulier dans les discours de certains invités étrangers.

Toutes les délégations étrangères n'auront pas, il est vrai, la possibilité de prononcer un discours au Palais des congrès. Cet honneur sera réservé à trente-cinq représentants du mouvement communiste international seulement, alors que cent trois partis sont représentés à Moscou. Les autres devront se contenter de participer à des meetings en banlieue ou en province, dans des usines, des kolkhozes, des universités, etc. Les grands « ténors » qui ont fait le voyage de Moscou sont cependant assurés d'avoir droit à la tribune du Palais des congrès, à commencer par M. Fidel Castro, dont c'est la première participation à une telle manifestation.

Tous les premiers secrétaires des pays de l'Est sont là, y compris M. Ceausescu. Il y a quelques semaines encore on laissait pourtant entendre à Bucarest que le secrétaire général roumain ne ferait sans doute pas le voyage de Moscou, en raison de la règle de la réciprocité : M. Brejnev n'avait pas honoré de sa présence le dernier congrès roumain. La règle finalement n'a pas été respectée. L'absence du maréchal Tito, elle, est traditionnelle, et ne revêt pas de signification particulière :

Le grand absent finalement reste M. Georges Marchais, que M. Plissonnier parviendra difficilement à faire oublier.

Parmi les partis qui, comme le P.C.F., n'ont pas envoyé leur premier secrétaire, il faut mentionner le parti espagnol. M. Santiago Carillo, dont les accrochages avec Moscou sont innombrables, a préféré rester à Paris. Quatre partis ne sont pas représentés du tout : le chinois, l'albanais, le japonais (un autre parti à « problèmes » pour l'U.R.S.S., ne serait-ce que parce qu'il ne s'est pas résolu à la perte des Kouriles du Sud) et l'égyptien, qui était pourtant là en 1971. Deux des partis européens les plus indépendants ont, en revanche, envoyé leur secrétaire général : le P.C. italien (M. Berlinguer) et le P.C. de Grande-Bretagne (M. Mc Lennan).

JACQUES AMALRIC.

[Contrairement à ce qui s'était passé en 1971, la police n'a pas fait de « rafles » dans les milieux dissidents à la veille du Congrès. M. Sakharov a même organisé lundi soir une conférence de presse au cours de laquelle il a remis aux correspondants étrangers à Moscou un nouvel appel en faveur d'une amnistie des prisonniers politiques détenus en U.R.S.S. et dans les pays socialistes. Cet appel, qui a été adressé au congrès, est également signé par l'historien dissident André Amalrik, le scientifique Tourchine, le général Grigorenko et le professeur Orlov.]

ASPROFORC

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION CONTINUE
130, Faubourg Saint-Honoré, Paris-8e
Tél. 359-12-77 - 359-68-78 - 256-11-05

TABLE RONDE
vendredi 27 février 1976
à 9 heures
« La situation de l'industrie touristique »

Participeront aux débats :
M. CHALAIN, chef du service transports de MONTPENSIER COTREL, M. DESAGNEAUX, directeur d'EXPANTOUR, administrateur de SELECTOUR, M. CHALENÇON, directeur de CITER voyage, Mme BOURLAS, chef du service d'études du Club Méditerranée, M. DESFRANÇOIS, directeur du service Tourisme de KUONI.

Les débats seront animés par M. Pierre DOULCET, journaliste à EUROPE n° 1, et rédacteur en chef du Journal « Vacances ».

« L'Humanité » : l'U.R.S.S. a besoin d'une démocratie élargie

Dans une série de quatre articles sur *« L'U.R.S.S. avant le XXVe congrès du P.C.U.S. »*, M. Francis Cohen analyse dans *l'Humanité* des 17 au 20 février la situation actuelle dans tous les domaines en expliquant au passage les raisons de certaines difficultés rencontrées ou erreurs commises dans différents secteurs.

Notant que *« la période qui s'ouvre »* est celle d'une *« remise en chantier d'aspects essentiels de la vie soviétique »* et que *« des exigences nouvelles se font jour à travers des mécanismes anciens »*, M. Cohen écrit à propos *« des masses d'hommes concernés, qui sont loin d'aller tous du même pas » :*

« Je m'explique, en allant à l'extrême. Quand on parle en U.R.S.S. des répressions et du dogmatisme ancien et des institutions ou formes de pensée qu'on leur doit, beaucoup disent : c'est le passé, à quoi bon y revenir ? Si c'était vraiment un passé totalement surmonté, y aurait-il cette gêne ? Des militants se posent la question.

» Ce que me disait à ce propos un responsable éclaire ce problème : « Renforcer la légalité » socialiste, c'est améliorer l'union » entre les droits de l'homme et » ceux de la société. Ce n'est pas » tellement une question de discipline, d'ordre, etc., mais la » question du respect des droits » de l'individu par les organes du » pouvoir. En droit, c'est facile ; » pour la réalisation, ça dépend » de la culture politique, y compris de celle des représentants » du pouvoir. » Cette culture politique est nécessairement marquée de tous les aspects de la vie prérévolutionnaire et postrévolutionnaire de l'U.R.S.S. C'est cela qui peut évoluer, pas une société imaginaire.

« Les « dissidents » sont une infime minorité. Leur prestige auprès de quelques-uns tient surtout à ce qu'on voit du courage dans leur attitude. Mais, pour la très grande masse, ce sont simplement des traîtres, à partir du moment où ils ont partie liée avec l'adversaire. Et des positions comme celles de Sakharov sur la détente ne sont pas faites pour arranger les choses. On peut se demander alors pourquoi valoriser les rares contestataires par des interdictions, procès ou internements.

» Mais j'ai cru discerner autre chose, qui me paraît avoir plus d'avenir. En divers endroits, à la base, mais aussi au comité central, on m'a parlé d'une revendication qui se fait jour concernant l'insuffisance de l'information politique. (...) La question de l'information avait d'ailleurs été posée dans le rapport au vingt-quatrième congrès. Des mesures ont bien été prises : un corps « d'informateurs politiques » bénévoles a été constitué et ce travail est une tâche importante des militants communistes : ils lisent et commentent la presse et d'autres informations sur le lieu du travail ou de l'habitation. Plus récemment on a étendu le cercle de ceux qui reçoivent les informations « secrètes » ; des bulletins d'information circulent dans le parti pour informer les informateurs responsables. Est-ce une étape vers une situation où on ne choisirait plus en haut ce qu'on peut savoir en bas ? »

Enfin, M. Cohen évoque le problème de la jeunesse, qui veut une amélioration du socialisme et entend *« tout repenser par elle-même »*. Mais, comme le dit une étudiante, *« la jeunesse intellectuelle, mais pas seulement elle »*, s'intéresse peu à la vie politique : *« On ne s'intéresse à quelque chose que si on peut y mettre quelque chose de soi. Ce n'est pas le cas pour la politique, où tout se règle en dehors de nous. Alors on s'intéresse à autre chose, où on peut apporter : on a de grandes discussions sur la culture, sur l'esthétique. Certains versent dans le mystique, ou même cherchent Dieu. D'autres ne s'intéressent à rien, et boivent. La morale, oui, on discute beaucoup de morale. »*

M. Cohen conclut : « *C'est ainsi que, dans le concret, comme résultat des progrès réalisés en fonction de l'expérience vécue, se fait jour en U.R.S.S. — et pas seulement pour la jeunesse — le besoin d'une démocratie élargie, conforme à la nature et aux fins du socialisme, et que se dessinent les formes sous lesquelles ce besoin trouvera sa satisfaction. C'est du moins l'hypothèse que je formule* »

EUROPE

Italie

ACCUSÉ DE CORRUPTION

Un dirigeant de l'industrie d'État prend la fuite en hélicoptère

De notre correspondant

Rome. — L'affaire Lockheed n'impressionnait guère jusqu'à présent les milieux économiques italiens, persuadés qu'on ne vend pas de marchandises à un gouvernement — *a fortiori* des avions militaires — sans faire quelques cadeaux. Beaucoup d'industriels s'étonnaient en privé de la candeur des journalistes, ou les soupçonnaient de manœuvre politique. Or l'affaire vient de prendre une toute autre tournure avec le mandat d'arrêt qui a été lancé le lundi 23 février contre l'un des grands commis de l'Etat, M. Camillo Crociani.

La veille, ce richissime fonctionnaire avait démissionné de la présidence de la Finmeccanica, société financière dont les actions appartiennent à l'Institut public pour la reconstruction industrielle (IRI), organisme d'Etat qui contrôle des entreprises aussi importantes qu'Alfa Romeo et Aeritalia. Pressentant qu'il serait « remercié » s'il ne prenait pas les devants, bien placé aussi pour savoir que le magistrat était sur sa piste, M. Crociani s'est rendu avec femme, enfants et bijoux à son héliport particulier et a disparu dans le ciel, non sans emporter divers documents qui, laisse-t-on entendre, compromettraient plusieurs personnalités de premier plan.

La lenteur de la magistrature est une fois de plus dénoncée, sinon suspectée. Cela fait après tout une bonne semaine que plusieurs journaux désignent l'ex-président de la Finmeccanica comme l'un des principaux bénéficiaires des *bustarelle* (les « enveloppes » de Lockheed) : *« Dans notre Watergate,* écrivait lundi le *Corriere della sera, qui est la démission de M. Crociani, la presse vient de remporter un premier succès. »*

Ce n'est pas en tant que dirigeant de l'IRI — première puissance économique d'Italie — que cet ancien collaborateur des Allemands, amnistié après la guerre, avait été accusé, mais pour ses activités parallèles : nul n'ignorait notamment les liens qu'il entretenait avec l'avocat Vittorio Antonelli, qui est en prison depuis quelques jours pour tentative de corruption. Les autres accusés — Mme Maria Fava et les frères Ovidio Lefebvre — ont disparu, comme M. Crociani, dans la nature. Ils ne sont pas pressés, semble-t-il, de retrouver le soleil d'Italie. — R. S.

Yougoslavie

L'ÉCRIVAIN MIHAJLO MIHAJLOV FAIT DEPUIS SOIXANTE-DIX-NEUF JOURS LA GRÈVE DE LA FAIM DANS SA PRISON.

Belgrade *(Reuter.)* — L'écrivain Mihajlo Mihajlov, qui fait une grève de la faim depuis soixante dix-neuf jours dans sa prison de Sremska Mitrovica, à 70 km de Belgrade, est dans un état critique, ont indiqué lundi soir 23 février, des amis de l'intéressé.

Condamné en février 1975 à sept ans de prison pour diffusion de *« propagande anti-Etat »*, M. Mihajlov tente d'obtenir de meilleures conditions pour lui-même et les autres prisonniers politiques, et notamment le chauffage des cellules (celles-ci ne sont pas chauffées pendant les heures de travail : or M. Mihajlov est dispensé du travail), la possibilité de lire des livres et des journaux et d'écouter la radio.

L'écrivain âgé de quarante-et-un ans a perdu 25 kg en un mois et ses amis s'inquiètent. Les autorités, pour leur part, assurent que le détenu fait simplement une cure d'amaigrissement.

Pologne

LE CHEF DE L'ÉTAT REMPLACE UN « SANS-PARTI » A LA PRÉSIDENCE DU FRONT D'UNITÉ NATIONALE

Varsovie *(A.F.P.)*. — Le professeur Janusz Groszkowski a démissionné de ses fonctions de président du Front d'unité nationale en Pologne, annonce l'agence Pap. Il a été remplacé par M. Henryk Jablonski, président du Conseil d'Etat.

Président de l'Académie des sciences, le professeur Groszkowski, qui est un « sans-parti », présidait le Front d'unité nationale depuis 1971. Cette organisation regroupe les trois partis (communiste, paysan, démocrate), diverses organisations de masse et les « *sans-parti* », jouant un rôle dans la vie du pays. Elle a tenu ses assises lundi 23 février à Varsovie. On avait appris le jour même dans la capitale que M. Stomma, qui présidait le groupe catholique znak, ne figurerait pas sur la liste des candidats aux élections générales (*le Monde* du 24 février).

Cette démission surprend d'autant plus les observateurs, qu'elle intervient à quelques semaines des élections législatives et municipales prévues pour le 21 mars.

PROCHE-ORIENT

Le président Sadate tente d'obtenir une aide financière substantielle des monarchies pétrolières arabes

Le président Sadate, arrivé samedi 21 février à Ryad pour une visite de six jours en Arabie Saoudite, a commencé ses entretiens avec le roi Khaled. Ce séjour s'inscrit dans le cadre de la tournée du chef d'Etat égyptien dans la péninsule arabique, qui le conduira ensuite en Oman, puis à Abou-Dhabi, à Qatar, à Bahrein et à Koweït. Parmi les sujets évoqués à Ryad figure l'aide financière que l'Arabie Saoudite est susceptible d'apporter à l'Egypte. C'est la troisième visite du président Sadate au roi Khaled depuis que celui-ci a succédé au roi Fayçal en mars 1975.

De notre correspondant

Le Caire. — L'aide de Washington à l'Egypte pour l'exercice 1976, que vient de voter le Sénat américain, sera de 700 millions de dollars (plus de 3 milliards de francs). Cette somme, ainsi que celles accordées par d'autres nations occidentales, dont la France, qui a consenti près de 1,5 milliard de francs de crédits en faveur du Caire en 1975-1976, est loin d'être suffisante pour donner une assise financière consistante à la politique d'ouverture économique du gouvernement égyptien, et en outre elle ne peut être utilisée pour le règlement de la dette extérieure civile et militaire, qui s'élève à environ 40 milliards de francs.

Aussi est-ce dans le but d'obtenir une assistance financière assez élevée pour à la fois relancer le développement économique et rembourser progressivement les créanciers de l'Egypte que le président Sadate a entrepris, à partir du samedi 21 février, une tournée de huit jours auprès des monarques pétroliers arabes du Golfe.

A l'origine, le premier ministre égyptien, M. Mamdouh Salem, devait, seul, aller présenter la sébille auprès des riches partenaires du Caire dans la péninsule arabique, mais ceux-ci ont, semble-t-il, exprimé le souhait que le Raïs en personne vînt formuler ses demandes. Sans aller jusqu'à dire qu'il s'agit d'une *« tournée de la dernière chance »*, il n'en est pas moins certain que M. Sadate va mettre ses pairs au pied du mur. Il leur rappellera, une fois de plus, que c'est grâce à la guerre d'octobre 1973, déclenchée par les Egyptiens, que les pays pétroliers ont pu augmenter leurs tarifs, que Le Caire joue le jeu en se conformant aux plans américains au Proche-Orient et, enfin, que les régimes arabes modérés ont intérêt à voir une Egypte, retournée dans le giron occidental, dotée d'une économie prospère, gage de stabilité politique et sociale.

Avant Koweït, Doha (Qatar), Abou-Dhabi (émirats arabes unis) et Manama (Bahrein), c'est évidemment Ryad, par où le Raïs a commencé son périple officiel et où il doit rester jusqu'au 25 février, qui constitue l'étape-clé du voyage, en raison de la richesse et de l'influence politique du royaume saoudite.

Ce dernier accorde déjà un soutien financier assez considérable au Caire : environ 3 milliards et demi de francs en 1975, non compris les dépenses ou les engagements pour des achats d'armes en Europe. L'aide du Koweït a été l'an passé presque aussi importante que celle de Ryad, tandis que celle des Emirats arabes unis a atteint environ 1 milliard de francs. Ces capitaux, ainsi que 1 milliard de francs versé par Téhéran, ont servi en grande partie, en 1975, à payer des dettes égyptiennes à court terme et à taux d'intérêt élevé contractées auprès des ban- francs versés par Téhéran, ont ques occidentales.

Leurs investissements productifs sont encore mineurs, cependant, les monarchies pétrolières arabes financent partiellement des réalisations d'envergure comme l'oléoduc Suez-Alexandrie et la centrale électrique d'Aboukir, près d'Alexandrie, cette dernière étant un projet français. De plus, Ryad et Koweït (mais non plus Tripoli) versaient chaque année 1 milliard de francs supplémentaire à eux deux au Caire, pour pallier la fermeture du canal de Suez depuis 1967. L'Egypte souhaite naturellement le maintien de ce versement, malgré la réouverture de la voie d'eau en juin 1975.

De l'Arabie Saoudite seule, le Raïs désirerait obtenir, pour les deux à trois ans à venir, une enveloppe globale (dons, investissements, prêts) de 15 à 25 milliards de francs. Mais la générosité du roi d'Arabie et des émirs de Koweït, d'Abou-Dahbi, de Qatar et de Bahrein sera-t-elle à la mesure de leur satisfaction de voir l'Egypte n'être plus une menace, comme elle le fut sous Nasser, mais plutôt un rempart pour leurs trônes ?

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Iran

L'ANCIEN COMMANDANT EN CHEF DE LA MARINE CONDAMNÉ A CINQ ANS DE PRISON POUR CORRUPTION.

L'amiral Ramzi Abbas Attal, ancien commandant en chef de la marine iranienne, a été, lundi 23 février, reconnu coupable d'avoir sollicité et accepté d'importantes « commissions » de la part de sociétés désireuses d'obtenir des contrats pour l'aménagement de bases navales sur le golfe Persique. Le procès s'est déroulé à huis clos devant le tribunal militaire de Téhéran.

L'amiral a été condamné à cinq ans de prison et à 250 millions de rials d'amende (environ 15 millions de francs). Douze autres officiers supérieurs, dont l'adjoint de l'amiral Attal, et deux civils, ont été condamnés à des peines de plusieurs années de prison et à de lourdes amendes.

D'autre part, selon l'envoyé spécial du « New York Times » à Téhéran, la société Northrop a récemment versé une « ristourne » de 2 millions de dollars au gouvernement iranien, à titre de réparation pour des paiements « éthiquement douteux » effectués à des tierces parties dans le cadre de ventes d'avions militaires à ce pays. Mais, selon la même source, le gouvernement iranien aurait décidé de pénaliser la société américaine en retenant plus de 8 millions de dollars dus à une filiale de Northrop, la Page Communications Engineers, et à trois autres firmes engagées dans un projet de construction de matériel de communications pour une valeur de 200 millions de dollars. La somme de 8 millions de dollars représenterait le montant que les quatre sociétés auraient prévu de verser sous forme de « commissions » à des intermédiaires.

La presse iranienne a, d'autre part, annoncé lundi qu'un ancien officier, qualifié de « terroriste », avait été tué lors d'un accrochage avec les forces de police, le 21 février, dans une rue de la capitale.

LES AUTEURS DE LA PRISE D'OTAGES A BEYROUTH SE SONT RENDUS

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — L'affaire d'otages qui s'est déroulée lundi 23 février, à Beyrouth, s'est terminée dans la soirée par la reddition des agresseurs. Elle avait commencé peu après 13 heures : M. Ahmed Haymour, d'origine libanaise, mais détenteur d'un passeport canadien, a pénétré, en compagnie de quatre hommes armés, dans l'ambassade du Canada. Leurs fusils mitrailleurs pointés sur le personnel de la mission diplomatique, ils annoncèrent à leurs « *hôtes* » qu'ils les garderaient en otages, *« jusqu'à ce que justice soit rendue à Haymour »*. Celui-ci entendait « récupérer » son épouse canadienne et ses quatre enfants, dont un tribunal lui a enlevé la garde, ainsi que des terrains qu'ils avait acquis en Colombie britannique, mais que le fisc avait saisis.

Pendant que Haymour faisait étalage de ses malheurs, un service d'ordre imposant prenait position autour de l'ambassade.

Au terme d'une pénible attente de plus de huit heures, Haymour accepta de libérer ses trente-cinq otages, après qu'il eut reçu la promesse formelle des autorités qu'il n'aurait pas à répondre de son forfait devant la justice libanaise. Les responsables de l'ambassade, pour leur part, prenaient l'engagement d'obtenir la révision des procès qu'il avait perdus contre l'Etat canadien, et de lui fournir les meilleurs avocats de Vancouver pour assurr sa défense.

Haymour et ses acolytes se sont rendus à un officier de l'armée libanaise. Ils devaient cependant comparaître devant le juge d'instruction militaire qui a ordonné leur incarcération après les avoir inculpés de terrorisme. — E.S.

● *M. Jean Sauvagnargues,* recevra à déjeuner, jeudi 26 février, son collègue israélien, M. Ygal Allon, de passage à Paris, en route pour l'Amérique latine. Après le déjeuner le ministre français quittera Paris pour Lisbonne, où il séjournera jusqu'à samedi prochain.

A travers le monde

Bolivie

● NEUF OPPOSANTS ONT ETE EXPULSES VERS LE CHILI le 22 février, annonce-t-on de sources proches du gouvernement bolivien. Parmi elles figurent deux colonels : M. José Patiño Ayoroa, qui avait été accusé, l'an dernier, d'avoir participé à un complot, et M. Raul Lopez Layton, qui avait été présenté comme responsable d'une tentative de coup d'Etat en juin 1974. Ces expulsions interviennent à un moment où le gouvernement doit faire face à une agitation étudiante, appuyée par les syndicats de mineurs, que le gouvernement a qualifiée de *« complot de la gauche »*. — *(Reuter.)*

Éthiopie

● REMANIEMENT MINISTERIEL — Trois membres du gouvernement militaire provisoire, responsables du commerce et de l'industrie, des finances et de l'information ont été révoqués. Cette décision porte à sept le nombre des ministres destitués ces derniers jours à Addis-Abeba.

Islande

● M. KNUT FRYDENLUND, ministre norvégien des affaires étrangères, est parti pour Bruxelles, pour discuter avec M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, de la possibilité d'une médiation de la Norvège dans la « *guerre de la morue* » anglo-islandaise. — *(Reuter.)*

OUTRE-MER

A Mayotte

La consultation d'avril aura peu de signification démocratique

De notre envoyé spécial

Dzaoudzi. — Après les affrontements, parfois violents, qui, au long des derniers mois, ont marqué l'accession des Comores à l'indépendance et la rupture de Mayotte avec les autres îles de l'archipel, les Mahorais s'installent dans leur nouvelle situation. Le 8 février, à 99,4 %, ils se sont prononcés pour leur maintien dans la République française. Sans parler des six cents à huit cents partisans de l'unité de l'archipel, qui ont dû quitter l'île avant le scrutin, un bon millier d'opposants subsiste à Mayotte et s'est abstenu d'aller voter. Dans les villages, ceux qui se sont ainsi coupés de la communauté ont été mis au ban. Pour être réintégrés, il leur a souvent fallu payer un tribut en récoltes, parfois en bétail. Pour la population, le débat semble désormais clos. Seuls subsistent les commandos chargés de combattre un éventuel débarquement venu des îles voisines. Parfois coiffés d'une calebasse en guise de casque, ces volontaires paradent, armés de grossiers « fusils » taillés dans des branches et offrent un spectacle où se mélangent curieusement la puérilité et la violence.

Officiellement, les habitants de Mayotte doivent voter de nouveau pour choisir, cette fois-ci, leur statut, mais le problème est inassimilable par une population dont le taux d'analphabétisme oscille autour de 90 %, et le gouvernement regrette à présent de s'être imposé cette nouvelle consultation, qui doit en principe avoir lieu début avril. Elle n'aura, en effet, guère de signification démocratique et se bornera à entériner le marchandage engagé entre M. Olivier Stirn, qui s'est rendu dans l'île vendredi 20 et samedi 21 février, et les dirigeants mahorais.

D'ores et déjà il apparaît que, en dépit de demandes réitérées, en particulier celles de MM. Marcel Henry, député, et Younoussa Bamana, président du conseil régional, Mayotte ne deviendra pas un département d'outre-mer. L'île va vivre une période transitoire prévue en principe pour cinq ans. Néanmoins, cinq communes et cinq cantons vont être créés. Chaque canton élira plusieurs conseillers généraux (en principe trois), comme c'est déjà le cas à Saint-Pierre-et-Miquelon, mais aussi dans le Territoire de Belfort. Le préfet s'installera à Mamoutzou. Si le gouvernement n'a pas voulu céder aux élus de Mayotte, forts pourtant du soutien quasi unanime de la population, c'est parce qu'il entend conserver une marge de manœuvre. De discrètes négociations s'amorcent, en effet, avec Moroni dans l'espoir de normaliser les relations de la France avec le nouvel Etat comorien. De plus, les officiels français restent persuadés que les Mahorais ont d'abord voté contre les autres îles, et en particulier Anjouan, plutôt que pour la France. Ils pensent que si un effort est mené en vue d'élever globalement le niveau de vie et le niveau culturel d'une population particulièremnt déshéritée, les problèmes de coopération pourront peut-être réexaminés. Encore ne faudrait-il pas qu'à ce moment-là le statut de Mayotte rende les retrouvailles impossibles.

Dans le même temps, le gouvernement doit prendre en compte la sensibilité des Réunionnais, qui, à l'appel notamment des républicains indépendants, s'étaient mobilisés en faveur de Mayotte par crainte de voir la France se préparer ainsi à abandonner l'océan Indien. Ces mêmes Réunionnais se polarisent à présent sur le sort des îles éparses revendiquées par Madagascar. Pour rappeler la souveraineté française sur ces îlots déserts qui servent uniquement de relais météorologiques, un groupe d'intervention d'une dizaine de soldats a été envoyé sur place.

THIERRY PFISTER.

Trois exclusivités Air France vers les Etats Unis au départ de Roissy.

New York : 2 vols quotidiens sans escale.

• A 10 h 00 : vol "spécial hommes d'affaires". Arrivés à New York à 12 h 25, ils peuvent traiter leurs affaires le jour même, sans perdre de temps.

• A 13 h 00 en Boeing 747, arrivée à 14 h 55.

Los Angeles : sans escale.

Tous les jeudis, vendredis, samedis et dimanches à 14 h 30, arrivée à 17 h 20.

Houston : une liaison exclusive sans escale.

Tous les lundis, mercredis, jeudis et samedis à 10 h 30 en Boeing 747, arrivée à 14 h 15.

Pour réserver, adressez-vous à votre Agent de Voyages agréé ou à Air France. (Tél. 535.61.61)

AIR FRANCE

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez:
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Gallschalk

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ENQUÊTE

La France vue par ses voisins

(Suite de la première page.)

Trop longtemps non repoussée, la France allait fatalement servir de repoussoir à une Allemagne pour un temps unifiée et prépondérante. On opposait à sa brillante mais superficielle « civilisation », la « culture » moins raffinée, mais autrement profonde, dont le Reich avait récupéré l'héritage. La folie de la première guerre mondiale et du nazisme (donc de la seconde) ne s'expliquait pas entièrement sans un immense appétit de revanche non pas tant sur la France comme hexagone habité — qui inspirait plutôt de la sympathie — que sur le « rayonnement » claironnant dont elle se prétendait le foyer prédestiné.

Trente ans après l'effondrement hitlérien et malgré la légalisation de la R.D.A. comme le second Etat allemand, les citoyens de la R.F.A. ont retrouvé bien plus qu'une respectabilité internationale : une assiette, une cohésion interne d'autant plus remarquables qu'elles doivent peu au passé et qu'elles ne sont pas soutenues par des objectifs d'avenir nettement formulables. Cette conscience « fédérale », au présent indéfini, s'est en quelque sorte cristallisée à la faveur de la crise actuelle. En s'abattant brutalement sur les pays développés en pleine euphorie de croissance, celle-ci a mis à l'épreuve leur sang-froid et leurs capacités de résistance à l'imprévisible.

Or, là résidait justement l'inconnue de la démocratie de Bonn : l'inflation et le chômage n'avaient-ils pas précipité la perte de Weimar et traumatisé à jamais l'homme de la rue des régimes qui lui succéderaient ? Ces sombres appréhensions se sont révélées injustifiées...

La fin du romantisme

La première conséquence de ce redressement allemand d'un style nouveau qu'il serait trop facile de taxer de « nationalisme », c'est de réduire au minimum la place de la sentimentalité. Déjà Konrad Adenauer, dont on a célébré en janvier le centenaire de la naissance, n'était pas un tendre. Trois de ses successeurs, y compris Ludwig Erhard, symbole du « miracle économique », ont, dans des circonstances très dissemblables, été éliminés pour, au fond, la même raison : faiblesse de caractère. Ce n'est pas ce qu'on reprochera à Helmut Schmidt, gestionnaire énergique des intérêts allemands bien compris, et peut-être, à ce titre, le premier homme d'Etat allemand vraiment « moderne ».

A l'horizon de son Allemagne, solidement encadré par les engagements contractés à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest, s'estompent les « rapprochements » et les « réconciliations » qui eurent la vedette des années 50 et 60. Ce qu'ils ont accompli — et ce n'est pas mince — demeure. Le temps se chargera du reste. Le séculaire malentendu germano-britannique, par exemple, si mal connu en France, mourra un jour de sa belle mort... Ce qui a disparu radicalement de ce même horizon, c'est ce qu'il faudrait appeler la fascination de l'autre dans sa singularité irréductible. Au niveau de l'imagination populaire tout au moins, on n'est plus captivé : peuples et cultures sont désormais soudés en un « monde extérieur » unique (effet de la télévision), dont les derniers particularismes se ramènent, en fin de compte, à des gradations sur l'échelle technologique.

Dans cette perspective « pan-pragmatique », il est logique — s'il est stupéfiant, par ailleurs, quand on se souvient de la contribution éminente de l'Allemagne au développement de la philologie — d'enregistrer que l'enseignement des *langues vivantes* dans le secondaire de la R.F.A. marche tout droit au monopole de l'anglais (4 200 000 élèves en 1971), suivi à bonne distance du français (850 000 élèves).

Après, c'est non pas l'éparpillement mais le vide : 10 000 élèves pour *toutes* les autres langues, *aucun* en italien (2). Evidemment, quelle que soit la compétence des maîtres d'anglais, ce n'est pas tant la langue de Shakespeare — si complexe, si poétique — que la « *division du travail social* » leur enjoint d'apprendre à leurs classes, mais un sabir qui n'est même plus « atlantique » puisqu'il est l'idiome avec lequel « on se débrouille » de la Laponie au Yémen !

En de telles circonstances, il est normal qu'on ait assisté en quelques années à la liquidation de toute une littérature romanesque, allégorique ou polémique *(Dieu est-il français ?)* sur le « couple franco-allemand » (3). Faut-il se réjouir que l'air du grand large planétaire ait balayé ces survivances un peu moites d'une promiscuité à huis clos ? Dans une certaine mesure, il n'y a pas à s'en affliger. Paix aux anciens combattants et à leur géniture anémique ! Mais attention ! C'est aussi une intimité qui s'éteint, et qui, jusqu'à présent, n'a fait émerger qu'une disparité.

Dérogé. C'est pourtant ce qu'avec un bonheur passablement inégal et presque à contrecœur, elle s'est décidée à faire, et à un rythme accéléré depuis quinze ans. L'accent volontariste mis sur cette évolution par le général de Gaulle contribua tout d'abord, paradoxalement, à la minimiser en Allemagne : encore un truc, pensait-on, pour gonfler le plumage du coq tricolore !

En 1976, c'est une incrédulité inverse qui prévaut : comment se fait-il que la France et l'Allemagne, qui sont le premier client l'un de l'autre, n'aient pas tiré profit de cette situation exceptionnelle pour conjoindre davantage leurs efforts productifs (6) ? Les Allemands n'ont pas à cette date plus de 4 milliards de DM d'investissements *directs* en France. Celle-ci a placé à peine la moitié de cette somme chez ses voisins : fraction dérisoire de leurs échanges annuels (plus de 20 milliards de DM en chaque direction, et une balance qui aproche de l'équilibre en 1975).

Mais l'expansion allemande de ces dernières années ne s'est pas seulement légèrement ralentie : elle a rencontré des « butoirs » et des déboires au dehors. A l'intérieur, elle a atteint une certaine saturation : les postes fédérales en sont à faire de la réclame *(« Offrez un téléphone à votre grand-mère ! »)* (7) pour caser leur équipement. Les Français aimeraient pareille sollicitude... A elle se mesure en même temps la « marge » disponible de notre côté de la frontière. Certes, le potentiel allemand est supérieur à celui de la France. Il conservera longtemps l'avance d'une longue expérience industrielle et commerciale. Ses managers ont tendance à s'impatienter des rigidités administratives et de l'esprit encore trop souvent timoré des patrons français que rencontrent leurs prospections. Mais le fait capital est qu'il y ait prospection et qu'elle ne soit pas à sens unique. La France, ex-paradis de la frivolité, est désormais « dans le coup », et le vent de la reprise européenne ne pourra qu'activer les tentatives d'associations et de fusions entre firmes des deux pays.

L'échec ou la stagnation fréquente des grands projets de coopération entre gouvernements ne doit pas faire écran à des approches privées d'une ampleur plus modeste, qui se multiplient en dépit des obstacles bureaucratiques et psychologiques. Dans de nombreux secteurs, la conjoncture ne propose pas de solution de rechange à cette recherche ardue et patiente d'une réciprocité. C'est dans la pénombre de ces tâtonnements, au ras de ces réalisations en chantier, que se tisse peu à peu l' « *image dans le tapis* » d'une *communauté* franco-allemande sans phrases et sans drapeaux.

ALAIN CLÉMENT.

Les reliquats du provincialisme

Aux yeux des Allemands d'aujourd'hui, la France est redescendue des nuées d'un antagonisme privilégié pour rentrer dans le rang des « pays comme les autres », dont la proximité et l'histoire requièrent seulement qu'on l'aborde d'une façon un peu spéciale. Pays « ami », certes, mais maintenant il y en a tant qui ont droit à ce label et à ces égards !

Les Français n'ont pas encore atteint ce point de détachement. « Outre-Rhin » (on pense à l'« outre une Inde » de Mallarmé, à Michelet qualifiant l'Allemagne d'Inde de l'Europe »...) : syllabes qui résonnent comme un message à déchiffrer, évoquent un enchantement mystérieux se perpétuant en dépit des conflits (Wagner, Nietzche, Heidegger...). Comme le dit à merveille M. Henri Aujac, et d'autant mieux que c'est dans un contexte dénué de toute féerie : par rapport à l'Allemagne bourgeoise — très consciente de ce qu'a coûté le confort dont elle jouit, — « *c'est la France qui est romantique* » (4).

C'est elle, en effet, qui interpelle, interroge, sonde — discrètement, car on a des manières, mais anxieusement, — « le voisin allemand » comme s'il était le sphinx surplombant sa propre route, alors que ce brave voisin, satisfait de lui mais revenu des mythologies qui vous chavirent l'âme et où celle de ses ancêtres s'est noyée, se contente de fréquenter assidûment opéras et concerts sans leur demander d'extase élective.

Ce décalage fait-il apparaître le Français contemporain comme un provincial attardé à l'égard d'un Allemand converti à la rationalité multilatérale et « désensorcelée » de l'univers impersonnel des mécanismes intercontinentaux ? Il est certain que le « dialogue » franco-allemand, et les heureux résultats qu'il engendre sous les auspices du bilatérisme, comme les excellents travaux de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, souffrent du simple fait que, pour l'Allemagne, la France, politiquement, intellectuellement, n'existe plus « à part » des forces et des mouvements de notre époque. Mais à chacun son reliquat de provincialisme ! Après tout, si, sous bien des aspects concrets, la « German way of life » de nos jours offre plus d'aisance respirable qu'une « douceur de vivre » française bousculée et trop souvent déchirée par un effort cahoteux de *rattrapage* industriel (5), ce sont *encore* nos terroirs, leur paysage, leur cuisine, la séduction spirituelle qui s'en dégage (là où elle survit...), qui continuent à faire de la France plus qu'un débouché spacieux pour les hordes touristiques tudesques. Les dizaines de milliers d'Allemands qui ont établi sur notre sol leur résidence secondaire n'ont pas répondu à un mirage de facilité mais à la prédilection d'un *site* où l'accueil se mérite.

Le français en retrait

Ainsi l' « image de la France » s'est-elle profondément modifiée. Elle a pâli partout où elle était étroitement liée à une influence culturelle. Il y a des raisons générales, déjà citées, au recul du français comme langue vivante ; il menace, à terme, des expériences aussi intelligentes et prometteuses que la vingtaine de lycées réellement bilingues de la R.F.A. Restons au seuil d'un sujet qui exigerait une enquête à lui seul et qui alimente une véritable « querelle d'Allemands » entre Bonn et Paris. Ce n'est pas le français en tant que tel qui « recule », mais il subit un laminage culturel plus ou moins délibéré qui, avec son cortège de dissuasions familiales écrase, sous le voile de « réformes » pédagogiques, les disciplines d'antan, frayant ainsi la voie à un Astérix qui triomphe non seulement des Romains mais de Racine, de Chateaubriand et de tous les classiques allemands.

Ce que donneront les générations passées à ce nouveau moule dans un pays où, faute de concours crûment « élitistes », comme chez nous, aucune filière ne garantit le maintien d'un niveau et la transmission d'un savoir parmi les couches supérieures de la nation, l'avenir prochain le dira...

Dans l'immédiat, le repli des « positions traditionnelles » de la France comporte des compensations. Les visions conventionnelles de la France, élogieuses ou vindicatives, supposaient toutes une terre bénie des dieux, où le travail n'était qu'un passe-temps comme un autre, et dont une agriculture *féconde mais* archaïque protégeait la physionomie ancestrale. Une France qui se serait lancée dans la course au progrès aurait, pour ainsi dire,

---

(2) Cf. *Langues et constructions européennes*, actes du colloque international tenu à Paris au 6 au 8 décembre 1974, publications de l'Association linguistique franco-européenne.

(3) Cf. Alain Clément « Les Allemands devant la France », in revue *Critique*, n° 93, février 1955.

(4) Cf. Les conclusions du rapport du BIPE, p. 283, du cahier n° 43 sur les « Industries en Europe », de la série « Travaux et recherches de prospectives », Documentation française, décembre 1973.

(5) Ce même rapport estime, avec toutes les réserves allant de soi dans ce genre de calcul, qu'à tous les points de vue (gastronomie mise entre parenthèses...), les Allemands vivent 30 % « mieux » que les Français. Cela, bien que, selon M. Chirac, parlant à la télévision le 19 février au soir, « *la gestion des entreprises françaises paraît, dans l'ensemble, au moins aussi sérieuse, si ce n'est plus sérieuse, que celle des entreprises allemandes* ».

(6) Voir comment le correspondant à Paris de l'hebdomadaire *Die Zeit*, Klaus Peter Schmid, posa le problème lors du colloque de l'institut de Ludwigsburg d'octobre 1974 (procès-verbaux ronéotés de l'institut).

(7) Toute une page dans l'illustré *Der Stern* du 4 décembre 1975.

Prochain article :

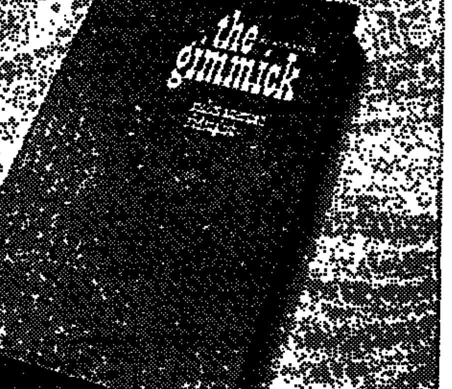
ROME : LA PARADE DES PETITS PROFESSEURS

IMPRIMERIE SPECIALE POUR PERIODIQUES
HEBDOMADAIRES ET MENSUELS
Consultez les Presses du Palais-Royal 65 rue Sainte-Anne (236-10-00) maison fondée en 1925
DELAIS EXEMPLAIRES
PRIX AGREABLES

BARCLAY george V
CHEMISIER - TAILLEUR
35 Avenue George V - 8e
avant
TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT
pour
EXTENSION DE COMMERCE
VENTE EXCEPTIONNELLE
les mardi 24, mercredi 25, jeudi 26, vendredi 27, samedi 28 février
et jours suivants
Aperçu de quelques Articles et Prix
COSTUMES de qualité 325 F
COSTUMES pure laine 380 F
COSTUMES importation 795 F
COSTUMES cashmère et vigogne 895 F
PANTALONS pure laine 55/75 F 95/125 F
BLAZERS droits et croisés 295 F
IMPERMEABLES importation doublure amovible 295/325 F
PARDESSUS 100 % cashmère 795 F
PARDESSUS 55 % vigogne 45 % cashmère 995 F
CHEMISES 59/85/95 F
PULLS, CRAVATES pure soie, etc.
COSTUMES petites tailles 299 F
PANTALONS grandes tailles 55 F
IMPERMEABLES importation, grandes tailles 275 F
TOUT DOIT DISPARAITRE
ouvert sans interruption de 9 h. 30 à 19 h.

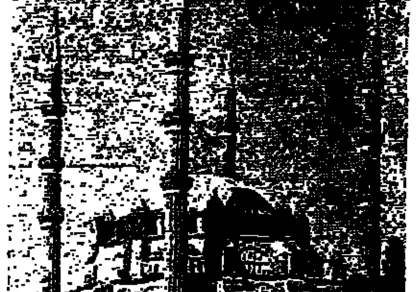
Prenez des leçons particulières avec Adrienne.
En anglais.
THE GIMMICK EN CASSETTES.

Parce que l'anglais c'est aussi une musique, The Gimmick est aussi une bande sonore. 5 heures d'anglais non-stop, mis de tel point vous mettre dans le bain. En voiture, chez vous, en week-end, vous enclenchez la cassette et vous écoutez l'anglais comme à Londres ou à New-York.
Soyez relaxe, le gimmick sonore vous donne la traduction à voix basse, comme les sous-titres au cinéma. Et à la fin, comme dans son livre, Adrienne vous initie à l'anglais défendu.
C'est une leçon particulière d'Adrienne.
The Gimmick:
48 leçons d'anglais en 6 cassettes et 5 heures d'écoute.
Prix de lancement valable jusqu'au 31/03/76 : 225 F.
Prix définitif : 275 F.
Le Gimmick sonore est en vente dans les librairies.
Si vous souhaitez l'écouter, écrivez à A.F.C.
26, rue d'Aboukir
75002 PARIS



A.F.C. UNE EXCLUSIVITÉ FLAMMARION

...Cet été, la TURQUIE vous attend
Bien sûr, il y a Istanbul, ses mosquées, ses palais, églises et musées, mais la Turquie, c'est aussi de merveilleux rivages ensoleillés, des plages au sable d'or, de ravissants petits ports nichés au fond de baies tranquilles et puis, de prestigieuses villes antiques aux ruines chargées de siècles de gloire.
et Istanbul n'est qu'à 3 heures de Paris
par TURKISH AIRLINES
34, avenue de l'Opéra - 75002 Paris, Tél. 073.60.85
Pour tous renseignements:
BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE
102, avenue des Champs-Elysées - 75008 Paris
Tél. 225.78.68 et 225.79.84



Topka Tours
plages, soleil, découvertes
ISTANBUL
8 jours, Paris-Paris
à partir de 1055 F
France-Tourisme
1, rue Auber - 75009 Paris, Tél. 742.27.40
LICENCE N° 101

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

M. DOMINATI : des socialistes auront notre soutien.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré, lundi 23 février, à Radio-Monte-Carlo :

« Un certain nombre de candidats socialistes, ceux d'Eric Hinterman, mais aussi un certain nombre de membres du P.S. que nous considérons comme des hommes compétents auront notre soutien.

» Nous n'avons pas de cible privilégiée à gauche. Nous combattons l'union de la gauche. Nous combattons le P.C., qui à nos yeux n'a pas changé; le centralisme démocratique lui permet de garder la tête droite dans tous les tournants qu'il prend. Nous attaquons aussi sans complexe les socialistes, car ils favorisent cette menace communiste dans le monde... Je suis toutefois persuadé qu'un certain nombre de socialistes nous rejoindront. Ils ne le feront pas avant la bataille électorale, car il y a des contingences (ils ont besoin des voix communistes). Mais nous sommes assez forts pour gagner les élections législatives sans combinaisons avec les socialistes. »

A propos des relations entre les républicains indépendants et l'U.D.R., M. Dominati a déclaré : *« Heureusement que l'U.D.R. est là. Nous ne cherchons pas à affaiblir la majorité, nous cherchons à la renforcer. Nous n'avons aucun complexe devant l'appétit du premier ministre dans la mesure où son action est favorable à la majorité. Nous sommes ravis que le premier ministre soit un battant. Les R.I. ont un rôle à jouer, l'U.D.R. aussi. Nous souhaitons que la majorité soit puissante. Il y a une cohésion solide entre les partis de la majorité. »*

LE P.C. PROPOSE D'ÉVITER LES DUELS DE LA GAUCHE ARBITRÉS PAR LA MAJORITÉ

Dans une lettre adressée, le 23 février, à M. Mitterrand, M. Marchais relève que la majorité ne présente pas de candidats dans certains cantons où, écrit-il, *« l'élu actuel est un communiste, pour réduire l'élection à un duel arbitré par la droite entre les candidats communistes et socialistes. Nous vous proposons,* ajoute-t-il, *de déjouer ce calcul en retirant les candidats socialistes dans les cantons concernés.*

» (...) Nous sommes prêts, dans l'hypothèse de l'acceptation de notre proposition, à envisager le retrait du candidat communiste dans un nombre équivalent de cantons où l'élu actuel est un socialiste.

» Nous montrerions ainsi qu'au-delà de l'émulation et des différences qui caractérisent notre action, la volonté de combattre la droite est prioritaire. »

INDRE-ET-LOIRE : M. Debré se présente à Amboise.

M. Michel Debré, député U.D.R. de La Réunion se présente, sans étiquette, dans le canton d'Amboise, dont le conseiller général sortant radical de gauche, M. André Chollet, sollicite le renouvellement de son mandat. L'ancien premier ministre qui était entré, en 1959, au conseil municipal d'Amboise, ville dont il est maire depuis 1966, avait représenté le canton d'Amboise de 1951 à 1970; date à laquelle il ne s'était pas représenté, apportant son soutien à M. Lecomte, U.D.R. Celui-ci avait été battu au second tour par 3 430 voix contre 3 727 à M. Chollet, et 653 à M. Delepine, div. mod. Outre MM. Debré et Chollet deux candidats se présentent dans ce canton : MM. Pierre Lecomte, P.C., et Paul Moreau, P.S.

Après avoir été sénateur d'Indre-et-Loire de 1948 à 1958, M. Debré n'avait pas réussi à se faire élire député en 1962 dans la troisième circonscription (Loches, Amboise). Il s'était alors présenté avec succès dans la première circonscription de La Réunion, en mai 1963, à la faveur d'une élection législative partielle. Il y a été réélu en 1967, en 1968, et en 1973.

MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET UN SIÈGES A POURVOIR

Ce ne sont pas 2 861 — comme *le Monde* du 24 février l'a indiqué par erreur — mais 1 861 cantons (1 799 en métropole et 62 dans des départements d'outre-mer) qui seront concernés par les prochaines élections cantonales. D'autre part, ce sont environ six mille huit cents candidats qui sollicitent les suffrages des électeurs et non *« plus de huit mille »* comme un « mastic » pouvait le laisser supposer dans nos premières éditions.

● *« Socialisme, oui..., mais lequel ? »* sera le thème du débat organisé par le Comité du 5 janvier, jeudi 26 février, à 20 h. 30, salle des agriculteurs, 8, rue d'Athènes, Paris-9e, sur la base de l'expérience vécue par Jiri Pelikan, qui sera entouré de Mme Maria Antonietta Macchiochi, de M. Christian Jelen et de M. Jean Pronteau, membre du comité directeur du P.S.

VAL-DE-MARNE : une majorité à l'arraché

Les résultats des scrutins du 7 et du 14 mars pour l'élection de vingt-deux conseillers généraux du Val-de-Marne promettent d'être serrés. En effet, dans ce nouveau département de la banlieue parisienne la gauche et la droite ont toujours obtenu des majorités à l'arraché. En 1967, la présidence du conseil général était revenue aux communistes pour un siège. En 1970, l'U.D.R. avait pris la direction du département pour deux sièges et elle l'a conservée en 1973 sur un score identique. Le conseil général actuel est composé de 17 membres de la majorité présidentielle (11 U.D.R., 3 R.I. et 3 C.N.I.) et de 16 élus de gauche (12 P.C.F. et 4 P.S.). Le nouveau découpage cantonal publié en janvier dernier a fait passer le nombre des cantons de 33 à 39, mais il ne semble pas que cette augmentation réduise l'incertitude sur la future composition de l'assemblée départementale.

Pour des raisons historiques, la fédération du Val-de-Marne est l'une des plus combatives du parti communiste. Maurice Thorez était député d'Ivry, et M. Georges Marchais, actuel secrétaire général, est depuis 1973 député du Val-de-Marne. La fédération enrage aujourd'hui de voir aux mains de la majorité ce département où le candidat de la gauche a obtenu 55,06 % de voix au deuxième tour des élections présidentielles de 1974.

« En 1973, la gauche a totalisé 60 % des voix aux élections cantonales, mais seulement 48 % de sièges, constate M. Guy Poussy, secrétaire fédéral. *Le « charcutage » du redécoupage cantonal est fait pour sauver les meubles une fois de plus. Le gouvernement s'est aperçu que sa marge de manœuvre était insuffisante. La tricherie est érigée en méthode de gouvernement. Nous sommes les seuls à refuser ces méthodes parce que nous sommes les défenseurs du suffrage universel. »* Ce sera le premier thème de la campagne électorale du P.C. : *« Les communistes ont les mains propres. »*

Et le parti socialiste ? *« Dans cette affaire du redécoupage cantonal, les élus socialistes n'ont pas voulu travailler avec les nôtres. »*

Echaudé par le précédent de 1973, où tout le monde donnait au P.C. la présidence du conseil général, M. Poussy se refuse à faire des pronostics, mais il donne l'impression de considérer ces élections comme un simple banc d'essai pour les « municipales » de 1977.

Les chances de la gauche

A l'inverse de son partenaire de l'union de la gauche, la fédération du parti socialiste n'a jamais témoigné d'une pugnacité particulière. Elle vient de changer de secrétariat, et c'est M. Patrice Hernu qui, en tant que secrétaire fédéral par intérim, a coordonné la préparation des élections. *« Nous allons faire valoir la gestion départementale de la gauche entre 1967 et 1970,* dit-il. *C'est assez parlant. Quand nous étions au pouvoir il y avait un projet politique. Nous recherchions la justice sociale et le rééquilibrage économique du département que menace la désindustrialisation. Aujourd'hui, la gestion à court terme prévaut. Les autorités de tutelle ont repris les rênes et la majorité se contente d'entériner. »*

Quels sont les projets électoraux du P.S. ? *« Nous voulons faire un maximum de voix,* déclare M. Hernu. *Nous avons donc refusé la candidature des radicaux de gauche, non par défiance mais parce que, s'ils prennent des voix socialistes, leur présence ne sert à rien. »*

Selon M. Hernu, la gauche a peu de chances de gagner ces élections cantonales à cause du redécoupage « inique » des circonscriptions. Les socialistes se disent prêts à négocier avec les communistes la préparation des élections municipales, à condition que l'accord soit réalisé au niveau départemental.

Dans le camp opposé, la confiance est évidente : *« Nous avons formé au niveau départemental, dès 1967, l'actuelle majorité présidentielle,* se réjouit M. Roland Nungesser, président du conseil général, député U.D.R. et maire de Nogent-sur-Marne. *Nous étendons notre accord aux centristes d'opposition à l'occasion de ces élections. Cinq « primaires » seulement opposeront des réformateurs aux candidats communs de l'U.D.R., des R.I. et du C.N.I. »*

Le redécoupage cantonal ne favorise-t-il pas les candidats de la majorité ? *« Non, car, sur les six nouveaux cantons, trois au moins iront à l'opposition. »* Ce qui n'empêche pas M. Nungesser de se déclarer *« moins pessimiste qu'aux élections de 1973, parce que nos candidats sont très solides. »*

M. Alain Griotteray, maire de Charenton-le-Pont, et président de la confédération départementale R.I.-C.N.I., témoigne du même optimisme. *« La majorité a toujours gardé la majorité d'un cheveu, mais le courant lui est plus favorable aujourd'hui parce qu'elle donne une impression d'unité,* dit-il. *Il est toujours difficile pour nous, républicains indépendants, de jouer cette unité et d'exister. Nous avons trois conseillers, nous pourrions en compter demain quatre. Le C.N.I. en a trois ; il pourrait lui aussi atteindre ce chiffre, plus un réformateur et onze U.D.R. Total : vingt conseillers sur trente-neuf. »*

M. Griotteray a été battu à la surprise générale aux élections législatives de 1973 et aussi s'empresse-t-il d'ajouter : *« Nous nous trouvons dans un département qui est beaucoup trop à la limite pour pouvoir faire des pronostics, d'autant que le redécoupage n'est pas favorable à la majorité. Le nouveau canton de Fresnes, par exemple, est un cadeau pour l'opposition. »*

La situation politique du Val-de-Marne est en pleine mutation. Le P.C. ignore de plus en plus un P.S. en crise. Les indépendants s'efforcent de rééquilibrer une majorité dominée par les gaullistes. Dans ce contexte, l'électeur se laissera-t-il séduire par l'apparente harmonie qui règne au sein de la droite ? Le redécoupage cantonal conservera-t-il à celle-ci son siège d'avance ? Le développement de l'urbanisation et la croissance démographique dans le Val-de-Marne rendent toute réponse aléatoire, au moins dans six cantons sur vingt-deux.

ALAIN FAUJAS.

YVELINES : cinq « points chauds »

Dans les Yvelines, où ont été créés six cantons nouveaux, il devrait y avoir, le 7 mars, cinq « points chauds ».

Dans le canton de Saint-Germain-en-Laye Sud, où le sortant, M. Pierre Régis (U.D.R.) ne se représente pas (il a opté pour le nouveau canton du Pecq), s'affronteront le maire de la ville, M. Jean Chastang (R.I.) et M. Michel Péricard (U.D.R.), directeur de l'information à Radio-France. Les républicains indépendants locaux étant favorables à M. Péricard et la fédération départementale à M. Chastang, décision a été prise de rester neutres.

Les sondages donnent M. Péricard largement en tête, devant M. Bellot (P.S.) puis M. Chastang. Il n'est pas certain que le maire accepte de se désister au second tour, ce qui pourrait faire le jeu du candidat socialiste.

A Versailles-Nord, M. André Mignot, sénateur (C.N.I.), maire de la ville, pourrait connaître quelques difficultés à conserver son siège puisqu'un ancien conseiller municipal (modéré), M. Jacques Leport, viendra diviser les voix de la majorité, dans le canton le plus populaire de la ville où la gauche, représentée par le comuniste J.-F. Cau, et surtout le socialiste Basil Volokhine, fait toujours un score très honorable.

Un autre duel intéressant se déroulera à Rambouillet, où le sortant, M. Lévêque (modéré), ne se représente pas. Il opposera deux jeunes énarques, MM. Jean-Daniel Camus, conseiller technique à la présidence de la République, et Pierre Hegulathal (radical de gauche), adjoint, à la mairie, de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, dont il a le discret soutien. M. Camus, qui n'appartient à aucun parti politique, a naturellement le soutien des républicains indépendants, mais l'U.D.R. reste muette. Il s'agit d'un galop d'essai en vue des municipales, et même des législatives, au cours desquelles M. Camus tentera de détrôner Mme Thome-Patenôtre, député radical de gauche.

Dans le canton de Chevreuse, le docteur Claude Dumond, conseiller sortant, favorable à la majorité, aura notamment contre lui deux candidats très dangereux, le docteur Dugué (rép. ind.) et M. Philippe Boby de la Chapelle, un ancien prêtre présenté par le parti socialiste.

Dans le nouveau canton du Chesnay, la situation sera très confuse jusqu'au dernier moment dans les rangs des modérés, où l'on hésite à pousser le député U.D.R., M. Marc Lauriol, ou à laisser élire (sans le soutenir ouvertement) le maire modéré du Chesnay, M. Maurice Cointe, dernièrement inculpé pour émission de chèques sans provisions. (*Le Monde* du 18 décembre 1975.)

● *Mlle Clara Lebée* a été tuée vendredi 20 février dans un accident de la route. Agée de dix-neuf ans, étudiante en droit à l'université de Paris-X (Nanterre), Mlle Lebée était militante de l'U.D.R.-Jeunes, et, à ce titre, elle avait participé au bureau exécutif de l'U.D.R. pour la première fois le 17 février.

● *Charente-Maritime.* — La fédération socialiste a fait savoir qu'elle entendait maintenir les candidats de son choix face à des radicaux de gauche, notamment dans les cantons de La Jarrie, de Courçon et de Château-d'Oléron.

Bientôt les élections cantonales

Les candidats et les élus, les enseignants, les électeurs soucieux d'être informés trouveront toutes précisions utiles sur l'élection, le fonctionnement et le rôle de l'assemblée départementale dans la 3e édition de l'ouvrage :

Le conseil général

de A.-J. Escudier

Préface de A. Chauvin, Président de l'Assemblée des Conseils Généraux de France.

1 vol., 15 x 21 cm, 180 p. : 24,00 F (franco, 27,00 F)

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 Paris
et toutes librairies

JUSTICE

Sur l'intervention du ministre de l'intérieur

Les détenus étrangers se voient exclus du régime des permissions de sortir

« Les chefs d'établissements pénitentiaires devront dorénavant prendre soin d'émettre un avis défavorable » aux demandes de permission de sortir présentées par *« des détenus de nationalité étrangère faisant l'objet d'un arrêt d'expulsion ou contre lesquels une procédure d'expulsion a été engagée ».* C'est ce qu'indique M. Jacques Mégret, directeur de l'administration pénitentiaire, dans une circulaire en date du 4 février destinée aux directeurs régionaux des services pénitentiaires, et rédigée après l'intervention du ministre de l'intérieur. Celui-ci avait attiré l'attention de l'administration pénitentiaire sur le fait *« que des détenus de nationalité étrangère ont profité de permissions de sortir pour se soustraire aux procédures d'expulsion dont ils faisaient l'objet ».*

* * *

Il est vrai que les établissements pénitentiaires où dominent les étrangers connaissaient un taux d'échec des permissions de sortir très supérieur à la moyenne nationale (5 % environ). Riom, par exemple, a connu jusqu'à 29 % d'échecs. L'explication — simple — vient de ce que ces étrangers ne se sentent plus guère d'affinité avec leur pays d'origine dans lequel ils risquent cependant d'être renvoyés puisque tout étranger condamné fait l'objet d'une procédure d'expulsion. De sorte que les détenus étrangers (5 211 sur un total de 29 482 au 1er janvier 1976 ; au 31 janvier, il y avait 30 370 détenus, dont 777 femmes) se voient, par définition, privés de permission de sortir.

Si l'on estime, place Vendôme, que les juges de l'application des peines (JAP) ont pu quelquefois manquer de discernement dans l'attribution des permissions, qui sont tombées de 2 100 en décembre à 1 500 en janvier, le remède paraît se préparer. Il est fortement question que, dans l'avenir, la décision d'accorder — ou de refuser — la permission ne puisse être prise que sur avis conforme du chef d'établissement, déjà membre de droit de la commission de l'application des peines que préside le JAP. Le vote d'une loi serait indispensable pour qu'un tel avis conforme devienne nécessaire.

Après l'effondrement d'une corniche

LE DIRECTEUR DU CINÉMA LE BERLITZ EST INCULPÉ DE BLESSURES INVOLONTAIRES

L'effondrement d'une corniche en staff sur les dix premiers rangs de spectateurs du cinéma Le Berlitz, survenu le 1er février, vient d'entraîner l'inculpation (blessures involontaires) par M. Alain Vernier, juge d'instruction, du directeur de cet établissement situé 31, boulevard des Italiens, M. Roger Belvallée, soixante-deux ans. Cependant, si l'état des cinq personnes blessées ne s'aggrave pas, M. Belvallée ne sera justiciable que du tribunal de police, pour y répondre d'une simple contravention. Pour sa part, M. Belvallée ne s'estime pas responsable, la détérioration de la corniche étant due, à son avis, à une fuite dans les canalisations d'eau du restaurant à libre service établi au-dessus de la salle du cinéma.

● *Un notaire d'Arnay-le-Duc (Côte-d'Or), M. Jean-Jacques Jeannin, vient d'être écroué* à la maison d'arrêt de Dijon après été inculpé du même chef le publiques. M. Jeannin avait déjà été inculpé du même chef le 25 septembre 1974 et incarcéré ; mais il avait bénéficié d'une mise en liberté le 24 janvier 1975. Depuis sa sortie de prison, M. Jeannin occupait le poste de directeur financier dans un cabinet parisien de transactions immobilières spécialisé dans le secteur agricole, mais il avait quitté son emploi voici une dizaine de jours.

● *Un notaire de Saône-et-Loire condamné pour escroquerie.* — M. Gabriel Roux, âgé de soixante-sept ans, ancien notaire à Saint-Germain-du-Plain (Saône-et-Loire), a été condamné, lundi 23 février, par le tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône, à cinq ans de prison avec sursis et mise à l'épreuve pour escroquerie, tentative d'escroquerie et abus de confiance.

● *M. Lloris Brunini, inculpé après l'enlèvement de M. Louis Hazan,* vient d'être libéré, le parquet n'ayant pas fait appel de l'ordonnance de mise en liberté signée en sa faveur par M. Guy Floch, premier juge d'instruction à Paris.

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

Leur journal habituel d'abord, parce qu'il est français. Le second parce qu'il est international. Le seul à être édité et imprimé à Paris. Pour tout savoir sur les événements politiques, sociaux et artistiques du monde entier. Pour être au courant des mouvements financiers et des dernières tendances de la Bourse de New York.

Pour être informés en toute objectivité. Voilà pourquoi tant de Français lisent chaque jour ce quotidien international. And that's why you should read it, too.

International Herald Tribune.

International Herald Tribune
21, rue de Berri, 75008 Paris.
SPECIAL 30 JOURS

Oui, je désire me joindre à ces certains Français qui lisent un second quotidien chaque jour. Ci-joint mon chèque de F 40 pour recevoir l'*International Herald Tribune* pendant un mois.

Nom

Adresse

Ville M 25/2

Valable en France métropolitaine seulement. Pour tous renseignements concernant les tarifs dans d'autres pays, contacter Service Abonnements Paris. Tél : 225.28.90.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

JUSTICE

LE MEURTRE DE PHILIPPE BERTRAND

Selon les enquêteurs, les aveux de Patrick Henry mettent en évidence certaines invraisemblances

Les enquêteurs du service régional de police judiciaire de Reims ont entrepris de vérifier point par point les déclarations écrites que Patrick Henry, le ravisseur et meurtrier présumé de Philippe Bertrand, a remis, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 février, à un surveillant de la maison d'arrêt de Chaumont.

Le secret de l'instruction, dûment préservé par les autorités judiciaires, ne permet pas de savoir si l'inculpé a réitéré ces aveux devant Mlle Marie-France Gérard, le magistrat chargé de l'affaire, qui l'a entendu pour la première fois samedi 21 février. Les policiers s'efforcent néanmoins de démêler le vrai du faux, recoupant tous les témoignages et examinant de nouveau les preuves matérielles dont ils disposent pour déterminer si la version de Patrick Henry est cohérente et crédible.

En effet, la relation de l'enlèvement, de la séquestration et du meurtre laisse planer quelques doutes et incertitudes. Pour les policiers, il y a encore dans le récit de l'inculpé de nombreux points d'interrogation, voire des invraisemblances. Selon Patrick Henry, le rapt a eu lieu le vendredi 30 janvier, peu après midi, rue des Terrasses, devant l'école que fréquentait Philippe. Or, d'après deux témoignages donnés par des camarades de l'enfant, les trois écoliers auraient fait, dans cette rue même, une petite course à pied, jusqu'au boulevard où Philippe retrouvait habituellement son petit frère. Mais on ne peut se fier entièrement au dire des deux écoliers, émus après la disparition de Philippe ; les policiers estiment qu'ils ont pu confondre les dates, car ils se livraient fréquemment à ce genre de jeu.

Si l'on en croit son propre récit, Patrick Henry aborde donc Philippe et propose de l'emmener, prétextant que son père, M. Gérald Bertrand, est retenu. L'enfant, confiant, le suit. Le ravisseur conduit Philippe dans sa chambre du bar des *Charmilles,* où il passe l'après-midi du vendredi et la journée du samedi en sa compagnie. L'enfant aurait joué aux cartes et aurait regardé la télévision. Les enquêteurs estiment que le caractère vif et turbulent de Philippe n'est guère en accord avec cette version des événements.

Une éventuelle complicité

L'autre point d'interrogation concerne la seconde demande de rançon, six heures après le rapt. Patrick Henry assure qu'après son échec à la cabine téléphonique de Bréviandes, il s'est enfui à travers les ruelles du quartier, a traversé un ruisseau et s'est caché dans les environs pendant plus d'une heure avant de venir reprendre sa voiture garée à proximité de la cabine. Les policiers sont sceptiques car cette relation des faits implique que Patrick Henry soit resté longtemps dehors avec des vêtements trempés, par une température assez froide. De plus, les gendarmes présents sur les lieux affirment avoir relevé l'immatriculation des véhicules se trouvant dans les environs : la voiture du ravisseur ne figure pas sur cette liste.

Mais, pour les enquêteurs, les aveux sur la séquestration et la mort de l'enfant paraissaient encore plus sujets à caution. Le propriétaire de l'hôtel déclare qu'il est impossible que l'enfant ait été amené vivant dans la chambre et qu'il soit resté plus de vingt-quatre heures, jouant aux cartes et regardant la télévision, comme l'a précisé Henry. Pour l'hôtelier, la présence de Philippe aurait été perçue par les locataires des chambres voisines. Les cloisons des pièces sont en effet très minces et le meublé qu'avait loué Patrick Henry se trouve au-dessus de la salle de bar. Selon le propriétaire, les pas de l'enfant — sur un plancher qui craque habituellement — auraient forcément été entendus.

D'autre part, affirme-t-il encore, le poste de télévision qu'avait laissé un précédent locataire ne fonctionnait pas. Patrick Henry ne pouvait donc apprendre par la télévision que l'affaire venait d'être rendue publique. Enfin, le ravisseur aurait assuré qu'il a étranglé l'enfant avec un foulard, après avoir cédé à la panique. Mais les experts légistes ont déterminé que le cou de Philippe présentait deux sillons de strangulation vraisemblablement provoqués par des cordelettes.

Devant tous ces éléments de controverse, les enquêteurs se demandent si Patrick Henry n'a pas construit un habile système de défense, introduisant dans ses aveux des points difficilement vérifiables. Cette démarche aurait alors peut-être pour but de retarder l'instruction, de cacher une complicité éventuelle, ou — s'il a bien agi seul — de tenter de démontrer qu'il a cédé à la panique et qu'en conséquence la préméditation du meurtre est exclue.

Les responsabilités dans la catastrophe de Vierzy (cent huit morts)

Neuf personnes répondent d'homicides involontaires devant le tribunal correctionnel de Soissons

Soissons. — « Décevant » : à plus d'un titre cet adjectif résume l'impression ressentie par les rares personnes qui, lundi 23 février, ont pu prendre place dans la salle du tribunal correctionnel de Soissons devant lequel comparaissent huit directeurs ou chefs de service de la S.N.C.F. et un représentant d'une entreprise de travaux publics (1) présumés responsables de la catastrophe ferroviaire du tunnel de Vierzy où, le 16 juin 1972, cent huit passagers ont été tués et cent onze blessés.

Un tableau noir, une maquette du souterrain, de volumineuses piles de dossiers entassés sur plusieurs tables, une forêt de micros installés pour la sonorisation du hall du palais, où la majorité du public était obligée de suivre les débats, une vingtaine d'avocats, autant de journalistes : dans cet environnement on ne devait guère remarquer au fond de la salle un jeune homme assis dans une voiture d'infirme, amputé des deux jambes. Entouré de quelques parents de victimes, il était venu au nom des dizaines de blessés mutilés et handicapés à vie.

De notre envoyé spécial

Il apparaît qu'après trois ans et demi d'instruction et trois expertises différentes, les causes précises de l'effondrement du tunnel ne sont toujours pas clairement établies, ce qui rend difficile la définition exacte des responsabilités. A la complexité du dossier s'ajoute sa confusion, car celui-ci comporte de graves contradictions.

La voûte du tunnel s'est craquelée sur une quinzaine de mètres, une demi-heure environ avant le passage des deux convois d'autorails venant en sens inverse, qui ont percuté contre la masse d'éboulis obstruant totalement le souterrain. Selon le rapport des experts commis par le magistrat instructeur, l'effondrement aurait été provoqué par la chute brutale du rocher là où le vide, insuffisamment comblé et étayé, avait été laissé en dessous de la voûte en maçonnerie, lors de la construction du tunnel au siècle dernier.

Selon le rapport de la commission d'enquête administrative (constituée à la demande du gouvernement) et celui de la contre-expertise (réclamée par la défense) dont les conclusions se rejoignent, il ne saurait être question du danger représenté par les nombreux vides décelés. La voûte aurait simplement cédé sous le poids du terrain à cause d'un *« vice caché »* — l'épaisseur insuffisante de la maçonnerie à l'endroit de l'accident — et des travaux de réparation réalisés depuis le mois d'avril 1972 par l'entreprise Cofriso. On reproche à celle-ci d'avoir déposé en une seule fois, sur une trop grande longueur, la contre-voûte qui, en raison de la déficience de la voûte elle-même, participait dans une certaine mesure et de manière imprévue à la résistance de l'ensemble de l'ouvrage.

De plus, l'entreprise n'aurait pas respecté, avec l'accord d'un chef de service de la S.N.C.F., le cahier des charges.

Ces incriminations vont tout à fait à l'encontre des observations des premiers experts qui tendent à disculper l'entreprise et les chefs de service de la S.N.C.F. directement chargés de contrôler son intervention. En revanche, les enquêteurs accusent différentes directions de la compagnie nationale de ne pas avoir trouvé les moyens de déceler les dangers qui menaçaient l'ouvrage ou, quand ils étaient connus, de n'en avoir pas tenu compte.

Le caractère contradictoire du résultat de ces enquêtes devait se refléter dans le système de défense des prévenus, mais au cours de l'interrogatoire, qui a duré tout au long de la première audience, les questions posées par M. Denis Bardet, président du tribunal, et M. Henri Collignon, substitut général, n'ont pas réussi à entamer l'unité de vue de tous les prévenus. On devinait pourtant entre eux de sensibles divergences sur plusieurs points. En effet, selon que l'on suit l'une ou l'autre des deux thèses opposées telles qu'elles ressortent des rapports d'expertise, on est conduit, soit à incriminer davantage les principaux dirigeants de la S.N.C.F. qui sont prévenus, soit à mettre plutôt en cause l'entreprise de travaux publics et les chefs de service qui ont été en relation directe avec celle-ci.

Les prévenus ne se sont apparemment pas désunis, ils ont même pu manifester un accord total. Ainsi ils ont tous affirmé qu'il était impossible de se douter de l'existence du *« vice caché »* dans la construction du tunnel. Selon eux, les multiples sondages et contrôles réguliers effectués dans le souterrain ne pouvaient permettre de déceler les défectuosités, *« à moins d'un hasard ».* En conséquence, personne n'avait de raison de prévoir l'effondrement de la voûte.

Ils ont tous ajouté que dans ce vieux tunnel (gravement endommagé au cours de trois guerres) il n'y avait seulement d'ordinaire que des *« désordres de surface ».* Une telle assurance devait souvent provoquer des remous dans l'auditoire. De même lorsque chacun a semblé trop se réfugier derrière les interprétations très strictes de la compétence hiérarchique afin d'expliquer son ignorance de certains faits. Il n'en reste pas moins vrai que pour l'instant le tribunal n'a pas paru être en mesure de lever les principales contradictions du dossier et de la défense.

FRANCIS CORNU.

(1) La société Cofriso avait été chargée par la S.N.C.F. de procéder par endroits au remplacement du revêtement en brique de la voûte du tunnel par un enduit en béton projeté.

LES NEUF INCULPÉS

Les inculpés — neuf personnes — ont été renvoyés le 8 janvier dernier par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Amiens devant le tribunal de Soissons sous l'inculpation d'homicides et blessures volontaires « sur le chemin de fer ». Il s'agit de MM. Charles Feyrabend, soixante-dix ans, ancien directeur des installations fixes de la S.N.C.F. ; Michel Legrand, soixante et un ans, directeur de l'équipement de la S.N.C.F. ; Lucien Carpentier, soixante et onze ans, ancien chef de la division des ouvrages d'art ; Etienne Chambron, quarante-quatre ans, chef du département des ouvrages d'art ; Robert Geais, soixante-six ans, directeur de la région Nord, ancien chef du service voies et bâtiments de la région Nord ; Jean Paris, cinquante-six ans, ancien chef du premier arrondissement de Paris-Nord ; Jacques Bourzeix, cinquante-quatre ans, chef de section ; Pierre Houille, quarante-huit ans, contrôleur principal des ouvrages d'art, et Alain Bonnefemme, chef de chantier de la société de travaux publics COFRISO.

POINTS DE VUE

La communion de la haine

par RÉMI CRAUSTE (*)

ETAIT-IL, dans cette foule vociférante qui, en juin 1972, se pressait devant le Palais de justice de Troyes pour conspuer Buffet et Bontemps, celui que tous ont déjà condamné et exécuté ? Etait-ce lui ce garçon qui, le premier, s'est levé pour applaudir le verdict de mort auquel tous, aujourd'hui, le vouent ? Peut-être ; en tout cas, habitant Troyes, il a connu lui aussi des heures d'hystéries collective, où une ville entière a communié dans la haine et l'espoir morbide du sang, espoir comblés par l'exécution, le 28 novembre 1972, de celui qui avait donné la mort et de celui qui n'avait pas tué.

L'exemplarité ? Y a-t-il dans tout le département de l'Aube une seule personne à n'avoir pas gardé le souvenir du drame de Clairvaux et du sort réservé à ceux qui cristallisent toutes les pulsions criminelles auxquelles les honnêtes gens peuvent s'abandonnent quand l'objet en est un assassin ?

Comment ne pas faire le rapprochement ? Aujourd'hui comme hier, c'est la même horreur du crime, la même innocence de la victime, les mêmes maladresses des forces de police, la même colère des foules, les mêmes déclarations du député-maire aujourd'hui ministre. Aujourd'hui comme hier, on promet que justice sera faite avant quelques mois. Mieux, on institutionnalise la « filière d'urgence », la pratique hier soumoise et honteuse, aujourd'hui officielle et triomphante du juge d'instruction-à-un-seul-dossier, et on rappelle, sans rire, que la justice saura rester sereine, dans le même moment que l'on exclut que le procès puisse être évoqué devant une autre cour d'assises pour cause de suspicion légitime !

C'est la même corrida judicaire qui recommence.

D'ailleurs, à Troyes, on est équipé ! Ne dispose-t-on pas quelque part des haut-parleurs qui permirent à un public avide d'un spectacle de choix mais malheureusement trop nombreux, de profiter jusque dans la rue de toutes les péripéties de l'audience... La cellule spéciale aménagée tout exprès pour Buffet en juin 1972 à la maison d'arrêt peut certes encore faire de l'usage !

Aujourd'hui comme hier, la haine, la vengeance et l'évocation voluptueuse des supplices auxquels on voue le criminel deviennent légitimes, mieux encouragées, cultivées, jusque dans les hautes sphères de l'Etat et dans les médias. A quand le providentiel, le réconfortant sondage d'opinion sur la stricte application de la peine de mort aux auteurs de crimes contre les enfants ? Pour demain sans doute, sauf à le garder en réserve pour la veille de l'exécution.

L'histoire s'est reproduite effroyablement exemplaire de l'inutilité d'une peine qui dégrade et avilit toute une société sans même l'excuse de l'efficacité.

Malgré le démenti sanglant qui vient d'être apporté à l'efficacité de leur méthode, et ce à l'endroit même où naguère ils ont triomphé, les partisans de la peine de mort continuent à en vanter plus que jamais l'exemplarité !

Peut-on encore croire à leur bonne foi ou à autre chose qu'à un alibi, un camouflage, à usage des intellectuels, des pulsions les plus viscérales et les moins avouables ?

14 novembre 1972, Georges Pompidou, aux défenseurs venus lui demander la grâce des condamnés de Clairvaux, disait : *« Le problème, voyez-vous, ce sont les rapts d'enfants. Il faut que la peine soit telle que le ravisseur sache qu'il doit rendre l'enfant vivant s'il ne veut pas lui-même perdre la vie. »* Deux têtes sont tombées à l'appui de cette démonstration.

Février 1976, après la mort atroce d'un enfant, qui voudra, à Troyes ou ailleurs, loyalement comprendre la leçon ?

(*) Avocat au barreau de Paris. Avec Me Thierry Lévy, Me Crauste était le défenseur de Claude Buffet.

La leçon des récentes prises d'otages

par GILBERT GANTIER (*)

QU'EST-CE qu'une nation ? *« C'est une âme »,* répondait Renan, il y a un siècle. C'est aussi, de nos jours, un cœur, une sensibilité quelquefois mise à vif. Après avoir vécu, jour après jour, le drame d'une famille dont on avait enlevé le petit garçon, après avoir appris l'horrible dénouement de cette affaire, l'opinion publique n'aurait certes pas compris que le gouvernement restât muet et qu'il ne prît pas la moindre part aux sentiments qu'elle a légitimement provoqués chez chacun d'entre nous.

Et pourtant le devoir de réserve propre aux gouvernants aurait dû leur imposer de ne pas préjuger la décision attendue maintenant de la justice.

Nos moralistes modernes ont donc, eux aussi, fait entendre quelque peu leurs voix discordantes dans ce concert, soulignant cette regrettable confusion des pouvoirs, saisissant l'occasion pour remettre en question la peine de mort, rappelant l'horreur de plusieurs autres crimes récents qui n'ont pas provoqué la même émotion, condamnant le manque de courage physique et moral devant certaines violences du même Français moyen qui, aujourd'hui, hurle à la mort, faisant implicitement appel au droit de grâce du chef de l'Etat.

Il est beau de pouvoir, en toutes circonstances, conserver le détachement du philosophe. Mais il est également nécessaire, dans les temps troublés que nous traversons, de nous interroger sur les événements dont nous sommes les témoins et sur les réformes qu'ils peuvent éventuellement appeler dans nos mœurs et dans nos lois.

La prise d'otages est à peu près aussi vieille que la conscience morale dont elle est un reflet déformé par l'esprit du mal. Ce crime démontre, en effet, que l'intérêt matériel n'est pas seul à mener le monde. Ceux qui le commettent cherchent à tirer profit de l'attachement que l'individu porte à autrui ou aux valeurs qu'il représente. Ils jouent sur les sentiments les plus nobles de l'homme.

Limitée naguère encore à quelques situations particulières ou à un petit nombre de puissants de ce monde, la prise d'otages devient, hélas ! une plaie presque quotidienne. Elle atteint des riches et des moins riches. Elle peut être crapuleuse ou politique. Elle recouvre même, dans de rares cas, une opération organisée par ses victimes supposées.

Mais, quelles que soient les formes qu'il revêt, ce crime est la contrepartie de la puissance moderne des moyens d'information : la télévision, qui nous émeut par des images, et le transistor, qui nous tient en haleine, suscitent des émotions collectives — qui ne sont souvent, hélas ! que trop justifiées, — alors que l'opinion ignore des drames aussi horribles qui ont échappé à l'audiovisuel.

Les criminels ont appris à jouer de cette arme nouvelle qui leur permet d'obtenir des sommes parfois colossales, des libérations de prisonniers, des autos ou des avions pour fuir, des promesses d'impunité qui se concrétisent trop souvent. Quel châtiment peuvent revendiquer les familles des victimes dont les assassins ont pris le large avec la complicité d'Etats représentés dans nos capitales — comme à l'ONU, où ils donnent des leçons — par des ambassadeurs dûment accrédités ?

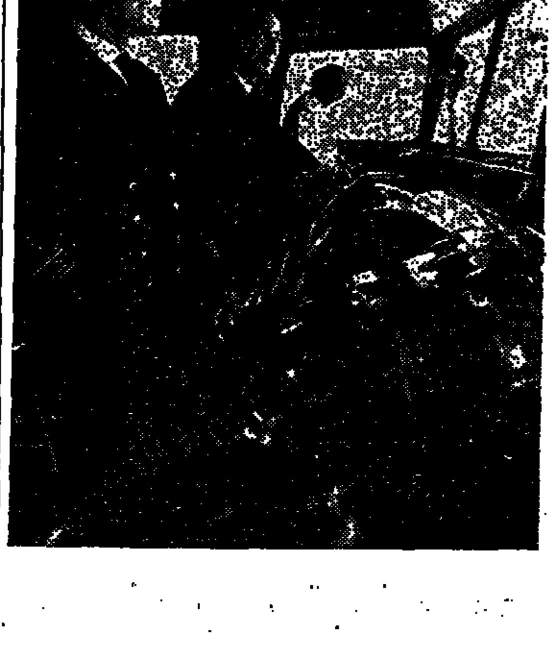
Qu'il s'agisse d'enlèvements crapuleux ou politiques, nous aurions tort de croire que cette forme nouvelle de criminalité peut être efficacement combattue avec les seules armes traditionnelles dont dispose notre société pour se défendre.

Il convient donc d'appliquer aux preneurs d'otages les peines les plus sévères que prévoit notre droit. Le débat sur la peine de mort est un autre débat. Si on veut supprimer ce châtiment, que le législateur en décide. Mais aussi longtemps que cette peine existera chez nous, il faut avertir les preneurs d'otages, avec les moyens d'information les plus puissants, qu'ils encourent cette peine et que la société sera sans pitié pour eux.

(*) Député (R.I.) de Paris.

CGM :
LA NOUVELLE COMPAGNIE MARITIME FRANÇAISE QUI A PLUS D'UN SIÈCLE D'EXPÉRIENCE.

La France : les productions de ses industries de pointe, les fameux produits de son terroir, et un grand armement français pour les transporter.



La Cie Générale Transatlantique et la Cie des Messageries Maritimes joignant leur longue expérience du transport par mer, se sont regroupées, pour devenir la Compagnie Générale Maritime.

La CGM, nouvel armement français de taille mondiale, met au service des Importateurs et des Exportateurs d'Europe plus de cent navires, sans compter ceux des consortiums internationaux dont elle est membre.

La CGM est un grand armement conteneurisé, et aussi un des leaders du roll-on roll-off au long cours. Aucune compagnie au monde ne transporte autant de flacons de parfums, autant de bouteilles de bons vins, ni autant de fromages que la Compagnie Générale Maritime.

Mais ses navires transportent aussi des trains, des machines de tous modèles et de toutes dimensions, des produits de toutes les industries, quels que soient leur stade d'élaboration et leur forme.

Dans tous les grands ports d'Europe, on voit chaque jour des navires CGM au service du commerce mondial.

CGM, la Nouvelle Compagnie qui a plus d'un siècle d'expérience.

CGM

TOUR WINTERTHUR, 102, QUARTIER BOIELDIEU - 92085 PARIS LA DEFENSE - TEL. 776.70.00 - TELEX GEMAR 630.387

RELIGION

Les conférences de Carême

Le Père Bro à Notre-Dame : le pouvoir du mal
Le pasteur Atger et Sœur Évangeline : un peuple en marche

Les Eglises de France demeurent des Eglises de la parole, et, s'il faut en croire le bilan des conférences de carême à Notre-Dame de Paris, elles ont raison. On a trop vite dit, après 1968, que les colloques devaient remplacer les exposés didactiques prononcés par une seule personne devant un auditoire apparemment passif.

Passifs ? L'auditoire de Notre-Dame et ceux qui écoutent France-Culture ne le sont guère. Qui devinerait que le Père Bro a reçu, l'an dernier, pour un seul carême... cinq mille huit cents lettres ? Qui peut dire mieux ? Surtout lorsqu'on songe à l'austérité du sujet — l'espérance, — spécifiquement religieux et sans clin d'œil aux idoles de l'heure : la politique, la psychologie, le social.

Ces missives sont aussi variées que possible, encore que, sur le nombre, il n'y en ait que deux d'agressives, dont une anonyme. Age : de quinze à quatre-vingt-cinq ans. Un tiers des expéditeurs se disent sans contact aucun avec l'Eglise.

Le Père Bro est le premier à s'étonner de ce succès qui, outre le talent du prédicateur, prouve au moins deux choses : le sens religieux conservé par beaucoup de Français et la puissance de la radio.

Bourguignon d'origine, docteur en théologie et directeur de la revue *la Vie spirituelle* de 1958 à 1962, le Père Bernard Bro est ce que l'on appelle, en langage pieux, un spirituel. Les titres de ses ouvrages montrent ses préoccupations : *Apprendre à prier*, *le Témoignage des cloîtrées*, *Dieu seul est humain*, etc. Il a choisi cette année de parler du mal. « *Pas le mystère ni le problème du mal*, précise-t-il, *mais le pouvoir du mal. Nous sommes tous des êtres blessés. Le christianisme ne m'intéresse que s'il guérit. Rien de plus ambigu que la théologie de la consolation.* »

Parmi ses sources citons Dostoïevski, Paul Ricœur, Etienne Borne. Trois dangers à ses yeux sont à éviter : l'apaisement, qu'il soit théologique ou marxiste ; la révolte, qui est absurde ; l'évasion, qui finit par briser les ressorts de l'être.

« *Le crayon*, note-t-il, *s'est cassé sur la dernière phrase de Paul Valéry : « Après tout, personne » avant le christianisme n'avait » dit que Dieu est Amour. » Malraux a remarqué : « Personne, depuis qu'existait la parole, n'avait » répondu à l'esclave, né en vain, » présentait aux dieux de Rome » le corps de son enfant mort en » vain.* »

Sur son lit de mort, le cardinal Veuillot, ancien archevêque de Paris, confiait à ses intimes : « *Nous savons faire de belles phrases sur la souffrance. Moi-même j'en ai parlé avec chaleur. Dites aux prêtres de n'en rien dire : nous ignorons ce qu'elle est. J'en ai pleuré.* »

Du 7 mars au 11 avril, voici les titres des six conférences : Dieu a-t-il voulu ce monde ? la révolte : le Tout-Puissant incapable ; Le Dieu crucifié ; La miséricorde plus redoutable que la justice; On demande des pécheurs: Après la nuit.

En 1975, le Père Bro a été applaudi deux fois, ce qui est rarissime à Notre-Dame où le contact est difficile avec l'auditoire. « *Notre-Dame*, dit-il, *est comme un immense hall de gare. On ne voit qu'une marée de visages dans le lointain. On est porté par le silence qu'il faut affronter. Je dois vaincre cette boule dans la gorge, le tract.* » (1).

Les prédications protestantes seront diffusées pour la deuxième année consécutive sur France-Culture, chaque samedi du 6 mars au 17 avril, de 19 h. 15 à 19 h. 45. Elles prendront la forme de six entretiens entre le pasteur Daniel Atger, de l'Eglise réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert (16e) et sœur Evangéline de la communauté des diaconesses de Reuilly. Thème central : Le carême aujourd'hui, un peuple en marche avec le Christ. Les six exposés sont ainsi intitulés : Vraie et fausse traversée du désert ; La prière : exil ? Présence ?; Le jeûne : dépouillement ? Cri d'alarme ? ; L'aumône : geste périmé ? Partage fraternel ? ; Des impasses de la violence aux sentiers du courage ; La longue marche de l'amour : Au bout de ce chemin, la nuit ou la lumière ?

Cette dernière conférence ne sera pas un entretien mais une prédication en différé prononcée au cours du culte du Vendredi Saint célébré en l'église de l'Annonciation.

Les deux prédicateurs se sont fixé un triple objectif : partager avec des croyants ou des incroyants les questions que l'Evangile pose aux hommes d'aujourd'hui ; vivre ce partage à visage découvert ; mener cet effort dans un esprit communautaire.

HENRI FESQUET.

(1) Les prédications seront publiées par les Editions Bayard-Presse (six fascicules). L'an dernier, le tirage a atteint vingt-trois mille exemplaires par fascicule.

DÉFENSE

Des armes et des hommes

Les industriels français de l'aéronautique qui ont été invités à aider des pays arabes à constituer une industrie militaire en Egypte ont acquis la conviction qu'un succès sur ce marché, particulièrement important, dépendra tout autant de la qualité des matériels fournis que de l'efficacité de l'assistance technique et du service après-vente garantis aux clients. En concurrence avec des sociétés britanniques et américaines, notamment, les sociétés françaises sont, à l'heure actuelle, à la recherche des cadres de responsabilité et des ingénieurs qui seront à la disposition de leurs clients au Proche-Orient, et certains industriels ne cachent pas les difficultés de recrutement de ces personnels en France.

Apparemment, la situation varie beaucoup selon les pays qui ont sollicité l'aide technique de la France. En Amérique latine, les candidatures ne manquent pas, et, par exemple, au Venezuela ou au Brésil, des ingénieurs et des techniciens français acceptent facilement de s'installer pour aider ces deux pays à mettre sur pied des usines aéronautiques à des fins civiles et militaires. La situation est très différente au Proche-Orient, et elle ne préoccupe pas seulement les industriels français de l'armement, puisque les armées éprouvent aussi des difficultés à réunir suffisamment de conseillers arabisants.

Dans le cas présent, les craintes des sociétés françaises de ne pas remplir tout à fait les conditions du marché proviennent du fait que les pays du Proche-Orient qui financent le contrat au bénéfice de l'Egypte, c'est-à-dire l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis, ont spécifié que la création d'une industrie aéronautique, non loin du Caire, était liée à la signature d'accords d'association entre les partenaires et de coproduction de certains programmes : avions de combat, hélicoptères, avions d'entraînement, missiles et électronique. Des sociétés comme le groupe privé Dassault-Breguet, la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) ou Thomson C.S.F. ont été invitées à remettre en état des usines déjà existantes ou, de façon plus ambitieuse, à faire sortir du désert de nouvelles installations modernes.

Des centaines de cadres

Certaines de ces implantations industrielles avaient, dans un passé récent, fonctionné avec l'aide de spécialistes allemands, et, pour ce qui concerne le secteur des moteurs d'avion, la SNECMA, par exemple, retrouve en Egypte une filière technique qu'elle avait connue au lendemain de la dernière guerre mondiale, lorsque des ingénieurs allemands l'ont aidée à concevoir la série de son réacteur Atar. En revanche, pour la Thomson C.S.F., il s'agira de construire de bout en bout un complexe industriel là où, à ce jour, il n'existe encore rien.

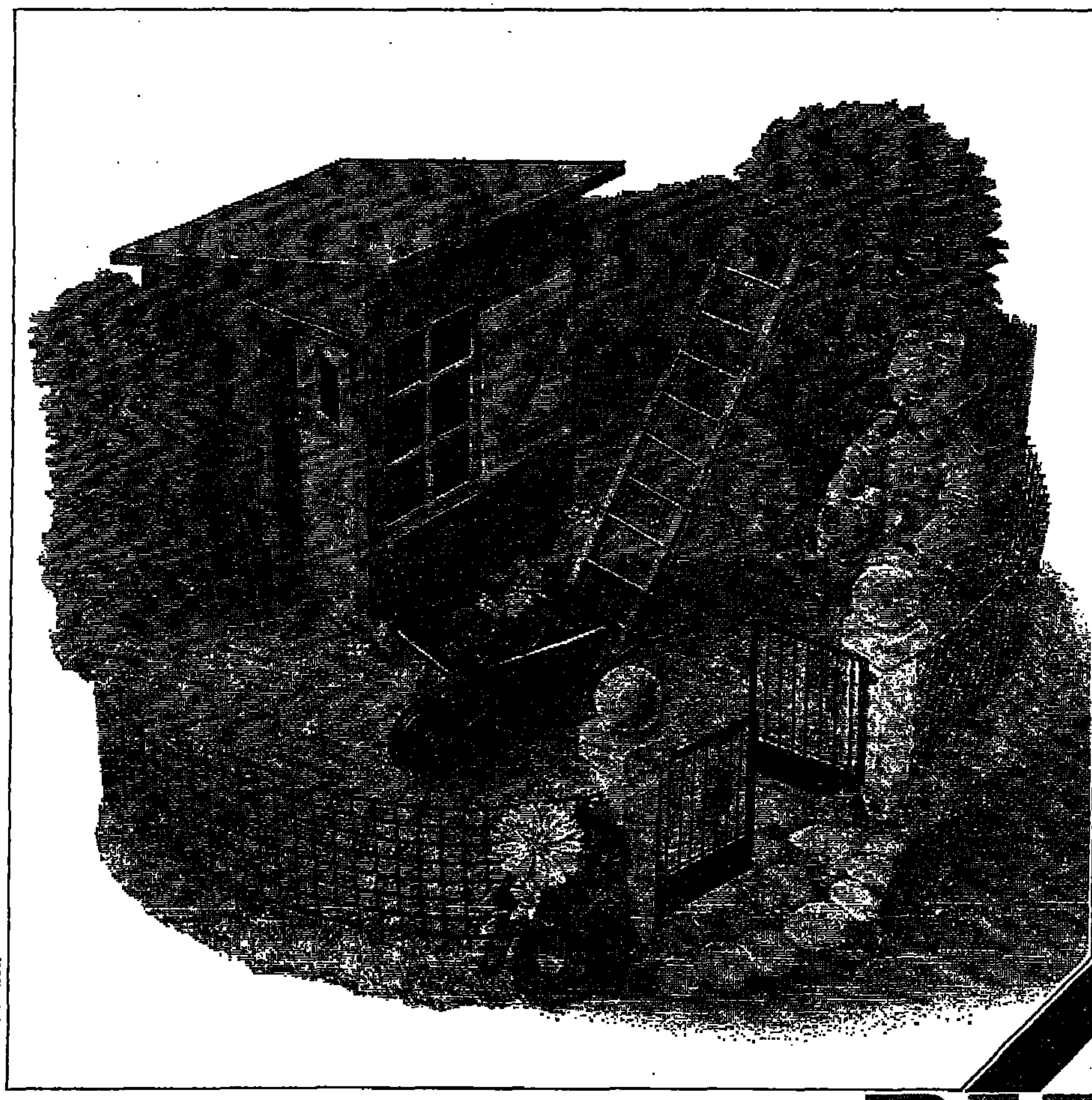
Si les industriels français emportaient le marché au détriment de leurs rivaux britanniques et américains, il faudrait fournir dans le même temps plusieurs centaines de cadres de responsabilité, d'ingénieurs et d'assistants technico-commerciaux dont ils ne disposent pas actuellement, à moins de devoir prélever des effectifs déjà utilisés ailleurs. Ces personnels qualifiés seraient prêtés par la France au Proche-Orient pour faire fonctionner les usines, puis pour encadrer et former la main-d'œuvre locale, comme c'est déjà le cas en Arabie Saoudite, où la vente de matériels français s'est accompagnée d'une assistance militaire technique relativement importante et de la création sur place de centres d'instruction.

Peur du dépaysement ? Préférence pour une carrière plus régulière en France, à proximité des instances dirigeantes de la société ? Crainte d'une scolarité perturbée des enfants ou de l'abandon de son travail par l'épouse ? Le fait est que de nombreux industriels de l'aéronautique se plaignent de ne pas recruter les spécialistes qui accepteraient de s'expatrier pour deux ou trois ans, avec une rémunération parfois double de leur salaire actuel, et qu'ils ne parviennent pas à renouveler les premières équipes — souvent déçues — parties en avant-garde.

Sans aller, comme le suggère non sans humour un responsable important de l'aéronautique, jusqu'à « réinventer l'armée coloniale », dont le système de relève outre-mer a été cité en exemple, les services officiels français de l'armement ont décidé de donner la priorité à leur réseau d'assistance technique et d'après-vente. A l'heure où, remarque-t-on à Paris, les marchés au Proche-Orient menacent d'être saturés ou de se réduire par manque d'argent, le gouvernement français veut éviter d'être mis en accusation par sa clientèle, comme il vient de l'être par un pays mécontent de devoir entasser — selon sa propre expression — dans d'« immenses cimetières » des armements abandonnés faute de personnel pour les servir.

JACQUES ISNARD.

Dans 7 BHV, le plaisir du jardin commence en poussant la porte.
15% sur toutes les portes de jardin, clôtures, abris de jardin, échelles, brouettes et serres.
Jusqu'au 20 Mars.



Exemple : échelle multiple 3 usages en alliage léger 3 m/5,25 m ~~479 F~~ **407 F**

Exemple : abri de jardin tôle laquée au four - 1,41 m/1,83 m ~~1170 F~~ **994 F**

livraison gratuite dans toute la France abri de jardin clins bois 2,12 m x 2,12 m - prix départ Usine Dordogne ~~2506 F~~ **2130 F**

Exemple : brouette caisse tôle, roue caoutchouc ~~122 F~~ **103 F**

Exemple : portail 2 vantaux à sceller 2,50 m/1,50 m ~~1175 F~~ **998 F**

Exemple : grillage simple torsion plastifié, maille 50 fil 2,8 vert ou blanc - h : 1,50 m le mètre au détail ~~13,50 F~~ **11,40 F**
le rouleau de 25 mètres ~~300 F~~ **255 F**

Exemple : serre en aluminium avec vitres, 2 pentes 2,60 m/2,00 m livraison gratuite dans toute la France ~~2020 F~~ **1717 F**

Jusqu'à épuisement des stocks.

Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins.

McCann-Erickson

Pour être sûr de bien choisir. BHV BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

• LES 7 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

EXPOSITION
de 11 h. à 18 h.

S. 9. - Gravures. Tableaux. Objets d'art et d'am. princ. XVIIIe. Tapisser. Tapis. S.C.P. Couturier, Nicolay.

VENTES

S. 1. - Dessins et tableaux anciens. M. Antonini. Mes Ader, Picard, Tajan.
S. 2. - Collection Art nègre Congo, Gabon, Côte d'Ivoire. M. Roudillon. Mes René et Claude Boisgirard.
S. 3. - Meubl. Bibelots. Me Bondu.
S. 4. - Bijoux. Orfèvrerie. Mes Oger, Godeau, Solanet, Audap.
S. 10. - Dessins. Tableaux modernes. — MM. A. Pacitti, Ph. Maréchaux. Mes Ader, Picard, Tajan.
S. 13. - Livres illustrés modernes. Mes Vidal-Mégret. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1974

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Parce qu'une LANGUE ETRANGERE s'apprend sur place venez avec nous en
ANGLETERRE
ECOSSE
ETATS-UNIS
ALLEMAGNE
AUTRICHE-ESPAGNE
VACANCES DE PAQUES du 21 mars au 3 avril
OSFB
ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS
pour une documentation complète et gratuite
NOM
ADRESSE
à retourner à l'OSFB 43, rue de provence 75009 paris

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

LE COMBAT DE Mme LOTH

La cause des femmes au foyer

Pour Mme Françoise Giroud, le travail des femmes est « un phénomène absolument irréversible ». Elle vient de le réaffirmer lors d'un passage à Menton (« le Monde » du 10 février). Mais toutes les femmes ne sont pas d'accord et certaines reprochent au secrétaire d'Etat à la condition féminine de « projeter » ses propres aspirations et sa réussite personnelle et d'avoir contribué à culpabiliser les femmes au foyer. Ces femmes à contre-courant se sont réunies dans une association à la dénomination volontairement « rétro » : l'Association pour le soutien et la promotion de la femme au foyer.

La femme au foyer est-elle une espèce en voie de disparition dont il faudrait hâter l'extinction ? Est-elle nécessairement immature et malheureuse ? Mme Valentine A. Loth, énergique présidente et fondatrice de l'association, qui, par un hasard amusant, habite à Paris dans le même immeuble que Mme Giroud, pense qu'il est temps de redonner force et courage aux « 63 % de femmes mariées demeurant au foyer ».

Créée en mars 1975, en pleine année de la femme, l'association que préside Mme Loth, dont le mari est sous-préfet, dénonce « une conspiration du silence ». « Il ne faut pas se dissimuler, *écrivait-elle il y a deux mois,* que la voix des femmes au foyer, jusqu'à présent inaudible, dérange quelque peu depuis qu'elle se fait entendre. La condition féminine est aux mains de quelques femmes de talent — très respectables — mais peu représentatives de la population féminine puisque ayant réussi de brillantes carrières d'hommes. Elles s'étonnent alors qu'une femme puisse avoir d'autres ambitions et choisir un autre mode d'épanouissement. »

La « conspiration du silence » s'aggrave d'une intense propagande en faveur du travail « libérateur », fondement de l'autonomie des femmes : « C'est un leurre, *réplique Mme Loth,* tant que les conditions de travail ne permettront pas aux femmes de mieux équilibrer vie professionnelle et vie familiale. » *Les amies de Mme Loth voudraient-elles faire rentrer les femmes à la maison après leur coupable incursion dans la vie sociale ?* « Au contraire, nous les engageons à militer dans la vie associative, à pratiquer l'entraide et le volontariat, à prendre leur place dans la vie politique. »

Réclamant l'extension du travail à mi-temps — pour les femmes mais aussi pour les hommes — Mme Loth estime qu' « il y a d'autres modes d'épanouissement pour une femme mariée ayant des enfants à charge que de se tourner vers le salariat », *surtout si l'on sait que près des deux tiers des femmes gagnent moins de 2 000 francs par mois. Perfidement, Mme Loth ajoute :* « Nos intellectuelles parisiennes qui prônent les vertus libératrices de la dactylographie, du bobinage ou du guichet ont bien entendu une femme salariée pour assurer l'intendance de leur foyer. » *Pire, on fait miroiter aux femmes la perspective d'une réinsertion au-delà de quarante-cinq ans :* « Elles ont cru à une publicité mensongère », *ces mille cinq cents femmes qui ont suivi les stages de recyclage d'un centre spécialisé et réputé et dont, selon Mme Loth* « mille trois cents sont toujours à la recherche d'un emploi ».

Soucieuse d'une bonne utilisation des deniers publics, Mme Loth estime qu'il faudrait dépenser... plus de 26 milliards de francs par an pour accueillir dans les crèches tous les enfants de moins de trois ans dont les mères travaillent. « La profession de mère au foyer — car c'en est une — s'exerce dans l'intérêt collectif. L'Etat doit donc la reconnaître et contribuer à sa rémunération. » *L'association a proposé — dans un dossier remis à Mme Veil — le versement d'un salaire aux mères :* « 30 % du SMIC pour un et deux enfants et 60 % à partir de trois enfants. »

Contre le « dénigrement »

Mère d'un garçon de vingt ans, Mme Loth, qui a une formation universitaire, fut jadis infirmière et travailla dans une maison de décoration, va, de ville en ville, défendre la « complémentarité du couple », *lutter contre le* « dénigrement » *dont sont victimes les femmes au foyer et confirmer qu'elle* « n'attend rien de Mme Giroud », *celle-ci n'ayant jamais reçu personnellement les dirigeantes de l'association.* « Notre souci, *dit Mme Loth,* est d'agir sur les mentalités et d'aider à la restauration d'une cellule familiale rénovée dans le cadre d'un projet de société. »

Forte aujourd'hui de plus de deux mille adhésions, l'Association pour la femme au foyer recrute surtout en province, ce qui ne saurait étonner. Se défendant avec énergie d'être « réactionnaire », *Mme Loth pense au contraire qu'elle lutte pour éviter aux femmes un surcroît d'aliénation.*

Fondée sur l'idée, un peu sacrilège aujourd'hui, que le travail professionnel n'est pas tout dans la vie d'un être humain, la philosophie de Mme Loth et de ses amies rejoint l'idée récemment exprimée par le Père Chenu (1), *selon lequel* « il faut envisager une société où le non-travail ait sa place, non comme un trou à boucher, une faille, mais comme une valeur positive à éduquer ».

BRUNO FRAPPAT.

(1) Interview publiée dans « la Croix » du 25 décembre 1975.

★ Association pour le soutien et la promotion de la femme au foyer, 85, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

● *Les Nouvelles Feuilles familiales* est le titre d'une revue que viennent de lancer des chrétiens belges spécialisés dans le conseil familial et conjugal. Le premier numéro est une sorte de manifeste où l'équipe de rédaction aborde toutes les questions qui seront traitées ultérieurement dans la revue : la sexualité, le couple, l'éducation, famille et société, la foi.

★ Rue J.-B. Vannypen, 75 - 1160 Bruxelles.

CORRESPONDANCE

Un « physique d'homosexuel » ?

M. Yves Raynaud nous écrit au nom du Groupe de libération homosexuelle.

Dans l'article d'Henri Fesquet paru dans le numéro du *Monde* daté du 20-21 février 1976, intitulé « Jésus et son père », à propos du dernier film de Roberto Rosselini, *le Messie* (page 21, rubrique « Arts et spectacles »), nous avons relevé avec stupéfaction la phrase suivante : « Le Messie *de Rosselini est plein d'humanité. (...) Il n'est pas hagard et acrimonieux comme celui de Pasolini et il n'a pas un physique d'homosexuel.* »

M. Fesquet aurait pu tout aussi bien dire : « *Il n'a pas un physique de nègre* » ou un « *physique de juif* », etc. D'ailleurs n'ajoute-t-il pas ensuite cette réflexion ambiguë : « *C'est un juif sûr de lui et pas trop dominateur*, sain et robuste. »

Nous aimerions, quant à nous, savoir en quoi consiste un « *physique d'homosexuel* ». En fait, M. Fesquet reproduit ici, consciemment ou non, la vieille idée que les homosexuels constituent une catégorie de gens à part, un « troisième sexe », issu d'une erreur de la nature, et qui doit, par conséquent, se différencier profondément de la société « normale » (sans doute pour mieux la sécuriser ?).

En réalité, l'homosexualité se rencontre dans toutes les « catégories » d'hommes et de femmes, des plus « robustes » aux plus « frêles », à tous les âges de la vie, dans toutes les classes de la société. Elle n'est ni une anomalie ni une maladie, mais une composante à part entière de la sexualité humaine.

Il existe en France depuis 1972 une loi qui réprime les manifestations de racisme. Malheureusement, aucun décret ne sanctionne les discriminations à l'égard des individus basées sur le comportement sexuel.

★ 29, rue Charlot, Paris (3e).

ÉDUCATION

Le tribunal administratif de Dijon annule les retenues de salaires des enseignants ayant participé aux actions « effectifs-emplois »

De notre correspondant

Dijon. — Le tribunal administratif de Dijon vient d'annuler les décisions des proviseurs du lycée technique Hippolyte-Fontaine et du lycée du Castel, de la ville, prescrivant la retenue d'une journée de traitement pour chacun des jours de participation au mouvement de « réduction des effectifs », en novembre 1974 et en janvier 1975, de dix-neuf enseignants de ces deux établissements.

Selon le tribunal, les enseignants n'ont jamais cessé le travail ; ils se sont bornés, dans le cadre d'un « mouvement concerté », à envoyer en permanence l'« *excédent au-dessus de vingt-cinq de l'effectif des élèves se présentant dans chacune de leurs classes* ». Cette action, précise le tribunal, « *ne peut être confondue avec l'exercice du droit de grève* » et ne peut donc entraîner de retenue sur les salaires, sauf si le ministère de l'éducation considérait — ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent — qu'il s'agit d'une « faute professionnelle ». Le tribunal déclare que les décisions des proviseurs sont « entachées d'illégalité » et que les requérants ont droit au remboursement de la retenue indûment pratiquée sur leurs traitements. L'Etat devra par ailleurs supporter les dépens.

* * *

Le tribunal administratif de Poitiers a déjà rendu, le 10 décembre 1975, un jugement analogue (*le Monde* du 12 décembre 1975), dont le ministère de l'éducation a immédiatement fait appel, comme il va sans doute le faire pour celui de Dijon.

Les actions « effectifs-emplois » lancées à la rentrée de 1974 par le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) ont continué depuis la dernière rentrée. Elles ont touché, selon le S.G.E.N., environ quatre cents établissements.

Dans beaucoup d'établissements, les militants du S.G.E.N.-C.F.D.T. ont été suivis par des enseignants du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.-FEN), et même du syndicat national des lycées et collèges (SNALC-C.G.C.) ou des non-syndiqués. Les parents d'élèves ont parfois participé à ces actions, comme ce fut le cas à la cité scolaire Rotrou, de Dreux. Les retenues sur traitement (un trentième du salaire mensuel par journée d'action) ont été opérées presque partout par l'administration.

(PUBLICITE)

La Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture recrutera les 7, 8 et 9 mai 1976 des animateurs socio-éducatifs et culturel en vue de leur confier — après formation professionnelle — *la direction d'une M.J.C.*

Les candidat (es) doivent être Français (es), âgé (es) de 23 à 35 ans et libérés de leurs obligations militaires.

Ils doivent justifier d'une expérience de l'animation, et avoir une formation de type DUT, CAPASE ou équivalence reconnue par le jury.

Les candidats doivent en outre remplir les critères d'obtention d'une rémunération de promotion sociale.

Renseignements et inscriptions (avant le 31 mars 1976) à la :

F.F.M.J.C., 15, rue la Condamine, 75017 PARIS. Tél. 387-30-04.

UNESCO

LES PROGRAMMES DE L'ORGANISATION VONT S'APPLIQUER A UNE « DÉMOCRATISATION » DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE, déclare M. M'Bow.

Les programmes scientifiques de l'UNESCO, de 1977 à 1982, viseront « *essentiellement à valoriser les potentiels humains et les ressources naturelles au profit du plus grand nombre* », sous deux aspects : « *l'avancement général des connaissances humaines* » et « *le renforcement de la capacité des Etats membres à trouver des solutions à leurs propres problèmes touchant à la science et à la technique* ». C'est ce qu'a annoncé M. Amadou Mahtar M'Bow au cours de la troisième session du comité de la science et de la technique du Conseil économique et social des Nations unies. M. M'Bow s'est engagé à ce que l'UNESCO élabore une méthodologie pour évaluer les activités scientifiques et techniques liées au développement.

D'autre part, l'UNESCO est prête à prendre la tête d'un groupe de travail composé des autres organisations des Nations unies intéressées pour faire un inventaire des recherches scientifiques et technologiques relatives au développement des terres arides et à l'étude des facteurs économiques et sociaux qui freinent ce développement.

50 HEURES de MATH
du 22 MARS au 2 AVRIL
Révision complète 4e à 1re C et D
En terminale C et D
Math et Physique
en T.B. : sciences éco. et math.
COURS PRIVÉ MINERVA
Château de l'Epine
36300 CIRON - Tél. (54) 37.99.07
RENSEIGNEMENTS

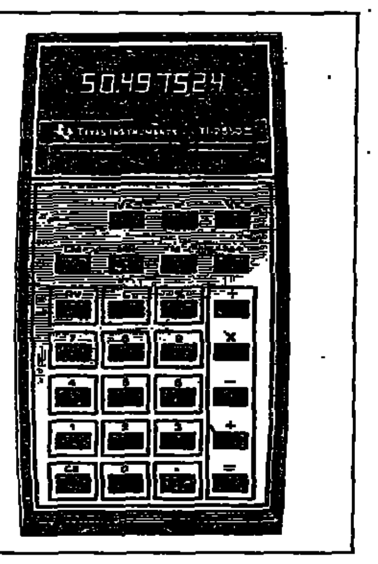
Institut GAY-LUSSAC	COURS MINERVA
75, rue d'Anjou	4, Av. de Verdun
75008 PARIS	94 St-MAURICE
Tél. 387-34-63	Tél. 368-99-23

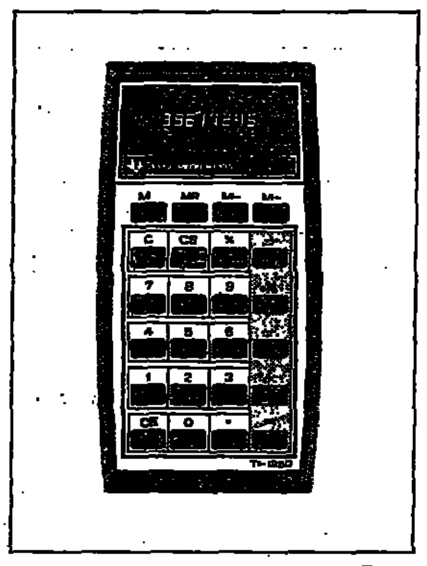
L'internat reçoit toute l'année les élèves de la 6e aux terminales A, B, C et D. Registre d'inscriptions ouvert dès maintenant.

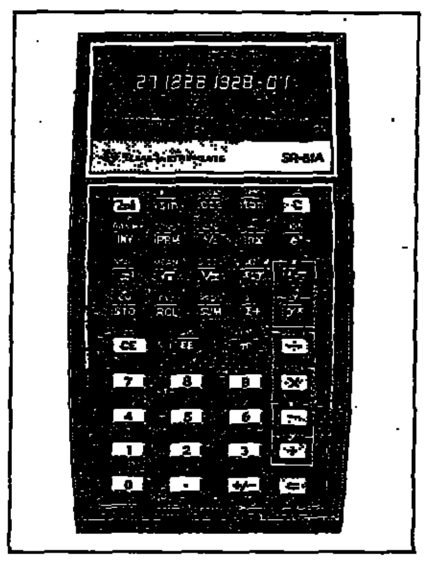
Parce qu'une
LANGUE
ETRANGERE
s'apprend sur place
venez avec nous en
ANGLETERRE
ECOSSE
ETATS-UNIS
ALLEMAGNE
AUTRICHE-ESPAGNE
préparer le BEPC ou le BAC dans une ambiance agréable.
VACANCES DE PAQUES
du 21 mars au 3 avril
OSFB
ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

Bon
pour une documentation complète et gracieuse
NOM
ADRESSE
M
à retourner à l'OSFB 43, rue de provence 75009 paris

Texas Instruments
3 valeurs sûres à des prix justes...







TI-2550 II 295F (ttc).

Pour les étudiants, les hommes d'affaires et tous ceux qui jonglent avec les chiffres, voici une toute nouvelle calculatrice Texas Instruments. Elle a une mémoire, une touche pourcentage et la constante automatique. De plus elle élève au carré, extrait les racines et calcule les inverses. Affichage : 8 chiffres verts faciles à lire sur le bureau ou dans la main. Elle est fournie avec accumulateur rechargeable et adaptateur-chargeur.

TI-1250 99F (ttc).

Économique et portative, la TI 1250 fonctionne sur pile 9 V. Elle possède un système complet de mémoire, la constante automatique, calcule les pourcentages et effectue les 4 opérations arithmétiques de base. L'adaptateur secteur est disponible en option.

SR-51 A 680F (ttc).

Véritable calculatrice électronique professionnelle, elle calcule puissances, racines, inverses, factorielles, exponentielles, les fonctions trigonométriques et hyperboliques, les régressions linéaires, les variances, les arrangements et génère des suites de nombres aléatoires.

Statisticiens, ingénieurs ou étudiants, la SR 51 A est faite pour vous (elle a 3 mémoires, calcule sur 13 chiffres et en affiche 10).

... et 4 autres valeurs sûres.

TI-1200 85 F (ttc).
4 opérations. Touche %. Fonctionne sur pile 9 V (adaptateur-secteur en option).

SR-50 A 445 F (ttc).
Toutes les fonctions de la règle à calcul. Notation scientifique, mémoire. Livrée avec chargeur-adaptateur, housse de protection et manuel d'utilisation

TI-5050 895 F (ttc).
Calculatrice imprimante silencieuse et portable. 9 chiffres + symboles comptables, repère de frappe. Livrée avec chargeur-adaptateur, housse de protection et manuel d'utilisation.

NOUVEAU : SR-52 2 450 F (ttc).
Programmable par cartes magnétiques. Notation algébrique. 224 pas de programme. 20 registres mémoire indépendants. 9 niveaux de parenthèse. 10 touches-utilisateurs. 2 niveaux de sous programmes, adressage indirect. La SR 52 est livrée avec bibliothèque de 18 programmes pré-enregistrés, manuel d'utilisation, 20 cartes programme vierges, housse de protection et chargeur-adaptateur.

A l'origine des calculatrices électroniques, une invention de Texas Instruments : le premier circuit intégré.

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

La Boursidière Bloc A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. : 630.23.43
Pour la Belgique : Texas Instruments Belgium S.A. - 21, Avenue Édouard-Lacomblé - 1040 Bruxelles - Tél. (02) 733.96.23

Les régions

LE DOSSIER ÉCOLOGIQUE DU « TRAIN A GRANDE VITESSE »

Paris-Lyon en deux heures, mais à quel prix ?

LES animateurs d'une douzaine d'associations de défense, les représentants des exploitants agricoles et ceux des chambres d'agriculture de cinq départements (1) se sont réunis, la semaine dernière à Dijon, pour critiquer le projet de ligne à grande vitesse (T.G.V.) que la S.N.C.F. se propose de construire entre Paris et Lyon. Le Conseil d'Etat doit prochainement se déclarer sur l'utilité publique des travaux pour cette ligne nouvelle. On estime que c'est au cours de l'été 1982 que la première rame, permettant de relier les deux villes en deux heures pourrait être mise en circulation.

Les associations critiquent le projet (« le Monde » du 10 janvier), de trois points de vue : est-il opportun ? Sera-t-il rentable ? Surtout, justifie-t-il le « gaspillage écologique » auquel il donnera lieu ? Nous avons essayé d'établir le dossier écologique du T.G.V.

(1) Yonne, Côte-d'Or, Seine-et-Marne, Saône-et-Loire, Ain.

« *NOUS ne plaidons pas la nuisance zéro,* dit M. Jean Dupuy, directeur général adjoint de la S.N.C.F., *mais nous avons répondu à toutes les exigences de l'administration concernant la protection de l'environnement. Le T.G.V. fera dix fois moins de dégâts que tout autre équipement de transport.* » La bonne conscience écologique de la société nationale s'appuie sur de forts arguments. Voici les principaux :

● OCCUPATION DU SOL : MOINS D'ESPACE QUE L'AUTO. — La voie ferrée (2 300 hectares), le réseau P.T.T. qui la longe (200 hectares), les 37 kilomètres de lignes E.D.F. (80 hectares) nécessaires à l'alimentation électrique des huit sous-stations, occuperont au total près de 2 600 hectares de prés et de bois. Une autoroute aurait stérilisé 1 000 hectares de plus.

« *Pour les écologistes conséquents le chemin de fer est toujours préférable à l'avion et à l'auto,* admet M François Lapoix, assistant au Muséum d'histoire naturelle et membre du haut comité de l'environnement, *mais tous les hectares ne se valent pas. En Seine-et-Marne, le tracé du T.G.V., qui saccage des espaces boisés, est inadmissible.* »

● TROUBLE DE COMMUNICATION : UNE OUVERTURE TOUS LES 1 200 METRES. — La voie sera bordée de chaque côté par des grillages de 1,5 mètre. Sont prévus : trois cents ponts pour les routes et les chemins, trente passages spéciaux pour le bétail et dix-sept coulées pour le gibier, là où les autres franchissements paraissaient trop distants. En moyenne donc, une ouverture tous les 1 200 mètres.

Malheureusement, ce n'est pas la société nationale qui ouvre les carrières mais des exploitants privés. Or ceux-ci ont montré jusqu'ici fort peu de respect pour le paysage.

● DESTRUCTION DES SITES : ETUDES PAYSAGERES. — La voie écorne le parc régional du Morvan, franchit fleuves et rivières par huit viaducs, plonge vers Mâcon par le célèbre val lamartinien et franchit la Saône par un ouvrage de 340 mètres. Rien de tout cela n'est de nature à améliorer les sites.

Cependant, le tracé a été étudié avec le secrétariat d'Etat à la culture et le ministère de la qualité de la vie de manière à éviter les sites les plus sensibles. Quatre modifications ont été apportées au premier tracé des ingénieurs. Des études paysagères sont demandées pour la traversée du parc du Morvan, du val lamartinien, près de l'étang d'Epoisses (Côte-d'Or) et au passage du col du Bois-Clair (Saône-et-Loire). Les architectes interviendront pour améliorer le profil de cinq viaducs.

Cent soixante-quinze communes

● REMEMBREMENT : CENT SOIXANTE-QUINZE COMMUNES. — Nombre des cent soixante-quinze communes traversées par la voie (qui coupe certaines propriétés en deux) demanderont le remembrement Celui-ci va toucher environ 50 000 hectares. Malgré les instructions du ministère de l'agriculture prescrivant de respecter davantage le milieu naturel, le remembrement s'accompagne encore — faute d'écologistes sur le terrain — de dommages parfois considérables. L'opération T.G.V. sera-t-elle pour les services agricoles, les géomètres, les édiles et les écologistes l'occasion d'un remembrement exemplaire ?

● REGIME DES EAUX : PAS DE POLLUTION. — Trois cents buses posées sous la ligne assureront l'écoulement des eaux de surface. Dans les vallées (40 kilomètres environ), les assises de la voie ne s'enfoncent pas à plus de 1 mètre. Il ne devrait y avoir ni coupure ni pollution des nappes phréatiques.

● ATTEINTE AU PAYSAGE : CENT DIX CARRIERES. — Le T.G.V. pouvant gravir de fortes pentes (35 mètres par kilomètre), la voie épousera le relief Il n'y aura aucun tunnel, les déblais et les remblais seront réduits au minimum. Néanmoins le volume des terres à remuer atteint 11 millions de mètres cubes Soit l'équivalent de cent dix carrières, dont chacune aurait 1 hectare de surface et 10 mètres de profondeur. « *Nous les ouvrirons dans les zones les moins gênantes pour l'environnement et nous essaierons de les masquer* », dit-on à la S.N.C.F.

De larges incertitudes

● LE BRUIT : une carte. — Bien que les rames du T.G.V. roulent à 260 km/h, la S.N.C.F. assure qu'elles ne « donneront » que 73 décibels à 25 mètres et 68 décibels à 50 mètres, soit 2 à 3 décibels de moins qu'un convoi classique passant à 160 km/h. Il n'y aura aucune circulation de nuit entre 23 heures et 6 heures du matin. En zone urbaine, près de Paris et de Lyon, le convoi réduira sa vitesse à 130/150 km/h. En zone rurale la voie a été tracée de manière à éviter les agglomérations. Onze hameaux seulement seront à moins de 300 mètres de la ligne, trente fermes à 50 mètres environ.

Cependant de larges incertitudes demeurent. Les prévisions de bruit ne sont que les extrapolations de mesures faites au passage du turbotrain. Le prototype de la rame « tout électrique » n'existe pas encore. La « nature » du bruit qu'elle émettra est mal connue. Aux heures de pointe, les rames passeront toutes les six minutes. Compte tenu de leur vitesse, il y aura sinon un « bang » au moins un effet de soudaineté. Les tranchées pourraient amplifier leur tapage. Enfin, les décibels du T.G.V. s'ajouteront à ceux des autoroutes qui doubleront la voie sur 72 kilomètres (1) et à ceux de l'aérodrome de Melun-Villaroche L'addition peut se révéler insupportable.

Aussi les services de l'environnement ont-ils demandé à la S.N.C.F une carte du bruit tout au long du tracé et des études spéciales aux points sensibles. En fonction des prévisions de bruit, des zones seront interdites de part et d'autre de la voie à certaines constructions (écoles, hôpitaux, logements). Ces prescriptions seront refondues avec celles du code de l'urbanisme qui prévoient déjà des zones *non aedificandi* à moins de 50 mètres de l'axe des autoroutes et qui se révèlent d'ailleurs insuffisantes.

Si les prévisions de bruit demeurent encore en certains points trop élevées, la S.N.C.F. devra modifier son tracé. Dans les zones urbaines, il lui faut envisager des écrans anti-bruit. Pour que toutes ces précautions ne soient pas « oubliées », il a été demandé à la société nationale de créer une ligne budgétaire spéciale dans le devis du T.G.V.

● ECONOMIE D'ENERGIE : 100 000 TONNES D'ESSENCE. — En transportant 15 millions de voyageurs par an et en facilitant le trafic marchandise sur les voies classiques, le T.G.V. rendra inutile une nouvelle autoroute et de nouveaux aérodromes Economie attendue dès la première année : 100 000 tonnes d'essence.

● AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : LES AUTORAILS DU MASSIF CENTRAL. — La S.N.C.F. se défend de privilégier le quart sud-est de l'Hexagone et d'accentuer le déséquilibre entre la France riche et la France « moyenne ». « *Bordeaux est à quatre heures, Toulouse à six heures de Paris,* plaide-t-on. *Nous allons accélérer les liaisons transversales du Midi en électrifiant Bordeaux-Montauban et Narbonne-Cerbère. Dès octobre on va gagner vingt minutes sur Paris - Clermont-Ferrand. D'ici deux ans, tous les autorails du Massif Central seront remplacés par de nouveaux modèles.* »

Si les promesses sont tenues, le T.G.V. sera peut-être le grand équipement public des années 80, le mieux étudié pour s'insérer sans trop de dommages dans son environnement. Il restera néanmoins pour les provinces qui s'estiment mal desservies, un irritant exemple d'« injustice régionale ».

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) La future autoroute A 5 longera la voie sur 58,2 km entre Montereau (Seine-et-Marne) et Gisy-les-Nobles (Yonne), et la route express Dijon-Mâcon, la doublera sur 43,8 km entre Cluny et Mâcon (Saône-et-Loire).

Triste berger

L'ART d'être berger n'est pas l'art d'être poète. L'homme qui a pour toute richesse un troupeau de trois ou quatre cents moutons doit savoir compter pour vivre. C'est en tout cas ce qu'a rappelé Manech Lanatua, berger basque de trente ans, qui avait quitté la montagne pour s'improviser conférencier, l'espace d'une soirée à Bayonne.

Manech Lanatua a brossé un tableau plutôt noir de la condition du berger au Pays basque. Le berger « moyen » n'est plus jeune et ne possède généralement pas de terre. Célibataire, il passe la moitié de l'année en montagne et le reste du temps il vit dans la plaine. C'est à prix d'or qu'il arrive à louer des pacages très disputés. Silencieux, il s'est habitué à la vie rude et à la solitude. Manech Lanatua explique qu'il subit la loi des maquignons qui lui achètent ses agneaux, celle de la société fermière qui lui achète son lait de brebis pour en faire du roquefort, celle des syndicats enfin où, selon lui, les vrais bergers ne sont pas vraiment représentés.

Dans le milieu naturel, les tâches quotidiennes ne perdent rien de leur aspect contraignant et parfois rebutant. La vie dans la nature, certes, mais aussi un salaire dérisoire au dire de Manech Lanatua.

Vivre en communauté pour vivre mieux ? La question a fait sourire le conférencier : « Il y a trop de méfiance entre nous ! » *Manech Lanatua a voulu défaire un mythe. Celui d'un sage penseur ou rêveur entouré de fidèles brebis à la laine pure et blanche, loin du monde et des hommes.*

CHRISTIAN BOMBEDIAC.

AU PLUS PROFOND DU MORVAN

Des feux s'éteignent à Quarré-les-Tombes

LA vie s'échappe au petit pas des enterrements sans qu'on s'en aperçoive. Puis, un matin, c'est l'ennui au village. Les jeunes s'en sont allés. Les vieux attendent dans la file pour un tout autre départ.

A Quarré-les-Tombes, au fin fond du Morvan, ce n'est pas encore cette mort-là, mais, déjà, la jeunesse est descendue dans la vallée, des commerçants ont tiré le rideau, et la place du village soudain, est devenue trop grande, trop sonore sous les pas de ceux qui sont restés.

Des cinq zones de « reconversion » délimitées par les instances régionales de Bourgogne, le Morvan est de loin celle qui se dépeuple le plus vite : de 1962 à 1975, cinq habitants tous les deux jours ont quitté le pays. Il y avait dans le canton de Quarré-les-Tombes huit mille quatre cents habitants en 1854, aujourd'hui, ils ne sont plus que trois mille cinq cents. La pyramide des âges, sur le point de s'écrouler, ne tient, la tête en bas, que par le miracle de quelques naissances par an.

Une rue du pays, la rue des Princes, rappelle que les robustes morvandelles étaient jadis des nourrices très recherchées par l'aristocratie européenne. De son côté, l'Assistance publique a longtemps eu pour habitude de placer dans les fermes du canton des enfants auprès de parents nourriciers. Certaines années à l'école élémentaires de Quarré plus de la moitié des élèves venaient de l'Assistance. « *C'est le second élevage du pays* » disait-on.

Mais un sort contraire voue ce lieu à la vieillesse et à la mort... et, d'abord, toutes ces tombes mérovingiennes autour de l'église dont on ignore la provenance et qui ont donné au pays son nom Quarré-les-Tombes. Souvent encore l'auge de la ferme n'est qu'une tombe renversée découverte jadis dans le champ voisin Le club des anciens — plus de cent inscriptions cette année — est florissant. « *L'activité la plus lucrative,* dit le maire, M. Jean Legros, *c'est la vente des concessions au cimetière.* » Mme Fontaine, la boulangère, a le plus grand mal à réunir un bataillon de majorettes, et l'amicale des donneurs de sang « plafonne » : les bénévoles sont trop souvent atteints par la limite d'âge. Les retraités, nombreux, sont inquiets, eux aussi, de ce dépeuplement qui pourrait provoquer le départ du médecin et du pharmacien et mettre en péril leurs dernières années.

Climat rude

Comment la vie pourrait-elle reprendre ? Comment retrouver l'animation des jours de foire où, autrefois, sur la place de Quarré, on jouait des coudes.

Les hameaux tout autour se vident, les feux s'éteignent, les écoles ferment. Il y a quatre ans, à Bousson, on comptait encore huit enfants : deux vieux garçons et deux vieilles filles y demeurent à présent. Quarré ne connaît plus que l'agitation factice des « vacanciers », deux mois l'été. Le climat est rude, l'endroit difficile d'accès, la terre pauvre. Pourtant ceux qui sont nés là n'en partent qu'à regret, et, dès qu'ils peuvent, ils ne manquent pas de revenir. Preuve que les racines ne sont pas tout à fait coupées, que tout peut encore renaître.

Mais il n'y a pas d'emploi à Quarré ; aucune industrie ; les jeunes vont travailler 20 kilomètres plus bas, à Avallon, quand ce n'est pas plus loin encore. Il n'est pas question pour eux de rentrer le soir : les routes sont souvent dangereuses à cause des brouillards et les logements sont rares au village. Les propriétaires préfèrent vendre au prix fort à des Parisiens plutôt que louer à des gens du pays.

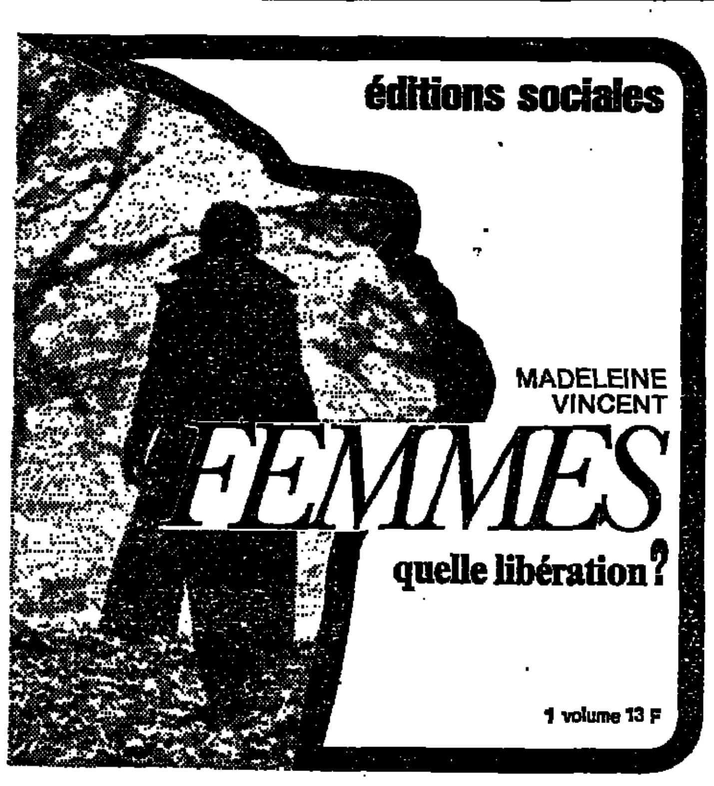
Le groupe d'observation dispersée (G.O.D.), mis en place pour préparer l'installation d'un C.E.S., a été supprimé. « *Désormais, dès l'âge de onze ans,* déplore le directeur de l'école, M. Marcel Terrien, *les enfants savent qu'ils devront faire leur valise. Or plus ils sont jeunes au moment du départ et moins ils ont le temps de s'attacher au pays. Cela explique aussi le dépeuplement.* »

Pas d'énergie, pas de communications, pas de main-d'œuvre. les élus semblent avoir pris leur parti de cette pénurie générale. Alors, avec orgueil, le maire montre l'entassement des permis de construire les résidences secondaires et songe à bâtir une « grande et belle » maison de retraite. Cette politique du troisième âge se veut réaliste. Elle est fataliste en tout cas.

Les éleveurs, qui sont ce qui reste de forces vives au pays ne voient qu'une seule explication au dépeuplement du canton et qu'une seule façon de l'enrayer : « *C'est la faible rémunération du travail agricole qui est à l'origine de tous ces départs,* dit M. André Truchot, éleveur d'un hameau voisin de Quarré, *j'ai quatre enfants, un seul a pu s'établir à la ferme. Nous vendons actuellement le kilo de carcasse au prix de 1972. Comment s'étonner que les jeunes ne puissent se maintenir ici ? Il n'y aura de regain que si la condition paysanne s'améliore.* »

Aujourd'hui que l'attrait de la ville est moins fort, les avantages du travail en usine moins apparents, trouvera-t-on les moyens d'éviter que les derniers jeunes gens quittent Quarré et aillent faire le « crochet » de toute une vie pour ne retourner qu'à l'âge de la retraite dans leur village ? Le Morvan a longtemps été un pays de « naisseurs » ; la terre, trop pauvre, ne permettait pas de mener le troupeau à maturité : on l'envoyait engraisser sur d'autres pâturages. Mais les hommes n'auront-ils pas le droit de devenir adultes sur leur sol natal ?

CHRISTIAN COLOMBANI.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LA LOI DE 1972, TROIS ANS APRÈS

M. Jacques Chirac réunit les présidents des assemblées régionales

Journée importante pour la régionalisation puisque M. Jacques Chirac reçoit à déjeuner, ce mardi 24 février, les présidents des conseils régionaux et des comités économiques et sociaux. A ce déjeuner participeront MM. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur ; Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances ; Michel Durafour, ministre du travail ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, ainsi que le commissaire au Plan, M. Jean Ripert, et le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, M. François Essig.

Le premier ministre doit clôturer les travaux par une conférence de presse réunie en fin d'après-midi après une séance de travail qui devrait durer deux heures et demie.

Cette séance devrait être ouverte par un exposé du premier ministre, insistant sur le rôle que les établissements publics régionaux peuvent jouer dans trois domaines essentiels : la préparation du VII[e] Plan, le développement économique, l'emploi.

Puis M. Poniatowski devrait faire un bilan des mesures prises depuis deux ans en faveur de la régionalisation. MM. Durafour et Fourcade devraient ensuite intervenir sur les questions de leur ressort. Il est prévu enfin une communication de M. Stirn sur les problèmes des régions d'outre-mer.

Les cinq présidents de conseils régionaux socialistes ont fait savoir qu'ils déclinaient l'invitation à déjeuner, mais qu'ils prendraient part à la réunion de travail.

Les présidents de conseils régionaux et de comités économiques et sociaux sont les suivants :

— *Alsace* : MM. André Bord (U.D.R.) et Jacques-Henry Gros ;
— *Aquitaine* : MM. Jacques Chaban-Delmas (U.D.R.) et Joseph Courau.
— *Auvergne* : MM. Jean Morellon (R.I.) et Michel Debatisse.
— *Bourgogne* : MM. Jean Chamant (R.I.) et Charles Delatte.
— *Bretagne* : MM René Pleven (C.D.P.) et Jean Rouyer.
— *Centre* : MM. Pierre Sudreau (réf.) et Louis Perrin.
— *Champagne - Ardenne* : MM. Jacques Sourdille (U.D.R.) et Pierre Schneiter.
— *Corse* : MM. François Giacobbi (rad. de gauche) et Emile Arrighi de Casanova.
— *Franche-Comté* : MM. Edgar Faure (U.D.R.) Pierre Bourgeau.
— *Languedoc - Roussillon* : MM. Edgar Tailhades (P.S.) et Philippe Lamour.
— *Limousin* : MM. André Chandernagor (P.S.) et Roger Roncier.
— *Lorraine* : MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber (réf.) et Maurice Halff.
— *Midi-Pyrénées* : MM. Alain Savary (P.S.) et Pierre Madaule.
— *Nord-Pas-de-Calais* : MM. Pierre Mauroy (P.S.) et Pierre Delmon.
— *Basse-Normandie* : MM. Léon Jozeau-Marigné (CNI) et Guy Strittmatter.
— *Haute-Normandie* : MM. André Bettencourt (R.I.) et Bertrand du Pouget.
— *Pays de la Loire* : MM. Olivier Guichard (U.D.R.) et Jean-Paul Fisch.
— *Picardie* : MM. Charles Baur (réf.) et Claude Ferté.
— *Poitou-Charentes* : MM. Jacques Fouchier (app. R.I.) et Georges Chavanes.
— *Provence-Côte d'Azur* : MM. Gaston Defferre (P.S.) et Paul Augier.
— *Rhône-Alpes* : MM. Paul Ribeyre (rép. ind. d'action sociale) et Charles Montreuil.
— *Région parisienne* : MM. Michel Boscher (U.D.R.) et Roger Belin.
— *Guyane* : MM. Serge Patient (div. mod. majorité) et Auxence Contout.
— *Guadeloupe* : MM. Pierre Mathieu (extr. g.) et Guy Frédéric.
— *Martinique* : MM. Camille Petit (U.D.R.) et Jean-José Clément.
— *La Réunion* : MM. Marcel Cerneau (Un. centr.) et Frédéric Guezé.

TRANSPORTS

Le Parlement de New-York ne veut pas de Concorde

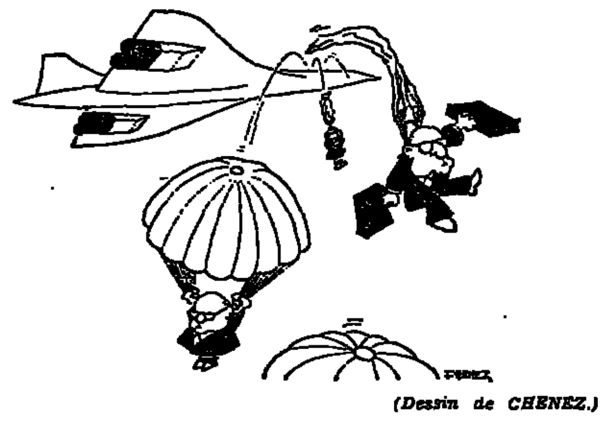
Albany (New-York) (*A.F.P.*). — Le Parlement de l'Etat de New-York (Chambre et Sénat) a adopté, le lundi 23 février, une proposition de loi interdisant l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport de New-York-Kennedy.

Cette proposition de loi bannit en fait tous les vols d'appareils produisant un bruit supérieur à 108 décibels sur les trois aéroports de l'agglomération new-yorkaise : J.F.-Kennedy, La Guardia et Newark. Elle concerne donc, outre le Concorde, le Boeing-707, plus bruyant encore que le supersonique franco-britannique. Mais les parlementaires new-yorkais ont décidé d'accorder aux appareils subsoniques américains en service un délai de cinq ans pour se conformer aux nouvelles normes et procéder aux modifications nécessaires.

Cette décision doit encore être approuvée par le gouverneur de l'Etat, M. Hugh Carey. Elle sera ensuite soumise aux deux Chambres de l'Etat voisin du New-Jersey et à la signature du gouverneur de cet Etat, M. Brendan Byrne. Les aéroports de l'agglomération new-yorkaise sont, en effet, administrés par un organisme dépendant des gouvernements de ces deux Etats, le Port Authority of New-York and New-Jersey.

Dimanche soir, mille cinq cents automobilistes new-yorkais environ ont manifesté durant deux heures sur les routes d'accès à J.F.-Kennedy, pour protester contre un éventuel atterrissage de Concorde sur cet aéroport.

Enfin, on annonce, à Paris, que le secrétaire d'Etat aux transports, M. Marcel Cavaillé, vient de proposer au secrétaire d'Etat britannique à l'industrie, M. Eric Varley, de le rencontrer le 29 mars prochain, pour « *passer en revue* » les divers problèmes posés par l'exploitation et la construction de Concorde.



(*Dessin de CHENEZ.*)

● CONCORDE A CARACAS. — Air France mettra Concorde en service commercial sur la ligne Paris-Les Açores-Caracas à dater du vendredi 9 avril, à raison d'un vol hebdomadaire. Le départ pour le Venezuela aura lieu chaque vendredi à 19 heures, de l'aéroport Charles-de-Gaulle, et le départ de Caracas, chaque samedi à 9 heures. La durée du voyage sera de six heures. Le prix du billet sera de 20 % supérieur à celui de la première classe normale.

● GREVE SUR LES AEROPORTS DE PARIS. — Les syndicats C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.F.T.C. et C.G.C. ont invité les quatre mille sept cents salariés de l'aéroport de Paris à faire grève du 24 février à minuit au 25 février à minuit. Cet arrêt de travail concerne notamment les techniciens ainsi que les personnels d'exploitation des aéroports de Roissy, d'Orly et du Bourget chargés par certaines compagnies d'assurer l'enregistrement des bagages, de l'accueil et parfois les plans de vol. Les syndicats réclament entre autres la progression de leur pouvoir d'achat en 1976 et la sécurité de leur emploi.

Cet arrêt de travail ne devrait pas entraîner de perturbations très sérieuses pour les passagers des « grandes » compagnies (Air France, Air Inter ou U.T.A.) qui assurent elles-mêmes leurs propres services au sol.

CIRCULATION

En 1975

DEUX MILLE DEUX CENTS SALARIÉS TUÉS DANS DES ACCIDENTS DE TRAJET

Deux mille deux cents salariés ont été tués et cent quinze mille autres blessés en 1975 dans des accidents de la circulation survenus au cours de leurs déplacements entre leur résidence et leur lieu de travail et *vice versa*. Ces accidents de trajet, qui ne concernent toutefois que les treize millions et demi de salariés inscrits au régime général de la Sécurité sociale, ont coûté 3 milliards de francs à la collectivité.

Pour remédier à cette situation, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a décidé d'organiser, à partir du 24 février, une campagne nationale de prévention, qui s'inscrit dans le plan de sécurité des Français.

Cette campagne, qui a fait l'objet d'une circulaire à tous les préfets, comportera cinq actions principales :

1) Sensibilisation et motivation du public par les mass media ;

2) Développement de la vigilance et de la discipline individuelle par des causeries au sein des entreprises ;

3) Contrôle gratuit par les services de police et de gendarmerie, au sein des entreprises, des moyens de locomotion utilisés par les salariés (cyclos, motos, autos) ;

4) Surveillance renforcée aux sorties d'usines et sur les voies suburbaines aux heures de déplacement des salariés ;

5) Incitation des municipalités à améliorer les équipements de sécurité (éclairage public, signalisations, adhérence des chaussées).

D'après l'I.N.R.S. (Institut national de recherche et de sécurité), 70 % des accidents de trajet, assimilés aux accidents du travail, qui ont fait également en 1975 deux mille deux cents morts, se produisent plus particulièrement, d'une part entre 6 h. 30 et 8 heures, d'autre part entre 18 heures et 19 h. 30. Les principales victimes en sont, proportionnellement, des ouvriers. Toutefois, à l'intérieur même de cette catégorie, l'I.N.R.S. a mis en évidence le fait que les manœuvres et les travailleurs immigrés ont une fréquence élevée d'accidents du travail. En outre, les salariés utilisant des deux-roues (vélos, cyclos, motos) sont le plus souvent victimes de ces accidents.

SOLDES
PHOTO - CINÉ - SON
encore quelques jours
DES AFFAIRES
GMC
3 RUE DE METZ
75010 PARIS
Métro Strasb.-Saint-Denis
LA MAISON DU REFLEX

A PROPOS DE...

L'INSTALLATION DES CABINES TÉLÉPHONIQUES

La fin de la misère ?

Qui n'a, dans la rue, cherché en vain une cabine téléphonique pour y passer un appel urgent ? Qui n'a pesté contre les fantaisies du fonctionnement des rares appareils présents sur la voie publique ? Les P.T.T. pourtant ont réagi : l'administration des télécommunications s'est engagée dans un programme d'installation de cabines, qui portera le nombre de celles-ci de vingt-trois mille en 1975 à plus de cinquante mille à la fin de l'année 1979.

On reconnaît aujourd'hui dans l'administration que le téléphone public revient de loin. Le souci de satisfaire les abonnés l'emportait dans les préoccupations des directions régionales. Résultat, en 1972 on ne dénombrait pas plus de 4 500 cabines et abris-bus téléphoniques sur la voie publique. A l'heure actuelle, avec 23 000 cabines, la France atteint une densité de postes publics de 43 pour 100 000 habitants, alors que la République fédérale allemande et la Grande-Bretagne annoncent respectivement 133 et 139 pour 100 000 habitants. Une misère.

Cependant, depuis 1974, les choses bougent. Des ingénieurs ont été envoyés à Montréal pour voir fonctionner les redoutables cabines nord-américaines. Les techniciens étudient désormais avec soin le lieu d'installation d'un poste en examinant s'il répondra à un besoin réel. Ces créations jointes à un meilleur entretien ont permis aux télécommunications, entre janvier 1974 et décembre 1975, de réduire de moitié les coûts et d'augmenter de 35 % les recettes des cabines publiques. Certes ce service demeure déficitaire, mais dans certaines régions peu touchées par le vandalisme le seuil de rentabilité est atteint. Les P.T.T. espèrent améliorer encore la situation en faisant passer le nombre des cabines téléphoniques à plus de 50 000 en 1979 (100 cabines pour 100 000 habitants) au rythme de 7 000 à 9 000 cabines supplémentaires par an.

Pourtant les télécommunications ne sont pas au bout de leur peine : le vandalisme continue de faire des ravages : les destructions d'appareils paralysent en moyenne une cabine sur cinq. A Paris, cette proportion s'élève à 38 % ; le principe, qui est de remettre en état le matériel au plus tard quarante-huit heures après la constatation du dérangement, n'est pas toujours respecté.

Les P.T.T. s'efforcent de trouver des parades : les cadrans, les caisses et les câbles de 250 postes sont renforcés chaque mois, qu'ils soient urbains (bleus) ou interurbains (jaunes) de façon à ce qu'ils résistent désormais aux déprédations.

Le bilan des P.T.T. en matière de cabines publiques est loin d'être négligeable, mais il semble encore insuffisant. En 1975, 900 000 Français environ ont obtenu le téléphone. En regard de cette performance, les 7 000 cabines supplémentaires « plantées » l'an dernier font piètre figure, puisqu'elles représentent seulement 0,7 % des nouveaux postes.

Bilan bien dérisoire si on le compare à la situation du téléphone public américain telle que la décrit un rapport remis récemment au secrétaire d'Etat aux P.T.T. par trois ingénieurs des télécommunications : « Les cabines publiques sont omniprésentes dans les villes comme sur les lieux de villégiature et dans tous les lieux, même privés, accessibles au public, *notent les rapporteurs.* Les 90 000 appareils à prépaiement new-yorkais sont vérifiés chaque jour par un technicien et supervisés à distance, grâce à un centre spécialisé. Les caisses sont relevées tous les trois jours (...) Enfin la plupart des cabines sont équipées d'un poste à clavier. »

Les rapporteurs auraient pu ajouter qu'il est possible d'y téléphoner sans argent à l'autre bout des Etats-Unis en indiquant simplement à l'opératrice le numéro de sa carte de crédit. Mais les Français n'en demandent pas tant.

ALAIN FAUJAS.

URBANISME

● POUR SAUVER LA PLACE STANISLAS. — Sur l'initiative de M. Marcel Martin, maire de Nancy, un comité permanent de sauvegarde de la célèbre place Stanislas a été constitué. Une souscription internationale va être ouverte, qui permettra de recueillir des fonds venant s'ajouter au crédits accordés par le gouvernement français pour la restauration de la place.

TOURISME

● AIR FRANCE ET AIR TOUR. — Une coquille a déformé un passage de l'article « Air France renforce sa présence à Air Tour » (nos éditions datées du 24 février). Il fallait lire : « Après avoir été durant un temps de 10 %, la participation d'Air France au capital d'Air Tour devait, peu après la création de Jet Tours (dont Air Tour détient de son côté 10 % des actions), filiale de la compagnie nationale, retomber à quelque 4 % seulement. »

La compagnie qui connaît l'Afrique du Sud (SAA) choisit l'avion qui plaît aux passagers (le 747 B)

Dès le 2 avril prochain, les liaisons régulières Paris-Johannesburg de South African Airways seront toutes réalisées en Superjets Boeing 747 B.

Tous les passagers de SAA pourront ainsi profiter de la fiabilité, du confort et de la rapidité de ce luxueux quadriréacteur.

Et ils bénéficieront pleinement des services exclusifs de SAA, "Gold Medallion" en classe économie et "Blue Diamond" en première classe, services à l'image de la traditionnelle hospitalité sud-africaine, avec projection de films, musique stéréophonique*, délicieux repas, sélection de grands crus français et sud-africains.

Si vous devez vous rendre en Afrique du Sud, souvenez-vous que chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, un 747 B de SAA décollera d'Orly-Sud pour vous conduire à Johannesburg, avec une seule escale, dans les meilleures conditions. Et SAA vous offre 18 vols par semaine au départ des principales villes d'Europe.

Et n'oubliez pas que SAA, c'est également un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

*Moyennant un léger supplément.

SAA
South African Airways
Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS-TEL. 261.57.87
49 RUE DU PRESIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON-TEL. 37.85.80

ARMÉE

Pour des soldats français en Allemagne

La «marche au drapeau» s'achève à l'hôpital...

De notre correspondant

Bonn. — Le comité de soldats de la garnison française à Spire a préparé un « rapport » *sur une* « marche au drapeau » *qui a eu lieu du 27 au 29 janvier dans le Palatinat, pour les recrues terminant leur instruction.*

Les soldats appartenaient à la 11e compagnie du 10e régiment du génie. Le comité affirme que la marche a eu lieu par — 20 °C dans quarante centimètres de neige. Le capitaine aurait insisté pour que la marche continue malgré les demandes répétées des chefs de section. Selon le comité, une quinzaine de soldats ont dû être hospitalisés et un engagé martiniquais amputé d'un orteil. Les soldats mangeait froid parce que les réchauds étaient gelés. Les souliers, spécialement conçus pour l'hiver, n'avaient pas été distribués. Certaines tentes, qui avaient gelé dès la première nuit, étaient pratiquement inutilisables.

Il n'y aurait pas eu d'ambulance pour transporter les soldats victimes du froid, seulement un camion bâché et sans chauffage dans lequel les brancards ne rentraient pas complètement. Le médecin-colonel de Spire aurait, toujours selon le comité, rejeté sur les soldats eux-mêmes la responsabilité de leurs blessures : ils auraient mal serré leurs chaussures et négligé d'emporter du linge de rechange.

Au quartier général des forces française à Baden-Baden, on indique que six soldats ont été hospitalisés après cette marche, pour « démangeaisons, engelures et début de gelure ». Trois sont, depuis, sortis de l'hôpital, trois s'y trouvent encore. On confirme qu'un engagé volontaire martiniquais a dû être amputé de trois phalanges des orteils.

DANIEL VERNET.

● *Un insoumis libéré après une grève de la faim.* — Condamné le 30 janvier dernier à deux ans de prison par le tribunal permanent des forces armées de Lyon, un insoumis, M. Jean-Pierre Ardin, a été réformé après une grève de la faim de vingt-neuf jours. Il est sorti libre, le 19 février, de l'hôpital Desgenettes, bénéficiant de l'article 340 du code de justice militaire qui permet à l'autorité militaire de suspendre l'exécution de tout jugement « *portant condamnation à une peine autre que celle de la peine de mort* ».

SPORTS

Morne réunion au Palais des sports de Paris

La réunion de boxe du lundi 23 février au Palais des sports n'a pas tenu les promesses de son affiche qui avait attiré une pleine chambrée de connaisseurs porte de Versailles. Le combat vedette, notamment, entre Jean-Baptiste Piedvache et le Mexicain Ricardo Arredondo, est allé à la limite des dix rounds sans que la moindre émotion s'en dégage et sans que l'espoir français — âgé de vingt-sept ans — confirme d'une manière péremptoire ses prétentions à déboucher un jour sur la voie royale du championnat du monde d'une catégorie — les super-légers — déjà pas mal déshéritée.

Arredondo, qui avait détenu le titre mondial des « super-plume », est loin d'être une terreur. Un bien brave garçon, au contraire, très courageux et sans malice. Il avait commencé, en montant sur le ring enveloppé comme un lutteur japonais, par offrir un superbe sombrero à son adversaire. Par la suite, quand il se voyait secoué et entraîné dans des corps à corps trop violents, le Mexicain rompait le combat en étendant les bras comme pour un « *Dominus vobiscum* » fraternel. Comment Piedvache, hargneux jusqu'à la fin et n'ayant utilisé, sans doute à bon escient, que son gauche à la face, termina-t-il l'affaire en « *pavoisant* », c'est-à-dire l'arcade sourcillière fendue, et pas jolie à voir ? Mystère.

Notre déception vient du poids lourd malouin Claude Martin. Elève de Jacques Dugénie, le « *maître à boxer* » qui nous enchanta autrefois lors des grandes soirées du Vel' d'Hiv', le jeune Martin se montra brouillon en face du vétéran Marcel Chapier, sans réussir à s'imposer autrement qu'aux points et de peu.

C'est encore le dernier combat de la soirée qui fut le meilleur. L'Argentin Miguel Castellini, un poids moyen très puissant fixé à Paris, eut énormément de mérite à résister aux assauts du Noir américain Radames Cabrera — dont la barbiche et la longue silhouette siéraient fort bien à la figuration d'*Aïda* — puis à enlever finalement ladécision. Une mention spéciale à un espoir dans les welters, Alain Marion, le plus intéressant de la soirée. — O. M.

● *Pour rencontrer le Pays de Galles*, le 6 mars, à Cardiff, l'équipe de France aura la composition suivante :

Droitecourt, Gourdon, Bertranne, Pécune, Averous, Romeu (o.), Fouroux (m., cap.), Skrela, Bastiat, Rives, Palmie, Imbernon, Paparemborde, Paco, Cholley.

PRESSE

● *Les quarante étudiants en journalisme de l'I.U.T. de Tours* ont observé une grève du 16 au 21 février pour faire connaître leur revendication principale : la reconnaissance de leur diplôme créé en 1967. Une vingtaine d'entre eux ont participé à la manifestation des ouvriers du Livre, le 20 février à Paris. Estimant qu'ils ont « *démontré, au cours de nombreux stages dans les entreprises de presse que* [leur] *enseignement offrait les* « *garanties nécessaires* » *pour être agréé* », ils demandent que leur soit appliqué l'article 9 de la convention collective des journalistes, qui prévoit que les syndicats et les organisations patronales apportent leur concours aux écoles de journalisme.

● *Cité nouvelle*, mensuel des chrétiens marxistes, en la personne d'Ambroise Monod, son directeur, devra répondre, le 1er mars, devant la sixième chambre correctionnelle de Lille, du délit d' « injures envers l'armée », après la publication d'un dessin.

● *La vente des journaux du soir.* — Dans une question écrite, M. Jean Cauchon, sénateur (Union centriste), maire de Dreux (Eure-et-Loir), demande à M. André Rossi, secrétaire d'Etat chargé des problèmes de l'information, « *s'il est envisagé une modification de l'arrêté ministériel réglementant la vente des journaux quotidiens du soir* ». Cet arrêté date du 11 août 1947. Rappelons que *France-Soir* a fait récemment une expérience de mise en vente dès 7 heures du matin à Antony (Hauts-de-Seine).

● *L'Association de gestion du fonds d'assurance formation* pour les journalistes parisiens vient de constituer son bureau. M. Roger Alexandre (représentant des employeurs) a été nommé président. Vice-président : Mme Nicole du Roy (S.J.F.-C.F.D.T.) ; trésorier : M. Jacques Barbot (S.N.J.) ; trésorier adjoint : M. Daniel Chaix-Bryan (employeurs).

Mesdames !

Ils sont trop grands ;
Ils sont trop petits ;
Ils ne vous plaisent plus.

Apportez-nous tous vos vêtements, vos fourrures
Nous les vendrons rapidement pour vous

dans les meilleures conditions

A nos rayons, vous trouverez un choix exceptionnel

5 points de vente sur Paris

Vite ! Appelez-nous à 532-79-87
Nous vous donnerons l'adresse la plus proche de chez vous
16, rue Dombasle (15e) - 4, rue Villebois-Mareuil (17e)
245, r. Saint-Jacques (5e) - 11, r. Oudinot (7e) - 37, r. des Plantes (14e)

CARNET

Mariages

— L'inspecteur général des affaires d'outre-mer (C.R.) Marcel Boyer et Mme, née Dumas,
Mme François Meunier,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants
Laurent et Agnès.
La cérémonie a eu lieu dans l'intimité, à Pontarlier (Doubs).
72, rue d'Assas,
75006 Paris.
23, rue Commandant-Valentin,
25200 Pontarlier.

Décès

— M. René Berguerand, « La Jonction », Chedde, Passy, 74190 Le Fayet,
M. Henri Berguerand, 17, rue du Capitaine-Ferber, 92130 Issy-les-Moulineaux,
Mlle Danielle Berguerand, 26, rue Sainte-Claire, 74000 Annecy,
font part du décès de
Mme René BERGUERAND,
née Hélène-Isabelle Viollet,
leur épouse et mère,
survenu le 30 janvier 1976,
et rappellent à votre souvenir ses frères
Louis et Georges VIOLLET,
fusillés par les Allemands
le 14 juillet 1944
au « Polygone » de Grenoble.

— Le conseil d'administration et le personnel de Petrofigaz et de la Compagnie industrielle d'équipement thermique « Comith » ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur directeur,
Eric BLANC.

— Le conseil d'administration et le personnel de la Société d'études et de financement pour la modernisation des immeubles Simodi ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur président-directeur général,
Eric BLANC.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le mardi 24 février 1976.

— M. et Mme Henri Lavielle,
M. et Mme Pierre de Boissezon,
M. et Mme Jean de Boissezon,
ont la douleur d'annoncer la mort de leur père,
M. André de BOISSEZON,
décédé dans sa quatre-vingt-huitième année, à Boulogne-sur-Gesse (Haute-Garonne), où il sera enterré, le mercredi 25 février.
Rue des Ariots,
31350 Boulogne-sur-Gesse.
19, rue Pascal,
90300 Valdoie.
25, rue des Ecouffes,
75004 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Antoine de BONNEFOY,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
maire de Tourtour (Var).
Les obsèques auront lieu en l'église de Tourtour (Var), le jeudi 26 février, à 15 heures.

— La société Antoine de Bonnefoy et Cie
a la tristesse d'annoncer le décès de son fondateur et ancien gérant,
M. Antoine de BONNEFOY,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
maire de Tourtour (Var).

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Fernand BOUVAREL,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
survenu, le 19 février 1976, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Les obsèques ont eu lieu en l'église de Saint-Vallier, le 21 février 1976.
De la part de
Mme Fernand Bouvarel,
M. et Mme Pierre Bouvarel,
M. Alain Bouvarel,
M. et Mme Francis Claude,
Mlle Marion Bouvarel,
Et toute la famille.
2, rue du Chemin-de-Fer,
26240 Saint-Vallier.
5, rue Girardet,
54000 Nancy

— Mme René Cassin, son épouse,
Mme Félice Cahen, sa sœur,
M. et Mme Jacques Abram,
Mme Suzanne Abram,
M. et Mme François Berthoz et leurs enfants,
Mme Renée Bumsel et ses enfants,
M. et Mme Max Bumsel et leurs enfants,
M. Jean Molton et ses enfants,
Mme Josette Cassin et ses enfants,
M. et Mme Claude Blachard et leurs enfants,
Mme Annie Cassin et ses enfants,
M. et Mme Gilbert Cassin et leurs enfants,
Ses neveux, petits-neveux,
Et tous les membres de sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René CASSIN,
de l'Institut,
Prix Nobel de la Paix,
grand-croix
de la Légion d'honneur,
Compagnon de la Libération,
médaille militaire,
ancien professeur
à la faculté de droit de Paris,
président honoraire
du Conseil d'Etat,
ancien membre
du Conseil constitutionnel,
ancien président
à la Cour européenne
des droits de l'homme,
président honoraire
de l'Union fédérale
des anciens combattants,
président de l'Alliance israélite universelle,
survenu à Paris le 20 février 1976, dans sa quatre-vingt-neuvième année.
Un hommage solennel lui sera rendu le mercredi 25 février 1976, à 15 h. 15, sur l'esplanade de la Chancellerie de l'Ordre de la Libération, 51 bis, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7e).
L'inhumation aura lieu au cimetière du Sud (Montparnasse), à la suite de la cérémonie officielle.
Ses amis pourront s'incliner devant sa dépouille mortelle, à son domicile, 36, quai de Béthune, Paris (4e), le mercredi matin.

— L'Alliance israélite universelle,
Le président-délégué, les bureaux et les membres du conseil d'administration et du comité central,
Le secrétaire général,
Les délégations à l'étranger,
La direction, les maîtres et les élèves de ses instituts et écoles, tant en France qu'à l'étranger,
L'Ecole normale israélite orientale,
Le comité de liaison,
Les comités nationaux et locaux,
Les amis et les anciens élèves de l'Alliance israélite universelle,
Le conseil consultatif d'organisations juives,
ont la douleur de faire part du décès de leur président,
le président René CASSIN,
Prix Nobel de Paix 1968.
Après les obsèques officielles, qui seront célébrées le mercredi 25 février, à 15 h. 15, sur l'esplanade de la Grande Chancellerie de l'Ordre de la Libération, 51 bis, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7e), l'inhumation aura lieu à 16 h. 30, au cimetière Montparnasse, entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14e).
Le 20 février 1976.
45, rue La Bruyère,
75009 Paris.

— Le grand chancelier,
Le conseil de l'Ordre,
Et les Compagnons de la Libération,
ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 20 février à Paris, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de
M. René CASSIN,
président honoraire
du Conseil d'État,
président honoraire
du Conseil constitutionnel,
grand-croix
de la Légion d'honneur,
Compagnon de la Libération,
médaille militaire,
rosette de la Résistance,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1945,
Prix Nobel de la Paix.
Un hommage solennel sera rendu à sa dépouille mortelle devant la Chancellerie de l'Ordre de la Libération, le mercredi 25 février, à 15 h. 15 précises, au 51 bis, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7e). Arrivée avant 15 heures.
Les Compagnons sont priés de porter leur croix de la Libération pendante.

— Mme J. Chendérovitch,
M. et Mme L. Althausen et leur fille,
M. et Mme P. Possoz et leurs enfants,
M. et Mme J. Possoz et leurs enfants,
font part du décès de
M. le docteur
Joseph CHENDÉROVITCH,
ancien interne
des hôpitaux de Paris,
chef de clinique
à la faculté de médecine
de Paris,
leur époux, cousin, beau-frère et oncle,
survenu le 22 février 1976, à l'âge de cinquante-trois ans, à son domicile de Fontenay-sous-Bois.
L'inhumation aura lieu le jeudi 26 février, à 15 h. 45, au cimetière de Fontenay-sous-Bois.
Réunion à la porte du cimetière.
23, avenue de la Dame-Blanche,
94120 Fontenay-sous-Bois.
6, rue d'Angleterre,
63140 Châtel-Guyon.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Maurice Dappe,
M. Michel Dappe, Laurent et Murielle,
M. et Mme René Nguyen Van Cua, Pierre et Denis,
M. Yves Dappe,
Mme André Dappe,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa trentième année, de
Catherine DAPPE,
leur fille, sœur, belle-sœur, tante et nièce,
survenu accidentellement le 8 février 1976, au Havre.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Saint-Nom-la-Bretèche.
20, rue de Varize,
75016 Paris.
1, rue du Château,
92100 Boulogne.
11, rue de La Mailleraye,
76600 Le Havre.
Résidence du Bois-Louis,
64000 Pau.

— Le proviseur et les membres du personnel du lycée Eugène-Delacroix de Maisons-Alfort,
Les élèves,
Les membres du conseil d'administration,
ont le regret de faire part du décès de
M. André FINAT,
professeur de lettres au lycée.
Les obsèques auront lieu le mercredi 25 février 1976, à 9 heures, en l'église Saint-Rémi de Maisons-Alfort.

— Mme Jean Fines,
M. et Mme Lavrillier et leur fille,
M. et Mme Jean-Noël Fines et leurs enfants,
M. et Mme Frédéric Fines,
Mme Emmanuelle Fines et son fils,
Mlle Viviane Fines,
M. et Mme André Fines, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Mauguë, leurs enfants et petits-enfants,
M. Edouard Bachellery et ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean FINES,
ministre plénipotentiaire (E.R.),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
le 22 février, à l'âge de soixante-huit ans.
Le service religieux aura lieu le jeudi 26 février, à 11 heures, en l'église réformée de Neuilly-sur-Seine, 18, boulevard d'Inkermann.
« Heureux ceux qui mettent leur confiance en l'Eternel, ils trouvent dans leur cœur des chemins tout tracés. »
(P. O. 84.)
3, rue des Dardanelles,
Paris (17e).
[Né en 1907 à Levallois-Perret, M. Jean Fines commença sa carrière à la direction générale des finances au Maroc. En 1960, il devint chef du service des échanges culturels au ministère des affaires étrangères, avant d'être nommé ambassadeur au Ruanda (1964-1967), puis au Sierra-Leone (1968-1972).]

— M. Adrien Gensburger,
M. et Mme Jean-Marc Gensburger,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de
Mme Edith GENSBURGER,
leur épouse, mère et belle-mère,
survenu le 13 février 1976.
8, rue Th.-Walter,
68250 Rouffach.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jean LE LANDAIS,
président-directeur général
des films du Rond-Point
et de l'auditorium Jean-Mermoz,
survenu le 22 février dans sa cinquante-septième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 26 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-Philippe du Roule.
Une absoute, suivie de l'inhumation, sera donnée le 27 février, à 9 heures, en la basilique Saint-François-de-Salles de Thonon-les-Bains
De la part de
Mme Jean Le Landais,
Mlle Emmanuèle Le Landais.
49, avenue Mozart,
75016 Paris.

— Le personnel des films du Rond-Point et de l'auditorium Jean-Mermoz fait part du décès de son président-directeur général,
M. Jean LE LANDAIS,
survenu, le 22 février, dans sa cinquante-septième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 26 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-Philippe du Roule.
Une absoute, suivie de l'inhumation, sera donnée le 27 février, à 9 heures, en la basilique Saint-François-de-Salles de Thonon-les-Bains.
7, rue Jean-Mermoz,
75008 Paris.

— Nous apprenons le décès, survenu le samedi 21 février, du contre-amiral Jacques de LESOUEN du PLESSIS CASSO,
dont les obsèques ont lieu ce mardi 24 février, à Dirinon (Finistère).
[Né le 13 octobre 1903 à Languidic (Morbihan), le contre-amiral Jacques de Lesouen du Plessis Casso (cadre de réserve) est sorti de l'Ecole navale. En 1941, il est à la direction du port de Casablanca, et, en 1943, il appartient, à Londres, à l'état-major des forces navales libres. En janvier 1944, il est officier de liaison auprès de la marine américaine au Maroc.
Après plusieurs commandements, dont celui de la frégate « l'Escarmouche », il est chef du cabinet militaire, en 1947, du haut commissaire de France en Indochine, l'amiral Thierry d'Argenlieu. Il commande, en 1949, la frégate « Croix-de-Lorraine », puis, après des postes à terre, notamment à Brest, il commande, en 1953, le navire-atelier « Jules-Verne ». En août 1955, il est sous-chef d'état-major « logistique » à l'état-major Centre-Europe à Fontainebleau, et, en janvier 1958, il commande la marine à Paris. Avec le grade de contre-amiral, il est placé en deuxième section (réserve), en novembre 1959.]

— Le Révérend-Père Auguste,
Le Révérend-Père Bertrand René,
M. et Mme Noël, Maurice, Albert, Michel,
Guy Luneau et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Marguerite LUNEAU,
née Gauthier,
survenu, le 21 février, dans sa quatre-vingt-unième année.
Les obsèques seront célébrées le mercredi 25 février, à 10 heures, en l'église Saint-Pasquier, à Nantes.

— Mme Michel Maillet et ses enfants,
Les familles Maillet et Baslez, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Michel MAILLET,
survenu le 20 février 1976.
Les obsèques auront lieu le mercredi 25 février, à 15 heures, en l'église de Marat, dans la plus stricte intimité.
Selon la volonté expresse du défunt, ni fleurs, ni couronnes, ni condoléances.
Les personnes qui auraient souhaité envoyer des fleurs voudront bien adresser les dons aux bons soins du professeur Dubost, hôpital Broussais, 75014 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Mme Michel Maillet,
2, rue Charles-Bruyant,
63000 Clermont-Ferrand.
M. et Mme Louis Maillet,
Ferme de Châteauneuf,
Guyancourt, 78000 Versailles.

— Mme Jacques Mallet,
Mme Marianne Mallet,
MM. Pierre, Pascal, Jean et Bertrand Mallet,
ses enfants,
M. et Mme Claude Mallet et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Meyer et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Unger et leurs enfants,
ses frère, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Jean-Yves, Danièle et Barbara Dufour,
Les familles Laroche et Prat,
ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Jacques MALLET,
survenu accidentellement, le 18 février, à l'âge de cinquante-quatre ans.
Les obsèques auront lieu en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, Paris (12e), le mercredi 25 février, à 15 h. 45.
84, avenue de Saint-Mandé,
75012 Paris.
18, rue Louis-Braille,
75012 Paris.

— Grasse-Pontarlier.
Mme Paul Massiera,
Le docteur et Mme Marcel Bargès et leurs enfants,
Les familles Canestrier, Beck, Barbé, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul MASSIERA,
proviseur honoraire
du lycée Périer, à Marseille,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
officier de l'Instruction publique,
médaillé de l'Académie
des inscriptions et belles-lettres,
survenu, le 17 février 1976, dans sa soixante-dix-septième année.
Les obsèques ont eu lieu le 18 février à Pontarlier.
L'inhumation se fera dans le caveau de famille à Grasse.
21, boulevard E.-Zola,
06130 Grasse.
Rue de la Chaussée-Doubs,
25300 Pontarlier.

— On nous prie d'annoncer le décès, après une longue et cruelle maladie, du
professeur Paul OUDEA,
médecin du C.H.U. de Nantes,
survenu, le 21 février 1976, à l'âge de quarante-trois ans.
De la part de
Mme Paul Oudea, son épouse,
Frédéric, Matthieu, Jean-Baptiste, ses fils,
M. Robert Oudea, son père,
Du professeur et Mme André Domart, ses beaux-parents,
De toute sa famille,
De ses fidèles amis.
Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Lucien PERQUEL,
présidente
de la synagogue d'Enghien.
Les obsèques auront lieu mercredi 25 février. On se réunira à 16 h. 15 au cimetière Montparnasse (entrée 5, rue Emile-Richard).
De la part de Mme Jean Blum,
Micheline, Patrice, Dominique, Natasha, et Daphné Lalonde,
Mme Charles Spira et ses enfants,
Mme Raymond Perquel,
M. et Mme Jean-Jacques Perquel et leurs enfants.

— Neuilly, Lyon.
M. et Mme Yves Phelip,
Gilles et Muriel Phelip et leur fille,
Martine et Gérald Phelip,
Mme Robert Phelip,
Mme Georges Marrel,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de
Alain PHELIP,
survenu, le 20 février, dans sa vingt-deuxième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 25 février, à 10 heures, en l'église de la Rédemption, à Lyon.
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ecully.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. André THIELLEMENT,
ancien administrateur en chef
des T O M,
chevalier de la Légion d'honneur,
maître national de la Fédération
française des échecs,
survenu le 20 février 1976, à Paris, dans sa soixante-dixième année.
Les obsèques seront célébrées mercredi 25 février, à 8 h. 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés.
De la part de
M. et Mme Bernard Loubeyre,
M. et Mme Didier Blanchat,
M. et Mme Hervé Thiellement,
ses enfants,
Vincent, Simon, Olivia, Adrien, Pacôme, ses petits-enfants,
Et de toute la famille.

Remerciements

— Mme Jean Egret, ses enfants, sa famille, remercient infiniment tous ceux qui se sont associés à leur peine par tant de témoignages de sympathie et d'amitié lors du décès de
Jean EGRET.
100, rue d'Alésia,
75014 Paris.

— M. Marcel Rousselet, le docteur et Mme Jean Rousselet, M. et Mme André Rousselet, Evelyne, Bruno, Nicolas et Philippe Rousselet, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été prodiguées à l'occasion du décès de
Mme Marcel ROUSSELET,
née Yvonne Brongniart,
prient tous ceux qui ont pris part à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— Mme Jacques Tour, M. et Mme Jean Tour et leurs enfants, M. et Mme Francis Tour et leurs enfants, remercient des nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été adressés lors du décès de
M. Jacques TOUR.

Avis de messe

— La famille, les élèves et les amis du
doyen Gabriel LE BRAS
prient ceux qui sont restés fidèles à son souvenir d'assister ou de s'unir en pensée à la messe qui sera célébrée à son intention, le jeudi 26 février, à 18 h. 30, par le R.-P. Chenu, o. p., à la chapelle du couvent des Dominicains, 20, rue des Tanneries, Paris-13e.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de la disparition de
Michèle CYPKIN,
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

— L'Association nationale des anciens d'Indochine (18, rue de Vézelay, 75008 Paris) ranimera la flamme à l'Arc de triomphe le samedi 6 mars, à 18 h. 30. La messe anniversaire à la mémoire de tous les Français, Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens tués lors du coup de force japonais du 9 mars 1945, ainsi que de tous les combattants tombés dans les rangs de l'armée française en Indochine, aura lieu le 7 mars, à 11 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Communications diverses

— Notre confrère Pierre Paraf, président du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP), a reçu la médaille de vermeil de la Ville de Paris des mains de M. Listambert, membre du cabinet du président du Conseil de Paris, au cours d'une réception, dans les salons de l'Hôtel de Ville, le lundi 23 février.

Visites et conférences

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., façade portail gauche, Mme Bachelier : « Notre-Dame de Paris ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux : « Hôtel de Sully ». — 15 h., 65, rue Caumartin, Mme Lemarchand : « Le lycée Condorcet ». — 15 h., 6, place des Vosges, Mme Pajot : « Victor Hugo chez lui ». — 15 h. 30, hall gauche, côté parc, Mme Langlois : « Le château de Maisons-Laffitte ». — 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, hôtel de Sully, Mme Saint-Girons : « Originalité de l'art roman en Auvergne ». — 16 h. 30, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux : « Exposition Labrouste ».

CONFERENCES. — 15 h., mairie du 1er arrondissement, 4, place du Louvre, Mme Françoise de Bernardy : « Le comte Walewski, ministre de Napoléon III » (Académie du Second Empire). — 15 h. et 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Claude Thibaut : « Les musées de Francfort et de Dresde ». — 19 h., musée Guimet, 6, place d'Iéna, M. Bernard Frank : « Quelques aperçus sur l'iconographie japonaise du Sutra du Lotus » (projections) (entrée gratuite). — 19 h., salle de cinéma du Musée de l'homme, MM. J.-P. Peter, A. Zempleni et J. Guiart : « Modifier les comportements déviants » (Société des amis et le Musée de l'homme). — 18 h., Mlle Nicolas, 3, rue des Beaux-Arts, Mmes Chaton, Mayer-Jack et Kramer-Bach : « Les femmes et la retraite » (AFFDU). — 18 h. et 20 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale, comment éliminer l'anxiété et le stress ». — 19 h. 15, salle des Centraux, 8, rue Jean-Goujon, Mme Simone Luciani : « Evolution du poète Serge Essenine vue à travers son œuvre et son écriture » (Société de graphologie). — 20 h. 15, grande salle de la Domus Medica, 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Les motivations de l'esprit ».

SCHWEPPES Bitter Lemon.
Le Bitter Lemon original.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Le plutonium à la poubelle ?

Va-t-on, un jour prochain, décider de jeter systématiquement à la poubelle un produit qui coûte 70 francs le gramme ? Ce produit, c'est le plutonium. Contrairement aux idées reçues il y a quelques années, l'extraction de cet élément des barreaux qui ont été irradiés dans les réacteurs n'est pas obligatoirement rentable.

L'idée de ne pas retraiter les combustibles des réacteurs nucléaires fait lentement son chemin. Mieux, elle est appliquée dans la pratique : aujourd'hui, personne ne retraite les combustibles des réacteurs à eau légère. Officiellement, ce retraitement n'est que retardé. Mais de là à ce que la situation devienne *définitive*...

Ne pas retraiter a, en effet, des avantages. Plus de risques de vol de plutonium, plus de risques de *dissémination* nucléaire... Mais il y a aussi des inconvénients. En 1990, 100 000 tonnes de combustibles irradiés, donc de déchets, seront accumulés.

SELON le schéma classique de l'exploitation des réacteurs nucléaires à eau légère actuels, l'uranium naturel extrait de la mine et qui contient 0,7 % d'isotope fissile 235 est enrichi pour devenir de l'uranium à 2 ou 3 %. Cet uranium est ensuite « brûlé » dans le réacteur nucléaire. Il donne un barreau irradié qui contient de l'uranium encore faiblement enrichi à 0,9 %, divers isotopes du plutonium et des produits radio-actifs sans intérêt particulier. Un kilogramme d'uranium enrichi à 2 ou 3 % donnera finalement 1 kg d'uranium à 0,9 %, 6 g de plutonium fissile (isotopes impairs 239 et 241), 4 g de plutonium non fissile et divers déchets en moindre quantité.

Le traitement de ces barreaux dans des usines spécialisées permet de récupérer les deux matériaux qui ont de la valeur : l'uranium à 0,9 % et le plutonium fissile. Ce traitement est économiquement rentable si son coût est inférieur à la valeur des produits obtenus.

A l'heure actuelle, rien ne permet de l'affirmer. Personne ne sait exactement à combien reviendra le traitement. Aucune usine de grande taille ne fonctionne aujourd'hui de manière opérationnelle. Les estimations du coût de traitement d'un kilogramme de combustible irradié varient entre 500 et 1 000 F (et même plus si l'on exige des normes draconiennes *pour la protection* du personnel). (*Le Monde* du 18 février 1976.)

Quant à la valeur des produits que l'on peut récupérer en retraitant, elle est encore plus difficile à définir. Elle dépend du prix de marché de l'uranium (qui a fortement monté ces deux dernières années mais qui pourrait retomber), de celui de la séparation isotopique et de la valeur d'un produit nouveau pour les industriels : le plutonium.

La valeur d'un kilogramme d'uranium à 0,9 % d'isotope 235 se décompose techniquement en celle de 1,4 kg d'uranium naturel (1) à 0,7 % et d'une quantité de travail de séparation isotopique égale à 0,2 UTS. Le kilogramme d'uranium naturel valant aujourd'hui entre 200 et 350 F, 1,4 kilo vaudrait aujourd'hui entre 300 et 500 F. Quant au travail de séparation isotopique, en estimant l'UTS entre 350 et 450 F, il vaut entre 70 et 100 F. L'uranium à 0,9 % que l'on peut récupérer vaut donc entre 370 et 600 F. Reste le prix à affecter au plutonium. L'incertitude est beaucoup plus grande, car il n'y a pas eu jusqu'à présent de transactions commerciales importantes *sur ce métal*. Son prix dépendra de la demande, donc des usages que l'on peut en faire. Il y en a deux possibles :

1) Recycler le plutonium dans les réacteurs à eau légère : on fabrique des éléments combustibles avec de l'uranium naturel non enrichi, mais, pour que sa réactivité soit celle de l'uranium enrichi, on y mélange un peu de plutonium (*le Monde* du 17 mai 1972).

2) Fabriquer des éléments combustibles pour les réacteurs surgénérateurs.

Deux marchés incertains

Ces deux marchés sont incertains. La demande provenant des réacteurs surgénérateurs dépend des programmes prévus pour ce genre de réacteurs. Actuellement, aucune décision n'est prise. Si les Européens (Français et Allemands) sont, semble-t-il, prêts à aller de l'avant, l'enthousiasme est moins grand aux Etats-Unis, où le programme de surgénérateurs est vivement critiqué pour des raisons de sécurité par les défenseurs de l'environnement (*le Monde* du 10 février 1976). De plus, la rentabilité de cette filière dépendra du prix du plutonium. On ne sait pas actuellement quel prix elle pourrait accepter.

Le recyclage du plutonium dans les réacteurs à eau légère est beaucoup moins incertain techniquement. Il permet de donner au plutonium une valeur : celle de l'isotope 235 de l'uranium qu'il doit remplacer. Mais le plutonium est dangereux à manipuler ; aussi, la fabrication des éléments combustibles contenant du plutonium sera d'un coût élevé. La valeur du plutonium s'en trouve rabaissée d'autant. Tout calcul fait, le plutonium devrait, pour cette application, pouvoir être payé aux environs de 70 F le gramme.

Mais, pour que ce prix soit valable, il faut que le recyclage du plutonium soit autorisé. Ce n'est pas, aujourd'hui, le cas. Au début seulement de 1977, la décision définitive de recycler ou non le plutonium sera prise aux Etats-Unis.

Le bilan économique du retraitement est alors le suivant. Si l'on ne recycle pas le plutonium et si l'on ne développe pas les surgénérateurs, le plutonium ne vaut rien. Le retraitement est certainement déficitaire ; la valeur de l'uranium à 0,9 % récupéré est insuffisante pour payer le traitement. Si l'on ne recycle pas le plutonium, mais que l'on mise sur les surgénérateurs (solution peu probable), la situation ne sera que légèrement meilleure, car la demande de plutonium restera limitée pendant de nombreuses années.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

(Lire la suite page 16.)

(1) Il faudrait 1,4 kg d'uranium naturel à 0,7 % pour obtenir par enrichissement 1 kg d'uranium à 0,9 % et 0,4 kg d'uranium appauvri sans valeur.

Von Frisch et Wenner réconciliés

L'énigme de la danse des abeilles

Avec Konrad Lorenz et Nikolas Tinbergen, Karl von Frisch reçut en octobre 1973 le prix Nobel de médecine. Cette distinction venait couronner soixante ans de travaux principalement axés sur l'étude des abeilles et brillamment commencés en 1912 par la démonstration de la vision des couleurs autres que le rouge par ces insectes. Mais la découverte la plus importante de von Frisch est celle de la « danse » des abeilles et l'interprétation qu'il a donnée de cette danse, comme langage évolué, d'une surprenante précision. D'après von Frisch, l'abeille qui a découvert une abondante source de nourriture danse pour alerter les autres butineuses et leur indique précisément la direction et la distance du butin.

Cette interprétation, longtemps admise sans difficulté — il est vrai que von Frisch était presque seul à travailler dans ce domaine, — fut fortement contestée en 1967 par des biologistes américains menés par Adrian Wenner. Reprenant et modifiant les expériences de von Frisch, Wenner en vint à conclure que la danse est seulement une façon de battre le rappel des butineuses disponibles ; ensuite, c'est leur seul odorat qui permettrait à ces abeilles de trouver la source de nourriture.

Cette controverse a naturellement induit d'actives recherches expérimentales qui permettent, semble-t-il, de la clore. Des expériences faites à l'université Rockefeller de New-York par James Gould ont récemment montré que, comme cela est fréquent lorsque deux hommes de science s'opposent, la vérité est un peu plus complexe que chacun ne l'avait imaginé.

IL importe de bien préciser le point controversé. La danse des abeilles est un fait patent, et il est aussi patent qu'elle contient les informations nécessaires. L'abeille qui a trouvé une nourriture abondante s'installe sur une surface dégagée de la ruche, et danse. Si la nourriture est proche, elle décrit des cercles. Si la nourriture est plus lointaine (plus de 80 mètres), les cercles se déforment et le trajet décrit par l'abeille comprend une partie rectiligne au cours de laquelle l'insecte fait osciller latéralement son abdomen La fréquence des oscillations est d'autant plus lente que la source est plus éloignée, et l'angle que fait le trajet rectiligne avec la verticale (ou la ligne de pente de la surface) est l'angle de la direction du butin avec celle du soleil. Comme l'œil de l'abeille est sensible à la polarisation de la lumière, et que la diffusion atmosphérique polarise celle-ci, le soleil peut être caché ; il suffit d'un coin de ciel bleu pour que l'insecte détermine sa direction.

Von Frisch a parfois fait l'expérience suivante : demander à un visiteur de placer quelque part une coupelle de miel et lâcher au voisinage des abeilles préalablement marquées. A leur retour, ces abeilles dansent, et de l'observation de la danse von Frisch déduit la position du miel.

Mais les autres abeilles sont-elles aussi intelligentes que von Frisch: Quand la découvreuse danse, elles se mettent à la suivre et s'imprègnent manifestement de l'odeur que l'abeille a rapportée. C'est d'ailleurs cette odeur qui permet aux abeilles recrutées par la danseuse de localiser précisément la nourriture. Ne serait-elle pas suffisante pour les y conduire ? Wenner l'a admis, à la suite d'expériences qui poussaient dans ce sens. Il a surtout fait une analyse critique des expériences de von Frisch pour montrer qu'elles ne permettaient pas de trancher absolument entre l'hypothèse de l'information par la danse (et l'odeur en fin de parcours) et celle de l'information par l'odeur seule.

La difficulté d'une expérience cruciale tient à ce qu'on ne peut jamais assurer que deux sources de nourriture ont identiquement la même odeur. Si les abeilles vont préférentiellement à la source de nourriture indiquée par la danseuse et négligent des sources apparemment identiques, c'est peut-être que les odeurs ne sont pas exactement les mêmes ; en particulier, la danseuse peut avoir imprégné sa découverte de son odeur propre.

Pour trancher le débat, James Gould a eu l'idée de faire donner par la danseuse de fausses indications. Dans l'obscurité de la ruche, l'abeille danseuse s'oriente par rapport à la verticale, mais, si elle danse sur une surface éclairée par le soleil, elle oriente sa danse sur celui-ci. Une grosse lampe peut simuler le soleil, et Gould a peint les yeux des danseuses de façon à réduire leur sensibilité à la lumière. La danseuse se croit dans l'obscurité et oriente sa danse par rapport à la verticale. Mais les autres abeilles estiment que sa danse est orientée par rapport à la lampe — et s'envolent dans la mauvaise direction.

Gould place sur le terrain d'expérimentation un ensemble de sources de nourriture analogues à celle que la danseuse a découverte. Une de ces sources est à la même distance de la ruche dont la découverte a motivé la danse et fait avec cette dernière un angle égal à celui de la lampe avec la verticale. C'est vers cette source que les abeilles se dirigent en nombre. Elles négligent toutes les autres, qui sont à des distances ou dans des directions différentes, y compris celle que la danseuse a voulu indiquer. Il est donc clair qu'elles ont suivi les indications données par la danseuse, mais les ont mal interprétées, croyant la danse orientée par rapport à la lampe alors que la danseuse aux yeux peints s'orientait par rapport à la verticale.

L'hypothèse de von Frisch est ainsi confirmée : la danse est un langage qui permet aux abeilles de se communiquer mutuellement l'emplacement d'une nourriture nouvelle. Reste à savoir pourquoi Wenner arrivait à des conclusions divergentes. Gould l'explique par une différence dans la préparation des expériences. Pour les besoins de celles-ci, il faut que la danseuse soit préalablement marquée pour que l'on puisse l'identifier dans la ruche. Il faut donc savoir à l'avance quelle abeille découvrira la nourriture. Von Frisch et Wenner à sa suite marquaient quelques abeilles et les habituaient pendant plusieurs jours à se nourrir toujours au même endroit, où elles disposaient d'une nourriture en faible quantité. Le jour de l'expérience, cette nourriture était abondante et odorante, ce qui déclenchait la danse ; d'autres sources identiques étaient disposées ailleurs. Mais, alors que von Frisch utilisait des parfums différents pour l'entraînement et pour l'expérience, Wenner utilisait le même. Ramené à la ruche pendant l'entraînement, ce parfum n'était pas nouveau pour les abeilles; le fait nouveau était la danse, signifiant l'abondance de nourriture. En schématisant, il semble donc que les abeilles, quand on leur indique une nourriture de senteur nouvelle, suivent les indications de distance et de direction données par la danseuse. Si, par contre, il s'agit d'une odeur bien connue — et l'on peut supposer qu'alors il n'y a pas de risque de confusion, — elles négligent ces informations et ne se fient, si l'on ose dire, qu'à leur nez pour trouver la nourriture.

MAURICE ARVONNY.

EN TOUTE LOGIQUE

Mille en quatre

Problème n° 61

1 000 peut être exprimé d'un grand nombre de manières en une somme de quatre nombres pairs positifs, non nuls. Par exemple :

1 000 = 2 + 4 + 66 + 928

Il peut être également exprimé d'un grand nombre de manières en sommes de quatre nombres impairs telles que :

1 000 = 1 + 3 + 5 + 991

De ces deux sortes de partitions, lesquelles sont les plus nombreuses : les sommes de nombres pairs ou les sommes d'impairs ?

Solution du problème n° 60

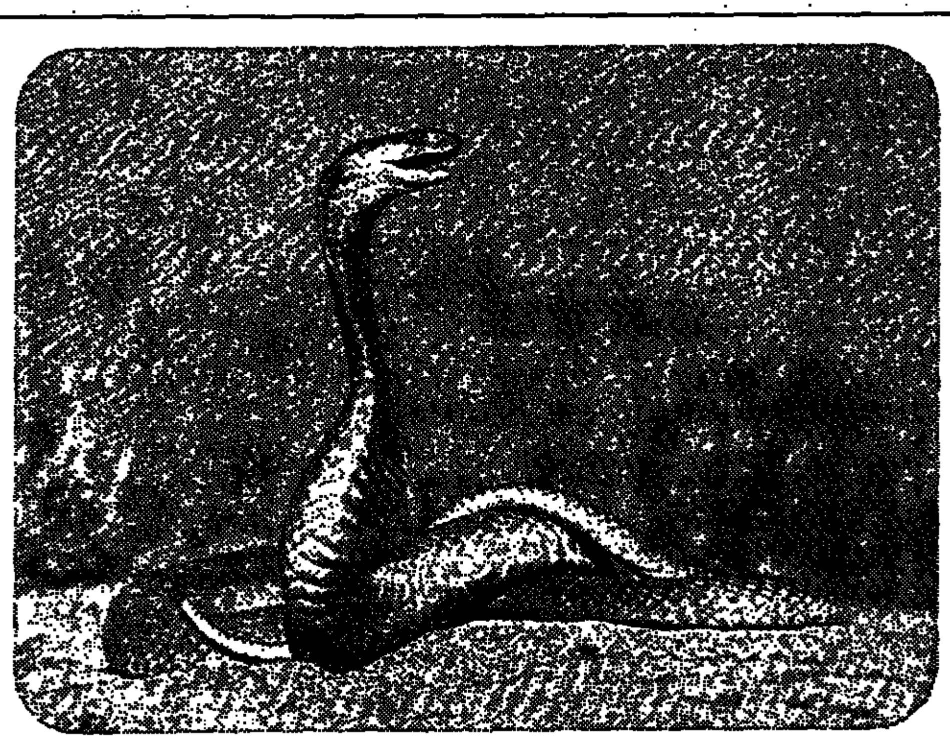
■	●	◆	■	●	◆	■
◆	■	●	◆	■	●	◆
●	◆	■	●	◆	■	●
■	●	◆	■	●	◆	■
◆	■	●	◆	■	●	◆
●	◆	■	●	◆	■	●
■	●	◆	■	●	◆	■
	■	●	◆	■	●	

Il est impossible de recouvrir exactement les 54 cases du rectangle amputé de 2 angles avec des dominos de 3 cases.

Disposons des carrés, des cercles et des losanges sur les cases du rectangle, de telle sorte que 2 cases voisines ne portent jamais le même symbole. Où qu'il soit posé, un domino de 3 cases recouvre 3 symboles différents. Un recouvrement de dominos juxtaposés occupera donc le même nombre de symboles des trois catégories. Or il y a 19 carrés, 18 cercles et 17 losanges.

(Problème proposé par Bernard Lemaire, sur un principe de Salomon W. Golomb.)

PIERRE BERLOQUIN.



Une question de vie ou de mort.
La réponse peut dépendre d'un ordinateur de laboratoire de Digital Equipment.

La morsure de ce cobra égyptien est mortelle, à moins que le sérum approprié ne soit inoculé dans l'heure qui suit. Tout doit aller très vite.

L'ordinateur de laboratoire participe à cette course contre la mort: en quelques minutes il analyse et identifie le venin.

Ce n'est qu'un exemple des possibilités des ordinateurs de Digital Equipment. Ils ont fait leur preuve dans toutes les applications où le facteur «temps de réponse» est déterminant.

Grâce à une gamme variée de périphériques et software spécialisés, les ordinateurs de Digital Equipment sont des outils de laboratoire parfaitement adaptés à la saisie, au traitement et à la restitution des données en temps réel.

On les trouve dans tous les secteurs de la recherche: Chimie, Physique nucléaire, Pharmacie, Biologie etc...

La plupart des grands laboratoires du monde utilisent un ordinateur Digital Equipment.

Associons nos moyens.

Digital Equipment France,
18, rue Saarinen, Centre Silic, Cidex L225,
94533 Rungis, tél. (01) 687 23 33.

Bruxelles: tél. (02) 513 92 56.
Genève: tél. (022) 20 40 20.

digital

VALMONT
clinique médicale
OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 - GLION-S.-MONTREUX (Suisse)
à 1 h. de Genève - Tél. 1941/21/613802 (8 lignes) ; Télex 25277
600 m. d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux. Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique individuelle, du repos et de la tranquillité. — Physiothérapie - Kinésithérapie - Eletrothérapie - Hydrothérapie - Electrocardiographie - Rayons X - Examens de laboratoire. - Brochure et tarif sur demande.
TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE
DANS L'AMBIANCE D'UN HOTEL DE PREMIER ORDRE

(PUBLICITE)

Les 4es journées d'étude du titane et de ses alliages

Ces journées auront lieu à Nantes, au Centre des Congrès Internationaux NEPTUNE, les 2 et 3 mars 1976.

- Les conférences porteront sur les derniers développements technologiques du TITANE et de ses principaux Alliages, sur les problèmes de corrosion, de soudage, de traitements thermiques et de mise en œuvre.
- Pendant ces journées, se tiendra une exposition permanente de matériel en TITANE et Alliage de TITANE.

Pour tous renseignements s'adresser à :

E. N. S. M.
3, rue du Maréchal-Joffre, 44041 NANTES CEDEX
Secrétariat « JOURNEES TITANE »
Téléphone : (40) 74-63-71.

Le plutonium à la poubelle?

(Suite de la page 15.)

Si, en revanche, l'autorisation de recycler le plutonium est donnée, le retraitement peut être rentable sans que cela soit certain. En prenant les chiffres précédents, on trouve, en effet, d'un côté une dépense comprise entre 500 et 1 000 F, et des recettes entre 800 et 1 000 F. L'opération n'est pas obligatoirement rentable.

Le bilan peut même être encore plus défavorable si, par exemple, l'expérience du retraitement montre que son coût est supérieur à 1 000 F ou si du côté des recettes la valeur de l'uranium naturel baisse. Ou encore, si des difficultés de fabrication d'éléments combustibles contenant du plutonium amènent cet élément à valoir moins de 70 F le gramme.

Aussi, les industriels privés ne se lancent-ils actuellement qu'avec précaution dans ce type d'entreprise. Il y a des projets d'usines de retraitement, mais pas de construction. En Europe, seul le C.E.A. français compte mettre en service une unité de retraitement dès le printemps prochain (*le Monde* du 18 février), alors que les autres pays n'ont des projets qu'à échéance de 1982. Pour le reste du monde, seul le Japon fait état d'un projet qui devrait aboutir cette année. Pendant quelques années, il n'y aura donc pas de retraitement ou presque. Les éléments combustibles irradiés seront stockés, quitte à être traités plus tard si la nécessité s'en fait sentir.

Pourrait-on décider de ne pas retraiter ? Certains experts aux Etats-Unis commencent à envisager officiellement cette hypothèse. Les éléments combustibles irradiés seraient de simples déchets.

Cette position, si elle a l'inconvénient d'augmenter considérablement le volume des déchets très radio-actifs, peut avoir des avantages non seulement économiques (si le retraitement n'est pas rentable) mais aussi politiques et sociaux.

Si l'on ne retraite pas, il n'y aura plus de plutonium, donc plus de métal susceptible d'être utilisé à la fabrication d'une bombe atomique. Les gouvernements étrangers qui s'obstineraient à vouloir retraiter les combustibles avoueraient qu'ils le font à des fins militaires, puisque l'opération serait reconnue comme non économiquement rentable. Des pressions politiques pourraient les en empêcher. La vente à l'étranger de stations de retraitement serait ainsi immédiatement stoppée. Les remous suscités par l'exportation de la technologie d'une telle usine au Brésil par la République fédérale d'Allemagne (*le Monde* daté 29-30 juin 1975) ou au Japon par la France (*le Monde* du 31 octobre 1975) s'arrêteraient d'eux-mêmes. Les projets français au Pakistan ou ailleurs n'inquiéteraient plus les Américains. Il n'y aurait plus à envisager de centres régionaux de traitement sous la garde vigilante des puissances nucléaires (*le Monde* du 31 janvier 1976), et l'on n'assisterait plus à des abandons de commande pour raison politique comme celle qui vient d'intervenir entre la Corée du Sud et la France (*le Monde* du 1er novembre 1975). Une solution élégante serait ainsi apportée au problème de la dissémination des armes nucléaires. En outre, il n'y aurait plus de risque de vol de plutonium dans les usines de retraitement ou de fabrication d'éléments combustibles. Or ce risque de vol inquiète fort l'opinion publique américaine. La population craint qu'un gang ne lui fasse un jour un chantage à la bombe atomique.

L'éventualité d'un arrêt officiel du retraitement des combustibles nucléaires n'est donc pas à exclure. Mais alors se posera le problème du volume considérable des déchets radio-actifs. Un nouveau cheval de bataille pour les adversaires de l'énergie nucléaire.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

LA PHOTO-ÉLECTROLYSE

De l'hydrogène à partir du soleil

De nombreux experts considèrent l'hydrogène comme le combustible de l'avenir. L'hydrogène est en effet susceptible de remplacer le gaz naturel dans ses applications aussi bien domestiques qu'industrielles ; il pourrait même être utilisé comme carburant pour les voitures à la place de l'essence. Le gouvernement a annoncé la création, le 13 janvier 1976, d'un comité spécialisé sur l'hydrogène, qui doit encourager les travaux qui lui paraissent le plus propices au développement de l'utilisation de ce combustible.

Comment produire cet hydrogène d'une manière économiquement intéressante ? De très nombreux procédés sont possibles : tous reviennent à briser la molécule d'eau en ses deux composants (hydrogène et oxygène) en apportant de l'énergie. Il est séduisant mais délicat d'utiliser à cet effet l'énergie solaire.

L'EAU est formée de deux atomes d'hydrogène H et d'un atome d'oxygène O. Produire de l'hydrogène à partir de l'eau, c'est « casser » l'eau en ses constituants, c'est-à-dire obtenir des atomes d'hydrogène et d'oxygène ; les atomes de chaque espèce devront ensuite se recombiner deux par deux, en molécules d'hydrogène (constituées par deux atomes d'hydrogène) et en molécules d'oxygène (constituées par deux atomes d'oxygène).

Il faut fournir de l'énergie à l'eau pour la décomposer en ses constituants élémentaires (atomes d'hydrogène et d'oxygène) ou en composés intermédiaires comme des radicaux OH. Mais une bonne partie de l'énergie fournie est récupérée lors de la formation des molécules d'hydrogène et d'oxygène : il faut par exemple, au minimum, une quantité d'énergie égale à 116 kcal pour casser une molécule d'eau en un radical OH et en un atome H ; la moitié de cette énergie, soit 58 kcal, sera restituée quand OH et H se recombineront pour donner une molécule d'hydrogène et une demi-molécule d'oxygène.

Ce processus direct n'est pas économique, puisque pour obtenir les 58 kcal contenus dans le mélange final d'hydrogène moléculaire et d'oxygène moléculaire il a fallu, au départ, dépenser le double, soit 116 kcal (pour décomposer l'eau en OH et H) ; le rendement du processus direct est donc au plus de 50 %.

La situation se complique encore davantage si l'on veut utiliser l'énergie solaire. Il s'agit en effet d'utiliser l'énergie d'un photon solaire pour casser la molécule d'eau. Pour y arriver directement, il faut donc que le photon solaire ait une énergie au moins égale à 116 kcal ; or l'énergie d'un photon solaire est inférieure à cette valeur. En revanche, de nombreux photons solaires ont une énergie supérieure aux 58 kcal du mélange final d'hydrogène et d'oxygène moléculaires ; ils pourraient donc être utilisés pour décomposer l'eau en hydrogène et oxygène moléculaires si l'on n'était pas obligé de passer par la formation des radicaux comme OH. Les théoriciens ont donc imaginé tout un ensemble de cycles pour parvenir à cette fin.

Par exemple en utilisant des sels de cérium :

$$Ce^{+++} + H_2O \xrightarrow{\text{Photon}} Ce^{++++} + H + OH^-$$
$$Ce^{++++} + \tfrac{1}{2}H_2O \longrightarrow Ce^{+++} + H^+ + \tfrac{1}{4}O_2$$
$$H^+ + OH^- \longrightarrow H_2O$$

soit en additionnant les trois réactions, la réaction globale :

$$\tfrac{1}{2}H_2O \longrightarrow H + \tfrac{1}{4}O_2$$

Une seule réaction, la première, a exigé de l'énergie d'un photon ; les autres sont spontanées. On utilise donc un processus indirect puisque le photon solaire, au lieu d'être directement absorbé par l'eau, agit sur celle-ci par l'intermédiaire du sel de cérium. La théorie montre alors qu'il faut que les photons aient une énergie supérieure à 86 kcal, ce qui est un gain considérable en regard des 116 kcal exigés par le processus direct. Malheureusement, dans la pratique, les choses ne se passent pas si bien ; les sels de cérium nécessaires n'absorbent pas les photons de 86 kcal ; ils n'absorbent que des photons d'énergie de l'ordre de 110 kcal, de telle sorte que l'on ne gagne finalement pas grand-chose. Cette démarche a toutefois conduit les chimistes à rechercher des composés qui, d'une part, permettent des cycles intéressants et, d'autre part, absorbent les photons lumineux dans des conditions rentables.

Un phénomène physique

Certains cycles peuvent faire intervenir des phénomènes non seulement chimiques, mais aussi physiques : c'est le cas de la photo-électrolyse. Deux électrodes sont immergées dans de l'eau. L'une est constituée par un métal semi-conducteur, l'autre est une électrode de platine. L'électrode semi-conductrice est capable d'absorber les photons solaires ; il y a alors expulsion d'électrons.

Ces électrons sont capables de passer spontanément du semi-conducteur — qui constitue une électrode — au platine — qui forme l'autre électrode — en passant à travers un fil conducteur extérieur qui les relie. Il apparaît ainsi un courant électrique. Les ions H toujours présents dans l'eau capteront chacun un électron à l'électrode de platine pour devenir des atomes d'hydrogène ; les ions OH également présents dans l'eau céderont leur charge négative à l'électrode semi-conductrice. Au cours de la réaction, on obtiendra un dégagement d'hydrogène à l'électrode de platine et un dégagement d'oxygène à l'électrode semi-conductrice.

La rentabilité du système dépend de la plus ou moins grande capacité d'absorption des photons solaires par l'électrode semi-conductrice. Elle dépend aussi de l'efficacité du semi-conducteur utilisé. Des études expérimentales menées aux Etats-Unis par le professeur Tchernev ont montré qu'une électrode semi-conductrice en oxyde de titane (TiO_2) est efficace à presque 100 % (tout photon absorbé fait apparaître un électron). Malheureusement, l'oxyde de titane ne peut absorber qu'une fraction faible des photons solaires, de telle sorte que le rendement global du système est encore bas. On peut espérer l'améliorer beaucoup en choisissant un semi-conducteur bien adapté ; une telle recherche est ardue. Toutefois, selon le professeur Tchernev, « *théoriquement, nous pouvons obtenir un rendement de 40 %. Même à des rendements de 5 à 10 %, l'hydrogène est produit à des coûts compétitifs ; si nous arrivons à atteindre un rendement de 30 %, je pense que le prix sera comparable ou inférieur à celui du gaz naturel, qui est à l'heure actuelle le combustible le moins onéreux* ». Même en laissant sa part à l'optimisme du chercheur, la voie mérite d'être explorée.

Les recherches sur la production d'hydrogène en utilisant l'énergie solaire se heurtent d'une manière générale à des difficultés d'ordre expérimental considérables. La chimie et la physique des produits concernés sont encore mal connues. Il est donc justifié d'espérer une amélioration sensible des rendements énergétiques. Mais il est prématuré d'avancer des données économiques valables sur le plan industriel.

L'avenir de ces recherches est lié au développement de technologies nouvelles, telles que la collecte des gaz produits et dans certains cas la séparation des gaz hydrogène et oxygène. La photo-électrolyse de l'eau n'en demeure pas moins une application originale et ouvre des perspectives attrayantes de domestication de l'énergie solaire. L'extraction de l'hydrogène de l'eau par la lumière n'est-elle pas utilisée largement dans la nature avec la synthèse chlorophyllienne ?

FRANCE LASNIER.

LA LOCALISATION DES ZONES A HAUTS RISQUES DEVRAIT ATTÉNUER LES CONSÉQUENCES DES CATASTROPHES NATURELLES

La conférence intergouvernementale sur l'évaluation et la diminution des risques sismiques récemment réunie à l'UNESCO a été marquée par le fait que, pour la première fois, les facteurs humains, sociaux et économiques ont été pris en considération à part égale avec les facteurs traditionnels de la sismologie : détermination des zones sismiques, prévisions et construction, génie civil.

A propos du tremblement de terre du Guatemala, M. Jean-Paul Lévy, représentant le bureau du coordonnateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe, a rappelé que les pays en voie de développement sont particulièrement vulnérables à tous les désastres naturels, parmi lesquels les séismes ne sont pas les plus importants, et de loin (de 1947 à 1970, les catastrophes naturelles ont tué plus d'un million de personnes, dont 70 à 75 % sont mortes dans des cyclones tropicaux ou des inondations).

Chaque année, les catastrophes naturelles coûtent aux pays en voie de développement en moyenne 2 à 3 % de leur produit national brut (la « note » du cyclone « FIFI », qui a ravagé le Honduras en 1973, s'est élevée à 55 % du P.N.B. de ce pays pour l'année 1974-1975). Il s'agit donc d'un véritable cercle vicieux : d'un côté, des milliers de morts et des dégâts considérables sont dus en grande partie à l'état de sous-développement (constructions traditionnelles inadéquates, installations vitales peu résistantes) ; de l'autre, les catastrophes contribuent à maintenir ou même à aggraver l'état de sous-développement.

Pourtant, selon M. Lévy, les pays en voie de développement pourraient prendre des mesures peu coûteuses mais efficaces, non pas en promulgant des codes de construction parasismiques ou autres, dont l'application serait totalement illusoire, mais en suivant le simple bon sens. Ainsi, à Lice (Turquie), ce n'est pas le tremblement de terre de septembre 1975 qui a détruit directement la ville : une bonne partie des maisons ont été écrasées par des rochers tombés des falaises surplombant les constructions. Une implantation nouvelle à quelques dizaines ou centaines de mètres du site suffirait donc à épargner la bourgade qui sera reconstruite.

Dans les pays en voie de développement, la population rurale est en très forte majorité et les usines ou grandes installations sont encore très dispersées. Pour préserver l'avenir, ces pays doivent donc, dès à présent, étudier soigneusement l'implantation de leurs futurs investissements de manière à éviter les zones les plus critiques, qui sont localisables.

Des spécialistes ont calculé que, dans les vingt-cinq prochaines années, les hommes devraient bâtir autant de constructions diverses (maisons, usines, bâtiments publics...) que depuis le début de l'humanité.

Trois cents petits tremblements de terre chaque année en France

DU point de vue sismique la France, n'est ni le Japon, ni la Californie, ni l'Amérique latine. L'activité sismique y est assez réduite. Cependant on enregistre chaque année en moyenne trois cents petites secousses (de magnitude comprise entre 2 et 4,5, dont la quasi-totalité ne sont pas ressenties par les populations des régions concernées. Mais il se produit, de temps à autre, des secousses violentes dont les chroniques du passé nous ont conservé le souvenir et dont la liste (couvrant la période 1021-1969) figure en annexe dans le « Document technique unifié, Règles parasismiques 1969 » publié en 1970 par les éditions Eyrolles. Parmi les tremblements de terre les plus meurtriers de cette liste, on peut citer notamment : 1227, région d'Aix-en-Provence et de Lambesc 5 000 (?) morts ; 1248, Maurienne, 9 000 (?) morts ; 1956, La Bollène (près de Nice, 150 morts ; 1564, la Bollène, 500 morts ; 1887, région de Nice, quelques morts, mais très nombreuses victimes en Ligurie italienne ; 1909, Lambesc et sa région, 40 morts.

Que fait-on, en France, pour se prémunir, contre le risque sismique ? La recherche sismologique dépend des universités : Instituts de physique du globe (I.P.G.) de Paris et de Strasbourg qui existent depuis longtemps, Institut de physique du globe de Clermont-Ferrand, équipes de géophysique à Montpellier et à Grenoble (cette dernière étant toute récente). L'ORSTOM (Office de recherche scientifique et technique outre-mer) s'occupe de sismologie, notamment à Nouméa. En outre, l'I.P.G. de Paris a trois réseaux d'observation modernes, l'un en Martinique, l'autre en Guadeloupe, le troisième en T.F.A.I., installés grâce à l'aide de l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG).

En tout, une cinquantaine de sismologues français font de la recherche théorique, notamment sur les mécanismes de propagation des ondes, sur la structure de la lithosphère, et sur les phénomènes du foyer. L'INAG s'efforce, depuis 1968, de coordonner la recherche universitaire et attribue à celle-ci des crédits de l'ordre du million de francs par an, qui viennent s'ajouter aux crédits de fonctionnement inclus dans les budgets normaux des universités.

Un réseau mobile

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et l'Electricité de France ont été amenés à s'occuper de sismologie pour leurs besoins propres. Le laboratoire de détection et de géophysique (L.D.G.) du C.E.A. a ainsi installé vingt stations, qui constituent le seul réseau sismologique cohérent existant en France. Il a été mis en place initialement pour repérer les explosions nucléaires étrangères. Ce réseau vient d'être augmenté grâce à une convention passée avec l'INAG : une nouvelle station permanente est déjà installée en Corse. Cette année viendra le tour d'une station pyrénéenne et plus tard de stations supplémentaires implantées dans les Alpes et dans les Pyrénées. En échange, les données recueillies par ce réseau sont mises à l'entière disposition des sismologues universitaires.

On s'occupe assez peu, sur le plan pratique, de la sismicité générale de la France. Cette lacune a été nettement perçue, puisqu'en 1975 le C.E.A., l'E.D.F., le service central de sûreté nucléaire du ministère de l'industrie et de la recherche et le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) ont commencé la réalisation d'une carte sismotectonique de la France (*le Monde* du 31 décembre 1975), qui devrait être achevée en 1978. En outre, la délégation générale à la recherche scientifique et technique et l'INAG ont donné à l'I.P.G. de Strasbourg les crédits nécessaires à la constitution d'un réseau mobile : six premières stations relativement légères sont déjà utilisées en Provence, six autres stations analogues compléteront bientôt ce réseau mobile. L'INAG a enfin créé un centre national de données sismologiques.

Tout cela doit s'accompagner d'études plus pratiques, mécanique des sols ou génie civil, par exemple. La sécurité civile du ministère de l'intérieur a, certes, demandé au B.R.G.M. d'étudier les « zones exposées aux risques des mouvements du sol et du sous-sol » (plan Zermos), mais ceci concerne les risques de glissements, éboulements, effondrements, tassements, tous d'ailleurs augmentés par le risque sismique proprement dit. Pour le moment, seule l'Ecole nationale supérieure de géologie de Nancy envisage de créer une section de géophysique appliquée.

YVONNE REBEYROL.

Océanographie et navires marchands

LES paramètres physiques de l'océan mondial sont encore mal connus. Des expéditions océanographiques mesurent, certes, la température et la salinité de l'eau en surface ou en profondeur. Mais elles sont forcément très limitées dans le temps et, en fin de compte, l'évolution annuelle ou saisonnière de ces paramètres est encore mal connue, même en surface. Elle serait pourtant très utile, aussi bien pour améliorer la compréhension des échanges entre l'océan et l'atmosphère (clés de la météorologie) que pour développer la pêche. Par des prélèvements et des mesures simples, les navires marchands desservant des lignes régulières pourraient fournir des données tout au long des années.

Des chercheurs de l'ORSTOM (Office de recherche scientifique et technique outre-mer) ont eu cette idée : le premier, M. Georges-Roger Berrit, en 1958-1959, le long des côtes d'Afrique ; les seconds, MM. Jean-René Donguy et Christian Hénin, depuis 1969, dans le Pacifique. Des compagnies françaises, japonaises, britanniques et australiennes de navigation et les officiers des navires coopèrent volontiers — et bénévolement — à la collecte de données. En général, mesures de température et prélèvements d'eau de surface (les analyses de salinité sont faites à terre dans les laboratoires de l'ORSTOM de Nouméa) se font toutes les six heures, accompagnés de relevés météorologiques.

Déjà les données recueillies depuis 1969 entre Nouméa et le Japon ont montré que les variations saisonnières de température et de salinité superficielles ne coïncidaient pas toujours avec le schéma théorique. Ainsi, pendant l'été de l'hémisphère boréal, le contre-courant équatorial nord du Pacifique occidental est-il beaucoup moins salé qu'on ne le croyait. Depuis 1972, MM. Donguy et Hénin ont étendu leur « réseau » à des lignes Nouméa-Hongkong, Nouméa-nord du Japon et sud du Japon, Tahiti-Panama et, occasionnellement, Nouvelle-Zélande-Panama.

Il conviendrait maintenant de monter un réseau dans l'Atlantique et dans l'océan Indien. Pour cela, l'ORSTOM a pris contact avec le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO).

Y. R.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

BIOLOGIE

Des cellules séparées dans l'espace

Certaines cellules du rein, 5 % environ, produisent une enzyme, l'Urokinase, qui agit sur les caillots qui bouchent les veines et les artères lors des maladies comme les phlébites. Il est médicalement intéressant d'isoler ces cellules. On peut songer par la suite à les cultiver.

Mais en pratique cette séparation est très difficile. Un chercheur américain des laboratoires Abbott de Chicago, Grant Barlow, vient d'y parvenir d'une curieuse façon. Il a procédé à l'électrophorèse d'un ensemble de cellules du rein. Les cellules sont placées dans un champ électrique. Celles qui produisent l'urokinase et les autres cellules subissent alors des forces très légèrement différentes, ce qui permet, en principe, de les isoler. Mais sur la Terre, ce procédé n'a jamais réussi, car la pesanteur crée des mouvements de convection qui mélangent les cellules. Aussi a-t-il fait procéder à l'électrophorèse dans l'espace d'un ensemble de cellules, lors de la récente mission Apollo-Soyouz. Et les cellules ont été réellement séparées en raison de l'apesanteur.

TECHNIQUES

Des lentilles d'indice variable

La plupart des appareils optiques de bonne qualité, par exemple les objectifs photographiques, sont formés de plusieurs lentilles accolées. Chacune des lentilles corrige les défauts des autres, de telle manière que le résultat final est satisfaisant. Mais le procédé est onéreux. Aussi depuis longtemps cherche-t-on à diminuer le nombre de lentilles tout en conservant la même qualité. Cela est possible soit en utilisant des lentilles dont les faces ne sont pas des portions de sphère, mais des surfaces plus compliquées, soit en utilisant un verre dont l'indice n'est pas le même partout.

C'est ce deuxième procédé qui est actuellement étudié aux Etats-Unis, à l'université de Rochester et dans une société privée voisine Bausch et Lomb. Des atomes d'argent sont diffusés avec précaution dans le verre produisant des variations locales d'indice. Il ne reste plus ensuite qu'à tailler dans ce verre des lentilles de forme normale pour obtenir des lentilles corrigées de nombreuses aberrations. Mais le passage au stade industriel demande encore beaucoup d'études. Ces lentilles ne devraient pas être commercialisées avant quelques années.

TRANSPORTS

Retour des trolleybus ?

Véhicule qui semblait en voie de disparition, le trolleybus prend un nouveau départ. En Suisse, plusieurs villes, Genève, Lausanne, Lugano, La Chaux-de-Fonds, prolongent des lignes existantes ou en équipent de nouvelles. Aux Etats-Unis, San-Francisco renouvelle son matériel. La crise pétrolière et la lutte contre la pollution urbaine sont à l'origine de ce retour en faveur. Il a été facilité par des progrès techniques : on sait construire avec des semi-conducteurs des dispositifs changeant la tension d'un courant continu qui peuvent supporter les sévères contraintes auxquelles est soumis un véhicule de transport urbain. Et de nouveaux moteurs, utilisant des thyristors ou des circuits « hacheurs » peuvent mettre fin à un déclin qui paraissait irréversible quand le pétrole coulait à flots.

VIE DE LA RECHERCHE

Création de l'IRMADE

L'Institut de recherche de mathématiques de la décision (IRMADE) vient d'être créé. Il rassemble des groupes de travail, séminaires et colloques sur des sujets d'intérêt commun aux mathématiques et aux sciences sociales, notamment économiques. Cette institution vise à coordonner d'une manière très souple les activités des équipes de recherche existant déjà à l'INSEE, à l'E.N.S.A.E. (Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace), à l'E.D.F. au Gepremap (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification), au laboratoire d'économie de l'Ecole polytechnique et à l'Université de Paris-IX-Dauphine.

Cet institut doit servir à expérimenter la notion de « *groupe thématique de recherche mathématique* ». A moyen terme, l'IRMADE se chargera de l'invitation de chercheurs, de l'organisation de colloques et congrès, de la gestion d'une bibliothèque de prêt. A long terme, l'IRMADE pourrait conseiller les utilisateurs extérieurs de méthodes mathématiques de pointe.

مكبر من الأصل

هكذا من الأصل

ACTUALITÉ MÉDICALE

Conseil génétique et diagnostic prénatal : réduire les handicaps à la naissance

Chaque année, 2 % d'enfants naissent avec un handicap. Pendant longtemps, la science médicale est restée totalement désarmée devant les drames familiaux qu'entrainent ces handicaps, dont nombre altèrent les facultés mentales. Aujourd'hui, les choses ont changé. Si beaucoup d'affections sont encore inévitables, certaines peuvent désormais être écartées grâce au conseil génétique et à son corollaire, le diagnostic prénatal.

Jusqu'à ces dernières années, le conseil génétique se bornait à évaluer les risques, pour une famille, de naissance d'un enfant anormal, en fonction de l'âge de la mère, des antécédents familiaux ou des anomalies des précédentes grossesses. Désormais, avec le diagnostic prénatal, il est possible de connaître certaines anomalies du fœtus, au début de la grossesse, d'en avertir les parents à un stade relativement précoce, où l'interruption de grossesse est encore possible. Jamais à ce jour les biologistes n'ont eu autant de pouvoir et de responsabilité, puisque du résultat de leurs analyses dépend un verdict de vie ou de mort. Leur optimisme est cependant manifeste puisque, depuis quelques années et même quelques mois pour certaines affections héréditaires, il leur est possible d'encourager des parents angoissés, sur lesquels pèsent des menaces génétiques non négligeables, à avoir les enfants sains qu'ils désirent.

Le conseil génétique qui permet aujourd'hui, par exemple, aux mères âgées de plus de quarante ans d'éviter le risque élevé (4 à 5 %) de donner le jour à un enfant mongolien, s'inscrit en droite ligne dans un programme de politique nataliste et de lutte contre les handicaps de la naissance.

Les progrès spectaculaires de la biologie ont fait leurs preuves, mais les perspectives d'avenir sont encore plus prometteuses. C'est ce qu'ont clairement démontré, le lundi 23 février, à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), les docteurs Feingold (Hôpital des enfants malades), Joëlle et André Boué (Centre international de l'enfance).

Bec de lièvre, hémophilie, mongolisme, myopathie : ces affections redoutables qui atteignent des familles « *à risques* » *pourraient* être prochainement un mauvais souvenir. On a tout lieu de l'espérer, si le conseil génétique moderne quitte les laboratoires de recherche pour entrer dans la routine et si de nouvelles recherches très prometteuses aboutissent.

Le conseil génétique est, en fait, la prise en charge biologique et psychologique d'une grossesse dès avant la conception et jusqu'au terme par une équipe pluridisciplinaire groupant généticiens, biologistes, gynécologues-obstétriciens. Il s'adresse avant tout à des familles, à des parents « à risques » qui, ayant eu, soit des antécédents pathologiques, soit un descendant anormal, peuvent maintenant, par consentement éclairé, décider de l'opportunité d'une grossesse, et de son devenir, en vertu du verdict des analyses.

Le conseil génétique groupe un certain nombre d'actes dont l'ensemble autorise, dans des cas très déterminés de prédispositions familiales ou d'âge de la mère, la venue à terme d'enfants sains, ou plus exactement d'enfants ne présentant pas plus de risques que la population générale. Il comprend avant tout une consultation de génétique, hors de toute période de grossesse : soit à l'adolescence, pour avertir un jeune, apparemment sain et en âge de procréer, qu'il est transmetteur ou non d'une affection héréditaire ; c'est le cas des ethnies noires et méditerranéennes, pour lesquelles les maladies liées à des anomalies de l'hémoglobine sont très fréquentes (*le Monde* du 20 août 1975), soit lors des consultations prénuptiales (maladies liées au sexe, à un groupe ethnique, mariage entre cousins germains) ; soit enfin après la naissance d'un enfant malformé. La consultation de génétique aboutit, en fonction des résultats d'analyses, notamment chromosomiques, à conseiller ou à déconseiller une grossesse. Jusqu'à ces derniers temps, ces consultations étaient plutôt négatives, et se soldaient dans bien des cas par un conseil de contraception. Maintenant, le diagnostic prénatal, par ponction amniotique (amniocentèse) et culture de cellules fœtales, permet de conseiller la procréation à des couples qui s'étaient jusque-là privés, par prudence, d'avoir un enfant ; sous réserve toutefois qu'ils acceptent de recourir, en cas d'analyse positive (enfant à chromosomes anormaux, ou à maladie métabolique décelée) à une interruption volontaire de grossesse, ce qui représente 4 à 5 % des grossesses de mères âgées de plus de quarante ans, et 25 % de celles de parents transmetteurs de maladies récessives.

Une sanction de vie ou de mort

Actuellement, les méthodes d'analyse permettent de déceler les anomalies chromosomiques « *libres* » (erreur de division non liée à l'hérédité) ou liées à une anomalie de l'un des parents sain d'apparence. La plus répandue est le mongolisme, ou trisomie 21 (un chromosome surnuméraire sur une paire précise), mais d'autres anomalies chromosomiques plus rares sont également décelables qui permettent d'éviter la naissance d'enfants handicapés. D'autre part, une trentaine de maladies métaboliques (notamment des déficits enzymatiques importants) peuvent être maintenant déterminés à un stade relativement précoce de la grossesse (quatrième mois).

Ce diagnostic prénatal rassure à l'évidence bien des familles qui n'osaient procréer ou vivaient une grossesse dans l'angoisse. Il s'adresse toutefois à des parents responsables, à même d'être éclairés et qui devront admettre la sanction de vie ou de mort qui peut ressortir de ces analyses.

Faisant état de 644 diagnostics *prénataux*, les docteurs J. et A. Boué, ont montré que sur 599 diagnostics chromosomiques, 16 anomalies conduisant à des interruptions de grossesse ont été décelées, dont 2 liées à une anomalie chez un parent, 12 liées à l'âge de la mère, 2 liées à une grossesse pathologique. 25 examens ont été faits pour déceler chez des couples prédisposés des anomalies métaboliques et quatre ont été décelées. 20 examens ont été entrepris pour diagnostiquer une anomalie du tube neural (anencéphalie ou encore non-fermeture de la colonne vertébrale avec atteinte de la moelle épinière), tous ont été négatifs. Ainsi, 624 femmes ont pu mener à terme leur grossesse dans la sérénité tandis que 20, prévenues à temps, ont pu décider d'une interruption de grossesse, à indication thérapeutique, et envisager pour l'avenir une autre grossesse, à l'évidence désirée.

Au début de l'année 1976, on pouvait estimer à 6 000 le nombre de diagnostics établis avec une très grande fiabilité en Europe du Nord et de l'Ouest.

Dans l'état actuel des choses, cinq laboratoires en France sont équipés pour faire ces diagnostics qui coûtent environ 1 000 francs chacun (c'est-à-dire moins qu'uen journée de réanimation dans un centre de soins intensifs, et bien moins que l'entretien d'un enfant handicapé).

Pour le moment, les frais ne sont pas remboursés par la Sécurité sociale, mais pris en charge sur les crédits de recherche. La Sécurité sociale, cependant, envisage dans la révision de sa nomenclature des actes biologiques, de faire figurer ces examens malgré leur caractère indiscutablement préventifs.

Des perspectives d'avenir

Le Conseil génétique est maintenant à un tournant de sa destinée : les méthodes sont suffisamment précises et fiables pour quitter le domaine de la recherche et entrer dans celui de la routine. Dans l'état actuel des choses, il faudrait environ trente laboratoires équipés à personnel hautement qualifié, effectuant en moyenne cinq cents examens par an, pour subvenir aux diagnostics prénataux de grossesses de mères âgées de plus de quarante ans.

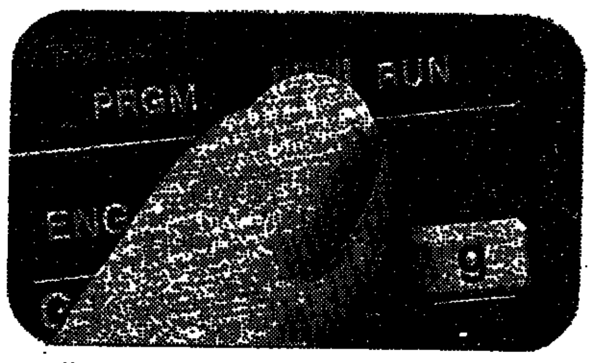
Comme le fait remarquer le docteur Boué, ces examens ont, dans une perspective nataliste, un effet psychologique extrêmement rassurant pour des femmes qui souhaitent procréer, mais n'osent le faire, par peur d'un risque non négligeable. La quiétude pour 1 000 francs n'est cependant plus un problème de recherche mais un choix de société. La recherche, pour sa part, a d'autres objectifs et perspectives d'avenir : trop de maladies métaboliques ne peuvent être encore diagnostiquées à un stade précoce de la grossesse. D'autre part, on peut espérer, dans un avenir proche, la mise au point de la foetoscopie, qui permettra de visualiser le foetus et ses éventuelles malformations d'organes et facilitera la prise de sang foetal. Lorsqu'on pourra prélever du sang chez le foetus sans le léser, un grand pas sera fait pour établir le diagnostic prénatal de certaines maladies comme l'hémophilie, la myopatie, notamment. Enfin, les biologistes ne désespèrent pas de mettre au point prochainement un diagnostic prénatal de la mucoviscidose ou fibrose kystique, maladie très répandue, souvent mortelle dans la petite enfance.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

● *L'affaire du sérum d'Epinal* — La famille de Mme Charles Heperle, morte au Centre hospitalier universitaire de Nancy après sept semaines d'agonie due à un sérum glucosé non stérile (*le Monde* du 24 février), a porté plainte auprès du procureur de la République d'Epinal. Cette plainte contre X. entraine l'ouverture d'une information judiciaire.

M. Bréart, directeur des laboratoires Fandre qui ont fourni le sérum, sera entendu par le président du tribunal de grande instance d'Epinal, le mercredi 25 février, dans le cadre de l'ordonnance en référé déposée par les responsables de la clinique Notre-Dame où le sérum avait été injecté.

La programmation à votre portée.



Tous les calculs répétitifs et fastidieux, vous pouvez vous en libérer grâce à ce commutateur commun aux trois calculateurs de poche programmables Hewlett-Packard : un coup de pouce, et il travaille pour vous.

Enregistrez vos propres programmes. Et, en cas de calculs répétitifs, ne passez plus votre temps à réintroduire continuellement les algorithmes : enregistrez une fois pour toutes les constantes et les fonctions ; ensuite, introduisez les variables pour résoudre rapidement vos problèmes.

Tout cela est très simple, logique et pratique. De nombreuses années d'expérience dans le domaine des calculateurs programmables ont permis à Hewlett-Packard de mettre au point une combinaison particulière du matériel et du logiciel pour vous offrir ainsi une très grande puissance de calcul.

Les nombreuses fonctions préprogrammées vous dispensent de toutes manipulations superflues. La notation polonaise inverse, avantage Hewlett-Packard, est associée à une pile opérationnelle de 4 registres qui conservent et restituent, au moment voulu, jusqu'à trois résultats intermédiaires : vous n'avez donc plus à stocker les données pour les rappeler ensuite. Vous bénéficiez de plus de mémoire que vous ne pouvez en espérer d'un calculateur de poche, non programmable.

Chaque calculateur programmable Hewlett-Packard est livré avec un *manuel d'utilisation en français* très complet contenant des instructions de programmation détaillées et de nombreux exemples, un étui souple de transport et un chargeur-adaptateur.

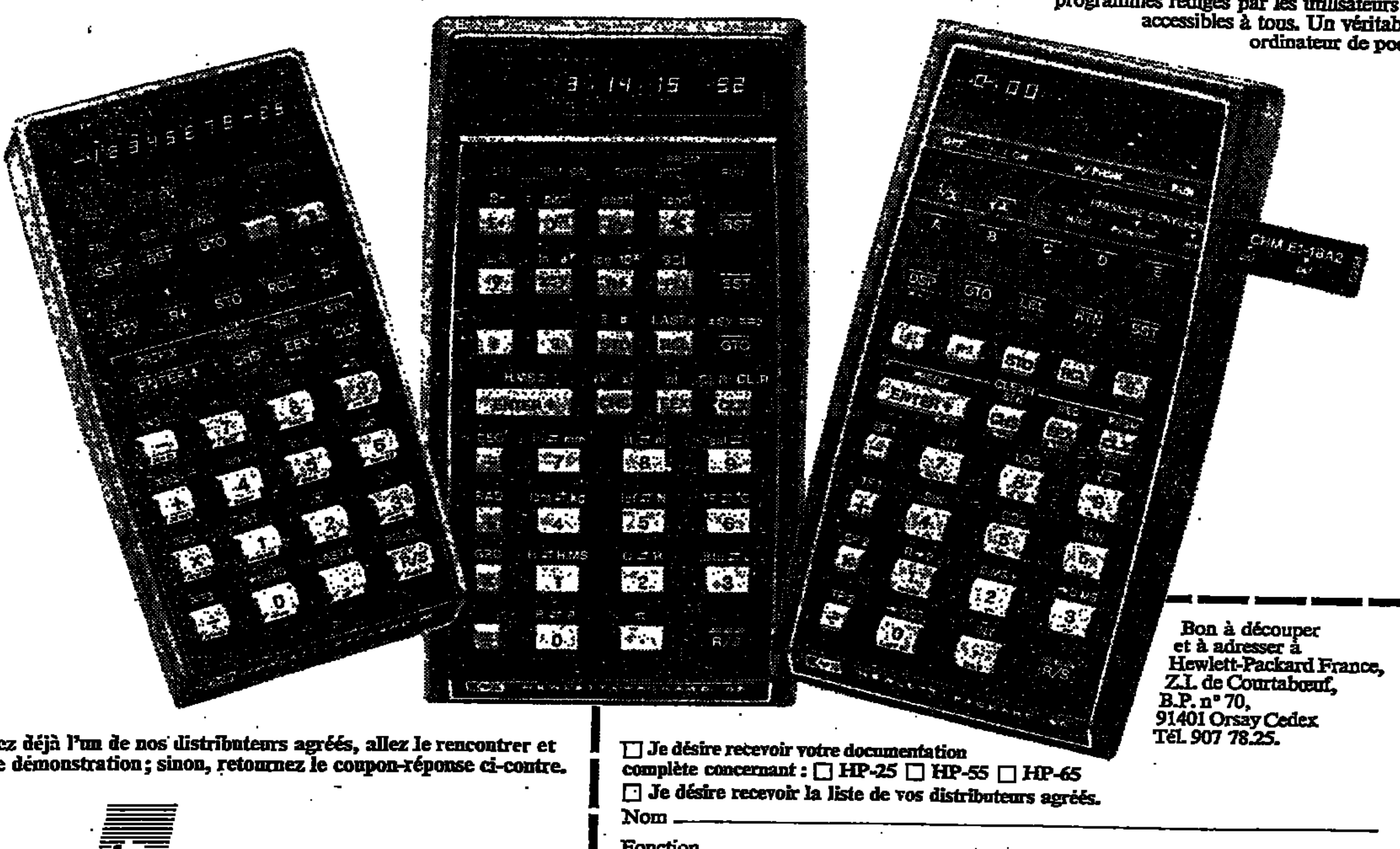
D'autre part, pour chaque calculateur, il existe un ou plusieurs recueils de programmes d'application choisis dans divers domaines : mathématiques, statistiques, finances, électronique, topographie, navigation, jeux, etc. La garantie totale d'un an est assurée par 172 agences Hewlett-Packard dans 65 pays.

Une gamme *unique* de calculateurs de poche programmables.

unique, le HP-25 avec la notation ingénieur (notation scientifique en multiple de 10±3) • 49 pas de programme (chacun pouvant contenir jusqu'à 3 instructions) • 72 fonctions mathématiques, scientifiques et statistiques préprogrammées • une programmation à la portée de tous • 13 registres mémoire dont 8 indépendants et adressables.

unique, le HP-55, calculateur à 4 dimensions : • 49 pas de programme • 20 registres mémoire adressables • 86 fonctions scientifiques et statistiques préprogrammées • un chronomètre numérique incorporé précis au 1/100e de seconde • robuste, fiable, complet.

unique, le HP-65, calculateur entièrement programmable • une mémoire programme de 100 pas • un lecteur de cartes qui permet d'introduire des programmes à partir de cartes magnétiques ou d'enregistrer des programmes frappés au clavier • de nombreuses fonctions préprogrammées directement accessibles au clavier • une mémoire puissante • un logiciel d'applications spécialisées et une banque de programmes rédigés par les utilisateurs et accessibles à tous. Un véritable ordinateur de poche.



Si vous connaissez déjà l'un de nos distributeurs agréés, allez le rencontrer et demandez-lui une démonstration ; sinon, retournez le coupon-réponse ci-contre.

HEWLETT hp PACKARD

172 points de vente dans 65 pays assurent le service après-vente

Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex Tél. 907 78.25.

☐ Je désire recevoir votre documentation complète concernant : ☐ HP-25 ☐ HP-55 ☐ HP-65
☐ Je désire recevoir la liste de vos distributeurs agréés.
Nom
Fonction
Société
Adresse
Tél.
MON76/1

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le silence des mots

Il y avait une séquence assez cocasse dans l'émission de Jean-Pierre Chabrol, lundi soir, « les Mots, les pauvres mots », les mots crus, les gros mots chassés de la langue française, assassinés avec Tabarin — bing ! bang ! On le voit tomber d'une balle dans le dos dans la cour d'un château. — exclus par Richelieu de l'Académie qu'il vient de fonder. Ces mots bannis, ces mots oubliés, pleins de suc et de sève, ceux de Rutebeuf, ceux de Rabelais (ce n'était déjà plus, je me permets de le signaler, ceux de Montaigne), oui, les mots et même les phrases du prologue de Gargantua, on les lit à haute voix, sur le ton grandiloquent d'un cours magistral — il faut respecter les classiques ! — dans la foule pressée autour d'une bouche de métro. Et on s'étonne. Et on s'indigne : les gens passent, indifférents. Voyez ce jeune homme aux longs cheveux, oui en blouson rouge, c'est un mur, il ne renvoie plus les balles. Pourquoi un tel barrage ?

Il n'y a pas barrage, il y a clivage. Ce jeune homme emploie probablement des mots à lui, des mots nouveaux, des mots à tu et à toi, avec ceux d'une grande partie de sa génération. Au lieu de clamer une évidence, l'énorme distance qu'il y a — et cela dans le monde entier — entre le bien parler des nantis, des bourgeois, des tribunes et des medias, et le beau parler des petits, des ouvriers, des cours de ferme et d'usine, au lieu d'appliquer entre le haut et le bas de l'échelle sociale une grille, toujours la même et toujours en porte à faux, on aurait mieux fait de nous indiquer les points de clivage entre corps de métier, générations, provinces et quartiers.

Comment s'exprime le fils de ce retraité de Belleville, amené là comme un ours au bout de sa chaîne. Dites un peu « gratter » pour travailler, et « nase » pour avarié. Est-ce assez cocasse ? Oyez bonnes gens, laissez-vous aller, n'hésitez pas, faites-en autant.

Jusqu'au quatorzième siècle, nous a expliqué Jacques Cellard, au nord de la Loire, seigneurs et manants parlaient la même langue. Que s'est-il passé ensuite ? On ne nous a pas permis de rester là à l'écouter, on nous a emmenés célébrer une noce du côté du marché aux Puces. C'était gentil, mais quand on est revenu à Cellard, lui en était déjà à 1820, à la séquestration de la langue, instrument de savoir et de pouvoir, par la classe dominante. Où et quand l'argot, instrument du secret, « langue des classes dangereuses », de l'anarchie et de la contestation, s'est-il infiltré dans les deux langues, celle des P3 et celle des polytechniciens ? On ne nous en a rien dit. En revanche, on a laissé Céline affirmer de sa voix éteinte que l'argot se fait avec la misère de l'ouvrier, « se fait avec la haine ». Dans la bouche de l'auteur de Bagatelle pour un massacre, ces mots-là ont un écho inquiétant. Ils appelaient sinon un commentaire au moins une note.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 24 FEVRIER

— *La C.F.T.C.* expose son point de vue à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

MERCREDI 25 FEVRIER

— *M. Edgar Faure*, président de l'Assemblée nationale, est l'invité du Journal de France-Inter à 13 heures.

— *M. Jean Lecanuet*, ministre d'Etat, garde des sceaux, répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 30.

— *La Fédération Raoul-Follereau* exprime son opinion à la « tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— *M. André Bergeron*, secrétaire général de Force ouvrière, est l'invité du magazine *C'est-à-dire* sur Antenne 2, à 21 h. 30.

CORRESPONDANCE

A propos de Naundorff

Faisant état de son droit de réponse, M. René-Louis de Bourbon nous écrit au sujet de la lettre de M. André Castelot « concernant les prétentions de son aïeul, l'horloger prussien Naundorff, au titre de fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette ». (Le Monde du 16 janvier 1976) :

Quant à l'origine de l'horloger Naundorff, prussienne dites-vous, pouvez-vous en apporter la preuve et qu'attendez-vous pour la publier ? Cela mettrait fin à cette énigme Naundorff Louis XVII, contredirait la décision d'un gouvernement, de deux rois de Hollande, qui ont su reconnaître en Naundorff le roi Louis XVII, duc de Normandie, né à Versailles, ainsi qu'écrit sur la tombe de Delft, celle de Naundorff ; plus : contredirait la conviction de mon grand ami Jean XXIII qui avait l'intention de faire connaître la vérité. *« Il n'y a pas de raison que la vérité ne soit pas connue »*, me disait-il au Vatican... Mais la mort est venue, et cette vérité reste à proclamer... Le dossier Louis XVII-duchesse d'Angoulême continuant à dormir dans les archives secrètes vaticanes...

MARDI 24 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Midem 76 ; 21 h. 30, Bicentenaire des États-Unis : Les architectes du Nouveau Monde... « les États-Unis, la France et la liberté », par M. Briones et C. Kirgener :

Pierre Salinger, journaliste ; Henri Labouchelx, historien, et le duc de Castries, arrière-petit-neveu du marquis de La Fayette, racontent le rôle de la France dans la guerre d'Indépendance

DUC DE CASTRIES
de l'Académie française
la France et
l'indépendance américaine
un livre à lire PERRIN

22 h. 30, Littéraire : De vive voix... Faut-il regarder la mort en face ? par C. Collange et J. Ferniot ; 23 h. 25, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : « l'Habit vert », film de R. Richebé (1937), avec E. Popesco, V. Boucher, J. Berry, A. Lefaur (N.).

Le duc de Maulevrier, le mari le plus trompé de France, doyen de l'Académie française, est amené à soutenir la candidature d'un amant de sa femme à un fauteuil d'« immortel » vacant

Du théâtre (de Boulevard) banalement filmé, mais avec une interprétation éblouissante.

Vers 22 h., Débat : l'Académie française, avec MM. J. Mistler, M. Druon, J. d'Ormesson, C. Lévi-Strauss, le duc de Lévis Mirepoix, de

La bonne infusion
Calmiflorine
sommeil naturel réveil lucide
Visa C.P. 253 C 475

l'Académie française ; MM. G. Cesbron, F. Nourissier, et notre collaborateur B. Poirot-Delpech. 23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « Les Griffes du lion », de R. Attenborough (1971), avec A. Brancroft, R. Shaw, S. Ward, Ed. Woodward.

Enfance et jeunesse de Winston Churchill. Sa conduite héroïque au Soudan égyptien et pendant la guerre des Boers, ses premiers succès politiques

Portrait académique d'un héros national. Quelques belles scènes de bataille.

22 h. 30, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5, Dialogues : l'Avenir de l'Asie orientale, avec Tibor Mende et François Joyaux ; 21 h. 20, Musiques de notre temps : Fernand Vandenbogaerde ; 22 h. 35, Revues et corrigées : « les Temps modernes », avec J. Pouillon et M.-A. Burnier ; 23 h., A haute voix : Les mots en vrac ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Présentation du concert ; 20 h. 30, En direct de l'Auditorium 104... Concert par le nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France ; direction P. Bellugi : « Die drei pintos », d'après Weber (Mahler), avec G. Gallardo, H. Winckler, L. Kirschstein (suivi d'un programme de disques) ; 24 h., Contes de la musique qui parle (M. Rotella, J. Giorno, P. et C. Bley, G. Wolman, J.-L. Brau, J. B. Williamson, B. et D. Kern) ; 1 h., Non écrites : Java, musique Kraton.

MERCREDI 25 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi.

20 h. 30, Dramatique : « les Sangliers », de M. Failevic, avec Y. Hugues, M. Poujade et P. Nougaro.

22 h., Les grandes énigmes : « la TV, comment ça marche ? », par R. Clarke et N. Skrotsky.

Reportages effectués au Centre de recherches de Rennes, le C.C.E.T.T. (Centre commun d'études des télécommunications et de la télévision).

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

De 14 h. 30 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 16 h. 20, Un sur cinq.

20 h. 30, Série : Police story ; 21 h. 30 Magazine : C'est à dire...

Grand témoin : M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière.

23 h., Basket-ball : Villeurbanne-Malines (Coupe d'Europe des clubs champions) ; 23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h., Pour les jeunes ; 20 h., Emissions régionales.

20 h. 30 (R.), Les grands noms de l'histoire du cinéma : cycle Richard Brooks... « la Dernière Chasse », (1956), avec R. Taylor, St. Granger, R. Tamblyn, L. Nolan, D. Paget.

Un western antiraciste d'une grande force et d'une grande beauté.

22 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5, Emission médicale, en liaison avec T.F. 1 : « Un mandarin vous parle », avec le professeur Milliez ; 21 h. 35, Musique de chambre (J.-M. Kraus, J.-S. Bach, Granados, Nobre, Guarnieri, M. Philippot, F. Vercken) ; 22 h. 35, Revues et corrigées : « Socialisme ou Barbarie » ; 23 h., A haute voix : Les mots en vrac, par D. Vincent ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Présentation du concert ; 20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : Festival des Flandres 1975... Ars Antiqua (XIIe et XIIIe siècles), par le Huelgas Ensemble ; 22 h. 30, Les dossiers musicaux... Le musicien et son modèle : « l'Eau », par F.-B. Mache (Debussy, Ravel, Rameau, Messiaen, Bach, Vivaldi, Mache, et musiques des îles Salomon, d'Afrique centrale, de Bali) ; 24 h., Une nuit dans un village de Java central ; 1 h., Contes de la musique qui parle.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

Les perspectives de Radio-France

● Nouvelle formule pour la série Perspectives du vingtième siècle à Radio-France : de véritables journées organisées autour d'un compositeur français contemporain. La première, consacrée à François-Bernard Mache, l'un des fondateurs du G.R.M., également agrégé de lettres classiques, dont les œuvres mêlent de façon très directe une musique enregistrée à l'exécution instrumentale proprement dite, laisse bien augurer des suivantes (Ivo Malec, le 13 mars, Henri Dutilleux, le 10 avril, Jean-Claude Eloi, les 21 et 22 mai), à condition toutefois que la répétition du matin soit commentée, car cette expérience a montré qu'il existe un public désireux d'entendre autre chose que le concert traditionnel du soir.

● Une centaine de personnes le matin, cent autres l'après-midi pour un concert-portrait auquel participaient le compositeur, quelques interprètes et, naturellement, les auditeurs présents, c'est plus qu'il n'en faudrait pour prouver l'avenir de cette formule. Mais il serait temps d'admettre que le besoin de donner des explications sur une œuvre n'est pas un aveu d'impuissance, qu'il y a des aspects dans la démarche d'un créateur qui gagnent à être mis en lumière préalablement.

● Le problème majeur reste qu'un artiste finit presque toujours par convaincre son auditoire pour peu qu'il n'ait pas d'idées préconçues, sinon de la valeur intrinsèque de ses œuvres du moins du bien-fondé de ses choix techniques et esthétiques, et surtout de la complexité de son travail, de sorte qu'il devient très difficile de se résoudre à adopter, lors du concert du soir, l'attitude critique traditionnelle où les malentendus et les jugements expéditifs forment le plus souvent la base d'une argumentation qui se voudrait objective. La littérature, en tout cas, y perd ce que la compréhension musicale y a gagné.

GÉRARD CONDÉ.

Reprise des « Noces » à l'Opéra

Rien n'est plus difficile que de conserver à une mise en scène son primesaut, la justesse de l'élan initial, surtout quand son auteur n'est plus là, qu'il a du génie et que le spectacle remonte à près de trois ans. L'Opéra de Paris a retrouvé cependant presque intactes les admirables Noces de Figaro, *de Mozart, montées par Giorgio Strehler, grâce à Jean-Claude Auvray. On se réveille émerveillé avec des souvenirs qui n'ont ni vieilli ni pâli dans les splendides décors d'Ezio Frigerio d'une progression si rigoureuse, éclairés par cette lumière rasante qui souligne la douce amertume de cette vision assez âpre. Peut-être cependant le côté critique et libertin marqué par Strehler est-il moins sensible aujourd'hui, en raison de certains changements de distribution et d'une direction de scène tout de même moins incisive et inflexible (ainsi dans l'espèce de carmagnole qui achève le troisième acte, un peu estompée maintenant).*

La distribution éblouissante est digne de la première : Margaret Price (la comtesse) n'a pas la dureté impitoyable de Janowitz et son jeu semble parfois un peu empesé, mais la voix, fulgurante et dramatique dans le récitatif qui introduit Dove sono, *se déploie avec un galbe parfait et une plénitude rarement atteinte ; Gabriel Bacquier reste un superbe comte, à la voix impérieuse autant que caressante, sans faille, sinon sans quelque inquiétude dans les demi-teintes, tandis que Teresa Berganza est l'éternel Chérubin vibrant d'une émotion merveilleuse ; faut-il pourtant qu'elle en vienne à égaler dans ce rôle la célébrité de certaine grande actrice dans* l'Aiglon *?*

Avec José Van Dam, qui n'a jamais été si à l'aise dans le rôle de Figaro, rieur et coléreux, sachant lui aussi atteindre au tragique, la Suzanne de Teresa Stratas, petite, menue, toute gracieuse, à la voix savoureuse comme une cerise bien mûre, qui joue avec une fraîcheur et une finesse, une sensibilité aussi indépassables, est une joie pour l'œil et pour l'oreille. Et l'on retrouve avec délices ces rôles que l'on dit secondaires : le Bartolo de Kurt Moll, voix noires, mais légère, personnage riche comme un caractère de La Bruyère ; la Marcelline de Jane Berbié, qui tient la dragée haute à Suzanne ; l'ineffable Basile de Sénéchal, comme le Curzio radotant de Loreau et l'Antonio grasseyant de Schulz, avec une toute charmante Barberine à la voix de rouge-gorge (chantant parfois un peu haut), Regina Marheinecke.

La représentation n'atteint cependant pas tout à fait son scintillement et son éclat acéré, avec la direction un peu lente, avec quelques décalages, et comme embaumée par le respect des chanteurs, de Garry Bertini, qui a cependant le mérite de rendre un son très mozartien avec l'excellent orchestre de l'Opéra.

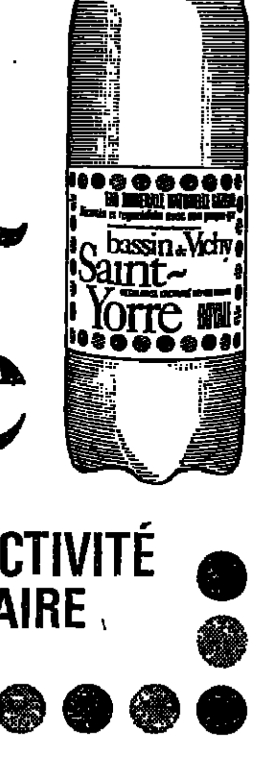
De toute manière, ces Noces *qui ont toutes les qualités et aucun des défauts du* Don Giovanni, *devraient être, d'urgence, filmées pour la télévision* (1). *On s'étonnait lundi soir de voir de nombreuses places vides ; les prix pour cette séance de gala montaient, il est vrai, jusqu'à 200 F. On notera à ce sujet que des abonnés s'étant plaints que tous les spectateurs ne soient pas en smoking l'administration souhaite que chacun se conforme à cette obligation. Ce n'est pas ce qui remplira les «* premières habillées ».

★ Prochaines représentations les 26 février, 6, 8, 10 et 12 mars, à 19 h. 30.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Les « *Noces* » seront retransmises en direct sur France-Musique le 10 mars. Cette chaîne relaiera d'autre part *l'Enlèvement au sérail* le 26 mars, également du palais Garnier ; *Boris Godounov*, le 28, depuis le Bolchoï, et le *Faust*, de Gounod, le 30, depuis l'Opéra, de nouveau, mais, cette fois-ci, en liaison avec la télévision (Antenne 2).

EAU MINERALE
NATURELLE GAZEUSE
bassin de Vichy
Saint-Yorre
RÉGULARISE L'ACTIVITÉ
HÉPATO-BILIAIRE



En bref

Cinéma

« Attention les yeux »

Cela se passait avant que le gouvernement ait installé des feux rouges sur l'autoroute du Sexe. A quoi rêvaient alors les producteurs fauchés ? Au « porno », bien sûr. Au bon petit « porno », tourné à la va-vite, et toujours présenté comme une œuvre « culturelle ». C'est ainsi que dans un décor miteux de brousse africaine, avec deux ou trois filles nues, et sous la direction d'un jeune réalisateur (Claude Brasseur) précédemment engagé pour *la Chartreuse de Parme*, est mis en chantier une adaptation polissonne des dialogues du Père de Foucauld et du docteur Schweitzer.

Comme *la Nuit américaine*, *Attention les yeux* nous entraîne dans les coulisses du cinéma. Mais au regard attendri de Truffaut s'opposent les sarcasmes et les grosses plaisanteries de Gérard Pirès et de sa scénariste Nicole de Buron. La pingrerie des producteurs et l'érotisme des scènes à filmer inspirent l'essentiel de cette parodie. Une script-girl virginale se fait dérober les accessoires fripons qu'elle vient d'acquérir dans un sex-shop. La vedette masculine perd ses moyens devant la caméra. Une chèvre recrutée pour la séquence de zoophilie se révèle capricieuse... Tout cela n'est pas d'une folle originalité. Ni d'une drôlerie irrésistible. Quitte à se moquer de la sottise, mieux vaut encore la capter à sa source. Il arrive qu'on s'amuse davantage aux « pornos » authentiques. — J. B.

★ Panthéon, Balzac, Biarritz, Max-Linder, Cinémonde-Opéra, Nord-Cinéma, U.G.C. Gobelins, Paramount-Montparnasse, Mistral, Paramount-Maillot, Clichy-Pathé.

Théâtre

La « Catherine » de Vitez à Ivry

Le Théâtre des Quartiers d'Ivry reprend *Catherine* d'Antoine Vitez d'après *les Cloches de Bâle* d'Aragon à la mairie d'Ivry du 25 février au 14 mars à 20 h. 30.

Le spectacle a été créé au Théâtre Ouvert d'Avignon et sous sa forme actuelle aux Amandiers de Nanterre (*le Monde* du 16 janvier) avant d'être présenté à Londres et à Grenoble au cours des opérations Théâtre ouvert permanent.

Cette reprise intervient au moment où le Théâtre des Quartiers d'Ivry, menacé de liquidation judiciaire pour un retard de paiements à la Sécurité sociale, a engagé des négociations qui doivent aboutir à un concordat lui permettant de poursuivre ses activités. L'importance de cette compagnie, dirigée par Antoine Vitez, est reconnue par les pouvoirs publics : la municipalité, le conseil général (qui a élevé sa subvention de 15 000 F à 40 000 F l'année dernière) et le secrétariat d'Etat à la culture, qui doit lui attribuer cette année une subvention de 500 000 F (contre 200 000 F l'an dernier).

Un stage Grotowski en France

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, et le metteur en scène polonais Jerzy Grotowski signent ce mardi 24 février un accord portant sur la création d'un centre de stages installé près de Saintes, à l'abbaye de la Terraille.

Les travaux d'aménagement seront exécutés en mars et avril. Les stages se dérouleront de mai à septembre. Le nombre des participants, professionnels ou non, personnellement choisis par Grotowski, sera variable. Ils seront réunis par groupes de vingt-cinq, qui pourront se développer ou se fragmenter suivant le cours des travaux.

مكبرا من الأصل

هكذا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« MONSIEUR CHASSE »

« La mise en scène est de Robert Dhéry », annonce Jean-Marc Thibault au salut final. Levant le doigt, Robert Dhéry ajoute : *« et de Georges Feydeau »*. Ce n'est pas modestie. Chez ce grand maître du vaudeville, les personnages portent des noms — c'est plus pratique. — mais n'ont pas d'identité. Ce sont des pièces de moteur. L'intrigue n'a aucune importance, elle est passe-partout, raconte les sempiternels chassés-croisés d'adultères rarement aboutis. Mais couper une phrase, changer un jeu de scène, grippe la machine, la fait cahoter. Une machine difficile à conduire. Elle fonctionne sur les trébuchements des répliques en porte à faux, sur les entrées et sorties qui se produisent au moment où, logiquement, elles devraient casser l'action, et, justement, elles la font avancer.

Robert Dhéry est un bon conducteur. Les portes claquent à la seconde juste, laissant filtrer un courant de folie qui s'apaise dans l'ahurissement avant de repartir en tourbillon. Œil bleu, zozotement candide, il joue avec une précision de pantin, de somnambule, l'ami du mari qui voudrait bien devenir l'amant de la femme. Les comédiens, chez Feydeau, ne peuvent se retenir qu'à la mécanique d'ensemble. Comme le metteur en scène, ils doivent se plier à son mouvement. Ce qui exige discipline et invention, contrôle et rapidité, légèreté et sécheresse. Ils y arrivent difficilement. Jean-Marc Thibault — le mari — et Colette Brosset — la femme — ne tiennent pas le parcours. Ils jouent les « caractères », si bien qu'ils deviennent antipathiques, poussifs ; ils manquent de désinvolture. Or Feydeau est un cynique. Son monde, beaucoup plus méchant que celui de Labiche, ne montre que bassesse, hypocrisie, lâcheté. Seulement, il est avant tout burlesque, d'un burlesque qui ne se trouve ni dans les dialogues ni dans les situations, mais dans leur enchaînement, d'où la difficulté.

La mise en scène ne veut pas en gommer l'aigreur. Elle ne l'accuse pas, elle se contente de l'indiquer. Seuls Robert Dhéry en doux mufle et Odile Mallet, grande dame devenue concierge de garçonnière à la suite d'une passion déshonorante pour un dompteur, parviennent à tenir leur équilibre entre le versant odieux et le versant naïf de la pièce. Et, grâce à eux, grâce à l'implacable Feydeau, on rit.

COLETTE GODARD.

★ Atelier, 20 h. 30.

LE PROJET INTERTHÉATRE EN DIFFICULTÉ

Le projet d'abonnements inter-théâtre établi par M. Georges Guette, secrétaire général de la Comédie-Française, à la demande du secrétariat d'État à la culture pour élargir le public et le sensibiliser à l'ensemble de la production théâtrale, privée et subventionnée, se trouve actuellement au point mort. Le plan proposé par M. Georges Guette, soutenu par le Syndicat français des acteurs et l'Union syndicale des artistes, a été repoussé par le Syndicat des directeurs de théâtres privés qui refusent de voir les organismes déjà subventionnés bénéficier des mêmes avantages qu'eux.

De son côté, le conseil culturel de la Ville de Paris refuse de financer une opération qui englobe les salles de la périphérie, bien que le secrétariat d'État à la culture et le Fonds d'intervention culturel (FIC) participent au financement général (3 millions). M. Georges Guette n'envisageant pas de modifier son projet, pense demander son arbitrage à M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture.

Petites nouvelles

■ Les représentations de « Lulu », de Wedekind, au Théâtre de l'Athénée, sont interrompues jusqu'au 28 février, Jeanne Moreau s'étant blessée au cours du spectacle.

■ La compagnie l'Equipe, dirigée par Henri Demay, présente « les Rustres », de Goldoni, du 12 mars au 11 avril, à 21 heures, salle Valhubert, 1, place Valhubert.

■ Un Grand Prix de l'architecture, qui sera décerné par le secrétariat d'État à la culture, vient d'être institué par arrêté paru au « Journal officiel » du 22 février. Il sera attribué tous les ans à un architecte de nationalité française dont il couronnera soit une réalisation, soit l'ensemble de son œuvre.

■ Le Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna, organise le 26 février, à 20 h. 30, un débat : « La mise en scène des classiques au théâtre contemporain », avec Bernard Dort, Claus Peymann, Henri Ronse, Georges Schlocker et Bernard Sobel.

■ Une conférence internationale sur les droits d'auteur, ouverte le 23 février, se tient à Tunis jusqu'au 2 mars. Elle doit élaborer un modèle de loi nationale sur les droits d'auteur pour les pays en voie de développement.

■ L'association Frères des hommes présente un film sur le développement en Inde et au Bangladesh le mercredi 3 mars, à 15 h. 30, 18 heures et 21 heures, au Théâtre Firmin-Gémier d'Antony.

Expositions

Les dragées au poivre d'Hugh Weiss

Hugh Weiss, c'est le monde à l'envers, sens dessus dessous, démystifié, avec un humour corrosif, avec tendresse aussi, et même, contrairement aux apparences, avec pudeur, à travers une imagerie folle. Le tourbillon, la chute, on perd pied. Par quel bout commencer ? Tout s'emmêle, s'accumule, s'entasse. Et si l'on commençait par ce qui pour le peintre est « un petit don sans importance » : la peinture avec des « belles couleurs » ? Couleurs délicieuses, sucrées, acidulées — jaune citron, vert anis, rouge framboise, rose buvard, — alléchantes, de plus en plus « putain » — c'est exprès — pour mieux prendre au piège ; couleurs montées, hurlantes de baraques foraines, pour vous entraîner dans l'imbroglio d'images. Couleurs rien que moins innocentes, qui renvoient à la peinture. Le rouge des carnages, le rouge sans, n'est pas le rouge du sang, mais le rouge du tube de couleur, et le bleu de la nuit est bleu nuit parce que c'est écrit en toutes lettres. La couleur, comme l'image, force l'interrogation.

L'imagerie, elle vous met dans la peau d'un spectateur actif et joueur. Il faut déchiffrer, deviner, chercher. Jeu d'images croisées ; devinettes — mais où est donc le vilain chasseur ? Quelque part dans la découpe de l'arbre, comme dans ces jeux-réclames que donnait l'épicier quand on était petit ; rébus dont les bribes, au fil des années — l'exposition de Vitry, avec un choix de cinquante tableaux, de 1965 à 1975, le montre — se sont consolidées, soudées, pour constituer un tissu simplifié, où tout est solidaire, de plus en plus unifié par le trait.

Le trait, la ligne de couleur, liséré de lumière électrique, englobe tout, aussi bien le galbe du mollet de la vamp que les bras d'assassin, la lame du couteau de cuisine, le casque ou le bidule du C.R.S., les canons et les drapeaux, qui se découpent comme dans un petit théâtre d'ombres colorées ; et donnent aux formes plates l'allure d'une carte de géographie — humaine, — avec ses continents : guerre et amour, violence et sexe, ses océans de sang.

En dix ans, les couleurs ont changé, la formulation aussi. Pas les thèmes. Weiss le peintre continue de peindre Weiss l'homme : il se met partout — figure ronde, crâne chauve, grosses moustaches, gros yeux ronds, paupières lourdes — sans tendresse. Tête-masque, tête-soupière, tête-lampadaire, tête-aéroplane, tête-lavabo, tête-éléphant... Les situations restent les mêmes : aliénation et répression. L'homme en cage — cage-arbre, cage-fauve, cage-refuge, cage-nid d'amour et ventre de mère — a fait place à l'homme-sandwich aplati sur, dans, entre des tartines, des feuilles de salade, des boucliers, des épées, des obus. Les appétits goulons, la volonté de puissance, ne sont plus aujourd'hui traduits par des grands combats sous les couleurs des grandes puissances de ce monde, en ratonnades, en tirs de dragées au poivre et d'objets divers de consommation courante ; ils prennent plutôt la forme d'une guerre des sexes, et d' « éléphantasmes » d'un rêveur solitaire qui ronronne comme un gros chat dans son fauteuil à bascule. « Je fais des images, voilà ; des images de ma situation dans le monde. Par projection, cela pourrait être la situation des autres. Ces images sont forcément subjectives. On prétend qu'il est possible de voir (décrire, constater, analyser) objectivement. Cette prétention, je la laisse aux autres plus aptes que moi », dit Hugh Weiss, l'indiscipliné, le mal-appris, peu soucieux de faire bien, beau, convenable.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Galerie municipale, Vitry, tous les jours (sauf mercredi), de 13 à 19 heures, jusqu'au 29 février. Galerie Darthéa Speyer, œuvres récentes, 6, rue Jacques-Callot.

MORT DE L.S. LOWRY peintre de la révolution industrielle anglaise

Le peintre britannique Lawrence Stephen Lowry vient de mourir à Glossop, près de Manchester, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Né à Manchester en 1887, Lawrence Stephen Lowry avait commencé par peindre les gens et les lieux de son Lancashire natal. Son vrai sujet, c'est le paysage industriel anglais, l'environnement fascinant et misérable des usines aux cheminées qui fument, les rues étroites bordées de maisons d'une population prolétaire, les pubs et les boutiques. Tout le petit peuple laborieux d'Angleterre saisi dans son environnement produit par la révolution industrielle du dix-neuvième siècle. Lowry n'a jamais peint que cela, menant une vie de reclus dans son Lancashire.

A sa manière, c'est un Millet anglais, sans le souffle mystique, mais avec l'amour des gens simples, un Millet peignant la poésie des usines. C'est à l'âge de cinquante et un ans que sa peinture fut « découverte » à Londres. Et c'est également sur le tard que les musées l'ont remarqué. La Tate Gallery lui a consacré une rétrospective en 1966, quatre ans après que la Royal Academy of art en eut fait l'un de ses membres. — J. M.

■ Deux prix (l'un de 5 000 francs, l'autre de 4 000 francs) seront décernés à de jeunes peintres. Organisé par le Musée d'art juif de Paris et financé par la Fondation Adolphe-Neuman de Genève, ce concours international est destiné à encourager les jeunes artistes juifs. (Renseignements : 42, rue des Saules, 75018 Paris.)

LETTRES

Lire à Grenoble

(Suite de la première page.)

La quinzaine a trouvé sa place naturellement dans une cité en droit de s'estimer bien lotie pour la lecture. Avec dix-sept bibliothèques — la dix-septième a été ouverte à la mi-janvier et la dix-huitième suivra avant la fin de l'hiver prochain — la ville tient son rang. Elle consacre à cet équipement 6 481 000 francs, ce qui représente 2,5 % de son budget primitif de 1976 et 25 % du budget culturel proprement dit. Quand il s'agit de gérer tout cela, une bonne centaine de personnes c'est, malgré tout, assez maigre. M. Gilman, l'adjoint aux affaires culturelles, estime qu'il faudrait pouvoir disposer d'au moins 10 millions. C'est qu'on ne veut pas se satisfaire de progrès qui doivent être appréciés en fonction de l'évolution démographique. Malgré tout, en 1968, la bibliothèque centrale recevait 18 800 habitués. Elle en compte aujourd'hui près de 50 000.

Ses annexes des quartiers neufs et celles du centre ont, en 1975, enregistré 21 400 inscriptions, et 570 000 livres ont été prêtés contre 510 000 seulement en 1971.

Ces chiffres glissés mais non point assenés, il reste a savoir qui lit. A Villeneuve, ce champ d'expériences et ce monumental jeu de cubes où les jaunes, les bleus, les bruns, les bistres, le tilleul et l'orange se marient et se contrarient au gré des heures et du jour, la bibliothèque a son entrée sur un espace couvert qu'on appelle « Grand'Place ». Elle se trouve là, de la façon la plus naturelle, dans un centre commercial très traditionnel avec son lot de grandes boutiques. Mais ce n'est pas la bibliothèque propre à ce quartier neuf où vivent déjà près de 15 000 habitants. Ainsi, sur les 1 200 inscriptions reçues dans le premier mois, la moitié seulement ont été prises par des Grenoblois ; les autres venant de l'extérieur et même de villes beaucoup plus lointaines, comme Annecy.

Atteindra-t-on les 10 000 inscrits ? C'est en tout cas l'objectif. Il est aussi de susciter des curiosités, de faire connaître, et, mieux encore, de donner envie de connaître la manière dont se fait un livre, ce qu'il peut représenter dans une économie, ce qu'on est en droit aujourd'hui d'attendre de lui. Déjà, la quinzaine s'efforce d'expliquer le rôle que jouent dans cette aventure renouvelée chaque jour, respectivement ou ensemble, écrivains, éditeurs, diffuseurs et libraires. Le jeune conversateur de la bibliothèque de Grand-Place montre les rayons où déjà sont « en accès direct » trente mille volumes, plus particulièrement voués aux sciences et aux techniques.

Quand il dit : « Nous sommes une grande surface d ulivre, un libre service », il le dit sans honte et sans gêne. Car il ajoute : « Si nous avons peu de temps à consacrer au lecteur pris individuellement, nous servons la collectivité parce que nous apportons du nouveau. »

Ce nouveau, ce sont les rencontres qui doivent prolonger la quinzaine actuelle par un dialogue hebdomadaire, si possible avec un éditeur, un écrivain. Ce serait une façon d'en finir avec les rituelles et surannées séances de signatures provinciales. Les dialogues, les discussions suppléeraient les vedettes de jadis.

La véritable curiosité se maintiendra-t-elle ? C'est toute la question. Il y a eu un engouement et précisément à Grenoble voici bientôt cinq ans pour la presse, ses mystères, ses contraintes. On était parti pour la combattre et la réformer, l'interpeller. La suite révéla que ce n'était que velléité. Voilà aujourd'hui le livre sur la sellette. Espérons qu'il ne s'agira pas cette fois d'un feu de paille. Paradoxalement ce ne sont pas les éditeurs qui parlent ici de la crise. Si les plus importants, les « trusts » ont ignoré superbement la manifestation, les petits, Maspero, Pierre-Jean Oswald, Christian Bourgeois, les Editions des femmes et quelques autres conviennent malgré tout qu'ils ne se portent pas trop mal. Jérôme Lindon a même pris le mors aux dents aussi bien contre ceux de ses confrères, comme les Editions sociales trop manichéens à son gré que contre le syndicat des écrivains de langue française qui a ainsi reçu de Grenoble sa première réplique, sinon sa première contestation.

Mais si Jean-Pierre Viala et Antoine Spire, auteurs aux Editions sociales de « la Bataille du livre » et duettistes accomplis pour défendre leur ouvrage, étaient là pour répliquer, le syndicat des écrivains de langue française n'avait, lui, dépêché encore personne. Son tour viendra le 27 février. Ce soir-là il y a des chances pour que ses représentants soient assez vifs s'ils veulent répliquer à celui qui juge que « sans un Malraux, sans un Camus, qui laissèrent à leurs éditeurs 10 % de passe, Pascal Lainé n'aurait jamais été édité » et qui surtout estime que le syndicat présente « deux faiblesses congénitales : celle de vouloir intervenir dans des problèmes de gestion et de commerce qu'il ne connaît absolument pas et dans lesquels il ne pourrait mettre que cafouillis noir, et celle de regrouper, dans une unité factice, des écrivains qui n'ont pas les mêmes intérêts ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

TEP théâtre national
jusqu'au 28 mars
Don Juan revient de guerre
d'Odon Von HORVATH
mise en scène Marcel BLUWAL
du 24 février au 4 avril
AU PETIT TEP
une belle journée
de P.BYLAND et P.GAULIER
17 rue Malte-Brun PARIS 20e
Mº Gambetta - Tél. 636.79.09

"le studio" art et essai
FOUS A DÉLIER
de Marcho Bellochio
MARDI 24 à 20 h. 30
séance suivie d'un débat
aubervilliers 833.16.16
théâtre de la commune

DERNIÈRE LE 28
DOM JUAN DE MOLIERE
Dans le style de la farce et du théâtre de foire, le procès de l'hypocrisie et de la superstition. Une violente tribune où se succèdent DOM JUAN, héraut de la libre pensée et SGANARELLE, héros de la réaction et du conformisme.
Compagnie MORIN - TIMMERMAN
Cité Universitaire - 589.38.69

BALZAC VO / ENTREPOT VO
STUDIO DE LA HARPE VO
LE FIGARO Un des plus beaux films que l'on puisse voir.
LE POINT Film magique
MICHEL SEYDOUX présente
A Safe Place
UN COIN TRANQUILLE
écrit et réalisé par HENRY JAGLOM
avec TUESDAY WELD
ORSON WELLES
JACK NICHOLSON
et PHILIP PROCTOR
BBS PRODUCTIONS
PRODUCTEUR EXECUTIF BURT SCHNEIDER
CAMERA ONE DISTRIBUTION

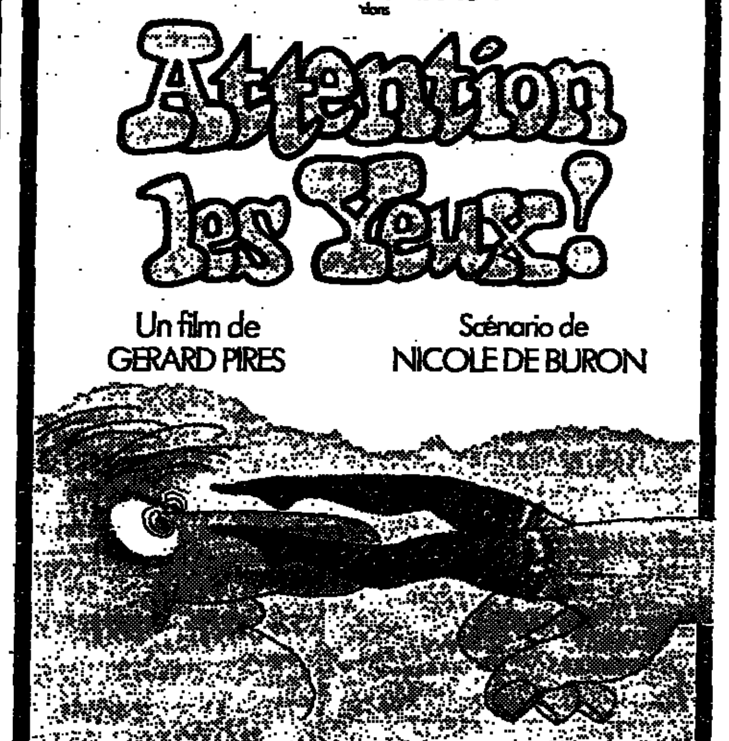
HELMA SANDERS et CHANTAL AKERMAN, réalisatrices de « Sous les pavés, la plage », et JEANNE DIELMAN, 23, quai du Commerce, 1080 Bruxelles, s'entretiendront ce soir mardi avec les spectateurs présents à la projection de 20 h. du film « SOUS LES PAVES, LA PLAGE » au cinéma 14-JUILLET, 4, boulev. Beaumarchais, Paris-11e, 357-90-81.

ARTISTE, CADRE, ÉTUDIANT, INDUSTRIEL, MÈRE DE FAMILLE...
...la Banque de Film de Format Populaire garanti :
● Promotion de tous vos films super-8
● Finition (montage, générique, sonorisation),
● Création (préparation au tournage),
● Edition de vos œuvres.
Renseignements : B.F.P.P., 19, villa E. Meyer - 75016 PARIS

LA CLEF - RACINE - 14-JUILLET

BALZAC - UGC BIARRITZ - MISTRAL - MAX LINDER - CINEMONDE OPERA - MOULIN ROUGE
PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTPARNASSE - UGC GOBELINS - UGC ODEON
LES NORD CINEMAS.
PUBLICIS / DEFENSE - VELIZY - CYRANO / VERSAILLES - ARTEL / NOGENT - MELIES / MONTREUIL
CARREFOUR / PANTIN - C2L / ST-GERMAIN - ELYSEES 2 / CELLE ST-CLOUD - DAME BLANCHE
SARGES-LES-GONESSE - ARTEL / VILLENEUVE-ST-GEORGES - PARINOR / AULNAY - PARAMOUNT
ORLY - PARAMOUNT / LA VARENNE - BOXY / BOUSSY-ST-ANTOINE - ALPHA / ARGENTEUIL

on rit de bout en bout.
Enfin un comique français de qualité
ATTENTION LES YEUX et LES FILMS DU JEUDI présentent
CLAUDE BRASSEUR dans



avec ROBERT CASTEL • NATHALIE COURVAL • JEAN-PIERRE DARRAS
CATHERINE LACHENS • GUY MARCHAND • ANDRE POUSSE
SONIA VAREUIL • Producteur Délégué PIERRE BRAUNBERGER
Directeur de la Photographie MICHAEL SERESIN • Directeur de la Production GISELE BRAUNBERGER
Distribué par G.E.F./C.C.F.C. INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

6 DERNIÈRES
THEATRE LE PALACE DIRECTEUR PIERRE LAVILLE
19 h
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LAZARE LUI AUSSI RÊVAIT D'ELDORADO
de Jean-Pierre Sarrazac
mise en scène Thierry Bosc
21 h
du mardi au samedi - dimanche 15 h
LES MUSICIENS, LES EMIGRANTS
de Liliane Atlan
mise en scène Fabio Pacchioni
8, rue du Fg-Montmartre, 770.44.37

THEATRE D'ORSAY
CIE RENAUD-BARRAULT
PETIT ORSAY
3 dernières
mercredi 25 février
mardi 2 mercr. 3 mars 20 h 30
Samuel Beckett
Pas moi
Madeleine Renaud
La dernière bande
Pierre Chabert
7, quai Anatole-France - tél. 548.65.90

Calendrier des organisateurs de concerts

SALLE GAVEAU Mercredi 25 février à 10 h. 45 (Valmalète p.a. Dandelot)
UNE HEURE AVEC... DEUX PIANOS et le duo BILLARD-AZAIS

SALLE PLEYEL Jeudi 26 février à 20 h. 30 (Valmalète.)
Récital du guitariste NARCISO YEPES
Musique du XVIIIe siècle
Musique espagnole

SALLE GAVEAU Jeudi 26 février à 20 h. 30 (Valmalète.)
Récital du pianiste Bertrand MOLIA
SCHUMANN, DEBUSSY - RAVEL

THEATRE DE LA MADELEINE Samedi 28 février à 17 heures (p.a. Werner.)
Amis Musique de Chambre
QUATUOR FINLANDIA
Mozart, Kokkonen, Brahms

SALLE CORTOT Lundi 1er mars à 20 h. 30 (Werner.)
SOIREE MOUSSORGSKY par le pianiste coréen KUN-WOO PAIK

SALLE GAVEAU Lundi 1er mars à 20 h. 30 (Werner.)
Sous le haut patronage de M. Michel GUY, Secrétaire d'Etat à la Culture présentation du
GROUPE VOCAL DE FRANCE
Directeur, chef permanent MARCEL COURAUD
Monteverdi, Schütz, Brahms, Schubert, Poulenc, Xenakis

EGLISE DE LA TRINITE Mardi 2 mars à 20 h. 30 (Valmalète.)
Festival MOZART
REQUIEM
SYMPHONIE no 41 « Jupiter »
CONCERTO EN UT MAJEUR
Sol. G. ANGELESCO
Chœurs de la Trinité
Orchestre Philharmonique « Pro Musica » de Paris
Dir. Trajan Popesco

SALLE GAVEAU Mardi 2 mars à 20 h. 30
Orchestre de Chambre de ROME
I SOLISTI AQUILANI
Dir Vittorio Antonellini
Corelli, Vivaldi, Mozart, etc.

6 CONCERTS EGLISES SAINT-ROCH Vendredi 5 mars; ST-GERMAIN-DES-PRES Dimanche 7 (14 h. 45); ST-SEVERIN Mercredi 10; SAINT-ROCH Jeudi 11; Mardi 16; ST-SEVERIN Mercredi 17 mars à 20 h. 45 (P.e. Werner)
FESTIVAL de MUSIQUE SACREE de PARIS les 5 et 7 mars
MOZART : REQUIEM
« Flûte enchantée », extraits
le 10 : BUXTEHUDE - CAMPRA - TELEMANN - COUPERIN
Musique vocale et instrum.
le 11 : BACH PASSION ST MATTHIEU
les 16 et 17 : BACH PASSION SAINT JEAN
(Location : DURAND, FNAC.)

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Mardi 16 mars à 20 h. 30 (Valmalète.)
CHOPIN par le prestigieux pianiste NIKITA MAGALOFF

CONCERTS Radio France

SAISON LYRIQUE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium Mardi 24 février à 20 h. 30
MAHLER (d'après WEBER)
DIE DREI PINTOS
L. Kirschstein, I. Garcisanz, L. Neitcheva, P.-C. Runge, M. Schomberg, H. Winkler, M. Smith, G. Gallardo
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
Dir. Piero BELLUGI

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium Vendredi 27 février à 20 h. 30
Dir. E. KRIVINE
Sol. A. FISCHER, E. KRIVINE
MOZART

SAISON LYRIQUE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium Jeudi 4 mars à 20 h. 30
HAYDN
ORFEO ED EURIDICE
Sol. I. Penagos, W. Workman, J. Brecknock, A.-M. Rodde, G. Abdoun, B. Angot
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
Dir. L. de FROMENT

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE de la VILLE Lundi 8 mars à 20 h. 30 Location Théâtre excl.
Dir. Nello SANTI
Soliste Roger WOODWARK
Tchaïkovsky - Brahms

Location : Radio-France, salle et agences

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : la Force du destin.
Chaillot, Grand Théâtre, 20 h. 30 : Divines paroles. — Foyer Passy, de 14 h. à 18 h. : Téléthèque. — Voir aussi Théâtre de la Renaissance.
Comédie-Française, 20 h. 30 : la Commère ; le Jeu de l'amour et du hasard (abt habillé).
Odéon, 20 h. 30 : la Nuit des rois (soirée réservée).
TEP, 20 h. 30 : Don Juan revient de guerre.
Petit TEP, 20 h. 30 : Une belle journée.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : le Pays du sourire.
Nouveau Carré, 21 h. : Lucrèce Borgia ; 20 h. 45 : Béa Tristan, chansons.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Arthur Grumiaux, violon, et Gyorgy Sebok, piano (Mozart, Schubert, Beethoven) ; 20 h. 30 : Biedermann et les incendiaires.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur chasse !
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Grosse.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Tout ça c'est une destinée normale.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : A vos souhaits.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Européen, 21 h. : la Baraka.
Gaîté-Montparnasse, 20 h. 45 : le Roi des cons.
Gymnase-Marie-Bell, 20 h. 30 : Simon le Bienheureux.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
International House, 20 h. 30 : Faces.
La Bruyère, 21 h. : la Mouche qui tousse.
Lucernaire, 20 h. 30 : Ice Dream.
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Mathurins, 21 h. : Antigone.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Michodière, 20 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?
Moderne, 21 h. : le Neveu de Rameau.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. 30 : Grand' peur et misère du IIIe Reich ; 22 h. : Mourir beau.
Nouveautés, 21 h. : les Deux Vierges.
Œuvre, 21 h. : Monsieur Klebs et Rozalie.
Palace, 21 h. : les Musiciens, les Emigrants. — Petite salle, 19 h. : Lazare, lui aussi, rêvait d'Eldorado.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : la Caverne d'Adullam.
Renaissance, 20 h. 30 : la Befana.
Saint-Georges, 20 h. 30 : N'écoutez pas, mesdames !
Théâtre Campagne-Première, 20 h. : Zouc ; 22 h. 30 : Copi.
Théâtre de la Cité internationale, la Resserre, 21 h. : les Souffrances du jeune Werther. — Grand Théâtre, 21 h. : Dom Juan. — La Galerie, 21 h. : la Mégère apprivoisée.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 15 : Philippe Val.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Jonas et l'autre.
Théâtre Oblique, 21 h. : Père. — Salle II, 21 h. : le Supplément au voyage de Bougainville.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Harold et Maude.
Théâtre de Paris, 21 h. : Des souris et des hommes.
Théâtre de la Péniche, 20 h. 45 : Groupe Imago, folk.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : le Villageois transparent.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : le Chasseur français.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 45 : le Troisième Témoin.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Nuit des rois.
Tertre, 20 h. 30 : Soleil de glace ; le Pantin.
Troglodyte, 22 h. : Retrouvailles de l'imaginaire.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 24 février

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Marie-Antoinette, de J. Delannoy ; 18 h. 30 : Anthologie 1970 ; 20 h. 30 : la Maîtrise du feu, de D. Kharabrovitski ; 22 h. 30 : Susana la perverse, de L. Bunuel.

Les exclusivités

A CHEVAL SUR LE TIGRE (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19)
ADIEU POULET (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 6e (325-78-37).
A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nord-Cinéma, 10e (878-51-91) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Calypso, 17e (754-10-68) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE BON ET LES MECHANTS (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75)
CALMOS (Fr.) (**) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Quintette, 5e, (033-35-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Caravelle, 18e (387-50-70) : Gaumont-Gambetta, 20e (797-95-02).
LA CECILIA (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet, 11e (357-90-81)
CE GAMIN, LA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) 14-Juillet, 11e (357-90-81).
CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE (Alg., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34) : UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19)
COUSIN-COUSINE (Fr.) : Les Templiers, 3e (272-94-56) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Studio Galande, 5e (033-72-71) ; Marignan, 8e (359-92-82). UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
DEHORS, DEDANS (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 16 h., 17 h. 30, 19 h. et 20 h. 30.
LES DENTS DE LA MER (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; UGC-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; *Gaumont-Madeleine*, 8e (073-56-03) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
DOCTEUR FRANÇOISE GAILLAND (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC-Odéon, 6e (325-71-08) ; George-V, 8e (225-41-46) ; UGC-Biarritz, 8e (723-69-23). Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; UGC-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Les Images, 18e (522-47-94) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91).
EL CHERGUI (Mar., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à partir de 15 h.
L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA FETE SAUVAGE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Studio Alpha, 5e (033-39-47), Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Plaza, 8e (073-74-55) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse 14e (326-22-17) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA FLUTE ENCHANTEE (Suéd., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; UGC-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Belg.) : Danton, 6e (326-08-18) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Le Méry, 18e (522-59-54).
LES GRANDS MOYENS (Fr.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; PLM St-Jacques, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
HORIZON (Fr.) : La Pagode, 7e (551-12-15).
LES INSECTES DE FEU (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29). — v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Les Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).
JEANNE DIELMAN (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Artistic Voltaire, 11e (707-19-15) ; Olympic, 14e (783-67-42)
LE JOUEUR DE FLUTE (Angl., v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23) ; UGC Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES LOLOS DE LOLA (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; UGC Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LES MAL PARTIS (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
MAITRESSE (Fr.) (**) : ABC, 2e (236-55-54) ; Quintete, 5e (033-35-40) ; Dragon, 6e (633-79-38) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
MAMMA ROMA (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; St-Germain Village, 5e (633-87-59)
MON DIEU, COMMENT SUIS-JE TOMBEE SI BAS ? (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LA MONTAGNE ENSORCELEE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) (en soirée). — (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (en mat.) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Terminal Foch, 16e (704-49-53).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (033-20-12) ; *Arlequin*, 6e (548-62-25) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
NASHVILLE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
ON A RETROUVE LA 7e COMPAGNIE (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; *Elysées-Point-Show*, 8e (225-67-29) ; (v.f.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
PRIMATE (A., v.o.) : le Marais, 4e (278-47-86), à 16 h. 10 et 20 h. 10.
LE SAUVAGE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; les Templiers, 3e (272-94-56) ; Argos, 2e (233-67-06).
LE SILENCE DES ORGANES (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 14 h. 30 et 22 h. 15.
SOUS LES PAVES, LA PLAGE (All. *, v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Studio Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet, 11e (357-90-81).
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A., v.o.) : Studio-Cujas, 5e (033-89-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
UN APRES-MIDI DE CHIEN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
UNE CHOSE TRES NATURELLE (A., **, v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LES FILMS NOUVEAUX

LE FRERE LE PLUS FUTE DE SHERLOCK HOLMES, film américain de Gene Wilder. V.O. : Panthéon, 5e (033-15-04) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LE MESSIE, film italien de Rossellini. V.O. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67. V.F. : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
ATTENTION LES YEUX, film français de Gérard Pirès (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Nord-Cinémas, 10e (878-51-91)
EMERSON LAKE AND PALMER, film américain de Nicholas Fergusson. V.O. : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Action-République, 11e (805-51-33)

UN COIN TRANQUILLE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Entrepôt-Olympic, 14e (783-67-42).
UN GENIE, DEUX ASSOCIES, UNE CLOCHE (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LA VILLE BIDON (Fr.) : Studio Gît-Le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE VOYAGE DES COMEDIENS (Gre., v.o.) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75), à 15 h et à 20 h.
LE VŒU (Port., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(Du 25 février au 2 mars.)

Atelier du Chaudron, Cartoucherie de Vincennes (328-97-04), mer. et sam., de 14 h. à 18 h. 30 : Atelier de masques et marionnettes ; dim., 16 h. : Derrière la montagne il était une reine cornue.
Nouveau Carré (277-50-97), mer., 14 h. : les Lémuriens, singes en sursis.
Théâtre de l'Atelier (535-57-64), t.l.j. sauf sam. et dim., 14 h. 30 : le Médecin malgré lui (à partir du 26).
Théâtre du Jardin d'acclimatation (539-46-73), mer. et sam., 14 h. 30 : Une hirondelle en hiver.
Théâtre Montparnasse (535-57-64), t.l.j. sf sam. et dim., 14 h. 30 : Andromaque.
Théâtre Mouffetard, mer. et sam., à 14 h 30 : Une fête chez Ben Ali
Théâtre du Parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes, mer. et dim., 15 h. et 16 h. : Spectacle pour un grand-père.
Théâtre Paris-Nord (228-43-42), mer., 15 h. : les Bachodoc's.
Théâtre de la Péniche, quai de Valmy (205-40-39), mer., sam. et dim., 15 h. : Jonathan ou Un fou sur le toit.
Théâtre du Petit-Monde, mer., à 15 h. : Blanche-Neige et les Sept Nains ; dim., à 15 h. : le Petit Chaperon rouge sauvé par les trois petits cochons.
Théâtre de la Petite-Ourse, Jardin des Tuileries (076-05-19), mer., sam., dim., 15 h. 15.
Théâtre de la Plaine (250-15-65), mer., 15 h. : la Machine à fleurs.
Théâtre Présent (203-02-55), le 25, à 14 h. 30 : le Dragon.
Théâtre Récamier (878-33-47), les 25, 26 et 27, à 14 h. 30 : Pauvres clowns.
Théâtre Tristan-Bernard (700-19-31), mer., 14 h. 30 : Grain de son.
Cirque à l'ancienne au Nouveau Carré (277-50-97), mer., sam. et dim., 15 h 30
Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), mer. et sam., à 15 h. ; dim., à 14 h et 17 h.
Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer. et dim., 14 h. 30, 15 h. 30, 16 h. 30 ; sam., 15 h. et 16 h. : les Trois Petits Cochons.
Marionnettes André Roggers, Théâtre 13 (273-34-37), mer., 15 h. : le Petit Indien.
Marionnettes André Verdun, Théâtre d'animation de Vincennes (782-19-60), mer., sam. et dim., 15 h. : Robinson Crusoé.

Cinéma

Les Aventures de Pinocchio, la Flûte à six schtroumpfs, le Joueur de flûte, Silent Running, On a retrouvé la 7e compagnie, Monty Python, le Sauvage, la Flûte enchantée, la Fête sauvage, les Dents de la mer (*), Docteur Françoise Gailland, le Bon et les Méchants, Un sac de billes, Adieu poulet, Chronique des années de braise (v.o.), les Trois Jours du Condor (*), la Bonne Fortune.

Pascal Rogé donnera un unique récital à la Faculté de Droit, 92, rue d'Assas, jeudi 26 février à 21 h. Au programme : Brahms, Debussy, Liszt. — Location Fac., Fnac, Durand et Copar.

ORCHESTRE DE PARIS
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE
Cycle BARENBOÏM
Musique de Chambre
ISAAC STERN
DANIEL BARENBOIM
MAURICE BOURGUE
HENRI DRUART
ANDRÉ SENNEDAT
GEORGES BARBOTEU
Œuvres de MOZART - SCHUMANN
TH. DES CHAMPS-ELYSEES
Lundi 8 mars, 20 h. 30
Location : Théâtre

INA GRM
POURQUOI - COMMENT 6 - COMMUNICATION
« Symbolique des musiques acousmatiques »
DELALANDE - NATTIEZ
MERCREDI 25 FÉVRIER à 20 h. 30
MUSEE D'ART MODERNE - SALLE DE L'ARC 2
11, avenue du Président-Wilson. — Entrée libre.

MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRÉ MALRAUX
Place de l'Hôtel-de-Ville, CRÉTEIL - 899-94-50
Métro : ligne no 8 - CRÉTEIL- PRÉFECTURE
SAMEDI 28 FÉVRIER 1976, à 21 heures
Un concert unique dans la Région parisienne de l'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STUTTGART et de son ensemble vocal (90 musiciens)
Au programme
MAGNIFICAT de J.-S. BACH
MESSE DU COURONNEMENT de W.-A. MOZART
Location - Renseignements :
MAISON DES ARTS et TOUTES AGENCES PARISIENNES
Place de 7 à 35 francs

NARCISO YEPES
Récital de guitare
SALLE PLEYEL
JEUDI 26 FÉVRIER - 20 h 30
Musique du XVIIIe siècle - Musique espagnole
Dernier disque paru :
OHANA : Tres graphicos pour guitare et orchestre -
RUIZ PIPO : Tablas pour guitare et orchestre
2530 585

musique plus
27 FÉVRIER, 20 h. 30
SALLE WAGRAM
ORCHESTRE DE PARIS
Direction Gilbert AMY
MASSON, AMY, IVES ALSINA

ORCHESTRE DE PARIS
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE
Hommage à Charles Münch
DANIEL BARENBOÏM
les quatre symphonies BRAHMS
PALAIS DES CONGRES
Mercredi 10 mars, 20 h. 30
Symphonies no 1 et no 2
Jeudi 11 mars, 20 h. 30
Symphonies no 3 et no 4
Location : Palais des Congrès

THÉATRE SAINT-GEORGES
RECITAL MARY MARQUET
LES JEUDIS 26 FÉVRIER ET 4 MARS
LOCAT. OUVERTE

Musique THEATRE DE LA VILLE 18h30
du 24 au 28 février
ARTHUR GRUMIAUX GYÖRGY SEBÖK
sonates pour violon et piano
MOZART - SCHUBERT - BEETHOVEN
places 10,50 F
location : 2, place du Châtelet
par téléphone : 887.35.39

théâtre de gennevilliers
le Juif de Malte
de Christopher Marlowe
mise en scène Bernard Sobel
793.21.63

6·7·8·9·14·21 mars 1976
PALAIS DES CONGRES
JACQUES DUCHENE
inter
FESTIVAL DE LA CHANSON FRANCOPHONE
25 VEDETTES DONT :
J. GRECO (le 6), G. LENORMAN (le 7), DALIDA (le 21)
FESTIVAL INTERNATIONAL DU SON 1976
C. SAUVAGE (le 8), A. STIVELL (le 9), N. CROISILLE (le 14)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	44,37
CAPITAUX OU	8,00	9,18
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

SNS

recrute d'urgence

INGÉNIEUR « MÉTHODE »

OU

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL

Le candidat retenu sera appelé à encadrer une formation d'analystes du travail et à participer au perfectionnement d'un système d'étude et de qualification du travail. Le poste conviendrait à une personne ayant déjà participé à la mise en place d'un service analyse du travail.

Adr. C.V. détaillé avec prétentions à :
SNS - Direction du Personnel
Service Emploi - B.P. n° 25
BIRMANDREIS - ALGER

ASIAN DEVELOPMENT BANK

The Asian Development Bank is an international development finance institution, based in Manila, Philippines and established for the purpose of lending funds, promoting investment and providing technical assistance to developing member countries, and generally for fostering economic growth in the Asian region.

The Bank offers challenging opportunities to highly qualified and experienced professionals who seek employment either on a career or fixed term basis and invites applications from:

PROJECT ENGINEERS — Irrigation, Electric Power, Transport & Communications, Water Supply.

AGRICULTURAL SPECIALISTS — Forestry, Livestock.

Identification, preparation, appraisal and evaluation of technical/economic viability of irrigation, electric power, transport and communications, water supply, forestry and livestock projects; loan administration, including supervision of project implementation by executing agencies.

FINANCIAL ANALYSTS
PROJECT ECONOMISTS

Identification, preparation, appraisal and evaluation of economic/financial viability of projects in the fields of transport and communications, public utilities, industry, marketing and urban development; assessment of economic/social contribution of such projects to the development of national economies; administration of financial/economic aspects of loan and technical assistance projects.

PROJECT OFFICERS (LOAN ADMINISTRATION).

Monitoring the progress of projects; specifically, supervision of technical, legal, and financial/administrative progress on projects financed by the Bank through correspondence and visits to project sites; coordination and review of progress reports, financial statements and procurement including tender documents, evaluation of bids and contract awards.

Successful applicants for these positions will be between 30 and 50 years of age and fluent in English; they will hold a university degree and/or professional qualifications and have a minimum of five years of professional experience in their field of expertise, preferably in developing countries. They will be based in Manila, Philippines but most positions involve extensive international travel.

Attractive salaries, normally free of tax, and comprehensive fringe benefits will be offered to successful candidates.

Interested persons should send their curriculum vitae, including present salary, to:

PERSONNEL DIVISION
ASIAN DEVELOPMENT BANK
P. O. BOX 789
MANILA, PHILIPPINES

IMPORTANT EDITEUR
d'ouvrages scolaires et de littérature générale
recherche

chargé de promotion internationale

Sous la responsabilité du Directeur Marketing Export :
- il assure la promotion et la vente de produits existants auprès des libraires et des établissements d'enseignement
- il négocie avec les organismes publics et privés
- il contribue à l'étude des marchés et à la recherche de produits nouveaux.

Cette fonction, très itinérante (70% du temps) exige une faculté d'adaptation rapide aux produits pédagogiques, elle conviendrait à un homme jeune (minimum 27 ans), de formation supérieure complétée par une expérience commerciale réussie.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Ecrire C.V. et lettre manuscrite, photo et prétentions No 43.088 Contesse Publicité 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

ETPM ENTREPOSE-GTM
pour les travaux pétroliers maritimes
Leader Européen de l'Offshore Pétrolier
recherche

jeunes INGENIEURS de TRAVAUX

DIPLOMES
Ponts - AM - TP ou similaire

Désireux de faire carrière à l'étranger.

Affectation sur bases opérationnelles en liaison permanente avec les barges de travail en mer (Pose pipe-line et installation plateforme exploitation pétrolière).

• *Anglais courant indispensable.*

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 13.642 à :

s.n.p.m PETITES ANNONCES 108, av. Ch. de Gaulle 92522 NEUILLY

COTE D'IVOIRE

TRES IMPORTANTE ENTREPRISE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE POURSUIVANT SON PROGRAMME DE CONSTRUCTION D'HUILERIES ET DE RAFFINERIES D'HUILES (PALMIERS ET COCOTIERS)

recherche
POUR USINES REGION COTIERE

» **plusieurs responsables d'usines**

Niveau Ingénieur - Formation électromécanicien et compétences en gestion budgétaire et de personnel.
(référ. 121 M 842)

» **plusieurs chefs de production**

(référ. 121 M 843/A)

» **plusieurs chefs d'entretien**

(référ. 121 M 843/B)
formation électromécanicien type marine ou similaire.
Une première expérience de la vie Outre-Mer sera appréciée.

- Logement et voiture assurés
- Facilités de scolarisation des enfants
- Contrats expatriés et avantages sociaux inhérents
- Deux mois de congés payés tous les 10 mois (voyage payé en Europe pour toute la famille dès la 2ème année de séjour).

Adresser lettres de candidatures, C.V. détaillé, photo et prétentions - 30, rue de Mogador 75009 PARIS, en rappelant la référence.
Réponse assurée.

Centre de Psychologie Appliquée

L'UNIVERSITE DE COMMERCE DE NAGOYA DU JAPON

rech. des professeurs de français pour l'année académique du 1er avril 1976 au 1er février 1977. Les candidats devront de préférence être célibataires, de formation universitaire et (ou) d'enseignant, être âgés d'environ 25 ans. La connaissance du japonais n'est pas nécessaire, mais il est indispensable de savoir parler l'anglais. Les cours sont limités à trois jours par semaine, mais les candidats devront participer pleinement à la vie universitaire de Nagoya. Le salaire est de 40.000 FF. Un appartement est mis à la disposition du professeur ainsi qu'un billet d'avion aller-retour.

Rendez-vous seront pris à Paris au début du mois de mars.

Ecr. av. C.V. et numéro de tél. à n° 6.177, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
cherche pour MAROC

VISITEUR MÉDICAL

Il est demandé :
— Nationalité marocaine ;
— Voiture ;
— Niveau Bac ;
— Expérience visite médicale souhaitée.

Adres. C.V. + prét. + photo à n° 44.058, CONTESSE PUBL., 20, aven. de l'Opéra, PARIS-1er.

Pour prendre la responsabilité d'une mission d'études urbaines en Amérique latine, société d'ingénierie à vocation internation. recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

orienté vers les problèmes d'urbanisme et de réseaux urbains, ay. 5 à 10 ans expér. profess. L'ingénieur retenu, disponible rapid pour un séjour de longue durée, doit avoir goût du trav. en équipe, parler nécess. espagnol et si possible anglais.

Les personn intér pvent env. leur candid (C.V. + photo + sal.) ss réf. 522/101 à L.T.P., 31, bd Bne-Nouvelle 75082 Cedex 02.

Ayant décidé de DEVELOPPER ses activités en AFRIQUE, une importante Entreprise de Travaux Publics spécialisée dans la pose de canalisations, recherche :

ingénieur d'affaires

pour lui confier la responsabilité de la recherche, de la négociation, de l'organisation et de la gestion de contrats sur l'Afrique.

Agé au minimum de 33 ans, de formation supérieure (Ponts, Mines, T.P....) le candidat retenu devra posséder l'expérience des chantiers à l'étranger ainsi que les qualités de dynamisme et de disponibilité indispensables à la fonction (nombreux voyages prévus en Afrique).

Anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 249M

Cabinet Jean Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre 75017 Paris

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE
fabriquant des pantalons de marque réputée sportwear hommes, femmes, enfants, accroît son activité à l'exportation et crée le poste de :

CADRE COMMERCIAL EXPORT AFRIQUE

Le candidat retenu, d'environ 30 ans, connaîtra bien l'ensemble des marchés africains, si possible dans un secteur similaire. Dynamique et bon vendeur, il aura essentiellement pour mission de prospecter les pays africains franco et anglophones et de sélectionner un (ou deux) grossistes distributeurs par région retenue. Il parlera donc bien l'anglais et devra être libre de voyager régulièrement.

Ce poste conviendra bien à un jeune Cadre aimant les initiatives et capable d'organiser son propre programme de prospection. Il sera autonome et directement responsable du développement de son secteur.

Ecrire curriculum vitae sous réf. EA/RB à TAS, 77, rue La Boétie - PARIS (8e).

GTE INTERNATIONAL INCORPORATED

ALGERIE

Notre société est un des premiers fabricants mondiaux de produits électroniques Grand Public qui a obtenu en Algérie un contrat d'une valeur de plusieurs millions de dollars pour construire, équiper et faire fonctionner un complexe industriel de 100.000 m^2 employant plus de 5.000 personnes.

Nous recherchons notre

responsable recrutement

basé à Sidi Bel Abbes

chargé de coordonner le recrutement des techniciens et ingénieurs avec une société algérienne. Il sera responsable de la sélection et des tests psycho-techniques, les sélections auront lieu à Alger et à Sidi-Bel Abbes.

Le candidat devra être âgé de 25 ans minimum et avoir une expérience de 5 ans au moins dans le domaine du recrutement.

- Des connaissances en électronique ou une expérience technique en électronique produits Grand Public seraient appréciées
- une expérience en Algérie ou dans les pays du Maghreb sera préférée
- la connaissance de l'anglais est souhaitable
- prime d'expatriation et autres s'ajoutant au salaire de base dans le cadre d'un plan de rémunération généreux.

Adresser votre curriculum vitae sous référence 210 819 avec tous les détails sur expérience professionnelle, photo et prétentions à

M. JEAN LAURAIN - GTE INTERNATIONAL
CENTRE DE FORMATION-EUROPE
GRAND PARC
2, rue de la Moselle
54100 NANCY - FRANCE

Talal Abù-Ghazaleh & Co.
طلال أبوغزاله وشركاه
Talal Abu-Ghazaleh Associates Limited
طلال أبوغزاله أسوشيتس ليمتد

Pour notre Etude d'Administration Economique et Financière, nous recherchons plusieurs EXPERTS COMPTABLES, COMPTABLES DIPLOMES ET CONSEILLERS FINANCIERS PARLANT ARABE.

Notre étude réputée et en pleine expansion vous ouvre une carrière à haute responsabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord où nous possédons 23 bureaux.

Nous proposons des avantages tels que l'immunité fiscale, des réajustements réguliers, une caisse de prévoyance, l'assistance médicale gratuite. Dans toute cette région du monde, nous travaillons en étroite collaboration avec Price Waterhouse & Co.

Veuillez adresser votre candidature en spécifiant vos titres et diplômes ainsi que vos références professionnelles à:
Ian Macpherson, Price Waterhouse & Co., Southwark Towers, 32 London Bridge Street, London SE1 9SY, England.

Société Pétrolière Marocaine
recrute

— **un ingénieur process**
— **deux ingénieurs** (option mécanique générale)
— **un ingénieur production**

Ayant terminé leurs études, les candidats de nationalité marocaine doivent adresser leur demande avec C.V. à Rabat : B.P. n° 79, avant le 5 mars 1976

---

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

LES FILMS NOUVEAUX

SPECTACLES POUR ENFANTS

MARY MARQUET

THEATRE DE LA VILLE

CHANSON FRANÇAISE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi"Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03
	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE (chaque mercredi et chaque vendredi)	25,00	29,19

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

tubest

C.A. 1975 : 50 MF.
Filiale de
LA Cie GENERALE DES VOITURES
recherche pour son Usine
fabriquant des tuyaux métalliques flexibles pour l'Industrie et le Bâtiment située à 40 Kms de REIMS,
un

Ingénieur Chef du Service Méthodes

Son rôle sera de promouvoir dans l'Usine l'application des procédés modernes conduisant à la maîtrise des coûts au double niveau de la conception des Produits et des processus de fabrication—dans le cadre d'une mission plus générale de revalorisation de la Gestion Industrielle—

Ce poste conviendrait à

Ingénieur Mécanicien A & M, ENSI...

ayant exercé des responsabilités effectives dans le domaine des Méthodes et si possible de la Fabrication, pendant les 5 à 10 dernières années. Connaissances métallurgie de la soudure et déformation à froid des métaux en continu appréciées.
Les dossiers de candidatures —sous Réf. M. 1116 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

GROUPE ALIMENTAIRE
en pleine restructuration, région VENDÉE spécialisé en produits frais.
recherche

CONTROLEUR de GESTION

- 35 ans minimum : de formation ESSEC ou similaire, il est responsable devant le Directeur Général, du Contrôle budgétaire, des Prix de Revient, des prévisions et programmes établis en relation avec l'informatique et de leur réalisation,
- la connaissance du domaine alimentaire et de ses exigences est souhaitée. (Réf. 1)

DIRECTEUR COMMERCIAL

- 40 ans minimum : formation Ecole de Commerce, responsable devant le Directeur Général de la politique commerciale et de son application ainsi que de la gestion administrative de son département,
- ce doit être, en outre, un homme de terrain ayant une expérience étendue des produits alimentaires et des produits frais si possible, ainsi que des circuits de distribution. (Réf. 2)

CHEF des VENTES

- 35 ans minimum ; rattaché au Directeur Commercial, il devra, sous son autorité, mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour l'application de la politique définie, avec l'expérience des produits de Grande Consommation. (Réf. 3)

RESPONSABLE MARKETING

- 30 ans minimum ; rattaché au Directeur Commercial, ayant la connaissance du milieu alimentaire, il doit améliorer les produits existants et participer à l'élaboration de nouveaux produits avec tout l'aspect publicitaire et promotionnel rattaché à la fonction. (Réf. 4)

Pour ces postes, écrire avec C.V. détaillé et prétentions sous référence correspondante à :

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

---

ingénieur spécialiste industrialisation lyon

APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

Nous sommes une entreprise française en croissance rapide rattachée à un groupe multinational.
Nous souhaitons nous associer un ingénieur, ARTS ET METIERS, ICAM, ECAM, ou équivalent qui développe la liaison études-fabrication et oriente le bureau d'études en fonction des nécessités de la production. Il est donc indispensable d'avoir 5 à 10 ans d'expérience des méthodes et de l'industrialisation de séries moyennes dans l'appareillage électrique ou électronique courants forts et d'avoir pratiqué l'analyse de la valeur.
La rémunération sera fonction de l'expérience.
Envoyer CV. photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2451/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

CENTRE HOSPITALIER NORD-EST FRANCE
1976 : 550 lits - 3 établissements dont un hôpital général de 450 lits.
1977 : 670 lits - 4 établissements.
recherche

MÉDECIN NÉPHROLOGUE

Ce spécialiste, possédant le C.E.S. de Néphrologie, assurera la Direction à temps complet d'une unité d'hémodialyse de 6 postes en cours de réalisation et d'un service de néphrologie.

Il bénéficiera d'une rémunération élevée, d'avantages sociaux et de facilités de logement.

Adresser les candidatures avec C.V. à n° 244.908, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, qui tr.

TECHNICO-COMMERCIAL HAUT NIVEAU

Dans notre usine de CHATEAUROUX nous produisons des tuyaux de drainage en PVC et des tuyaux plastiques pour canalisations. Notre maison mère, la briqueterie et usine pour produits en matières synthétiques HEINRICH OLTMANNS en ALLEMAGNE est un des producteurs leaders d'Europe. Notre production est distribuée par les grossistes en matériaux de construction.

Nous recherchons un commerçant dynamique, orienté vers le succès, ayant d'excellents contacts avec cette clientèle. Il aura la chance de participer à la croissance rapide de notre maison. Des connaissances parfaites de la langue allemande sont nécessaires. Notre politique de distribution est adaptée aux besoins du marché FRANCE et une aide importante en publicité est prévue. Dès le début, votre salaire sera intéressant. Vous recevrez une formation approfondie dans notre maison. Nous aimerions discuter avec vous dans les plus brefs délais. C'est la raison pour laquelle il sera nécessaire de nous faire connaître votre situation actuelle, votre C.V. en quelques mots manuscrits, copie de vos diplômes, vos désirs concernant votre salaire, la date à laquelle vous pourriez commencer chez nous.

Veuillez envoyer vos papiers à :

O.R. PLASTIQUE
OLTMANNS ET RIPKEN S.A.
rue La Fayette, Z.I. LA MARTINIERE,
36 CHATEAUROUX DEOLS.
Tél. : (54) 34-89-51.

TALCS DE LUZENAC
LEADER EUROPEEN DANS SA BRANCHE
Implantations Internationales
crée poste de

Chef de Marché Polymères

Il aura pour mission
- *d'élaborer la politique de RECHERCHE, de PRODUITS et de VENTE des TALCS utilisés dans les INDUSTRIES des PEINTURES, PLASTIQUES et CAOUTCHOUC,*
- *et de la mettre en oeuvre, tant en France qu'à l'Etranger, à travers un réseau de Vendeurs Régionaux.*

Ce poste conviendrait à

Ingénieur Chimiste
DIPLOMÉ,
ayant une expérience de 5 ans minimum de LABORATOIRE et de PRODUCTION dans l'une des Industries mentionnées.
La pratique courante de l'Allemand (de préférence), ou de l'Anglais, est indispensable.
Résidence TOULOUSE
Les dossiers de candidatures —sous Réf. M.1124 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

SUD-OUEST
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche

RESPONSABLE DU MARKETING

(études et recherches commerciales)
H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.

Expérience de quelques années en conseil ou en milieu industriel.

Résidence ville moyenne en Aquitaine

Adresser candidature manuscrite, C.V., prétentions et photo récente (retour) sous référence 303 à

CIPPE 2, place de la Bourse 33076 BORDEAUX CEDEX.

IMPORTANT LABORATOIRE d'ORLEANS, *recherche*

TECHNICIEN

- *25 ans minimum,*
- *Maîtrise physiologie ou biologie,*
- *Formation complémentaire en embryologie.*
- *Participation à la conception, planification, réalisation et interprétation des études tératogènes.*
- *Anglais lu indispensable.*

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo, prétentions sous réf. 1.231 à :

s.n.p.m PETITES ANNONCES 100, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY S/SEINE

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE
B.P. 6069 - MONTPELLIER 34030 - CEDEX
recherche

CANDIDATS DE PREMIERS PLAN ayant : formation supérieure, quelques années d'expérience professionnelle réussie, une aptitude pour la pédagogie active et la conduite de travaux sur le terrain.

UN PROFESSEUR DE FINANCE (plein temps)
UN PROFESSEUR DE MARKETING (mi-temps ou plein temps)

Qualités requises : goût de l'animation, du travail au sein d'une équipe interdisciplinaire dans un cadre agréable, et des travaux dans les entreprises.

---

responsable organisation et méthodes

65 000 F +
STRASBOURG

CREDIT AGRICOLE

La Caisse Régionale du Crédit Mutuel du Bas Rhin recherche un collaborateur pour améliorer les méthodes de travail en amont et en aval du service informatique, participer à la mise en place de nouveaux systèmes. Il permettra ainsi un dialogue plus fructueux entre ce service et ses utilisateurs et augmentera l'efficacité des tâches administratives bancaires et commerciales.
Il doit avoir une formation supérieure de type ESC et de bonnes connaissances en informatique. Une expérience de la fonction serait souhaitable. Il existe pour un candidat de valeur des possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2422/M (à mentionner sur l'enveloppe) à Michèle ROUSSELOT.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

SOCIETE D'HYPERMARCHES
17 magasins, 4.700 personnes, C.A. estimé 1976 : 3 milliards +, 4 ouvertures prévues d'ici à 2 ans, recherche pour ses magasins de Boulogne-sur-Mer, Hénin-Liétard, Valenciennes Maubeuge, Strasbourg/Haute-Pierre et ces ouvertures prochaines :

- **DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS**
- **CONTROLEURS DE GESTION**
- **CHEFS DE SECTEUR**
- **CHEFS DE RAYON**

pour tous les secteurs Alimentaire, Textile, Bazar, Equipement Maison, Caisse, Sécurité, Surveillance, de formation universitaire ou autodidactes avec expérience.

FONCTION :
Ils seront tous responsables au sein d'une véritable équipe, d'un secteur d'activité du magasin, embauchant, formant, animant leur personnel, le tout dans le cadre d'objectifs négociés.

Si vous êtes candidat, les Directeurs des magasins cités : MM. Fasciaux, Perriot, Sartorius, Lepoutre, Givert, auront le plaisir de vous rencontrer pour vous expliquer le fonctionnement de notre Société et vos possibilités d'avenir.

Ecrivez à AUCHAN,
M. Guy Dujardin, Directeur régional,
200, rue de la Recherche, 59650 Villeneuve-d'Ascq.
Discrétion assurée.
Stage dans le Nord indispensable.

JOUVEINAL
Laboratoires
recherche pour son Usine d'ANGERS
un Jeune

Pharmacien

DIPLOMÉ DE l'INSTITUT DE PHARMACIE INDUSTRIELLE
et souhaitant s'orienter vers des fonctions de

Production.

Il lui sera confié au départ la responsabilité de 2 secteurs de Fabrication : Formes solides et Formes liquides (dont suppositoires, pommades, etc. . .)
Il travaillera en collaboration avec les autres services et notamment le service de mise au point galénique.
Sa mission consistera particulièrement à faire évoluer les méthodes et procédés de fabrication selon les règles de l'Art Pharmaceutique.
Les dossiers de candidatures —sous Réf. M.1119 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
RÉGION RHONE-ALPES
recherche

RESPONSABLE GESTION DE LA PRODUCTION

- Gestion et tenue des stocks.
- Lancement, ordonnancement, planning.
- Contrôle de production.

Les candidats doivent justifier d'une bonne expérience de gestion de la production dans la fabrication mécanique en moyennes séries. Une ouverture à l'informatique est souhaitable.

Adresser curriculum vitae + lettre manuscrite + photo + prétentions.
Numéro 8.264, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui transm.
Discrétion et réponse assurées.

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE
DE LA MANCHE-SAINT-LO
recherche

un ANALYSTE

— **PROFIL SOUHAITE :**
- Formation maîtrise informatique ou niveau équivalent.
- Un ou deux ans d'expérience en télétraitement.

— **NOUS LUI OFFRONS :**
- La possibilité de participer à de nouvelles études dans le cadre d'une évolution du matériel existant.
- Une situation stable.
- Un salaire et des avant. soc. intéress.

Envoyer C.V. et prétentions à J. ANDREAN, SOPRA, 90, rue de Flandre - 75019 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL

INDUSTRIE ALIMENTAIRE
Ville Universitaire - Ouest **150.000 FF —**

Notre client, un des plus importants groupes français de l'industrie alimentaire recherche son Directeur Commercial. Il participera à l'élaboration de la politique commerciale et en assurera l'application. Il dirigera une force de vente nombreuse et fortement structurée (3 directions des ventes, 8 directions régionales, 50 attachés commerciaux etc... réalisant un chiffre d'affaires de près de 350 millions de Francs). Le candidat retenu, âgé de 35 ans minimum, justifiera d'une expérience notoirement réussie de la vente de produit de grande consommation, de la maîtrise des circuits de grande distribution, de la pratique de l'animation et de la gestion d'un réseau de vente important, de la négociation à un niveau élevé. Ce groupe en pleine expansion offre de larges perspectives d'évolution pour un homme compétent capable de communiquer à tous les niveaux de direction. Ecrire à M. Michel Soyer - 6, avenue Marceau sous la référence M 623. Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande confidentialité.

IMPORTANTE USINE DE FABRICATION DE GROSSE MECANIQUE
recherche pour l'Est

ADJOINT TECHNICO-COMMERCIAL AU DIRECTEUR COMMERCIAL

LANGUE ALLEMANDE INDISPENSABLE

Son rôle consistera non seulement à contrôler et développer la clientèle actuelle mais aussi à chercher de nouveaux débouchés, à imaginer et commercialiser de nouveaux matériels.

Poste très ouvert convenant à un INGENIEUR DIPLOME, mécanicien compétent, ayant le sens du commercial et du marketing.

ECR. SOUS REFERENCE 570 avec C.V. et photo à
OREST, 5-7, r. Pierre-Perrat 57000 METZ.

OREST

CENTRE DE RECHERCHE NANCY
recrute

MATHÉMATICIEN

— Diplômé Grande Ecole ou Doctorat d'Université.
— Large culture mathématique et scientifique (physique générale - mécanique rationnelle - chimie générale).
— Connaissances en Sciences de la vie et Sciences humaines appréciées.
— Capable de traiter dans un centre de recherches pluridisciplinaire, les problèmes les plus variés de modélisation et de statistique.

Adresser CV et prétentions à SWEERTS BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09 sous réf. n° 206, qui trans.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
DIJON
recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

responsable de l'équipe Systèms, il sera le conseil technique du Directeur du Centre et également chargé d'assurer la formation des personnels d'étude et d'exploitation.
Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise d'Inf. Maths ou Physique, il devra avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et une connaissance approfondie de l'IBM 370/135 sous DOS/VS.

Adresser lettre candidature manuscrite, C.V. détaillé et copie diplômes à M. le Directeur de la CRAM - B.P. 1547 - 21034 DIJON Cedex.
Clôture de l'appel de candidature le 15-03-1976.

ASSOCIATION REGIONALE recherche

DOCTEUR ÈS SCIENCES

ayant bonne expérience industrielle, qualités contacts et organisation, qui sera chargé dans la Région Centre de susciter de meilleures liaisons entre agriculture, industrie, recherche, enseignements. Réelle motivation indispensable.

Résidence ORLEANS exigée.

Ecrire CLAIRE, 29, rue Charles-Sanglier, 45000 ORLEANS.

SIEGE PARIS recherche pour
ÉTABLISSEMENT NANCY

RESPONSABLE SERVICE PERSONNEL

Formation licence droit, CIFFOP ou équivalent.
Expér. ds la fonction souhaitée.
ATTACHE FONCTIONNEL au SERV. PERSONNEL PARIS.
Possibilité logement.

Adress. C.V. et prét. + photo à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris CEDEX 09, ss réf. n° 207, q. tr.

ECOLE SECONDAIRE PRIVEE CATHOLIQUE FILLES
contrat d'association, cherche personne pouvant assumer responsabilité d'un second cycle trois cents élèves. Poste vacant à compt du 1er mars. Env C.V complet 103, av. de Cheverny, 44800 ST-HERBLAIN T 76-59 59.

IMPRIMERIE PROVINCE rech commercial pr la rég. parisien. Ecr av C.V et photo à I.V.R., B P 13. 59051 Roubaix Cedex 1

GROUPE D'ENTREPRISES DE MÉCANIQUE DE PRÉCISION
recherche
pour compléter son équipe de direction

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

Expérience confirmée de la fabrication.
30 ans minimum.
Niveau ingénieur.
— Le candidat devra assurer le contact avec la clientèle, établir les devis et assurer le suivi des commandes.
— Poste d'avenir pour candidat dynamique et compétent.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo n° 8.281, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

Il ne sera répondu qu'aux candidats réunissant les conditions exigées.

AM1 ou AC2
ayt quelques années expérience pour pilote synthèse orga. fines.
Tél. : (46) 01-10-32.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

offres d'emploi

INGENIEUR D'ETUDES

VOUS SOUHAITEZ EVOLUER VERS UNE FONCTION

ORGANISATION-METHODES

EN INGENIERIE

Vous êtes diplômé d'une grande école et vous avez une expérience de cinq à dix années acquise dans une grande entreprise industrielle de pointe (aérospatial, nucléaire...). Vous souhaitez valoriser votre acquis au contact d'ingénieurs de haut niveau.
Société d'ingénierie de grands ensembles industriels, nous vous proposons de développer des projets et des systèmes d'organisation demandant des capacités de création et d'initiative. Vous piloterez ainsi des actions communes à plusieurs de nos services d'ingénierie, en assurant leur cohérence entre différents objectifs (qualité, délai, coût).

Ecrire à No 43.533, Contesse Publicit, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

GROUPE INTERNATIONAL DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche

pour sa DIRECTION FINANCIÈRE

JEUNE CADRE

Il sera RESPONSABLE de l'établissement DES RESULTATS DE GROUPE ; en outre, il définira les procédures correspondantes, que ses collaborateurs mettront en application.

— Il est DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE COMMERCIALE, avec option finance comptabilité, ou bien il a reçu une formation équival.

Bonne connaissance de l'informatique souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé et rémunér. souh. ss réf. 156, à Créations Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

Important groupe français, leader sur son marché dans le domaine de l'équipement automobile, nous recherchons pour notre Service des Affaires Internationales un

cadre export

60.000 +

De formation supérieure, juridique ou commerciale (Lic. Droit, E.S.C.P., I.A.E...), 28 ans minimum. Une bonne maîtrise des langues anglaise et espagnole et une expérience de trois années au moins, si possible dans l'industrie automobile. Il sera responsable de la gestion administrative du Service. Son rôle s'étendra rapidement au suivi des contrats d'assistance technique, au contrôle des filiales et à la préparation des négociations auxquelles il pourra être amené à participer. Réponse et discrétion assurées à tte lettre man. + CV + photo + rém. adressée ss réf. 5861/B à Mme Sigolet.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

---

offres d'emploi

etap

SOCIÉTÉ FRANÇAISE (20 MILLIONS C.A.) RENOMMÉE DANS SA SPÉCIALITÉ (CARROSSERIE ET INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES) VILLE 120 KM SUD DE PARIS - OFFRE DANS LA PERSPECTIVE DE SON EXPANSION UN POSTE ACTIF ET ÉVOLUTIF DE

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ce cadre aura
- la responsabilité de l'ordonnancement et de la fabrication,
- le rôle de gestionnaire et d'animation d'un effectif de 120 personnes.

Ce poste conviendrait à ingénieur mécanicien ou équivalent, ayant 5 ans minimum d'expérience en fabrication (tôlerie, chaudronnerie fine, soudure) et qualités marquées d'organisateur et de meneur d'hommes.

Ecrire sous référence FP 374 AM.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE AMÉRICAIN
recherche pour usine, ville proche LILLE,

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

Ce poste peut convenir à
INGÉNIEUR AM - IDN OU GÉNIE CHIMIQUE
bonne connaissance anglais, ayant acquis dans le domaine des produits de polycondensation (phénoplastes, aminoplastes, polyesters, etc.) une solide expérience
- de l'exploitation (délais, coûts et qualité),
- ainsi que de la conception, mise en œuvre et entretien des équipements.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS MARQUÉES D'ANIMATEUR ET D'ORGANISATEUR

Ecrire sous référence HR 375 CM.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (300 personnes) PROCHE BANLIEUE OUEST PARIS - RECHERCHE POUR ÊTRE RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CHEF DU PERSONNEL

disposant solide expérience et
CAPABLE D'ÊTRE LE RESPONSABLE DU POTENTIEL HUMAIN DE L'ENTREPRISE :
- recrutement - promotion,
- formation,
- gestion du personnel,
- liaisons sociales.

Situation intéressante au sein firme en expansion.

Ecrire sous référence CM 371 A.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE SPÉCIALISÉE DANS L'ÉTUDE ET LA FABRICATION DE MATÉRIELS DE HAUTE QUALITÉ POUR INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTRO-CHIMIQUES - LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE (50 % EXPORTATION) RECHERCHE POUR SON SIÈGE PARIS

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX EXPORTATION DÉBUTANTS

diplômés grandes écoles. Ils seront solidement formés sur le plan technique et commercial afin de les rendre à même
D'ÉTUDIER, NÉGOCIER, SUIVRE DES AFFAIRES IMPORTANTES EN LIAISON AVEC DES SOCIÉTÉS D'ENGINEERING ÉTRANGÈRES

Une parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Situations actives impliquant initiative et dynamisme pour candidats alliant le goût de la technique à des qualités de méthodes et de contacts.

Ecrire sous référence DN 372 CM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS
discrétion absolue

Notre expansion est prévue à long terme.
C'est ainsi que nous préparons votre avenir.

Nous ouvrons de nouvelles agences dans la Région Parisienne et il nous faut des hommes nouveaux pour occuper les postes d'

exploitants confirmés

Niveaux Sous-Directeurs et Fondés de Pouvoirs

Des hommes qui soient à la fois spécialistes des produits bancaires et responsables de leur clientèle (particuliers et entreprises) au niveau de la prospection. Ils sont partie prenante aux décisions du Comité.

Ces hommes ont une formation supérieure universitaire ou bancaire (I.T.B. ou C.E.S.B.) et un "savoir faire" acquis grâce à plusieurs années d'expérience.

Adressez-nous c.v., lettre manuscrite et prétentions. Nous les étudierons avec soin et vous pouvez être assurés d'une réponse dans les meilleurs délais.

BANQUE HERVET Direction du Personnel
127 av. Charles de Gaulle - B.P. 154 - 92201 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

Avez-vous pensé à la fonction personnel ?

C'est un choix intéressant pour des juristes débutants, licenciés en droit, connaissant bien le droit social, car ils pourront devenir spécialistes de cette fonction en évolution constante. Nous proposons le poste d'

ASSISTANT A LA DIRECTION DU PERSONNEL

Son activité de départ englobera entre autres : l'étude des nouveaux textes législatifs et conventionnels, la préparation des dossiers contentieux, la participation à la rédaction des normes internes et à l'organisation des élections professionnelles...
Celle-ci s'étendra par la suite à l'ensemble des opérations du service juridique et contentieux.

olivetti

Les dossiers de candidature sont à adresser à Monsieur BASSAN, sous réf. K 01, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg St-Honoré - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

---

offres d'emploi

audit interne

BSN-Gervais Danone recherche pour sa Direction Générale chargée des Affaires Financières un auditeur interne.

Dans le cadre du Service Audit Interne, il effectue des missions d'audit financier et opérationnel dans les sociétés du Groupe aux activités diversifiées (Verre, Boissons, Produits Frais, Baby-Foods, etc.).

HEC, ESSEC, ESC, + DECS, il a acquis une expérience de 3 à 5 ans soit comme auditeur externe dans un Cabinet Anglo-Saxon, soit comme auditeur interne dans une société américaine où il aura réalisé des audits opérationnels.

Connaissance de l'allemand ou de l'espagnol souhaitée.
Lieu du poste : Paris
Nombreux déplacements.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, en précisant rémunération actuelle et prétentions, sous réf. M. 03 à Jean Burckel - BSN-Gervais Danone. 126/130, rue Jules-Guesde 92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn. gervais danone

HAVAS CONTACT

Pour assurer sa

DIRECTION MÉDICALE INTERNATIONALE

un des premiers groupes pharmaceutiques français recherche un

MÉDECIN

Responsable médical de toute l'activité à l'étranger, il aura la responsabilité :
- des contacts avec les autorités sanitaires en vue de l'enregistrement des spécialités ;
- du suivi des expérimentations cliniques ;
- du courrier médical ;
- de la formation scientifique des visiteurs médicaux ;
- de l'organisation des tables rondes.

La connaissance de l'Anglais est indispensable. Allemand ou Espagnol souhaité.

Le poste, à pourvoir à Paris, entraînera des voyages fréquents, mais de courte durée.

Adr. C.V. man. av. photo récente sous la réf. : RH/154 à THIBAULT, B.P. 340, 75624 Paris Cedex 13

AIR CONDITIONNE
Jeune et petite Société d'installation de CLIMATISATION recherche pour la région parisienne un

technico commercial

pour développer son activité aménagement de locaux «informatiques».
- contacts prescripteurs,
- visite et prospection de clientèle,
- études et suivi des réalisations.

L'homme recherché aura de préférence une formation technique du niveau B.T.S. ou D.U.T. mais surtout une expérience réussie de vente d'au moins 2 ans en milieu industriel.
Salaire motivant + prime d'objectif.

Pour inf. compl. écrire sous réf. 6.149 A

egor 5, rue Meyerbeer 75009 - Paris

sextant/dpa

G.-CAM
Société de Service et de Conseil en Informatique et en Organisation du Groupe de la Caisse des Dépôts.

recherche dans le cadre d'un projet important de gestion de *personnel*

Chef de Projet/ Application

Mission :
- développement de l'application,
- contact avec la clientèle,
- contrôle de l'exploitation,
- maintenance des programmes.

Profil :
- 4 à 5 ans d'expérience en Etude, Réalisation, Implantation d'applications de gestion.

Envoyer CV et prétentions s/réf. M 19 à

Personnel CONSEIL G.CAM SINORG
7 RUE ROYALE 75008 PARIS

STEELCASE-STRAFOR

nouvelle Société
FRANCO AMERICAINE
voulant devenir rapidement Leader Européen du SIEGE de BUREAU confierait à un

Jeune Ingénieur

A & M, IDN, INSA...
même DEBUTANT

la RESPONSABILITE de son ATELIER METALLURGIE (travail des métaux en feuilles) dont l'affectif sera d'environ 100 personnes à moyen terme.
Le candidat sera un homme de Fabrication recherchant une activité complète en Atelier.
De bonnes notions d'Anglais seraient appréciées.
Les dossiers de candidatures —sous Réf.M.1125 à préciser sur l'enveloppe— seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE DE COMMERCIALISATION BASEE A PARIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

appelé à remplacer le Directeur Général actuel au bout de quelques mois.

Il assurera l'entière responsabilité de la société française.

Le poste convient à un candidat, ingénieur diplômé SUPELEC, SUPAERO, ENSI (option informatique ou électronique), ou à un diplômé MBA, INSEAD, HEC, ESSEC ; la double formation étant un avantage.

Manager, il doit avoir une parfaite connaissance du marché de l'informatique et des techniques de commercialisation, acquise de préférence dans un poste similaire ou comme Directeur Régional.

Agé de 33 ans minimum, bilingue français-anglais, il allie à une habitude du travail en groupe un dynamisme lui permettant de participer à l'expansion de l'entreprise.

Il est offert une rémunération fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu, une voiture et des possibilités de développement au sein de la société multinationale.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V. et prétentions à R. Roudil Europe Conseil, 2, avenue Montaigne, 75008 Paris sous la référence M. 50.230. Discrétion assurée.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE, *recherche*

médecin

Jeune, dynamique, bons contacts, acceptant fréquents déplacements à l'étranger pour poste :

DIRECTEUR MEDICAL AMERIQUE LATINE

- *Basé à Paris avec responsabilité implantation de nos produits et de leur développement scientifique et promotionnel.*
- *Expérience de poste promotionnel industrie pharmaceutique en France ou Amérique Latine et connaissances espagnol souhaitables mais pas indispensables.*

Envoyez C.V., et lettre manuscrite sous réf. 1.230 à :

ORIGE CONSEIL
12, bd Jean MERMOZ, 92200 NEUILLY

GRANDE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour assurer la promotion de matériels d'acoustique dans le domaine des travaux sous-marins.

- — expérience commerciale de 4 à 5 ans dans poste similaire appréciée ;
- — connaissance du milieu pétrolier off-shore souhaitée ;
- — anglais parlé indispensable. Déplacements fréquents.

Env. C.V. et prétentions à n° 43.325, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui tr.

JEUNES INGENIEURS MECANICIENS

(AM - IDN - INSA ou Equivalent)

Nous sommes une société d'engineering et de constructions nucléaires. Nous créons plusieurs postes pour des ingénieurs mécaniciens désireux d'appliquer et de développer leurs connaissances en résistance des matériaux et en mécanique.

Ils seront responsables de la conception et du calcul d'équipements des centrales que nous construisons en France et à l'Etranger.

Ces fonctions qui se trouvent à la pointe de la technique autorisent de réelles possibilités d'évolution.

Ecrire à No 43735 Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra. 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

UNE FILIALE D'UN GROUPE ALLEMAND spécialisé dans la construction et la vente d'appareils en matière plastique, en travaux anti-acides et en installations anti-corrosion, exerçant son activité dans la région parisienne,

recherche pour son département de vente d'APPAREILS en MATIERE PLASTIQUE

UN INGENIEUR

FORMATION CHIMIQUE OU CONSTRUCTION METALLIQUE

Nous souhaitons des connaissances étendues dans un de ces domaines, une expérience de plusieurs années dans la construction et la vente d'installations industrielles ou d'appareils en matière plastique et une certaine pratique de la langue allemande.

Nous donnerions la préférence à un candidat ayant déjà travaillé dans l'industrie chimique.

Les tâches de ce collaborateur consisteront à connaître les besoins du marché français pour ces produits, à rechercher des clients, à donner des conseils aux personnes intéressées à ces produits et à mener à bonne fin en contact étroit avec la maison mère allemande, les propositions.

Une période d'essai dans la maison mère en Allemagne, destinée à acquérir les connaissances particulières nécessaires est prévue.

Prière d'écrire en y ajoutant un C.V. manuscrit, copie de certificats, photo, indication *de la rémunération souhaitée et de la date* d'entrée en service possible à No 43.448 CONTESSE Publicité - 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CHEF DU DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

100/140.000

Notre spécialité c'est la gestion de fichiers importants de noms et d'adresses pour un grand nombre d'entreprises.

Nos techniques de pointe et notre organisation nous permettent d'occuper la première place dans cette spécialité. L'Informatique est notre outil de travail.

Notre développement constant nous conduit à rechercher le responsable de notre département Informatique, pour l'encadrement et la direction d'une équipe d'une quarantaine de personnes.

Vous connaissez parfaitement la technique inhérente aux ordinateurs IBM, vous avez l'expérience de la vie d'une importante équipe informatique et de son commandement, vous vous sentez à l'aise dans des relations humaines approfondies et vous créez un climat de confiance.

Un diplôme d'une école d'ingénieurs est nécessaire, cependant l'expérience est prépondérante.
Si vous vous reconnaissez dans ce profil, nous aurons plaisir à vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3.131 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6 RUE DE LA ROSIÈRE, PARIS 15e

à qui nous avons confié cette recherche.

Johns-Manville

FILIALE FRANCAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE
spécialisée dans les matériaux d'isolation et de filtration,
recherche

INGENIEUR travaux neufs

CENTRALE, A.M., MINES...

Les fonctions proposées permettront à un Ingénieur confirmé de développer une expérience engineering de 5 ans minimum acquise dans la conception, l'installation et la maintenance de matériels automatisés.

Une compétence dans le traitement des pulvérulents serait appréciée.

Nous demandons une grande disponibilité pour de fréquents déplacements en France et en Europe.

La pratique de l'Anglais est indispensable, celle de l'Allemand ou de l'Espagnol sera un avantage supplémentaire.

Nous vous remercions d'écrire sous référence CD/731 à Johns Manville, Direction des Relations Humaines, 9-11, rue du Colonel de Rochebrune - 92505 Rueil-Malmaison.

DIRECTEUR GÉNÉRAL - ADMINISTRATEUR

LA SOCIÉTÉ
Opère dans le monde entier, y compris la France. Nous sommes spécialisés depuis 42 ans dans le contrôle des dépenses d'énergie.

LE JOB
Notre filiale à Paris, qui devrait très bientôt subir une croissance très rapide, demande un Directeur Général-Administrateur pour créer une équipe de production chargée du travail statistique et analytique. Une période de formation sera nécessaire dans nos bureaux de Londres (notre nouveau bureau de Paris sera situé dans la tour Fiat à la Défense).

LE CANDIDAT
Nous recherchons un Français de 35 ans environ parlant couramment l'anglais et capable d'organiser et de motiver son équipe. Une certaine expérience comptable serait utile.

LA RÉMUNÉRATION
Salaire intéressant en fonction de l'expérience et du potentiel. Ce poste vous offre la possibilité de vous joindre à une société internationale à forte croissance engagée dans un secteur passionnant et important.
Veuillez nous soumettre en toute confiance votre C.V. en anglais avec le salaire demandé à

R. H. Wessler, National Utility Service Inc. (UK) Ltd.
Carolyn House, Croydon, CR9 3LX.
Surrey, Angleterre.

THÉORICIENS
DE LA VENTE
DU MARKETING
DU MANAGEMENT
DIRECTEURS COMMERCIAUX

S'ABSTENIR

Nous en avons déjà refusé plusieurs : ils n'avaient pas le courage de se remettre en question.

Le métier que nous faisons réclame des hommes d'une trempe particulière. Ils sont passionnés par la vente et ne craignent pas la vie sur le terrain à 100 % de leur temps. Ils aiment n'être jugés que sur leurs résultats permanents, au plan de la vente comme au plan de la promotion professionnelle et tiennent à être rémunérés à l'efficacité.
A ceux-là, nous offrons une réelle opportunité dans nos spécialités : les produits financiers ou immobiliers et les garanties d'assurance.
Nous sommes les leaders en France de notre industrie.

Si vous envisagez une carrière commerciale comme nous, nous pourrons parler de votre avenir ensemble.

SI
HOMME OU FEMME
vous avez 23 ans au moins, une bonne formation générale, une expérience de la vente ou pas, la possibilité de vous libérer à partir du 8 mars 1976, écrivez-nous par l'intermédiaire de :
BANCE PUBLICITE N° 207,
13, rue Marivaux - 75002 PARIS
(lettre manuscrite et C.V. et photo).

Nous sommes un groupe industriel français d'importance internationale.
Nous cherchons pour notre siège à Paris

le chef du service plan et études financières

Sous l'autorité du directeur financier, il est chargé de la centralisation et de l'analyse des éléments nécessaires à la mise en forme du plan à cinq ans, du contrôle de gestion des filiales, de la réalisation des études financières générales ou ponctuelles.
C'est un jeune cadre, 28 ans minimum, HEC, ESSEC, MBA, ou équivalent. Il peut également être ingénieur grande école. Il doit avoir une bonne connaissance des principes comptables, du contrôle de gestion et de la gestion financière acquise par quelques années d'expérience dans les services financiers d'une entreprise industrielle. Un bon anglais est nécessaire.
Écrire à G. BARDOU ss réf. 3010 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

COLGATE PALMOLIVE

recherche

JEUNES CADRES

ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

- Débutants ;
- De formation supérieure Grande Ecole ou université ;
- Possédant une bonne connaissance de l'Anglais ;
- Susceptibles de prendre en charge, après formation, des postes de **RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES** tels que le **CONTROLE DE GESTION ET L'AUDIT INTERNE**, au sein de la direction financière ou dans l'une des filiales du Groupe.

Des déplacements ou des séjours en Province ou à l'Etranger sont possibles.
Développement intéressant dans une Société en expansion.

Adresser candidature et C.V. à COLGATE PALMOLIVE, Service Recrutement, 94401 Courbevoie

---

Jeune Entreprise Chantier Electrique
recherche
pour le développement du Département
ADMINISTRATIONS
et SOCIETES NATIONALES

RESPONSABLE D'AFFAIRES

Le candidat devra :
— être persévérant et très dynamique ;
— être habile et efficace dans le domaine commercial ;
— justifier d'une solide expérience en matière d'entreprise.

Ecr. avec C.V. ss réf. n° 2.079 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transm., *ou téléphoner : 553-61-75.*

TEKELEC AIRTRONIC

Société française d'Electronique
600 personnes, 160 millions de C.A.
recherche pour son centre technique de
BOULOGNE-BILLANCOURT

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

Responsables de l'étude et de la réalisation de matériels de mesure mettant en œuvre :
— circuits logiques et analogiques,
— circuits VHF/UHF.

Ces postes conviennent à des Diplômés de Grandes Ecoles, ayant de bonnes connaissances en anglais et, si possible, une expérience de 3 à 5 ans dans les domaines concernés.

Envoyer C.V. détaillé au service du Personnel TEKELEC-AIRTRONIC B.P. N° 2 - 92310 SEVRES

---

responsable études développement

120 000F +

AUDIO-VISUEL ET SIGNALISATION

Nous sommes la filiale d'un important groupe Européen dont la maison mère fournissait jusqu'à présent nos équipements. Le développement rapide de nos activités en France nous amène à créer une structure industrielle avec mise en place d'un service Etudes-Développement. Le responsable de ce service travaillera en liaison avec les autres unités de la Société et du groupe. Il devra définir les nouveaux produits, en chiffrer les coûts d'études, établir les plannings prévisionnels et réaliser entièrement les dossiers industriels.
Ce poste convient à un Ingénieur Grande Ecole : X-SUP ELEC, TELECOM etc... ayant une expérience Etudes confirmée en Electro-acoustique professionnelle, Interphonie ou signalisation. Il est à pourvoir en Banlieue SUD-PARIS.
Adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2492/M (à mentionner sur l'enveloppe), à Maryse PERCHE Responsable du Secteur Industriel.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

CHEF COMPTABLE

LA SOCIÉTÉ
Opère dans le monde entier, y compris la France. Nous sommes spécialisés depuis 42 ans dans le contrôle des dépenses d'énergie.

LE JOB
Le candidat retenu sera responsable de toutes les fonctions de comptabilité, y compris la préparation des comptes mensuels et annuels, de manière à améliorer et appliquer les systèmes de contrôle de la direction et à coordonner les rapports financiers de nos autres filiales européennes. Le poste est à Paris dans nos nouveaux bureaux de la tour Fiat à la Défense.

LE CANDIDAT
Nous recherchons un homme de 35 ans environ parlant couramment l'anglais et ayant une expérience commerciale. Des qualifications professionnelles seraient appréciées, mais ne sont pas essentielles. Il devra être capable de comprendre tous les aspects essentiels de son affaire, posséder une forte personnalité et savoir traiter à tous les niveaux avec tact.

LA RÉMUNÉRATION
Salaire intéressant en fonction de l'expérience et du potentiel. Ce poste vous offre la possibilité de vous joindre à une société internationale à forte croissance engagée dans un secteur passionnant et important.

Veuillez nous soumettre en toute confiance votre C.V. en anglais avec le salaire demandé à

R. H. Wessler, National Utility Service Inc. (UK) Ltd.
Carolyn House, Croydon CR9 3LX.
Surrey, Angleterre.

UNION CARBIDE FRANCE

recherche
pour sa Division "PILES"

un ingénieur de ventes

qui sera responsable du marketing et de la vente des piles de montres *en France.*

Nous souhaitons une expérience en électronique, des milieux horlogers et de la vente des piles. Avoir un excellent contact humain, être capable de diriger à l'avenir une force de ventes, parler et écrire la langue anglaise sont essentiels.

**Les candidats intéressés sont priés d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à
UNION CARBIDE FRANCE
Service du Personnel
4, place des Etats-Unis
94533 RUNGIS**

Importante Société Pétrolière
recherche

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

Formation Mécanique et Moteurs

Libérés du Service national
Aimant vie active.

pour postes

TECHNICO-COMMERCIAUX

résidence Province ou Paris
suivant besoins du service

— Fonction comportant nombreux déplacements.
— Formation complémentaire assurée.
— Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.
— Expérience et anglais appréciés.

Adresser curriculum vitae et photo à n° 43.841 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Société de **services informatiques**
rattachée à groupe important
recherche

responsable de production

- Il supervisera et coordonnera l'ensemble des fonctions de production : saisie, traitement, conditionnement (30 personnes, système DOS),
- définira les règles et procédures propres à améliorer la qualité du Service,
- organisera la mise en place d'un nouveau matériel.

Ecrire au Service 10.128 - M.B.,
5 rue du Helder 75009 PARIS.

Groupe pharmaceutique français

recrute pour participer à des équipes de recherche de niveau international :

BIOCHIMISTES PHARMACOLOGUES

Les candidats devront :
— être spécialisés dans le domaine du Système Nerveux Central ;

— justifier d'une expérience pratique d'au moins 2 ans en laboratoire ;

— être de préférence titulaires d'une maîtrise.

Env. curriculum vitae sous n° 8276 « le Monde », Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e), qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES
D'EQUIPEMENTS
MARITIMES ET FLUVIAUX
recherche
pour son département
VANNES DE BARRAGE
ET PORTES D'ECLUSES

ingénieurs d'études

Confirmés, connaissant Charpente Métallique, Chaudronnerie, Grosse Mécanique et si possible, appareillages à commande hydraulique.
Anglais indispensable.
Lieu de travail : BOULOGNE 92.
Divers avantages sociaux - Restaurant d'Entreprise - Navette autocar.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf 40118 M à :
PRO / JETS
122 rue La Boëtie 75008 Paris.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Branche Electronique Professionnelle

recherche pour CENTRE DE PRODUCTION
Banlieue PARIS NORD-OUEST

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS ou similaire

appelé à devenir après stage

Chef de Service Fabrications Mécaniques

Position à forte responsabilité technique et conduite des hommes (Service de 450 personnes).

Expérience nécessaire de 8 à 10 ans industrielle dont production, usinages, tôlerie, soudure petites et moyennes séries, méthodes et ordonnancement.
Langue anglaise recommandée.
Rémunération liée au profil du candidat.

Discrétion totale assurée

Ecrire avec C.V. détaillé à n° 43.122, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

Société internationale
recherche

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Bilingue anglais - français

pour prendre en charge l'ensemble de la politique humaine de la filiale française (siège Paris et deux usines en province).
Responsable auprès du PDG, il assurera :

- la gestion prévisionnelle
- le recrutement
- la définition de la politique des salaires
- la coordination de la formation
- les relations paritaires
- l'administration générale.

Un salaire élevé, assorti de nombreux avantages est offert à des candidats de valeur.

Envoyez votre curriculum vitae rédigé en langue anglaise sous réf. 47202 à Havas Contact, 156, bd Haussmann 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

médecin rédacteur

de préférence ancien Interne des Hôpitaux, pour SECRETARIAT DE REDACTION REVUE MEDICALE.
Il est indispensable de savoir rédiger facilement, d'avoir une bonne culture scientifique et de lire couramment l'anglais.

Travail : 5 demi-journées par semaine (14 h 30 - 18 h 30).
Emploi stable, candidatures pour poste intérimaire non souhaitées.

Envoyer C.V. detaillé, prétentions photo à HAVAS Contact, 156, bd Haussmann, 75009 Paris. Réf. n° 47 198.
Discrétion assurée et documents retournés.

HAVAS CONTACT

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

offres d'emploi

Groupe pharmaceutique français

BIOCHIMISTES PHARMACOLOGUES

BUREAU D'ETUDES D'EQUIPEMENTS MARITIMES ET FLUVIAUX

ingénieurs d'études

DIRECTEUR DU PERSONNEL

offres d'emploi

DIRECTEUR DES VENTES

Notre société fait un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de nouveaux francs. Nous distribuons des produits industriels sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Notre infrastructure est importante : nous avons des agences, des magasins, des dépôts, dans chacune des principales villes de France. Nous faisons par ailleurs une bonne part de notre chiffre d'affaires en ventes directes.

Dépendant du Directeur Commercial, nous vous confierons au départ la responsabilité des affaires directes. Vous aurez à prouver votre réussite dans les domaines suivants : connaissance des produits, animation des hommes, capacité de négociation. Flexible, adaptable, évolutif, excellent négociateur vous-même, vous devriez développer ces qualités au sein du réseau.

Ce poste est un tremplin. Le salaire est ouvert. Nous aimerions compléter cette annonce par un entretien d'affaires simple et détendu comme vous avez l'habitude d'en avoir.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3.129 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIÈRE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

PARIS

CENTRE DE RECHERCHE DELALANDE

est le centre de recherche du Groupe DELALANDE (pharmacie, chimie, cosmétiques, C.A. 350 millions de F, 2000 personnes dont 200 personnes au centre).
Un groupe ambitieux mais à dimension humaine.

Nous sommes installés au calme, dans la banlieue résidentielle de Paris.

Là, dans des installations ultra-modernes, les équipes pluridisciplinaires de scientifiques recherchent activement les médicaments de demain.

Pour notre département de

pharmacologie,

nous souhaitons engager des

chercheurs

de très grande compétence et notamment :
- le responsable de notre laboratoire de screening général.
- le spécialiste de l'électrophysiologie qui renforcera notre équipe cardio-vasculaire.

Si l'un de ces postes vous intéresse (ou si vous étiez intéressé par d'autres fonctions), écrivez sous pli personnel à M. ROMERO - Centre de Recherche Delalande - 10, rue des Carrières - 92500 Rueil, qui vous adressera une première information.
Discrétion assurée.

plein emploi

Groupe industriel multinational

recherche :

CADRE DÉBUTANT

Attaché à la **DIRECTION FINANCIÈRE**

Fonction proposée :

— Il assurera l'analyse des **RÉSULTATS DES FILIALES ÉTRANGÈRES**, il devra faire toutes propositions visant à permettre leur optimisation.

Formation souhaitée :

— Diplômé **HEC, ESSEC, ESCP** ou équivalent ;
— Bonne connaissance de l'**ANGLAIS** indispensable.

Env. lettre manuscrite avec C.V. détaillé en indiquant la rémunérat. souhait. ss n° 43.770 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, (1er), qui tr.

L'IMPRIMERIE

secteur difficile où seuls les véritables professionnels réussissent.

Une des premières Sociétés de ce secteur et de ce type recherche son

responsable de production

Dans le cadre d'un budget qu'il définit avec la Direction, il gère, de façon autonome, l'ensemble de la production (5 ateliers).

Ce poste offre de réelles responsabilités humaines (500 personnes) et de gestion.

Il s'adresse à un INGENIEUR et à un gestionnaire ayant déjà 7 ans d'expérience minimum en production, de préférence dans une industrie forte utilisatrice de main-d'oeuvre.

Lieu de travail : 80 Kms à l'Ouest de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence 4135 A

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

sextant/dpu

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
recherche

H.E.C., E.S.S.E.C., D.E.S. DROIT

Pour service immeubles de rapport

Le jeune candidat devra avoir une expérience immobilière et commerciale acquise dans le secteur Promotion ou Agence Immobilière.

Le poste à pourvoir est à vocation essentiellement commerciale et concerne la recherche, l'estimation et la négociation d'immeubles de rapport.

Adresser C.V. et photo à BANCE PUBLICITE n° 206, 13, rue Marivaux, 75002 PARIS qui transm.

offres d'emploi

formateur de haut niveau

recherché par le Cabinet FORMATION et PERFORMANCE spécialisé dans le conseil et les actions de formation sur mesure auprès des entreprises.

Minimum 35 ans.
Vécu de l'entreprise indispensable.
Expérience de formateur nécessaire (commerciale de préférence).
Maîtrise des Techniques de formation : capable de concevoir et de réaliser (notamment dans le domaine de l'audio-visuel).
Décidé à s'affirmer et à réussir.

Petite équipe dynamique, larges responsabilités.
Salaire élevé, pour moitié dépendant des résultats.

Envoyer curriculum vitae avec photo à M. PAVAGEAU, FORMATION et PERFORMANCE
19, Bd Montmartre 75002 PARIS.

plein emploi

NIXDORF COMPUTER recherche pour son agence de PARIS-OUEST

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Les candidats devront posséder :
— une formation supérieure ;
— une expérience dans la vente de l'ordinateur doté de disque.

Ils assureront la diffusion de la gamme des ordinateurs de bureau et des ordinateurs multipostes de la série 88/70.

Un stage est prévu dans la 2e quinzaine de mars.

Adr. C.V. et prétentions à NIXDORF COMPUTER 22, avenue Hoche, 75008 PARIS.

GROUPE BANCAIRE Quartier Etoile

Recherche
pour son Etablissement de Leasing

responsable service gestion-contrats

- Poste réservé à Cadre ayant expérience administrative et connaissances comptables

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. photo et prétentions à réf. 10.150

plein emploi
10, rue du mail PARIS 2ème

A. SCHULMAN INC. (U.S.A.)

Producteur de « ENGINEERING PLASTICS » avec Département vente et distribution de toutes résines thermoplastiques recherche :

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour sa filiale française, bureaux à Paris. Expér. dans branche MATIERES PLASTIQUES indispensable. Devra diriger et animer une équipe de 30 personnes, parler et écrire couramment l'Anglais. Langue allemande désirable. Déplacem. fréquents.

Ecr. avec C.V. et photo, à : M. H. FROHMANN, c/o A. SCHULMAN PLASTICS, Industriepark, B 2830 BORNEM (Belgique). Discrétion assurée.

GROUPE DE TRAVAUX PUBLICS
ACTIVITÉ INTERNATIONALE
recherche
pour BUREAU D'ETUDES.
Siège Social : La Défense

UN CHEF DE PROJET GENIE CIVIL

— INGENIEUR.
— Capable d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens pour mener à terme, l'étude (méthode, calcul, prix) d'importants projets de génie civil.
— Expérience professionnelle similaire nécessaire.
— Expérience direction de chantier souhaitée.
— Missions à l'étranger de courte durée.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 3144
L.T.P. 31 Bld Bonne Nouvelle, 75082 PARIS Cedex 02
Discrétion assurée.

ENTREPRISE IMPORTANCE NATIONALE
spécialisée en équipements thermiques, conditionnement d'air, tuyauteries industrielles, plomberie, sanitaire,
recherche pour PARIS

INGÉNIEUR

30 ans minimum, expérience dans la profession.

pour être RESPONSABLE TRAVAUX
Organisation, conduite et gestion des chantiers

Adresser curriculum vitae + photo et prétentions au n° 8278 « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 PARIS-9e

offres d'emploi

CAP SOGETI — Le premier Groupe européen de sociétés de services en INFORMATIQUE

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

posséd. une bonne expérience des matériels CII MITRA 15 et Télémécanique T 2000 et T 1600.

Ces postes sont à pourvoir très rapidement à Paris, en province et à l'étranger.

Ecr. s/réf. MJ 280 à CAP/SOGETI-Sélection, 5, r. des Morillons, 75738 PARIS CEDEX 15.

CAP SOGETI SELECTION

technico-commercial

(REGION SUD-OUEST)

Une importante Société de Pétrole recherche un TECHNICIEN (IUT ou BTS de Mécanique ou formation équivalente) possédant une première expérience professionnelle (Service achats, Bureau d'Etudes, entretien, ventes...) et désireux de faire carrière dans la VENTE.

Il sera responsable sur une partie du Sud-Ouest de la France, de la vente de nos lubrifiants à l'industrie.

Il appuiera son action commerciale sur sa connaissance des problèmes techniques des entreprises contactées. Il aura affaire aussi bien à un Chef d'Atelier qu'à un Ingénieur d'Entretien, à un Chef de Chantier qu'à un Responsable d'Achats.

Rémunération au fixe et frais de déplacements.

Envoyer C.V., photo et prétentions ss/réf. 2724AM à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

LogAbax informatique

recherche pour sa
DIRECTION RÉGIONALE PARISIENNE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX ATTACHÉS COMMERCIAUX

CONFIRMES sur ordinateurs de bureau et mini-systèmes de gestion
Une formation supérieure de commerce et de sérieuses connaissances en gestion seront appréciées.

Adresser C.V., photo et prétentions STE LOGABAX, 65, av. Gambetta - 92130 ISSY-les-MOULINEAUX.

TOBLER S.A.

Mécanique de précision franco-suisse
recherche pour unité de production 160 personnes
25 kilomètres Paris-Nord

DIRECTEUR D'USINE

- Ce poste conviendrait à Ingénieur A.M. ou similaire, min. 33 ans, ayant 5 années d'expérience indispensable gestion et animation unité de production mécan. précis. mach.-outil.
- Connaissance production automobile appréciée.
- Anglais et/ou allemand indispensable.
- Adresser C.V. manuscrit et dét. avec photo, justifiant salaire actuel et indiquant prétent.

MORENO CONSEIL
17, rue Courmeaux, 51100 REIMS
8, cité d'Hauteville, 75010 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE INTERNATIONALE
recherche pour sa filiale

Fontenay-aux-Roses

TECHNICIEN COMPTABLE

- capable de suivre les problèmes de facturation, de révision de prix et tenue de comptes clients.
- familiarisation avec l'informatique.

EXPÉRIENCE BANCAIRE

et bonne connaissance des problèmes de crédit et de financement.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 5350

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q.tr.

SUCCURSALE GROUPE AMERICAIN
recherche

CHEF COMPTABLE

— 3 ans expérience chef comptable (ou cabinet d'audit).
— Formation supérieure dale + DECS.
— Anglais exigé.

RESPONSABILITES :

— Comptabilité générale française.
— Préparation des états financiers mensuels américains.
— Animation d'une équipe de 5 personnes.
— Assister directeur financier.

LIBRE RAPIDEMENT. — BUREAUX PARIS (8e)

Ecr. av. C.V., photo et prétent. n° T 083.246 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

offres d'emploi

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL
recherche

contrôleur de gestion

Il sera l'Adjoint du Chef du Service Organisation, Programmation et Gestion budgétaire. Il sera particulièrement chargé de la préparation des programmes et des budgets et participera aux études d'organisation.
Grande Ecole: Ingénieurs ou H.E.C. Compétence en administration (de préférence dans le secteur public). Notions d'utilisation de l'informatique, environ 5 ans d'expérience.
Ne pas se présenter, envoyer lettre de candidature, CV et photo en mentionnant sur l'enveloppe la référence C.G. à

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

ENEA recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Diplômés de Grandes Ecoles ou de l'Université, ayant une très bonne connaissance de l'Anglais et, si possible, de l'Allemand et une des compétences particulières suivantes, ils pourront s'intégrer à notre jeune équipe de consultants :

1) Au moins un an d'expérience des problèmes des mini-ordinateurs, du temps réel, de l'assembleur, du FORTRAN ;
2) Au moins trois ans d'expérience du calcul scientifique en FORTRAN.
3) Au moins un an d'expérience des systèmes temps réel en informatique médicale.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à E N E A, 25, rue Vergniaud, 75013 PARIS.

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche
pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du téléprocessing, des

chefs de projets

le matériel actuellement installé se compose de :
- deux 370/168 - 4000 K,
- un 370/158 - 3000 K,
- 350 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 10.144 M)
Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11,
92081-Paris La Défense.

GIE

plein emploi

IMPORTANTE ENTREPRISE T.P. et BATIMENT dans le cadre de son développement à l'étranger recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

confirmé, connaissant l'ensemble des problèmes posés par l'exportation d'installations industrielles. Ayant l'expérience des négociations de contrats importants.
Pratique de l'anglais.

Envoyer C.V., renseignem. et prét. ss réf. 1.159 à INTER P.A. - 19, rue St-Marc, 75002 Paris, qui tr.

BANQUE PRIVÉE
affiliée à un groupe d'importance nationale

recherche

pour suivre et développer sa clientèle de particuliers et commerçants à

PARIS

JEUNES ATTACHÉS COMMERCIAUX

Niveau bac ou B.P. de banque exigé.
Formation et promotion assurées pour éléments de valeur.
Envoyer C.V. manuscrit, photo d'identité, prétentions, à : B.P. 243.09 - 75428 Paris Cedex 09 - Réf. E B 36.

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL
Paris-Centre

recherche

TECHNICIEN SON

pour entretien et exploitation d'un matériel professionnel de reportage et de mixage.

Dépalcements Paris, province. Reportages parfois en soirée.

Les compétences techniques et l'expérience doivent être minutieusement décrites dans la lettre de candidature et le C.V., envoyés avec photo sous référ. T.S. indiquée sur l'enveloppe à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, r. Marengo, 75001 Paris, q.t.

Ne pas se présenter.

IMPORTANTE SOCIETE rech. JEUNE E.S.C.
pour Services comptables et financiers - Ecrire avec C.V. et prétentions à no 2.145, SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

SOCIETE DE PRESSE
recrute
REDACTEURS (H. ou F.),
bons spécialistes des problèmes juridiques, techniques et professionnels d'information (Communication, Presse, Radio-Télévision, etc.).
Postes stables.
Adress. C.V. détaillé à S.G.P., 13, aven. de l'Opéra, PARIS-1er.

Entreprise BATIMENT T.P.
vocation mondiale
recherche

CHEF COMPTABLE
pour Agence FRANCE
CONFIRME, pour région Paris et province, après stage de quelques mois au siège R.P.
Exigé : diplôme D.E.C.S.
Age minimum 30 ans
Expér. 4/5 ans dans les B.T.P.

UN GESTIONNAIRE-ADJOINT CHEF D'AGENCE
(pour questions administratives et financières)
SUP de CO - IUT - BTS ou équivalent. Expérience quelques années dans les B.T.P. région parisienne.

Env. C.V + photo, à no 44.040, CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

JEUNE INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

Pour travaux de logiciel (compilateurs, etc.).

Connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire avec C.V. dét. et prétent. sous no 44.011, à

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS
18-20, rue Grange-Dame-Rose, 78140 Vélizy-Villacoublay

Très ancien
CABINET IMMOBILIER
ADMINISTRATEUR d'IMMEUB. et PROMOTEUR-CONSTRUCT. à COURBEVOIE
recherche pour son SERVICE LOCATIONS

un NEGOCIATEUR

Libre immédiatement, habitant dans cette région.

Fixe + pourcentage important. Possibilité d'accéder rapidement au statut de Cadre.
Envoyer C.V. complet et photo à M. MORVAN, 37, rue du Bois-de-Boulogne. 92-NEUILLY.

Cabinet architectes recherche
SECRETAIRE BILINGUE
franç.-angl. Lib. rapid., pr remplacement 2 mois, 40 h./sem. pour Paris-3e. Tél. : 277-44-24.

offres d'emploi — offres d'emploi

GESTION 2000
recherche
INGÉNIEURS DE MARCHÉS
Formation T. P. ou similaire: EXPER. PASSAT. MARCHES TCE. Etude de prix jurid. et fisc., expér. gd engineering ou entreprise. Téléphone : 878-73-04.

PRODUCTEUR
matériaux bâtiment
leader dans sa branche
cherche
INGÉNIEUR
DEBUT DE CARRIERE
adjoint chef de service développement, se formera et agira tous azimuts.
PARIS, Province et étranger.
Adresser C.V. à SIPLAST, 12, rue Cabanis, 75014 PARIS. Téléphone : 581-12-65.

Sté travail temporaire pleine expansion recherche pour OUEST
CHEF DE RÉGION
Formation SUP de CO et expérience pratique vente services
Sens organisation commerciale
Dynamisme, minimum 33 ans
Fixe + intéressement + frais.
Ecr. av. C.V. et prétentions
THOR
38, rue Bourdonnais, Paris-1er

Filiale d'une Société multinationale banlieue Ouest de Paris « MAUREPAS » recherche
COMPTABLE
DE PREMIER ORDRE
— Avoir plus de 28 ans ;
— Expérience comptabilité anglo-saxonne (5 ans min.) ;
— Anglais souhaité ;
— Libre rapidement.
Bonne rémunération, poste d'avenir assuré.
Adresser C.V. détaillé avec photo et prét. s/réf. 1.155 à INTER PA, 19, rue St-Marc 75002 Paris, qui transmettra.

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL
recherche pour son Service
AUDIOVISUEL
Responsable LABO PHOTO
PROFESSIONNEL
Couleur, noir et blanc, formats jusqu'à 40 x 60 diapos, papier couleur, microfilms, microfiches. Matériel professionnel classique, contrôle qualité, approvisionnements.
Supervision de 4 tireurs séries + sur mesure (truquages, etc.).
Ne pas se présenter.
Envoyer C.V. + références techniques précises en mentionnant sur l'enveloppe la référence R.L.P. à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, r. Marengo, 75001 Paris, q. t.
NE PAS SE PRESENTER.

AIR ÉQUIPEMENT
18, rue Basly
92620 ASNIERES, rech. :
COLLABORATEURS
— COMPTABLE qualifié, apte à traiter problèmes de comptabilité liés à l'organisation des services. BTS ou BAC G2 min.
— PREPARATEUR 2e éch. pr serv. des méthodes.
— AGENTS de CONTROLE pr contrôle dimensionnel de pièces mécaniques.
— AGENTS de MAGASIN.
— TIREUR de PLANS pour machine OCE 155 - 271.
Ecrire ou se présenter au SERVICE du PERSONNEL.

• Centre René-Huguenin, 5, rue Gaston-Latouche, 92 St-Cloud recherche
INFIRMIÈRE D.E.
Salaire début : 2.971 F.
Si 2 ans ancienneté 3.120 F + prime 16,50 %. Possibilité logement célibataire. Ecr. ou tél. pr R.-Vs. : 602-38-58, p. 315.

CONTINENTALE COMPAGNIE EDISON
7, rue Ampère, 91302 MASSY
Recrute
AGENTS TECHNIQUES
Connaissant la T.V., niveau BTS ou F.P.A. pour dépannages en atelier et extérieur. Horaire flexible. 13e mois.
Tél. pr R.-Vs 920-84-72, p. 569.

COMPAGNIE CONTINENTALE EDISON
7, rue Ampère, 91302 MASSY
recherche pour son
SERVICE FORMATION
UN AGENT TECHNIQUE
SPÉCIALISTE HI-FI
pour rédaction et formation technique.
Grande expérience souhaitée.
Adr. C.V. et prétentions au Service du Personnel ou tél. pour R.-Vs à Mme ROUILLON Tél. 920-84-72, poste 569.

Recherche
COURTIERS (RES)
en tapisserie Aubusson contemporaines.
Sérieuses références.
Intéressem. import. sur la vente.
Etudierais toutes propositions.
Ecrire : LE SIMOURGH, 11370 LA FRANQUI-PLAGE, FRANCE. Téléph. (68) 45-70-15

Organisme CHAMPS-ELYSEES recherche pour travail mi-temps après-midi
PROGRAMMEUR
NIVEAU I.U.T.
pour système Time · Shearing, connaissance Fortran souhaitée, libre rapidement. Tél. pour rendez-vous 260-31-15, poste 215.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Format. universit. ou équival., 3 ans d'expérience temps réel. Connaiss des mini-calculateurs appréciées. Angl. parlé souhaité pour poste dans pays européen. Envoyer C.V. no 5.355 COFAP, 40, r. de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

SECURITE SOCIALE
La Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs salariés, 110-112, rue de Flandre, 75019 Paris,
recherche
pour ses services informatiques de Paris
ANALYSTE D'APPLICATION
Possédant DUT informatique ou BTS + 2 années de références professionnelles en analyse et programmation ou un diplôme d'études supérieures avec option informatique.
Libéré O.M. Horaire variable (40 heures par semaine).
Salaire annuel brut de début : 45.198 F.
Env. C.V. à C.N.A.V.T.S. RP M. le Sous-Directeur chargé du Personnel, 110-112, rue de Flandre, 75935 Paris Cédex 19.

Groupe d'Assurances rech. pr Services Commerciaux, Vie, intérieurs et extérieurs
COLLABORATEURS (TRICES)
formation supérieure - Stage rémunéré 6 mois avant orientat. Répondre avec C.V. manuscr. et photo, à LA FONCIERE VIE, 48, r. Notre-Dame-des-Victoires, 75082 PARIS CEDEX 02

TIGEST recherche
PROGRAMMEURS
Assembleurs GAP H.B.
Se présenter ou tél. 85, rue La Fayette, PARIS-9e. 285-09-62, 878-76-08, Mo Poissonnière.

Directeur P.M.E. recherche sa secrétaire, minimum BAC ou BTS, excellente dactylo. Env. C.V., photo, prét., M. Renoncé, 4, voie de Seine, 94290 VILLENEUVE-LE-ROI.

C.E. Renault D.R.D. rech. animateur culturel expér. CAPASE. Souhaité pour coordin. et gestion activ. cultur. Ecr. C.E. Renault D.R.D., secrétaire du C.E., 112, rue des Bons-Raisins, 92500 RUEIL - Téléphone : 967-62-02.

Expédition première mondiale recherche gens décidés, compétents : journalistes, ethnologues, géographes, caméramen, à intégrer dans groupe édition et cinéma. Ecrire E.T.H., 12, r. Pierre-Curie, 75005 PARIS.

AGENCE DE PUBLICITE PARIS
recherche une assistante technique très expérimentée, connaissant bien media, achat d'espace, fabrication. Dactylographie nécessaire. Envoyer C.V. et prétentions à M. KIRSCHE, 7, rue des Wallons, 75013 PARIS.
Réponse assurée.

Administration Versailles recherche
STANDARDISTE
Traitement annuel début : 31.632,30 F - Env. C.V., photo, ss no 54.726 B à BLEU, 17, r. Lebel, 94300 VINCENNES.

Hôpital de jour pour adolescents ch. HOMME min. 30 ans, cap. assur. poste équiv. à surveillant général. Env. CV man., s/33.846, JRP 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, qui transm.

secrétaires

Secrétaires

SOCIETE DE VEHICULES INDUSTRIELS ET T.P.
le Chef du Personnel, recherche
SA SECRÉTAIRE
• expérience service du personnel.
• niveau B.T.S.S.,
• Sténodactylo,
• 35 ans minimum.
HORAIRES SOUPLES - 5X8 - CANTINE.
Adr. C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions:
CHEF DU PERSONNEL
MAGIRUS DEUTZ FRANCE
25, rue Pajol, 75018 PARIS.

ENTREPRISE EN PLEINE EXPANSION
occupant une place de premier plan en EUROPE
recherche
une **SECRÉTAIRE TRILINGUE COMMERCIALE**
Allemand, anglais courants.
Age minimum 32 ans. Résidence proximité BREST.
Eventuellement courts déplacements à l'étranger.
Envoyer curriculum vitae et prétentions au : No 8.279, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

SOCIETE DE PRESSE TECHNIQUE
en DEVELOPPEMENT
recherche
SECRÉTAIRE
ADMINISTRATIVE
— QUALIFIEE, ayant grande expérience problèmes juridiques, fiscaux, sociaux.
— Gestion de personnel : pour poste auprès DIRECTION GENERALE.
— Domiciliée 10e ou limitrophe.
— LIBRE RAPIDEMENT.
Téléphoner au 202-29-10, avant 16 heures.

SOCIETE IMPORTATION
13e ARRONDISSEMENT
recherche une
SECRÉTAIRE COMMERCIALE
EXPERIMENTEE
— 25 ans minimum ;
— Langue maternelle française ;
— Libre rapidement ;
— Sténodactylo ;
— Bilingue français-allemand ;
— Organisée ;
— Contacts tél. faciles avec la clientèle.
Tél. pour R.-VS : 589-75-25

Hôpital privé - Paris (5e)
cherche
SECRÉTAIRE DIRECTION
Expérience secteur médical indispensable
Ecr. avec C.V. et photo à : no 54922 B BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Urgent Pour CHATILLON
SECRÉTAIRE TRILINGUE
ALLEMAND - ANGLAIS
Langue maternelle allemande souhaitée
Tél. pour rendez-vous : 735-96-50

Part. ch. secr. min. 50 a, 4 ap.-m. pr sem., ayt sér. exp. gér. imm. Ecr. av. C.V., FAUCON, 47, r. la Procession, 75015 Paris.

Travail temporaire
Kelly Girl
recrute d'URGENCE
— SECRETAIRES-sténodactylos
— STENODACTYLOS
— SECRETAIRES-sténodactylos bilingues
— DACTYLOS bilingues
— DACTYLOS Françaises
— DACTYLOS-FACTURIERES
— TELEXISTES Françaises et bilingues
— STANDARDISTES Françaises et bilingues
— COMPTABLES I et II Françaises et bilingues
— SECRETAIRES langue maternelle anglaise double sténo. Très longue durée.
Se présenter ou téléphoner :
5, r. du Helder, 9e - 770-95-49.
83, bd de la Gare 13e - 599-87-20.
Tour Maine-Montpar. 538-52-03.

Sténodactylos

ORGANISME PATRONAL rech.
STENODACTYLO qualifiée
Connaissances juridiques souhaitables. Ecrire Service 22 Boîte postale du Mazet 186 75062 Paris Cedex 02

représentation offres

REPRÉSENTANTS (ES) V.R.P.
Nous vous offrons salaire au-dessus de la moyenne, stabilité, secteur exclusif, clientèle visitée depuis 20 ans, principalement collectivités, statut V.R.P cadre à V.R.P « PARIS ».
Nous vous demandons d'être sérieux, dynamique ambitieux, commerçant et de posséder voiture.
Adr. C.V. man. (indispensable), photo ss réf. 1.154 à INTER P.A. - 19, rue St-Marc, 75002 Paris, qui tr

proposit. com. capitaux

Cherche exportateur pour : l'Allemagne fédérale de Kodak Chrom 40 Super 8. Chiffre réalisable : env. 30/50.000 films par mois. Ecrire à : Hans Dieter Leibold, 8058 Erding, Munchenerstr. 8, Allemagne fédérale.

P.M.E. centre Paris, 30 personnes, environ 10.000.000 F C.A. en matériel électrique, cherche partenaire complémentaire pour stockage, comptabilité, réseau de vente en vue diminution des frais et augmentation du C.A.
Ecrire sous le no 29.999 à : P.A. SVP, 37, rue du Gal-Foy, 75008 Paris, en indiquant taille, localisation, type de produits.

formation profession.

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION
SUR IBM 3
Niveau BAC ou 1re
6 mois 180 h. de cours : estion-Analyse - GAP 2 Exploitation.

FAX
École privée.
6, rue d'Amsterdam - 874-56-60.
94, rue Saint-Lazare - 874-95-69.

demandes d'emploi — demandes d'emploi

Vous recherchez un
Spécialiste en Logistique
je peux vous permettre de réaliser de réelles économies et une gestion optimum.
QUI JE SUIS :
38 ans, 12 années d'expérience, dynamique, homme de contact, de décision, coordonateur, organisateur, animateur.
CE QUE J'OFFRE :
— une connaissance approfondie : APPROVISIONNEMENT, MAGASINAGE, GESTION DES STOCKS, MANUTENTION, EMBALLAGE, DISTRIBUTION, IMPORT-EXPORT ;
— des résultats s'appuyant sur une réussite professionnelle ;
— une gestion financière des coûts d'exploitation.
CE QUE JE RECHERCHE :
— une importante Société, de renom, solide, dynamique et structurée ;
— un service intégré et musclé ;
— des responsabilités à la mesure de mon apport.
Ecr. HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence no 67359.

H. 33 ans - H.E.C. + Stage U.S.A.
MARKETING - VENTES - PUBLICITE
• 9 ans expérience ventes - Animation commerciale ;
• Dynamique - Homme de terrain - Excellent négociateur ;
• Bagage culturel important.
• Pratique sérieuse du marketing et réalités publicitaires.
Cherche poste responsabilités :
Second œuvre - Edition - Industries de luxe.
Libre de suite.
Téléphoner au : 200-69-22
ou écrire, no 1.532, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e)

CONSEIL
20 ans d'expérience dans Sociétés nationales et multinationales
SPECIALISTE REDRESSEMENT DEVELOPPEMENT DE SOCIETES
Efficacité immédiate.
Références de tout premier ordre.
Compétences rigoureusement complémentaires.
ANIMATION - ORGANISATION - GESTION FINANCES - COMPTABIL. - ADMINISTRATION
Etudie toutes propositions
— Contrat d'assistance ;
— missions à durée déterminée ;
— missions à temps partiel.
Ecrire sous le numéro 83.235 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

Pays de l'Est
Cadre 35 ans, expérience de premier ordre dans le commerce avec les pays de l'Est, étudie proposition dans IMPORT-EXPORT sur pays de l'EUROPE CENTRALE et ORIENTALE.
Ecrire no 1.536, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

J. Fme 30 ans, ayant animer le service publicité d'une importante Société (publicité presse, catalogues, mailing, organisation des congrès, cinémathèque, etc.) cherche poste
CHEF DE PUBLICITÉ
Bonnes notions d'anglais. Libre de suite.
Ecrire Groupe 4/Marais 41, rue des Francs-Bourgeois 75004 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR DES VENTES
25 ans DE RESPONSAB. DE DIRECTION ds Sté distribution de spiritueux 1er plan, marque internat. Connaiss. très actualisées et confirm. sur tous les circuits et distribut. marché français, rech. poste responsab. en Sté similaire spiritueux. Accept. mission de restructuration dans entreprise en :
— Réorganisat. ou en formation.
— *Marketing distribution.*
— Organisation des ventes.
— Formation et conduite d'un réseau de vendeurs.
— Sens aigu des contacts hum.
Ecr. no T 83.248 F REGIE PRESSE, 85 bis, rue de Réaumur. PARIS-2e, qui tr.

Cadre 28 a., maîtrise de gestion Dauphine, option marketing, angl. courant, expér. conseil en format. professionnelle au niv. de la direct. administrat. de P.M.E. ch. situat. à respon. Paris ou rég. parisienne, libre rapidem. Ecrire no T 84.029 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. F. 23 ans, bilingue anglais, bonne connais. esp., expér. direct. ens. audiov. ch. emp. resp. Ecr. no 6.176, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. Bac C cherche empl. bureau, préfér. banque ou assur. Tél. : 747-11-40, poste 341.

MATHEMATICIEN 25 ANS dég. O.M., 2 maîtrises + DEA stat. et proba., notions d'informat., cherche situation. Ecr. no 34.049 REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Comptable qualifié effectue ts trav. de comptab., fiscal., TVA, bilan. Tél. Bruxelles 02/647-61-23.

J.H. 23 a., lic. droit, en cours 3e cycle, sursis O.M., 2 a. min., ch. trav. pl. temps vue form. : cont., direct. pers. sect. admin. Ecrire M. F. BOUCHET, 2, rue Caulaincourt, 75018 Paris.

INGENIEUR DES MINES 31 a. célibataire, diplômé ROYAL SCHOOL MINES LONDRES, 5 ans expér Afrique, ch. situat. 580-02-58.

JOURNALISTE PROF.
H. 28 a. Bilingue franç.-anglais. Exp. presse quot. régionale et presse d'entreprise + audiovisuelle + secrétariat de rédact. Niv. Doct. 3e cycle + Dip. IEP.
Accepte poste journaliste ou assimilé, France ou étranger.
Ecr. no 1.546 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

ASSISTANTE D'INGÉNIEUR en électronique
+ Formation Gestion Administrative et Financière
+ Fluent English, espagnol
+ Expérience dans grande maison électroniq. professionnelle ch. situation Collaboratrice milieu scientifique dynamique, Paris. Tél. : 256-52-52, p. 462

Secrétaire Direction
BILINGUE ANGLAIS
Pos. cadre, sténo ds les 2 lang., apte à traductions, 20 a. expér., libre rapidem., ch. sit. en rapp. Ecr. no 42.480, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

JEUNE HOMME
25 ans, libre, bac, 3 ans études supérieures commerciales, anglais, notions allemand, désirant s'intégrer à équipe commerciale dynamique, étudierait toutes propositions Paris ou proche banlieue. — Téléphoner de 14 heures à 17 heures : 605-78-65.

SECRETAIRE DIRECTION 29 ans, excellente présentation, 10 ans expérience, bonnes connaissances allemand, anglais, rech. poste à très grandes responsabilités avec contacts humains dans société dynamique. Possibilité éventuels déplacements. Téléphoner 782-32-84 ou écrire no 44.025, CONTESSE PUBL., 20, aven. de l'Opéra, PARIS-1er.

INGENIEUR E.P.F. débutante, 1 an C. N. A. M. AUTOMAT. INDUSTR., 3e cycle INIG en cours (INFORMAT. GESTION), anglais, espagn., nombrx stages administr. et services banc., projet radar, ch. situat. AUTOMAT., ELECTR. INFORMAT. MECANIQ. Ecrire Mlle LAVIE, 25, rue Froidevaux, Paris (14e).

Ancien élève de l'Ecole supérieure de commerce, cinq ans d'expérience commerciale, rech. poste à responsabilités pour développer la région Ouest. — Téléphon. (99) 36-88-68 Rennes, de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h.

H. 30 a., exp. cciale, sécurité du trav., form. adultes, BTS fabr. méc. + lic. psycho + psycho ind. CNAM, con. ital., étud. ttes prop. Ec. 1.527, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PSYCHOLOGUE
PSYCHO. SOCIOLOGUE
LICENCIEE, DIPL. INSTITUT.
33 ans
Expérience études, conseil en recrutement de cadres, formation, cherche emploi
PARIS
Ecr. no 1.506, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGEN. ELECTRONICIEN intéressé par l'étude de systèmes à microprocesseur rech. situation. Ecr. no 1.539, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE SUPERIEUR
ayant occupé poste de Directeur administratif pendant plus de 6 années dans Centre de recherches, puis dans entreprise métallurgique.
Recherche poste
SECRETAIRE GENERAL
ou Direction Administrative dans PME. Disponible immédiatement. Région indifférente. Ecr. no 43.486 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er.

Homme 40 ans, formation supérieure, connaiss. Proche-Orient. expérience cabinet conseil, marketing, gestion. Etudie ttes prop Ecr. no 43.788, Contesse Publ., 20, aven. de l'Opéra, PARIS-1er

---

Secrétaire de direction recherche poste à responsabilités, connaissances des techniques du secrétariat, sténodactylo, comptabil. générale, gestion du personnel. Poste stable.
TEL : 857-31-60.

Lic. en dr. priv., CAP avocat, cél. 32 a., 8 a. d'administ., 2 a. gér. Sté imm. rech. empl. corresp. à sa formation : à Paris, Châteauroux, Tours, La Rochelle. Ecr. no 8.271, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CHEF SERV. AUDIT INTERNE 42 a., cadre supér., 12 a. expérience ds cabinet audit, groupe anglo-saxon, groupe français (consolidation de comptes groupe et réglementation financière) recherche :
DANS GROUPE FRANÇAIS POSTE D'ENCADREMENT DE SERV. FIN. et COMPTABLE.
Téléphoner au 736-36-27 ou : Ecr. no T 084.013 M Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 2e.

EXPORTATION
Cadre, 37 ans, anglais courant, secteur biens d'équipement, développement activité export existante, création département export dans P.M.E. Ecrire à : no T 084.020 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, qui transm.

INFORMATIQUE
Grande école, 40 ans, expér. systèmes gestion, gros et moy., cherche direct. serv. informat. ou responsab. projets imports. Ecr. no 1.555, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 25 a., 2 a. sciences éco.
DIPLOMÉ ORGANISAT.
ET GESTION
4 ans expériences variées gestion, vente marketing et formation, cherche poste : ASSISTANT DE GESTION ou de formation du personnel en vue de faire carrière dans la fonction. Ecrire, no T 084.016 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE DE GESTION H. 33 ANS
Lic. Sce Eco. (gestion) et Prob. DECS et BEC. 8 ans expériences complémentaires : comptabilité, contrôle budgétaire, informatique de gestion. - Etudierais toute proposition motivante av. réelles respons. et ouverture. Lib. rapid. Ecr. no 1.542 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CADRE II, 42 a., organisat. et gestion P.M.E. (mécaniq. générale), expér. organisation : méthodes ordonn./lancem., gestion stocks, sous-trait., complété par formation IFOCOP en méthode mod. de gest. (budgets, contrôle budg.-prix revient, prévis., gest. financ.), rech. poste à respons. P.M.E., préfér. banl. Sud Paris. Ecr. no 8.273, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE CADRE COMPTABLE 10 ans expér., formation DECS, sens des responsabil., rech. sit. Libre de suite. Téléph. 580-42-86.

INGEN. E.N.S.I.A.A. + I.P.A., 32 ans, 5 ans B.E., ch. sit. Midi méditerr. B.E., travaux neufs, fabric. Ecrire AGENCE HAVAS. 59023 LILLE CEDEX, sous références AT 3.975/2.

Ingénieur I.P.G., 10 ans expérience problèmes d'eaux et d'assainissement France et étranger (anglais), cherche poste engineering, industrie, service public France ou étranger.
Ecrire no T 83.223 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

POLYTECHNICIEN M.P.A. 36 ans, 12 ans expérience dans banque internationale New-York, Paris, ch. poste responsab. dans banque ou établis. financ. franç. Ecr. no T 83.078 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

JEUNE FEMME 30 ANS, BAC B.T.S.S.D., 8 ans expérience, bonne sténodactylo, connaissant anglais et comptabilité, aimant les chiffres, cherche poste stable de secrétaire, comportant initiative et responsabilités. 2.800 F × 13 × 5 × 8. Téléphoner ce jour après 15 h. : 857 - 07 - 26.

Recherche POSTE RESPONSABILITE MENUISERIE, DEBIT OU EXPLOITATION DU BOIS, Afrique noire francophone, préférence Gabon. Lib. 1er avril 76. — S'adresser HAVAS NEVERS (58), no 885.

Ing. du son, photographe, réalisent DIAPORAMAS indust. architect., etc. Téléph. : 642-72-80.

ARCHITECTE D.P.L.G.
— Expér. et référ. de 1er ordre dans domaines diversifiés ;
— Dynamisme et sens relations humaines ;
— Créativité positive.
Etudie toutes propositions même dans secteurs connexes.
Ecr. à no 6.128, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H. 29 ans, D.E.C.S., stage expert-comptable, 2 ans direct. financier, libre service civil fin mars 1976, ch. situation filiale sté française ou multination. au MAROC. Ecr. IDRISSI, 11, rue de Bordeaux, RABAT (Maroc).

travail à domicile

Demande

Tous travaux de dactylo sur IBM par J F., B.T.S. Téléphone : 788-13-55.

DACTYLO
AIDE COMPTABLE
cherche travaux à domicile
Ecr. no 6.167, « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

cours et leçons

ANGLAIS, prof. d'orig., dynam., organ. crs entr. privé. 525-53-70.

Anglais par profess. d'origine, expér., succ. gar. 231-37-81 mat.

MATH Rattrap. par prof. exp. Px modéré. T. 278-77-71.

occasions

Achat très cher : tous bijoux, brillants, argenterie. PERRONO, 4, Chaussée - d'Antin, OPERA. 37, avenue Victor-Hugo, ETOILE. Vente en occasion, échange.

Moquettes en solde
50 000 m2 sur stock à liquider. Exemple : bouclée, 12,60 F ; beau velours, 23,40 F et pure laine, 39,60 F. Prix T.T.C. le m2. Téléphone : 589-84-64.

autos-vente

MERCEDES 350 SE 1973. Toutes options, crédit. 208-83-70.

Part. vd 250 Mercedes BA-DA, 90.000 km. Pneus, batter. neufs, radio. 19.000 F. Téleph. 504-01-60.

FIAT 128, 2 portes, 1974, 56.000 kilom. Bon état. Px sous Argus. Téléphoner le soir : 909-75-10.

VENDS 2 CV 6 AVRIL 1973. 36.000 kilomètres. — Téléphoner Bureau : 538-52-53, poste 39-35. Domicile : 206-18-62.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'immobilier

appartements vente

Paris - Rive droite

Prox. PLACE DES VOSGES
ds petit ensemble, sur verdure BEAUX APPARTEM. NEUFS et appts de caractère rénovés. Téléphone : 278-46-43.

SPÉCIAL INVESTISSEURS
IMMEUBLE
RUE DE TURENNE
en cours de restauration, studios, 2 Pièces, duplex, tout confort, ascenseur, chauffage, interphone. - Location et gestion assurées au revenu.
GROUPE VRIDAUD,
15, rue de la Paix.
Tél. : 261-72-34 - 261-69-24.

MONCEAU-HAUSSMANN Bel imm. pierre
5 P. 150 m2, 2 sanitaires, chauff. centr. + 2 chbres service. Prix 695.000 F. Possib. parking. VERNEL - 526-01-50.

TROCADÉRO
AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
3e ETAGE - SOLEIL
LIVING + 3 CHBRES
cuisine, bains, chauffage
FAÇADE A RAVALER
ESCALIER REFAIT
PRIX 445.000 F
Mercredi, jeudi, 14 à 18 h :
10, BD DELESSERT ou 723-96-85

ELYSEES - Idéal pied-à-terre Superbe studio tt confort 5 m sous plafond, tél., park. - 548-23-77 **CORI**

GAMBETTA IMMEUBLE récent Résidence s/jardin
Beau studio, 35 m2 - Tout conft. Park. 140.000 F. — Tél. 343-62-14.

17e Près ETOILE
Imm. grand standing
Etage élevé - Gde réception
4 chbres - 1 s. de bains
2 cab. toilette - 215 m2
2 chbres service - Poss. park.
Prix important
JOUBERT et ANDRE
5, rue Alphonse-de-Neuville (17e)
Tél. : 622-40-57, poste 26

ILE SAINT-LOUIS Imm. caractère
SEJOUR + 1 chbre, entr., cuis., s. de bains, w-c, chf. cal, balc. Tél. - Agréablement aménagé 81, rue Saint-Louis-en-l'Ile Mardi, mercredi - 14 h.-17 h. 30

BOURSE Dans petit imm. en cours ravalement
STUDIO, cuis., s. bs, w.-c., et 2 PCES, cuis., s. de bns, w.-c., refaits neuf avec matériaux de qualité - RENTABILITE de 10 % assurée par nos soins.
Tél. : propriétaire 236-50-18, ou écrire : Bourse Immobilière, 48, rue Vivienne, PARIS-2e.

Mo DAUMESNIL - Près place Dans immeuble récent
Beau double living + 3 chbres. Etage élevé - Terrasse + balcon 450.000 F. Tél. pr R.-VS 628-79-40.

HALLES Propriétaire vend dans imm. rénové STUDIO TOUT CONFORT, 105.000 F. Et 2 PCES 170.000 F. — 622-03-08.

7e Imm. grand standing. Appt impeccable état - Clair Soleil. Dble liv. 45 m2, chbre, s. de bains, cuis., entrée, 2 caves. Tél. Tt cft. Visite : mercredi et jeudi, de 13 h. 30 à 18 heures, 169, rue de l'UNIVERSITE.

GAMBETTA - 88, rue Pelleport
Dans immeuble entièrement refait neuf, STUDIOS tout conft.
A partir 75.000 F
Déjà rentabilisés
Me tél. de 11/18 h. tous les jours (sauf samedi/dimanche) ou sur place - 636-52-00.

18e - TERTRE Living + chbre, cuis., bs. Reft nf
Vue panoramique
154.000 F — 277-75-68

AV. KLEBER Très bien placé
Appart. stdg, 5 p. 150 m². Et. élevé. Cuis., s. de bains, chbre service et gar. dans l'immeuble. Possib. professionnel. - 267-43-48.

PICPUS
Immeuble neuf de qualité
3 PIECES 72 m2 ENVIRON + PARKING ET CAVE
TRES CALME - Etage élevé
BALCON SUR JARDIN
Pour rens. et visite : 755-98-57.

BD VOLTAIRE. Pierre de taille ravalé, vaste 4 P., entrée, cuis., w.-c., s. de bains, ch. + 1 ch. serv. 350.000 F. 344-71-97.

VILLIERS-MONCEAU. Standing, r.-de-ch. clair, beau 3/4 P., 120 m², chbre serv. Conviendrait profession libérale. 266-16-65.

PORTE VINCENNES. Imm. pierre de taille ravalé, beau 3 P., entrée, cuis., w.-c., s. de bains, ch. 240.000 F. 346-63-85.

Marais (passage Gravilliers) Studio sur cour, kitch. équipée, s. de bains, wc. Refait neuf. Prix 60.000. Pptaire 885-57-41.

Près Place LITZ, beau 4 Pces 100 m², calme, soleil, confort. Tél. 400.000 F. 229-52-98.

BOURSE. Stud. cuis., dche, ch. cent. Vis. jdi, vend. 17 h 30-19 h, samedi 15 à 19 h. 70.000 F. 136, r. Montmartre-2e, 2e étage.

Près HENRI-MARTIN, luxueux séjour dble, 1 chbre, parfait état, possib. gar. 525-13-19.

LOUVRE
Appartement grand standing, duplex 130 m² + terrasse 60 m². Prestations luxueuses. Prix 1.650.000 DID. 97-23.

MENILMONTANT
Stud. tt cft. Coin cuis. équip. Poss. créd. total. 525-47-57.

ILE SAINT-LOUIS
Luxueux appart. Caractère, 3 P. cuis., s. de bains, tél. Vue sur Seine. 325-40-66.

SENTIER. Dans imm. ravalé, appt. 3 P., cuis., bains, tél., plein Sud. 72 m². 508-02-18.

BUTTE-MONTMARTRE
Vue imprenable, 5e étage, gd 4 P., tt cft., chbre serv. + garage. 600.000 F.
Vis. mardi, vendredi de 14 à 17 h., 11, r. Saint-Vincent.

17e, 2 pces av. terrasse 20 m² 273.400 F. Livrables été 1976. BON RAPPORT. Tél. 924-75-16.

Pte Maillot, 250 m², tt cft., liv. 80 m² + 6 chbres, 3 bains, 5e ét. Sud. (10-19 h.). 924-56-02.

MARAIS. 2 P. + mezzanine, grenier, s. de bains, cuis., asc. 633-23-96.

AV. PAUL-DOUMER
Gd studio tt cft., soleil.
MARTIN, Dr. Droit. 742-99-09.

Paris Rive gauche

MONTPARNASSE
2 P., cuis., bains, imm. P. de T. ravalé, ascenseur. - 526-40-28.

DENFERT 5 pièces, confort + 2 pièces, cuis. + service, balc., asc., 125 m2, Prix 500.000 F. - 236-16-53

FAC. SCIENCES
2 Pièces, à rénover, possibilité tout confort. RARE. - 325-75-42.

BD PORT-ROYAL - APPART. 5 pièces, 170 m2, 3e étage, soleil, imm. pierre de taille. Cabinet DORMION - 924-12-04

Sur PARC **MONTSOURIS**
VUE IMPRENABLE
5 P. Gde réception + 3 chbres, 142 m2 + 60 m2 terrasse, étage élevé, soleil, parking.
TIFFEN 924-91-66 924-28-44

CHERCHE-MIDI
Immeuble récent gd standing
Liv. + chbre - Park. **CORI**
548-05-88

Prox. CHAMP-DE-MARS, atelier artiste en triplex, tout conft. 65 m². 340.000 F. Facilités. Jean FEUILLADE. 579-24-39.

66, rue de JAVEL, 4e et s/rue, Beau studio, kitchen. équipée, s. de bains, w.-c., refait neuf. Prix 90.000 F. Pptaire 805-57-47.

BUCY. ODE. : 42-70.
Séjour + chambre tout conft. Calme, soleil.

MOUFFETARD-ARAGO
Appartem. d'ECRIVAIN, 60 m², imm. ancien, charme, cft, soleil, calme. 240.000 - 331-89-46.

PARC MONTSOURIS
Standing, 2 P., tout conft. Impeccable, parking.
MARTIN, Dr. Droit. 742-99-09.

N.-D.-DES-CHAMPS. Etage élevé imm. pierre de taille, très gd 5 P., tt cft., profes. libérales. MARTIN, Dr. Droit. 742-99-09.

CARREFOUR BUCI dans
Immeuble classé 17e S., superbe studio duplex tt cft., 30 m² + mezzanine 10 m². Hauteur sous plafond 4 mètres. Px justifié. Tél. : 344-32-59.

Près PARC MONTSOURIS
bel imm. récent 3 P., 65 m², balc. 320.000 F. 589-49-34.

5e imm. neuf, 2 appts luxueux tout équipé + terrasse. 7.000 F le m². Tél. « FAC » 337-69-59.

PORT-ROYAL. Bel appt.
5 P., 135 M2, grand cft., tél., 2 entrées. 675.000 F. 508-52-89.

CONVENTION PLEIN SUD
ét. élevé, balcon, joli 2 pces. Parf. état. 159.000. 326-08-94.

BD RASPAIL
7 P., 238 M2.
Triple réceptions. Imm. pierre de taille. 555-64-49.

MONTPARNASSE. 225-73-26.
Liv. + 3 chbres, 8e ét. Vue splendide. Park. 610.000 F.

Mo COMMERCE et CHARLES-MICHEL. petit imm. P. de T. st., 2 pièces/duplex, terrasse. Liv. fin février 1976. S/place, 66, rue des Entrepreneurs-15e, tous les jours de 14 à 19 h., dimanche de 10 à 18 h.
346-71-88 - 579-15-26 : SIMEF.

VUE PANORAM. ASC. ODE. 42-70. 198 M2 + TERRASSE. GOBELINS-ST-MARCEL. SOL.

Région parisienne

LA VARENNE
Appart. 145 m2 aménagé par un décorateur, living, 3 chambres, 200 m2, terrasse, garages. Téléphone : 283-13-04.

NEUILLY 92, rue Perronet
Séjour + 3 chbres. Ensemble impeccable, soleil. Mercr. 14-18 h, Claude ACHARD - 624-53-46.

NEUILLY - SABLONS
Entièrement refait neuf
BEAU LIVING + CHBRE
Entrée, cuisine, bains, w.-c.
Excellent pour placement
PRIX 209.500 F
Mercredi, jeudi, 14 h à 18 h :
33, rue de SABLONVILLE ou 723-91-33

MONTROUGE près nouveau Mo AFF. UNIQUE
Ds imm. récent. 4 P., 3.000 F le M2. - ODE. 56-72.

SEVRES VILLE-D'AVRAY
PROXIMITE GARE
3 appts dans Hôtel Part. 1860. Grand volume d'habitation Très agréable - Tout confort Rez-de-jard. 6 P. 161 m2 environ. 1er étage. 6 P. 155 m2 environ. 2e. 4 P. 101 m2 envir.+terrasse. L'ensemble dans vaste parc planté d'arbres centenaires. 522-84-32 et 387-03-40

CELLE-ST-CLOUD, « BEL EBAT », beau 3 P., ét. élevé tt cft., tél., parking. 170.000 F. 626-21-48.

COURBEVOIE, Pont Neuilly, très bel APPT. 6 p., 135 m² tt conft., park. 16e ét. Bord Seine. Vue imprenable sur Paris. 680.000 F. 256-18-29.

NEUILLY pr. bd Château récent 4/5 P. tt cft., gd balc., 2 sanit., tél., impeccable. ANJOU. 266-27-55.

NEUILLY. St-Pierre, somptueux 125 m² séjour double, 2 chbres, 2 bains, imm. neuf, grand standing, jamais habité, box. 567-22-88.

St-Germain-en-Laye, partic. vd ds imm. neuf très résid., calme abs., appart. 3/4 P. duplex av. toit terrasse, 400.000 F. Ecr. No 8.275 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

EVRY. Prox. gare, 30' Paris. F 4. 115.000 F. Crédit 90 %. Tél. : 422-39-98.

BOULOGNE récent, charmant 3 P., terrasse tout conft., gar. 470.000 F. 525-13-19.

Province

HONFLEUR
Dans immeuble du 18e siècle, restauré, appartement R.-de-C., avec jardin privé. T. 261-86-91.

Vends F 3 neuf, rég. lyonnaise 8 U. plus 2 U. à 5. Ecr. No 1.521 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

appartem. achat

VENDEZ BIEN UNE SEULE GARANTIE
TIL'S - 700-14-78
Le Spécialiste du tout confort.

LIBANAIS ach. luxueux 4 P. - 16e de préférence. Env. 1.200.000 F. - 522-57-30.

STE IMMO SEPT. rech. APPTS. 2 ou 3 P. PAIEMENT COMPTANT. 555-04-80.

Recherche Paris-15e, 7e arrondi, pr bons clients, appts ttes surf. et immeubles. PAIEM. COMPT. Ecrire Jean FEUILLADE, 5, r. A.-Bartholdi, 15e. Tél. 579-39-27.

DISPOSE PAIEMENT COMPT. chez notaire, achète urgent direct. 2-3 P. Préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e. 873-23-55.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE (chaque mercredi et chaque vendredi)	25,00	29,19

L'immobilier

constructions neuves

UNE CLÉ POUR VOUS LOGER OU POUR INVESTIR
525 25 25
Centre Etoile
Centre Nation : 346-11-74 - Centre Maine : 539-22-17
vous proposent :
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat,
— une documentation précise sur chaq. programme,
— un entretien personnalisé avec un spécialiste,
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.
Sans aucun engagement de votre part.
Service gratuit de la Compagnie Bancaire.
INFORMATION LOGEMENT

AU PIED DE LA **BUTTE MONTMARTRE** 24 APPARTS SEULEMENT Studios, 2 et 3 P., poss. 4 P. Actuellement R.-de-C. Renseign. et vente à PROFINA, 742-74-75.

CANNES-CALIFORNIE. Ds parc 12 ha., vue mer impr., immeub. luxe en souscription, prix constructeur, studio à partir de 250.000 F, 2 p. 490.000 F, 3 p. 650.000 F, 4 p. 750.000 F. - BOURSE FRANÇAISE DE LA CONSTRUCTION, 122, rue d'Antibes, CANNES. (93) 99-04-13.

CES APPARTEMENTS VENDUS A PRIX NON REVISABLES PEUVENT ETRE LOUES ET GERES PAR NOS SOINS.
XI° - RUE DE MONTREUIL
— Studios 31,50 m², 162.400 F. Livrables mars 76.
XII° M° FELIX-EBOUE
— Studio + balcon, 122.800 F.
— 2 pièces + balcon, 213.600 F.
— 3 et 4 pièces.
Livrables 3° trimestre 76.
XIII°. Rue CH.-FOURIER
— 3 pièces, 67,50 m², 330.000 F. Livrable fin 76.
XVIII°. M° JULES-JOFFRIN 50 m. RUE DU POTEAU
— Chambres confort, 84.000 F.
— Studios, 118.000 F.
— 2, 3 et 4 pièces.
Livrables 1er trimestre 77.
IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, av. Friedland. 225-93-69.

135, RUE DE SÈVRES
Près bd INVALIDES
Un immeuble GD STANDING
STUDIOS - 2 PIECES luxueusement terminés (cuisine équipée, s. bns décorée, tentures murales, etc.)
Actuell. DEBUT TRAVAUX PRIX FERMES Crédit possible 80 %
Rens. merc., jeudi, vend., sam., de 14 h. 30 à 18 h. 30, ou : **266-56-50** CONSTRUCTEUR PROMOTEUR

NEUILLY
65, BD DU CHATEAU
DU STUDIO AU 6 PCES
TRES GRAND STANDING
GRAND JARDIN
Ts les jours, de 14 h 30 à 18 h.
HABITABLE DE SUITE
PRIX FERME ET DEFINITIF
P. DOUX - Tél. 553-16-62

locations meublées Offre

Paris

Près Tour Eiffel, 2 P., s. d'eau, cuis. équip., w.-c., tél., calme. 566-59-01 ou 734-80-05.

locations non meublées Demande

Paris

Ch., ss agence, 4-5 P., PARIS ou banlieue Ouest. — 742-38-18.

URGT. Sté IMMO. SEPT rech. pr clients sélection 3 ou 4 P., Paris ou pr. Tél. : 555-28-68.

Région parisienne

Sté européenne cherche Villas, pavillons pr ses cadres. Durée 2 à 6 ans. 283-57-02 (poste 1).

Immobilier (information)

LOCATION SANS AGENCE PAR « PLURI-CONTACTS » OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. La Michodière, M° Opéra. frais abonn. 300 F. 742-78-93.

locaux commerciaux

CLICHY Entrepôt 8 F HT m2 Bureaux 16 F HT m2 de loyer mensuel + charges. Visite sur place 14 h à 17 h : 23, rue Ferdinand-Buisson Tél. 227-86-21 - 270-06-69

NANTERRE 500 m2 EXCEPTIONNEL Bureaux ou tous usages - Ppté indépendante - Accès camion Tél. 755-84-74

locations non meublées Offre

Paris

LA MUETTE (Boulainvilliers), grand appart. 4-5 Pièces, 2.660 + 500 charges. Tél. : 260-88-31 ou 260-81-44.

PL. CLICHY, XIV° et XX° : STUDIOS, tt cft, 588 F, 640 F, 850 F. Tél. : « FAC » : 337-69-59.

17e, gd 5 P., confl, parfait état, S. de B. et S. d'eau, téléphone, 2.300 F+ charges. Vis., s/place, mercredi 25, de 14 à 16 h, au 8, rue GUSTAVE-DORE, 1er ét. droite, ascenseur. Téléphoner le matin à SEGECO au 522-69-92.

TROCADERO. Récept., 70 m2, 2 chbres, 2 bains, cuis. equip., luxe, balcon, terrasses, téléph., parking. FONCIP, ANJ. 90-73.

16e, EXELMANS. BEL APPT 5 P., 135 m2, PARFAIT ETAT, POSSIB. LIBERALE. TEL 3.500 F NET. Tél. : 727-84-24.

Petit imm. neuf, standg, stud. habit. immédiat : sur jardin 30 m2, 910 F ; 43 m2 1.130 F ; 44 m2 + terrasse 11 m2 1.225 F, cave, parking en sous-sol, ch. compr. Sur place, 78, RUE DE LA VILLETTE. - PARIS (19e).

SAINT-FARGEAU. Etage élevé, terrasse, studio, tout confort, tél. poss. park., 850 F + charg. Mercredi, de 14 h. à 14 h. 30, rue Saint-Fargeau, n° 28.

AUTEUIL. Récent studio, sur rue, tout confort, balcon, téléph. 900 F + charges. — 742-99-09.

QUARTIER LATIN. Studio, tout confort, étage élevé, 1, rue de l'Ecole-Polytechnique.

BOURSE VIEUX PARIS Impeccable petit 2 P. Tt conft. Tél. 1.000. - 229-52-98.

Région parisienne

BOULOGNE. TRES BEAU STUDIO (50 m2), 6e étage, balcon, IMM. STANDING. TEL. PARK. 1.500 F NET. Tél. : 704-88-18.

LESIGNY, 10 km. RER Boissy, VILLA récente, 7 Pces, 3 bains, gd stdg, chf. cal gaz, s/800 m2, club loisirs privé, 2.200 F + 100 F charges. Tél. : 406-22-01, 406-15-62 ou 902-08-70.

Défense, studios, 2 Pces, 650 F, 1.200 F. - Téléphone : 824-56-72.

NEUILLY M° - 2 PIÈCES Tout confort, rez-de-chaussée, TELEPH. Loyer 1.000 + 150 F. GUY GELIN, 754-68-47 ou 380-18-28.

appartements occupés

7° ECOLE MILITAIRE Imm. bourgeois. 5 p. + dépendances 135 m2 + 2 services. Occupation gratuite par dame seule : 86 ans 580.000 F **924-86-78**

NEUILLY (MAIRIE) Immeuble pierre de taille 1925 APPARTEMENTS OCCUPES **5 PCES**, 110 m2 envir. + chbre de service et cave, tt cft, chauff. central imm., asc. Pr renseig. et visites : 755-98-57.

hôtels-partic.

BUTTES-CHAUMONT maison particulière de 402 m2, triple réception, 5 chambres + service, garage, jardin et terrasse. MICHEL BERNARD : 727-03-11.

INTERESSANT - M° Vaugirard. Charm. H.P. s/pl. Marronniers, 12 p. + 275 m² jard., divisib. 553-34-24 mat.; 231-04-16 ap.-midi.

NEUILLY Entièrement sur jardins
Vaste Hôtel particulier 100 m2 par niveau, rez-de-ch. + 2 étages dont atelier d'artiste 100 m2 + gde terrasse vitrée. Parfait pour profession libérale. LAB. 45-52

16e - ETOILE HAMEAU PRIVE Etat exceptionnel - 400 m2 105 m2 Jardin. Asc. Triple réception. 6 chambres. 5 bains. 727-89-39 BCB

fonds de commerce

A vendre bord Méditerranée, Languedoc-Roussillon (région en pleine extension touristiq.) maison 20 pièces, 700 m² environ, entourée de jardins. (Clientèle galerie d'art, antiquités toute l'année.) Possibilité de continuer ou autre. Prix 800.000 F (facilités). Ecrire : LE SIMOURGH, 11370 LA FRANQUI-PLAGE, FRANCE. Téléph. (68) 45-70-15.

CANNES, superbe STATION-SERVICE 4 volucompteurs, pont, outillage complet, bureaux, 2 appts, aire vente véhic. neufs et occasion, sacrifiée cause retraite 390.000 F. — B. F. C., 122, rue d'Antibes, Cannes. (93) 99-04-13.

Parfumerie - Soins esthétiques Porte de Paris, centre ccial, installat. réc. : mag. + 2 cabines aménagées + 1 cabine à équip. Px intéres., large crédit possib. Tél. jour 857-19-92, soir 202-09-76.

CHAMPS-ELYSEES MEILLEUR TROTTOIR Vends MAGASIN gde surface. Mme LACOUR - 824-48-82.

Dans grande ville VAL DE LOIRE A vendre affaire papeterie-jouets-cadeaux gros et détail. Chiffre d'affaires important sans connaissance spéciale, activité en plein essor. Nécessaire disposer DEUX unités comptant. Ecrire à 9.204 HAVAS, 37018 TOURS CEDEX, qui transmettra.

BOURGOGNE vd cause retraite MENUISERIE, équipem. moderne. Aff. à développer. Possib. location-gérance. Ecrire n° 82.794, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

propriétés

Locat. vente, 38 ha. HERAULT, ruines, rivière, 160.000 F. 50.000 compt. POTERIE du MOULIN, 06410 BIOT. Téléph. 93-34-92-17.

100 km. de PARIS-OUEST, région EVREUX, résidence de caractère, 6 pièces, confort, terrain 9.870 m², 380.000 F. - AGENCE DE LA GARE, 15, place de la Gare, 16000 ANGOULEME - Tél. 95-27-88.

ISLE-ADAM. Superbe propriété, réception 90 m² + 8 chambres, 3 s. de bs, pavillon gardien. PARC 5.400 m² clos murs. - 850.000 F. FONCIAL, 266-32-35.

LYCEE ENGHIEN. Ultra resid., villa, séjour + 4 chbr., sous-sol total. Sup. jard. 1.200 m². Prix 680.000 F. - Tél. 989-31-74.

15 KM. PARIS EST Sur terrain 1.000 m², luxueuse propriété, 10 p. (330 m² hab.). Px élevé justifié. Tél. 202-87-09.

terrains

VENDS TERRAIN A BATIR isolé, 17.000 m² avec pièce d'eau, pont de pierre, eau sur terrain E.D.F., tél. Sit. exc. sud. Idéal pour constr. de caract. à voir. Libert, St-Amand-en-Puis. 58310.

Part. vend urgent Agay, Var, terrain, 2 lots attenants, 1.865 et 1.575 m². Vue sur mer. Situation except. 90 F le m². - Tél. (dom.) (78) 84-67-15 ou écr. M. BERMANTE, 19, rue du Dr-Rollet, 69100 Villeurbanne.

Rech. terrains à bâtir région parisienne, paiement comptant. Tél. 901-41-60 même week-end, ou le soir 526-17-26.

VIGNE EN CHABLIS **PREMIER CRU** Montée de Tonnerre 0 ha 55. terres en Chablis 1 pièce 2 ha 20, une de 0 ha 80. - TEL. 53-12-20.

pavillons

94-SUCY-EN-BRIE. Au calme. Quart. symp. Agréab. petit pav. plain-pied sur 1/2 ss-sol, 2 chbr., séj., cuis., entrée, s. de bs, rangements, ch. maz. Etat impec. B. terrain 600 m², gar. 250.000 F. Part. à part. 824-97-89, heures bureau : M. MAUZER.

Cause départ. Part. vd pr. gare Vert-Galant, pavillon plain-pied avec cave, gde entrée, 3 gdes pièces, cuis., débarr., wc/s. bs, ch. centr., 2 gar., terr. 460 m², Ecr. à 6.082, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

villas

VALLEE CHEVREUSE (M°) Belle demeure. S/3.600 m² et pièce d'eau. Rare. ODE. 73-37.

SEVRES Résid. VILLA récente, gde récept. + 6 pièces, jdin, 900.000 F. Tél. : 825-90-39.

CROISSY-sur-SEINE 800 m R.E.R. Projet VILLA NEUVE ILE-DE-FRANCE, surface habitable 180 m2, grande réception, 4 chambres, 2 bains, lingerie. Jardin 800m2. Prix 750.000 F T.T.C. ferme et définitif. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90

maisons de campagne

BOURGOGNE tonnerroise, proximité rivière, maison à restaurer, 3 pièces, grenier aménageable, dépendances, jardin. - Prix 60.000 F. - M° GERARD, notaire, 21330 LAIGNES. T. n° 2.

BOURGOGNE tonnerroise, proximité rivière, propriété bon état, 5 pces, cuis., s. de bains + 3 p. indépendantes, jardin 1.600 m². Prix : 200.000 F. M° GERARD, notaire, 21330 LAIGNES. T. n° 2.

VILLAGE SARTHE. 10 km. sortie autoroute, part. vend pavill. 6 pièces, dépendances. Jardin 2.400 m². - Tél. (40) 75-54-94.

fermettes

RÉGION MONDOUBLEAU FERMETTE 2 p. et dépendances sur 1 ha 18. Prix 90.000 F. INDICATEUR VENDOMOIS 41 VENDOME - T. (39) 77-35-91

manoirs

PART. vend 12 km. N.-O. Tours RENDEZ-VOUS LOUIS XIII, dépendances, parc, grand conft. Viot, 37-Luynes. T. (47) 50-31-39.

châteaux

VALLEE DU LOT Beau château 13e, 15e, 18e, sur 16 hectares parc, piscine, terre arrosable. - Exceptionnel Succession : 900.000 francs.

PERIGORD SUD Manoir authentique, 8 Pièces, avec ferme, 17 hectares. Site privilégié. Prix 550.000 francs.

CABINET JARGEAU, 47500 Monsempron Libos. Téléphone : le 128 à FUMEL.

viagers

CAULAINCOURT - JUNOT DBLE ATEL. ARTISTE, loggias, tout confort, 95 m2, libre dans 5 ans, 1 tête : 30.000 F cpt + rente 1970. — Tél. : 874-70-47.

Libre, PARC MONCEAU, appt 7 P. + 3 serv., 260 m2, 450.000 + 6.800 rente. LODEL 700-00-99.

BOIS-COLOMBES résidentiel Très belle villa - Très beau jard. 3 pièces + 3 possibl. 130.000 F + 1.800 F. Occupé s/1 Tête 73 ans. **CRUZ** 8, rue La Boétie 265-68-90

Achète viagers ou nue-propriété Discrétion **VERNEL** 526-01-50 4, pl. Estienne-d'Orves, Paris 9e

PL. DUPLEIX Ds imm. p. de t. 4 pièces, 90 m2, tout confort. Occupé 82, 89 ans. 170.000 F + Rente. - 566-80-31.

bureaux

A DEUX PAS DE L'ÉTOILE
Bureaux modernes équipés
A SERVICES COMPLETS
● Standardistes et hôtesses d'accueil trilingues.
● Télex.
● Salle de conférences.
● Parking visiteurs sous-sol.
● Location à partir d'un mois.
HERSA - Tél. : 553-50-11

BUREAUX sans pas-de-porte. Toutes zones. BAL. 90-90 et 91.

M° Villiers. 180 m² en 11 p. + ch. serv. + parkg, 3 lignes tél. Loyer 7.500 p/mois. TUR. 97-81.

A LOUER 41 M2 BUREAUX. Grand standg. Quartier Champs-Elysées. — Téléphone 225-29-66.

BUREAUX TOUS QUARTIERS LOCATION OU VENTE. AGENCE MAILLOT : 293-45-55. AGCE ST-LAZARE : 522-19-10.

SANS pas-de-porte 3/4 bureaux MADELEINE : 55 m2, 2 tél., 2.800 F/mois. Bail 9. - 266-32-35.

7e RAPP - A LOUER **1.272 m²** Bureaux divisibles FONCIP - ANJ. 90-73

Parc BUTTES-CHAUMONT 1.100 m2 divisibles terminés, cloisons mobiles, moquette, téléphone assuré. VENTE ou LOCATION MICHEL BERNARD 727-03-11

M° SAINT-GEORGES A louer sans pas-de-porte **200** m2 - Imm. de bon standing. - Tél. 265-64-11.

PLACE OPERA même 11 bureaux magnifiques, haut standing, 14 lignes tél. Bail tous commerces. Directement par propriétaire. Tél. : 874-33-36

immeubles

Murs Bureaux Luxueux **PLACE VENDOME** LOUES, placement 1er ordre. Px 1.400.000 F. Vernel, 526-01-50.

RECHERCHE IMMEUBLE RAPPORT 2 millions environ, à Paris, 13e, 14e ou 15e de préférence. Ecr. FREISSINAUD, 50, rue de Berri, Paris-8e, ou 225-86-63.

ACHETE PARIS OU PORTE IMMEUBLES VIDES OU HOTELS avec MURS réalisation très rapide, règlement comptant. Tél. 261-62-41 ou 261-69-24.

Placement exceptionnel Abbesses, imm. de 22 studios, loyer libre, 500 m² habitables. Rapport 120.000 F envir. Prix : 1.250.000. - FONCIAL, 266-32-35.

Pr partic. - Excellent placement **PL D'ITALIE** Sur avenue Petit imm. 8 studios, w-c, dche + boutiq. Rapp. 48.500 F. - Prix except. 440.000 F. - Tél. 628-94-97.

forêts

70 HA MARNE BONNE CHASSE PLANTATION PEUPLIERS + TAILLIS SOUS FUTAIE **TRES URGENT** Prix 550.000 F. - 260-87-42.

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des 23 et 24 février 1976 :

UN DECRET

● Déterminant les activités ne donnant pas lieu à immatriculation au répertoire des métiers.

DES ARRETES

● Portant application de l'article premier du décret n° 72-520 du 22 juin 1972 relatif à la rémunération des médecins qui apportent leur concours aux services administratifs de prévention médico-sociale ;

● Portant modification du plan de masse de la zone A de la Défense.

DES LISTES

● D'aptitude pour 1976 aux emplois de direction et d'agent comptable des organismes de sécurité sociale du régime général ;

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg ayant obtenu en 1975 le diplôme d'ingénieur ;

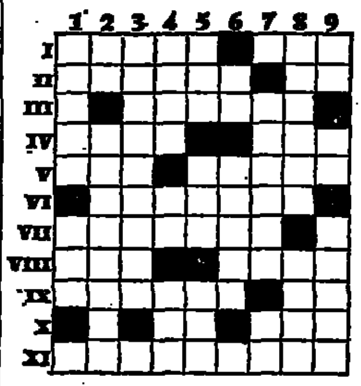
● Des élèves de la section architecture de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg ayant obtenu en 1975 le diplôme d'architecte de cet établissement.

UN TABLEAU

● D'avancement (directions régionales de la Sécurité sociale).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 389



HORIZONTALEMENT

I. Quitte l'âme le dernier ; Déformé. — II. Remuent ciel et terre ; Morceau de sucre. — III. Pas niables. — IV. Se révèle après examen ; Refroidit. — V. Soutient un peu celui qui va payer (graphie admise) ; Faire preuve de discernement. — VI. Contrairement à bien des gens, ils échappent à toute accusation de sottise. — VII. Ne pouvait donner que de sages conseils. — VIII. D'un auxiliaire ; Coule en de vertes régions. — IX. Avait les jambes poilues ; Conjonction. — X. Symbole chimique ; S'exprime uniquement par gestes. — XI. Est sans cesse tourmentée par de pressants besoins.

VERTICALEMENT

1. On part dès qu'il s'arrête ; Précise une possession. — 2. Connut Abraham ; Mangera entre les repas. — 3. Ne font certes pas venir l'eau à la bouche. — 4. Fait honneur aux repas ; Pronom ; Te déplaces dans un certain sens. — 5. Fournit à des ladies l'occasion de papoter à loisir ; Se règle avant le départ ; Point de Chaldée. — 6. Conjonction ; Leur domaine est rose. — 7. Allonger ; Ne désigne pas n'importe qui. — 8. Pourvues d'une solide charpente ; Pronom royal. — 9. Marque de familiarité ; Titre abrégé ; A la disposition de ceux qui veulent faire leur trou en ce bas monde.

Solution du problème n° 1 388

Horizontalement

I. Loup (masque) ; Iman. — II. Altesse. — III. Hie ; nuage. — IV. Tisserand. — V On ; Tu — VI. Nerveuses. — VII. EE ; net. — VIII. Poussives. — IX. Ors ; Ose. — X. Rasai ; Roi. — XI. Clins ; Eon.

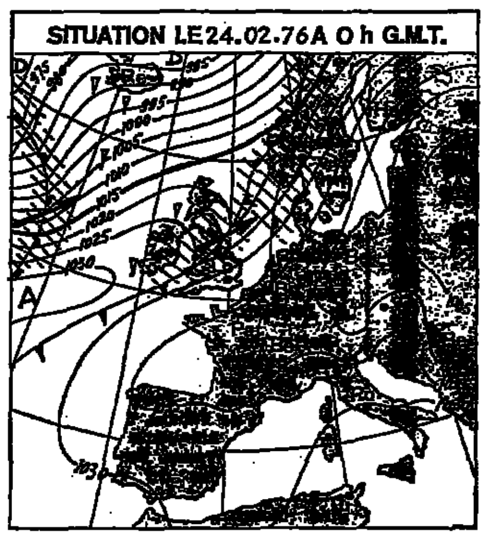
Verticalement

1. Laiton ; Porc. — 2. Oléine ; Oral. — 3. Ut ; Réussi. — 4. Pensives ; An. — 5. Sue ; Sois. — 6. Isar ; Unis. — 7. Méga ; sévère. — 8. Entêté ; OO. — 9. Mu ; Dus ; Soin.

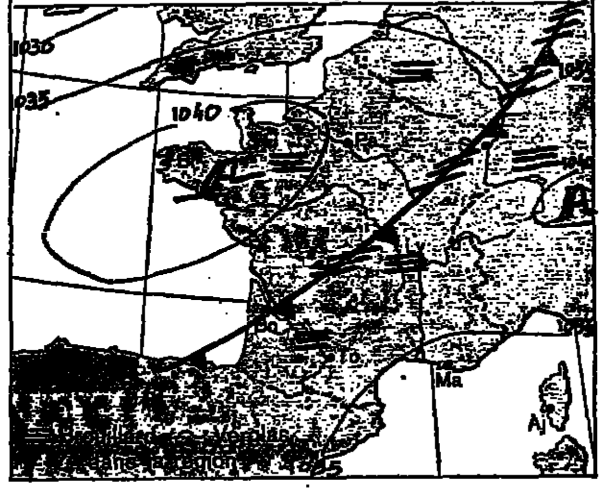
GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.02.76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 25.02.76 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — ▽ averses — orages — Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 24 février à 0 heure et le mercredi 25 février à 24 heures :

Des masses d'air humide venues de l'Atlantique évolueront sur la France dans un champ de pressions élevées.

Mercredi 25 février, de nombreux brouillards matinaux n'épargneront guère que le Midi méditerranéen. De l'Aquitaine à l'Alsace et à la Franche-Comté, ces brouillards n'évolueront que lentement, le temps demeurant très nuageux et brumeux l'après-midi avec de faibles pluies éparses. Ailleurs, des éclaircies se développeront, mais des nuages bas pourront persister localement sur les régions voisines de la Manche et de la mer du Nord, où les vents, faibles ou modérés, souffleront du secteur ouest.

Les températures maximales subiront peu de changement et demeureront assez élevées pour cette époque de l'année, mais de faibles gelées auront encore lieu au lever du jour dans le Centre, l'Est et le Nord-Est, ainsi que sur les régions situées au nord de la Loire, où la matinée sera plus fraîche que les précédentes.

Mardi 24 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 035,9 millibars, soit 777 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 février ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Ajaccio, 14 et 4 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 16 et 2 ; Brest, 11 et 9 ; Caen, 12 et 9 ; Cherbourg, 11 et 9 ; Clermont-Ferrand, 11 et —1 ; Dijon, 12 et 0 ; Grenoble, 10 et 1 ; Lille, 8 et 7 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille, 16 et 4 ; Nancy, 13 et 1 ; Nantes, 11 et 10 ; Nice, 15 et 8 ; Paris - Le Bourget, 9 et 5 ; Pau, 16 et 1 ; Perpignan, 17 et 9 ; Rennes, 11 et 10 ; Strasbourg, 3 et 1 ; Tours, 9 et 5 ; Toulouse, 14 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 5 degrés ; Athènes, 10 et 6 ; Bonn, 12 et 1 ; Bruxelles, 13 et 7 ; îles Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, 3 et 0 ; Genève, 9 et —3 ; Lisbonne, 19 et 10 ; Londres, 11 et 9 ; Madrid, 18 et 2 ; Moscou, —4 et —15 ; New-York, —4 et —7 ; Palma-de-Majorque, 16 et 2 ; Rome, 15 et 3 ; Stockholm, 2 et —1.

Stages

● « *Les ruptures du plaisir dans la production* » de documents audio-visuels, tel est le thème d'un séminaire de recherche organisé par le Centre de recherche et de documentation pédagogique du 8 au 11 mars à Bordeaux.

★ C.R.D.P. (service recherche), 75, cours d'Alsace-et-Lorraine, 33075 Bordeaux Cedex, tél. (56) 44-12-92.

● *Le cercle de recherche et d'action pédagogique « Diason »* organise un stage de découverte de la Provence et de pédagogie audio-visuelle du 27 au 31 mars à Châteauneuf-de-Cadagne (Vaucluse).

★ M. Luplanes Claude, E.N.P., 84270 Vedène.

● *Le Centre national de l'Union française des centres de vacances et de loisirs* (U.F.C.V.) propose aux travailleurs sociaux, enseignants, conseillers culturels et pédagogiques, un stage de formation sur « *l'entretien éducatif et la relation pédagogique* » du 14 au 20 mars.

★ U.F.C.V.-C.N.F.A., stages REP, boîte postale 5, Fublaines, 77470 Trilport.

● *Le Vidéo-Bus Jeunesse et sports* de Nice « *Multimédia* » organise deux stages d'animation vidéo agréés pour les CAPASE. Le premier aura lieu du 22 au 29 mai, l'autre du 2 au 10 septembre.

★ « Multimédia », C.R.J.S., Fort-Carré, 06600 Antibes, tél. (93) 34-42-97.

autour de votre futur appartement, toute la vie d'un quartier séculaire avec ses échoppes, boutiques et marchands des 4 saisons.
du STUDIO au 5 PIECES
prix fermes
livraison à partir de Juillet 76
Le Parisien
une création LUCIA
bureau de vente : 142, rue St-Maur Paris 11e
renseignements 69, rue Lecourbe Paris 15e
567.54.56

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Le rythme des commandes industrielles excède celui des livraisons

estime l'INSEE

L'activité industrielle a continué de s'améliorer au début de 1976. Selon l'INSEE, cette progression affecte non seulement les biens de consommation mais également les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires.

Pour la première fois depuis plusieurs mois, le rythme des commandes excède nettement celui des livraisons, remarque l'INSEE.

La production augmente dans la quasi-totalité des branches industrielles. Depuis trois mois, les stocks de produits finis sont redevenus normaux et les carnets de commandes poursuivent leur mouvement de reconstitution amorcé à l'automne 1975 dans les industries de biens de consommation, mais aussi maintenant dans le secteur des biens intermédiaires. La demande étrangère participe peu à ce gonflement des carnets de commandes, indique encore l'INSEE.

Les perspectives générales fournies par les industriels sont proches des plus hauts niveaux atteints par le passé. Les prévisions concernant leur propre entreprise traduisent également un renforcement de l'optimisme.

Généralement, les chefs d'entreprise s'attendent à une hausse des prix industriels, mais moins nette qu'au cours des trois derniers mois. Il faut noter que les secteurs où les perspectives de hausses de prix sont les moins élevées sont également ceux où la reprise d'activité a été la plus forte au cours des dernières semaines.

● L'« ANNUAIRE CHATEAUDUN 1976 » EST PARU. — La cinquième édition de l'*Annuaire Châteaudun : conseils d'administration et direction générales des sociétés* vient de paraître. On trouvera dans cet ouvrage la composition des conseils d'administration et des directions générales des principales entreprises françaises. Quelque sept cents sociétés et huit mille noms sont répertoriés. Des « mises à jour » mensuelles actualisent l'annuaire jusqu'à l'édition suivante (22, rue de Châteaudun, 75009 Paris. Prix : 840 F, T.T.C.)

MONDIAL MOQUETTE
LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE
VOUS PROPOSE
du 20 au 25 FEV
POSE COMPRISE
(Sans supplément de prix)
Pour toutes commandes de moquettes supérieures à 1 000 F
SUPER VELOURS
disponibles en six magnifiques coloris
32,50 F le M²
MOQUETTE BOUCLEE
15 f LE m²
GRANDE LARGEUR
APPORTEZ VOS DIMENSIONS
MOQUETTE DECOREE
ICI EN OFFRE
une qualité exceptionnelle à un PRIX TRES BAS
39 F le M²
IMBATTABLE à Qualité égale
DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES
FINS de SERIE
Gde LARGEUR
UN SEUL PRIX
12 F le M²
PLUS de 200 CHUTES de 10 à 30 m²
OUVERT :
Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h 20 h.
SAINT-DENIS : 73, rue de la République Tél. : 820.92.93
MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès - R.N. 5 Tél. : 368.44.70
BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5 mn Pte des Lilas Tél. : 858.16.46
SARCELLES : 29, av. Division-Leclerc - R.N. 16 Tél. : 990.00.77
BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12
PARIS 13e : 40 quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél. : 331.72.38
COIGNIERES (N. 10), près Trappes : route du Pont-d'Auneau. Tél. : 461.70.12
PARIS 14e : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél. : 539.36.62
FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44
PARIS 19e : 144, pl. de La Villette. Mo Colonel-Fabien et J.-Jaurès. Tél. : 203.00.79
PARIS 18e 114 rue DAMREMONT
Tél. : 606.05.73
black

LES INDUSTRIELS DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER FONT PREUVE D'UN « OPTIMISME PRUDENT » POUR 1976

Dans quelques jours, le vendredi 27 février, le quarante-cinquième Salon international des arts ménagers ouvre ses portes au palais de la Défense.

Avec un chiffre d'affaires de 6 910 millions de francs, en progression de 19 % sur celui de 1974, les fabricants français d'appareils ménagers ont réussi à « limiter les dégâts » en 1975. Ils ont le sentiment que le plus dur est passé, même si leurs perspectives pour 1976 restent « prudentes ». Deux éléments ont permis à cette industrie, qui emploie cinquante-six mille salariés, d'enregistrer ces résultats satisfaisants : une progression des exportations de 18 % ; la « percée » des petits appareils ménagers, qui a compensé la moins bonne tenue du marché des gros produits blancs (machines à laver, réfrigérateurs, cuisinières).

Ce mouvement devrait se poursuivre au cours des prochaines années. La profession mise sur le petit appareil ménager, dont les ventes (un tiers du total aujourd'hui) devraient représenter en 1980 plus de 50 % du chiffre d'affaires du secteur, et dont les exportations permettront à la balance commerciale de retrouver à cette date un solde positif (le taux de couverture, qui était de 43 % en 1969, atteint 88 % en 1975).

Pour atteindre ces objectifs, les industriels du GIFAM (Groupement des industries françaises d'appareils d'équipement ménagers) estiment que plusieurs conditions doivent être réunies. Ils souhaitent tout d'abord, comme tout industriel, un assouplissement du régime des prix. Ils sont opposés aux projets gouvernementaux prévoyant la mise en place d'une réglementation stricte pour les produits nouveaux (système de l'autorisation préalable).

Enfin, ils désirent que les pouvoirs publics regardent d'un peu plus près les importations « sauvages ». Ainsi, la Yougoslavie aurait l'intention de vendre, « à n'importe quel prix », cinquante mille réfrigérateurs en France. Pour M. Michel Bedat, président du GIFAM, une généralisation des pratiques de dumping pourrait entraîner, comme c'est le cas avec les agriculteurs, de vives réactions de la part des travailleurs, menacés dans leur emploi par cette concurrence sauvage.

● AU KOWEIT, « *d'immenses nappes de pétrole et de gaz ont été récemment découvertes* », indique M. Al Kazimi, ministre koweïtien du pétrole, dans des déclarations publiées lundi par le quotidien *Al Kabas*. « *Ces découvertes pourraient multiplier par trois le chiffre des réserves prouvées de pétrole et prolonger l'« âge » du pétrole au Koweït jusqu'à plus de deux cents ans* », ajoute le ministre. — (A.F.P.)

A L'ÉTRANGER

Troisième mois d'occupation chez Innocenti

Innocenti sera-t-elle sauvée ? Un plan de reconversion de la firme automobile, mise en liquidation le 26 novembre dernier par British Leyland, pourrait être prochainement publié par le ministère italien de l'industrie. Il prévoit le maintien des quatre mille deux cents emplois et, d'ici à trois ans, la fabrication de motocyclettes et de véhicules de petite cylindrée. Dans l'intervalle, cent vingt mille « mini » seraient construites par une nouvelle société comprenant trois partenaires : la GEPI, entreprise publique spécialisée dans le sauvetage d'usines en difficulté ; le groupe de M. Alessandro de Tomaso, P.-D.G. de Guzzi et Benelli, et la Leyland elle-même, qui possède le réseau commercial et les brevets de la « mini ».

En attendant, l'usine milanaise de Lambrate est toujours occupée par ses ouvriers. Ce conflit, qui dure depuis douze semaines, a une grande résonance en Italie.

Un Lip à l'italienne

De notre envoyé spécial

Milan. — Quand le patron ne paie plus, que fait-on ? « *On se serre la ceinture* », répond un ouvrier faussement jovial qui joint le geste à la parole pour mieux s'expliquer. Mais le ton, visiblement, n'y est pas : une morosité compréhensible règne dans ce grand hall de Lambrate, couvert d'affiches, où de petits groupes d'hommes en gris devisent, pour la centième fois, sur les mœurs bizarres du patronat anglais et sur les carences de leur propre gouvernement. Certes, il y a un fonds de solidarité, et même le cardinal-archevêque, qui est venu célébrer une messe dans l'usine, a organisé une souscription.

Il n'empêche que depuis le 26 novembre chacun n'a touché ici, en tout et pour tout, 40 000 lires (300 F), plus un supplément dérisoire par personne à charge. Ce n'est pas avec de tels revenus qu'on emmène sa famille à la Scala « *où, l'autre soir — notez bien, c'est important, — Pollini, le plus grand pianiste d'Italie, a lâché son instrument, s'est avancé vers le public et lui a rappelé Innocenti...* ».

Par certains aspects, les révoltés de Milan évoquent ceux de Lip, il y a trois ans. Ici aussi, on a défilé avec femmes et enfants ; toutes sortes de spectacles sont organisés : mille repas par jour sont cuisinés grâce aux dons de la municipalité ; les services administratifs fonctionnent ; les machines sont entretenues et certaines tournent même... mais Lambrate n'est pas Besançon. « *Les voitures ne sont pas des montres* », réplique M. Antonio Pizzinato, secrétaire de la fédération C.G.I.L. de la métallurgie. On devine bien pourtant que ce n'est pas la seule raison : « *Vendre les voitures serait du vol* » remarque un jeune ouvrier.

Les occupants de Lambrate savent surtout que le marché est bouché et qu'une reconversion s'impose. « *Si Innocenti est devenu un emblème comme l'a été Lip en France*, remarque M. Pizzinato, *ce n'est pas à cause des formes de lutte que nous avons choisies, bien qu'il s'agisse de la première grande occupation d'usine depuis les années 50 ; Innocenti est une affaire nationale parce que nous avons posé une question de fond qui va au-delà de l'usine de Lambrate : celle de la reconversion industrielle.* »

Des emplois et non une assistance

British Leyland n'a pas caché les raisons de sa décision : pour fabriquer une « mini » à Lambrate, il fallait douze heures de plus qu'en Grande-Bretagne ; et, compte tenu des accords sociaux, sur quatre cent quatre-vingts minutes de travail payées, il n'y en avait que deux cent soixante-dix de travail effectif, sans compter les charges sociales, particulièrement lourdes dans la péninsule. En conséquence, la firme britannique (déficitaire de 16 milliards de lires l'an dernier en Italie) faisait une proposition : licencier un tiers du personnel et réduire le coût du travail de 25 %. Devant le refus des syndicats, la mise en liquidation était décidée le 26 novembre et, deux mois plus tard, malgré toutes les protestations, les grèves et les manifestations, le facteur apportait les lettres de licenciement.

« *Les syndicats ont mal joué*, estime un jeune industriel de Milan. *En refusant le licenciement de 1 500 personnes (qui auraient pu être recasées dans d'autres usines, en l'espace de deux mois), ils ont fait perdre leur emploi à six fois plus de monde, car il faut compter tous les petits fournisseurs.* »

Les syndicats ne sont évidemment pas de cet avis. Selon eux, le licenciement d'un tiers du personnel ne garantissait nullement l'emploi des deux autres tiers. Au fond, ce que British Leyland cherchait, disent-ils, c'est à liquider sa filiale italienne comme elle l'avait fait précédemment en Espagne, tout en conservant le réseau commercial pour l'utiliser à autre chose.

« *En 1975, trente mille postes de travail ont été perdus à Milan*, déclare M. Pizzinato. *Nous ne demandons pas le maintien à tout prix de productions sans débouchés, mais une reconversion générale et un contrôle sur les activités des entreprises multinationales en Italie. Le gouvernement dispose de milliards. Or il fait de l'assistance au lieu d'assurer du travail.* »

« *On cherche à nous couper de la base*, conclut le dirigeant syndical. *On veut épuiser nos nerfs. Mais nous ne nous énerverons pas.* » M. Pizzinato remet sa casquette à carreaux pour filer à l'aéroport, où l'attend une fois de plus l'avion de Rome, car, si on monte la garde à Lambrate, c'est dans la capitale que l'on négocie.

ROBERT SOLÉ.

INDUSTRIE

LES ÉTATS-UNIS ET LA FRANCE DOIVENT S'ENGAGER DANS LA VOIE D'UNE COOPÉRATION TECHNIQUE AVANCÉE, déclare M. Chirac.

Les Etats-Unis et la France doivent s'engager dans la voie d'une « coopération avancée » sur de grands projets techniques et industriels, et ne pas s'en tenir aux opérations commerciales traditionnelles, a déclaré, en substance, M. Jacques Chirac à l'occasion du dîner offert par la Chambre de commerce américaine en France pour le bicentenaire des Etats-Unis.

« *Il n'est pas trop tôt pour que les initiatives privées ou gouvernementales recherchent dès maintenant ce que pourraient être les grands projets franco-américains à la fin du siècle.* »

Le premier ministre, néanmoins, soulignant toute l'importance qu'il attache aux relations commerciales entre les deux pays, a estimé qu'elles ne devraient pas être contrariées par des mesures protectionnistes. Cette opinion prend tout son sens au moment précis où la Commission américaine du commerce international, organisme gouvernemental, propose de contingenter ou d'imposer plus fortement les importations de chaussures, après avoir pris une position analogue sur les aciers inoxydables.

● *M. Jean-Pierre Cot*, député socialiste de Savoie, nous écrit : « *Dans l'interview accordée à Michèle Cotta pour France-Inter, partiellement retranscrite dans* le Monde *du 17 février, une erreur matérielle m'a fait dire que la contribution française au budget communautaire représentait 20 % du budget français. Il s'agit en fait de 3 %. Le budget total des Communautés européennes, qui atteint 42 milliards de francs pour 1976 représente 13 % du budget de la France.* »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GIFOS
Groupement pour le financement de la région de FOS
Société Anonyme au capital de F. 11 975 000
Siège Social : 2 rue de la Paix - 75002 Paris
R. C. Paris B 702 027 855
EMPRUNT 10,80 %
DE 130 MILLIONS DE FRANCS
Emission de 130 000 obligations de F. 1 000 nominal
Jouissance : 23 février 1976 ■ Intérêt annuel : F. 108 par obligation
■ Durée 15 ans
■ Amortissement obligatoire : en 12 ans à partir du 23 février 1979
- soit par remboursement au pair, après tirage
(pour la moitié au moins des titres à amortir chaque année)
- soit par rachats en Bourse
■ Garantie : le service de l'emprunt est garanti inconditionnellement et pendant toute sa durée par les établissements et sociétés suivants, sans solidarité entre eux, mais solidairement avec le GIFOS, dans la limite de leurs quotes-parts respectives : Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille 3/130e - Solmer 62/130e
Elf-France 25/130e - Jacques Borel International 20/130e
Aluminium Péchiney 20/130e
■ Prix d'émission : F. 1 000 par obligation
Taux de rendement actuariel brut :
10,80 %
BALO du 23 février 1976 - Visa COB n° 76 - 18 du 3 février 1976

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE L'ABEILLE

Le conseil d'administration de la Compagnie industrielle de l'Abeille, réuni le 18 février 1976 sous la présidence de M. Jean Marjoulet, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 ; ils seront soumis à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 28 avril 1976.

Le solde du compte de pertes et profits s'élève à 17 717 853 F contre 9 071 957 F l'an passé. Cette progression est due à l'amélioration du compte d'exploitation dont les résultats ont progressé d'une année à l'autre d'environ 4,4 % et à la réintégration de provisions, actuellement devenues sans objet, constituées lors de l'exercice précédent en raison de la faiblesse, à l'époque, des cours des valeurs mobilières.

Il sera proposé à l'assemblée :

a) de prélever sur le solde bénéficiaire une somme de 590 000 F afin d'élever la réserve légale à son niveau maximum après la récente augmentation de capital ;

b) de porter le dividende de l'exercice 1975 à 18,75 F (12,50 F plus 6,25 F d'impôt déjà perçu par le Trésor), s'appliquant à la totalité des actions composant le capital social (y compris les 59 000 actions créées en 1975 par intégration de réserves au compte capital).

L'an passé, le dividende était de 17,25 F (11,50 F plus 5,75 F d'impôt déjà perçu par le Trésor) pour les seules actions existant à l'issue de l'exercice 1974. La distribution se trouverait ainsi augmentée de 14,4 %. Le report à nouveau atteindrait 4 198 304,25 F sa valeur d'entrée dans l'exercice étant de 3 047 029 F.

M. Jean Marjoulet a rappelé au conseil que son mandat de président expirait statutairement lors de la prochaine assemblée. Il a proposé que le conseil, à l'issue de cette réunion, désigne, pour exercer la présidence de la société, M. Jack Frances, administrateur, associé depuis de nombreuses années aux décisions qui ont arrêté les orientations spécifiques de la société, et qui seront fidèlement poursuivies dans l'avenir.

Le conseil a exprimé à M. Marjoulet sa très vive gratitude pour l'activité qu'il a menée au cours de vingt-six années de présidence, tant à la tête du groupe des compagnies d'assurances Abeille que chez la Compagnie industrielle de l'Abeille, et sa satisfaction de voir, dans des temps difficiles, la société se situer, grâce à son développement, à un niveau élevé parmi les entreprises de même nature.

OMNIUM FRANÇAIS DE PÉTROLES (O.F.P.)

Le conseil d'administration de l'Omnium français de pétroles, réuni le 20 février 1976 sous la présidence de M. F. Berbigier, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975. Après provisions, le bénéfice s'élève à 33 089 000 F contre 26 221 000 F. Cette progression de 26 % est en grande partie due à la perception, en 1975, des dividendes provenant des nouvelles participations. En revanche, l'O.F.P. a dû constituer une provision pour dépréciation sur certains de ses actifs de distribution en Afrique.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 9 avril 1976, la distribution d'un dividende de 18,50 F par action de 100 F nominal, assorti d'un avoir fiscal de 9,25 F, soit au total 27,75 F, en progression de 8,9 % sur le dividende de l'exercice précédent, qui s'élevait à 17 F assorti d'un avoir fiscal de 8,50 F.

SÉLECTION MONDIALE

SICAV

Dans sa réunion du 20 février 1976 le conseil d'administration a décidé, après avoir arrêté les comptes du cinquième exercice, de proposer à l'assemblée du 30 mars 1976 la mise en distribution d'un dividende net de 2,80 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,37 F contre 3,80 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,40 F pour l'exercice 1974.

Les actionnaires pourront, comme les années précédentes, réinvestir leurs dividendes en action Sélection mondiale en franchise de la commission d'entrée.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AUTOMOBILE

BILLET

Le rapprochement Peugeot-Citroën

La mariée est trop belle...

On croyait l'affaire Peugeot-Citroën quasiment réglée. Les milieux automobiles attendaient sereinement que la firme de Sochaux annonce officiellement sa décision de faire passer sa participation dans Citroën S.A. de 38,2 % à 51 %, comme le prévoyaient les accords signés avec le groupe Michelin en décembre 1974. Le redressement du marché et celui de Citroën, qui en un an de « gestion Peugeot » était parvenue à réduire de plus de moitié son déficit, semblaient écarter l'éventualité d'un coup de théâtre en justifiant amplement l'option prise par les gestionnaires de la firme de Sochaux.

Pourtant, la direction financière de Peugeot vient de préciser dans un communiqué que « les études préalables à une décision du groupe en vue de compléter sa participation financière dans Citroën S.A. aux conditions prévues par les accords de 1974 se poursuivent activement », *mais que,* « contrairement à ce qui avait été escompté, il n'est pas actuellement possible de fixer la date à laquelle ces études seront achevées ».

Que signifie cette « précision » du groupe Peugeot ? Remet-elle en cause la décision de prendre la majorité du capital de Citroën ? « Non, affirme-t-on au sein du groupe, la décision est quasiment acquise. » Bien au contraire, *poursuit-on, si le « délai de réflexion » s'allonge, c'est parce qu'on songerait à aller plus loin que la prise de participation de 51 % prévue par les accords. Bref, du mariage, on voudrait passer à la fusion pure et simple.*

C'est là sans doute que le bât blesse, car depuis plusieurs semaines l'action Citroën a très fortement monté à la Bourse de Paris, ce qui risque d'augmenter singulièrement le coût de l'opération de fusion projetée. A Montbéliard, on s'interroge d'ailleurs sur les causes de cette hausse qui, intervenant au temps fort des négociations, tombe mal pour Peugeot et bien... pour Michelin. D'où le communiqué qui, pense-t-on, devrait faire retomber la fièvre sur le titre. Les épousailles entre Peugeot et Citroën ne sont pas remises en question mais il y a fort à parier que le contrat de mariage sera plus difficile à établir que prévu, il en va quelquefois ainsi lorsque la mariée est trop belle... — V. M.

LA RENAULT-5 A ÉTÉ LA VOITURE LA PLUS FABRIQUÉE EN FRANCE EN 1975

Avec 289 009 unités produites, la Renault-5 a été la voiture la plus fabriquée en France en 1975, indiquent les statistiques de la Chambre syndicale des constructeurs.

La Renault-5 précède la Renault-12 et ses dérivés (258 444, la Peugeot 504 tous modèles (241 753), les 2 CV Citroën — 2 CV et Dyane — (215 430), la Renault-4 (212 971), la Simca 1100 (193 189), la Citroën GS (188 043), les Renault-1-G et 16-TS (128 452), la Peugeot 104 (114 534), la Renault-6 (104 117).

Parmi les nouveaux modèles lancés par les firmes en 1975, la Simca 1307/1308 arrive en tête avec 46 708 unités produites au 31 décembre 1975, devant la Renault-30-TS (17 474), la Peugeot 604 (16 279) et la Renault-20 (4 203).

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Une série de propositions pour améliorer la vie des personnes âgées

Alors que le niveau de vie de l'ensemble de la population s'est généralement amélioré en France au cours des dernières années, les problèmes des personnes âgées demeurent, et certains d'entre eux ont même pris « une acuité nouvelle ». Tel est le constat essentiel d'un rapport sur « les conditions de vie à l'âge de la retraite » présenté mardi 24 février au Conseil économique et social par M. Jean Brudon, rapporteur de la section des actions éducatives, sanitaires et sociales de cette instance.

Après avoir analysé les difficultés que rencontrent les personnes qui atteignent l'âge de la retraite (ressources diminuées, logements inadaptés, santé déficiente, loisirs improvisés, information insuffisante), M. Brudon a rappelé les objectifs fixés en 1962 par la commission chargée de l'étude des problèmes de la vieillesse (rapport Laroque), ainsi que les orientations du VIe Plan : maintien des personnes âgées à leur domicile, mise en place d'un programme finalisé reposant sur la création d'équipements légers, l'action de services diversifiés et coordonnés, l'amélioration des ressources, des conditions de logement et de soins, notamment pour les semi-valides et invalides.

« *Cette action,* indique le rapport, *a été positive si l'on considère, d'une part, les améliorations apportées en de très nombreux points, d'autre part, qu'aucune des orientations essentielles n'a été abandonnée.* » Cependant l'on se trouve, en 1976, en face de problèmes aggravés « *soit du fait de l'accroissement démographique de la population considérée* », soit du fait du retard ou de l'insuffisance des moyens affectés à la politique définie.

Le rapporteur avance une série de suggestions : relèvement progressif du minimum vieillesse — qui ne représente, rappelle M. Brudon, que 48,8 % du SMIC alors qu'il avait été envisagé de le porter à 70 %, — augmentation du taux (75 % au lieu de 50 % actuellement) des pensions de reversion du régime général en faveur des veuves, abattement fiscal de 10 % au titre des « *frais inhérents à l'âge* » ; uniformisation progressive des régimes de retraite ; lutte contre l'isolement, notamment par l'installation prioritaire, à des conditions financières « *exceptionnelles* », du téléphone chez les personnes âgées, réductions sur les transports et renforcement de l'aide ménagère ; mesures diverses dans le domaine de la santé, notamment l'exonération du ticket modérateur pour les personnes âgées qui ne sont pas imposables.

Le rapport réclame aussi l'humanisation des hospices par « *l'animation pour les établissements de long séjour* ». Cette humanisation, est-il précisé, doit encore porter sur deux cent mille lits en salle commune.

AGRICULTURE

LES PARTIS DE LA MAJORITÉ CRÉENT UN GROUPE D'ÉTUDE POUR LA VITICULTURE

Les trois formations de la majorité (U.D.R., R.I., réformateurs) ont décidé de créer un groupe d'étude parlementaire chargé de travailler à la recherche de solutions aux problèmes qui se posent à la viticulture française. La présidence de ce groupe, qui se réunira le 17 mars prochain, a été confiée à M. André Brillouet, député U.D.R. de la Charente-Maritime et animateur de plusieurs coopératives agricoles.

Dans le Midi, un commando de viticulteurs a répandu, lundi 23 février, le contenu de deux camions-citernes, 600 hectolitres de vin chargés à Sète. A Nîmes, au cours d'une réunion avec les producteurs, les négociants du Gard ont renouvelé leur engagement de ne plus acheter de vins italiens.

De son côté, la Confédération du commerce de gros vient de protester contre le projet de loi de réglementation du négoce du vin préparé par le gouvernement.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La manifestation organisée à Fougères n'a réuni que mille personnes

De notre correspondant

Rennes. — La manifestation interprofessionnelle, organisée lundi 23 *février* par la C.F.D.T., la C.G.T. et la FEN n'a pas connu le succès escompté. Elle n'a rassemblé qu'un millier de personnes, ce qui ne représente même pas le nombre d'employés de la chaussure dont l'avenir est en cause.

En outre, de très nettes divergences sont apparues entre les organisations syndicales, tout au moins au niveau des attaques verbales. La C.F.D.T., majoritaire à Fougères, et la C.G.T., se sont disputées notamment le mérite de l'initiative de cette journée d'action.

Au cours du meeting, M. Jean-Claude Larose, secrétaire fédéral C.G.T., accompagné de M. Merlin, secrétaire général de la fédération C.G.T. cuirs et peaux, a *dénoncé* « *les gesticulateurs de tout poil qui rêvent de révolution* ».

M. Eugène Simon, responsable local de la C.F.D.T. chaussure, a critiqué la C.F.T.C. et F.O. qui ne se sont pas associées au mouvement de protestation contre l'aggravation du chômage.

A part le bris d'une enseigne lumineuse de gendarmerie, ce rassemblement s'est déroulé sans incidents. A l'appel de la FEN, des débrayages ont eu lieu dans plusieurs établissements scolaires.

Les résultats de la réunion qui se tiendra le mercredi 25 février à la préfecture de région à Rennes, sous forme d'une « table ronde » à laquelle participeront pouvoirs publics, élus locaux, professionnels et syndicats, sont attendus avec une grande impatience. Les Fougerais espèrent qu'à cette occasion seront annoncées des solutions après la réunion, le lundi 23 février, du comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (CIASI).

● A L'USINE RENAULT DE SANDOUVILLE (Seine-Maritime), le travail a repris normalement, mardi 24 février, à l'atelier des presses, déclare-t-on à la direction de la Régie. Une grève y avait éclaté le 13 février, et, après avoir touché une soixantaine d'ouvriers sur un effectif total de cent soixante-dix personnes, le mouvement s'était effiloché. Les grévistes n'ont pu obtenir de passer de la qualification d'O.S. à celle de professionnel P 1. Les débrayages avaient été déclenchés spontanément, semble-t-il, pour être ensuite appuyé par la C.F.D.T. et la C.G.T.

LE PARCOURS DE L'HOMME MODERNE PASSE PAR LES MAINS DE RÊVE DES ESTHÉTICIENNES CORPORELLES VENUES D'EXTRÊME-ORIENT

TAO RELAX

L'indispensable étape de l'homme qui vit sportivement avec son temps.

*

SAUNA-RELAXATION MASSAGE

3, rue Washington
Champs-Elysées M° George V
Sur rendez-vous
359.00.66 - 225.08.21
OUVERT DE
12 H à 23 H

INFORMATIQUE

Un événement : enfin un mini-ordinateur de gestion permettant de décentraliser en douceur.

Décentralisation : oui mais. Décentraliser l'informatique : les responsables informatique en rêvent, les utilisateurs le réclament, tout le monde en parle... Mais jusqu'à présent, personne n'avait l'outil capable d'effectuer cette décentralisation en protégeant la bonne marche d'une entreprise.

L'outil qui manquait : une alternative à la croissance de l'ordinateur central. Data General vient de mettre au point un mini-ordinateur qui permet enfin de décentraliser en douceur : Eclipse C 300.

Loin de remettre en cause le matériel existant, il l'optimise. Votre gros ordinateur, déchargé des tâches qui l'encombrent, peut se consacrer aux tâches pour lesquelles sa puissance est indispensable : consolidation, analyse globale, bilans, trains de travaux...

Il vous permet d'affiner considérablement votre gestion en prenant en charge, à des prix très réduits, des applications jouissant d'une indépendance fonctionnelle et qui, habituellement, ne sauraient justifier les coûts d'installation et d'utilisation d'une grosse unité.

La croissance du département informatique s'effectue harmonieusement en s'adaptant au fur et à mesure aux tâches qu'on lui confie, sans excédent de capacité.

Résultats : une amélioration de l'efficacité et des relations humaines de l'entreprise. Les responsables informatique fournissent un meilleur service tout en gardant le contrôle des opérations. Les utilisateurs retrouvent l'efficacité et l'autonomie qu'ils attendent d'un service informatique : accès direct à l'information, fourniture rapide d'états, détection immédiate des erreurs.

Un avantage financier non négligeable. L'aspect financier n'est pas moins spectaculaire : des budgets d'équipement trois à cinq fois moins lourds, et des coûts d'utilisation sensiblement abaissés : grâce à la spécialisation de la tâche informatique le travail se fait mieux, plus vite et pour moins cher.

Des performances surprenantes. Tous ces services sont réalisables grâce aux capacités technologiques exceptionnelles de ce nouveau mini-ordinateur.

Eclipse C 300 possède le hardware le plus puissant de sa catégorie (Mémoire : 256.000 caractères, 800 millions d'octets. Vitesse : 2,4 millionièmes de seconde pour une addition sur 64 bits). Pour mettre en valeur cette puissance Data General offre le meilleur logiciel actuellement disponible sur mini-ordinateur : INFOS. Il vous permet de gérer des bases de données en temps réel avec des structures logiques complexes, des temps de réponse surprenants. En outre, sa modularité et sa compatibilité (l'Eclipse C300 peut fonctionner seul, en batterie, ou branché sur un gros ordinateur) sont telles, que l'évolution de votre système se fait économiquement.

Vous voulez en savoir plus? Notre équipe se tient à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.
Téléphonez-moi ou écrivez-moi :

Jean-Claude Durget
Directeur Commercial Data General France
77, rue de Sèvres, 92000 Boulogne
Téléphone : 604.91.42

Data General

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Malgré une stabilisation du chômage

La multiplication des conflits sociaux dans la région Rhône-Alpes traduit l'inquiétude des salariés

Lyon. — Les demandes d'emploi non satisfaites dans la région Rhône-Alpes ont diminué à la fin de 1975, revenant de 74 346 en octobre à 71 841 en décembre. Mais en janvier une légère augmentation a de nouveau été constatée : 73 150 demandes non satisfaites.

M. Deminjon, président du Groupement interprofessionnel lyonnais (représentation locale du C.N.P.F.), estime pourtant que *« la situation ne se dégradera plus au cours du premier semestre 1976, mais on enregistrera certainement encore des fermetures d'usines, et la résorption du chômage sera lente. »*

La solution, pour sortir l'économie de l'ornière, selon M. Deminjon : *« Reprendre très vite un haut niveau de productivité, retourner rapidement à une croissance supérieure à 5 % par an, tout en engageant simultanément un processus de réflexion sur des réformes structurelles nécessaires pour régler à long terme les problèmes au fond. »*

Une baisse de deux mille cinq cents chômeurs (3,5 %) en deux mois ne saurait conduire à un optimisme excessif. Pour la C.G.T. et la C.F.D.T., le nombre des chômeurs de Rhône-Alpes reste accroché autour de cent mille. Les responsables de ces organisations syndicales font observer que les offres d'emploi demeurent à un niveau extrêmement bas : six mille trois cent soixante-dix en novembre pour les huit départements de la région (1), et ils soulignent que le chômage partiel — cinquante-cinq mille salariés indemnisés en novembre, par exemple — marque une stabilité inquiétante.

Politique de restructuration désordonnée, chasse aux primes d'installation, gestions défectueuses, sont tenues par les salariés et leurs représentants pour les principales causes de la dégradation de l'emploi.

D'autres signes semblent indiquer que le redressement n'est peut-être que superficiel. *L'Observatoire économique du Centre-Est* a établi que les règlements judiciaires et les liquidations de biens avaient augmenté de 40 % dans la région Rhône-Alpes, en 1975, les industries mécaniques et électriques étant les plus touchées, avant même celles du bâtiment et des travaux publics.

Plus que la sécheresse des statistiques globales, les nombreux conflits sociaux en cours dans la région révèlent, de manière dramatique parfois, la fragilité de la situation. On peut estimer à une quarantaine le nombre des entreprises employant chacune entre cinquante et mille cinq cents personnes dont les salariés sont menacés de perdre leur emploi à court terme. Une dizaine de ces établissements sont d'ailleurs occupés par une partie du personnel, parfois même depuis plusieurs mois, comme aux Etablissements Gilmo, à Villeurbanne, ou à la Société d'application électro-technique (SAET) à Pont-de-Claix, près de Grenoble. Cela ne trouble même plus l'opinion publique.

Dans l'espoir de mobiliser celle-ci un peu plus, ouvriers et employés menacés d'une compression d'effectifs sont tentés désormais par d'autres méthodes : barrages sur l'autoroute Lyon-Saint-Etienne, dressés par les travailleurs — au nombre de deux cent quatre-vingts — de la plus importante imprimerie de labeur de province, IMPRIMA, à Saint-Romain-en-Gier ; réparations « sauvages » effectuées par les mécaniciens du garage Parendel à Voiron et à Rives (Isère) ; délégations auprès de l'assemblée régionale organisée par les représentants des huit cents employés des Lampes Claude, à Lyon, fabrique d'ampoules rachetée par I.T.T. en 1967, etc.

Accès de fièvre chez Berliet

On observe, d'autre part, une augmentation du nombre des conflits sociaux déclenchés pour des motifs traditionnels : maintien du pouvoir d'achat, amélioration des conditions de travail, protection des droits syndicaux.

La situation aux usines Berliet (vingt mille salariés) est, à cet égard, révélatrice d'une certaine effervescence. Depuis la journée d'action de la métallurgie, le 28 janvier, des débrayages sectoriels se multiplient dans les usines de Vénissieux, banlieue lyonnaise, et de Bourg-en-Bresse, dans l'Ain (mille huit cents personnes). Le 10 février, une manifestation a rassemblé plusieurs milliers d'ouvriers aux abords de l'établissement de Vénissieux. Les responsables syndicaux parlent de *« mobilisation assez étonnante du personnel »*, ce qui, selon eux, traduit *« un vif mécontentement »*. La nouvelle direction de Berliet ne paraît pas tourmentée par cet accès de fièvre, qui intervient à un moment où la reprise sur le marché intérieur s'affirme.

A Paris-Rhône, seconde entreprise métallurgique de la région avec quatre mille salariés, l'échec du mouvement de revendications engagé à l'automne dernier contre une direction jugée *« conservatrice »* a quelque peu entamé l'unité syndicale ; si actions il y a, elles se limiteront sans doute à la défense des libertés syndicales, sérieusement bloquées à travers le licenciement de vingt-deux personnes, dont huit représentants du personnel (2).

Chez Neyrpic-Alsthom (Grenoble), où le type de production — matériels d'équipement lourd — met relativement le personnel à l'abri d'une détérioration de l'emploi, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. harcèlent depuis trois mois la direction pour obtenir en particulier un rattrapage dans le domaine des salaires.

C'est dans les industries métallurgiques de Rhône-Alpes que la récession a eu les répercussions les plus sensibles. Ainsi, aux Aciéries d'Ugine (Savoie), où travaillent trois mille six cents personnes, l'effondrement des carnets de commandes a entraîné, à la fin de l'année 1975, une baisse de 50 % de la production et provoqué un important chômage partiel.

La mévente des automobiles en 1975 a également eu des conséquences à Valence, où les trois cent vingt employés — dont un tiers de femmes — de la Boulonnerie calibrée ont été licenciés le 19 décembre ; à Saint-Priest (Rhône), où cent onze licenciements ont été annoncés chez Cefilac-Curty (spécialisé dans la fabrication de joints) ; enfin, à Voiron et à Rives (Isère), où la direction des Etablissements Parendel — concessionnaire Peugeot — espère redresser la situation en réduisant ses effectifs.

Mais le secteur de la métallurgie rhodano-alpine le plus fortement touché paraît être celui de la machine-outil. Avec quarante-sept entreprises et près de cinq mille ouvriers en 1974, Rhône-Alpes est au second rang des régions fabriquant des machines-outils. Le coup de frein enregistré dans les investissements de l'industrie s'est traduit là aussi par une baisse très sensible des commandes. Les exemples de difficultés affectant un secteur d'activité faisant appel à une main-d'œuvre très qualifiée ne manquent pas : à Amtec-France (tours multibroches, à Villeurbanne), cent licenciements sur trois-cent cinquante travailleurs ont été demandés. Autant à peu près à Cincinatti-Milacron, à Villefranche-sur-Saône (affûteuses et fraiseuses) sur un total de deux cent cinquante ouvriers. Chez Landis-Gendron, à Lyon-Villeurbanne (rectifieuses), la situation ne cesse de se dégrader pour les trois cent cinquante employés.

Aux Etablissements Gambin, à Viuz-en-Sallaz (Haute-Savoie) qui emploient cinq cents personnes à la fabrication de fraiseuses, l'annonce, le 29 janvier, de la mise en règlement judiciaire de la société a déclenché l'occupation immédiate de l'usine.

Menaces sur Rhône-Poulenc Textiles

L'industrie textile en deuxième position dans la région par le nombre de ses salariés (quatre-vingt-sept mille personnes, plus trente-sept mille dans la confection au 1er janvier 1973) est également fortement ébranlée. Il y a, par exemple, les menaces qui pèsent sur le groupe Rhône-Poulenc Textiles (R.P.T.), où, disent les syndicats, la suppression de trois mille postes serait à l'étude et où l'on envisagerait de mettre le personnel féminin au travail à mi-temps (vingt heures par semaine). Pour combattre le plan de restructuration de R.P.T., les responsables des organisations syndicales ont commencé, au cours de la première quinzaine de février, à faire déclencher des arrêts de travail limités dans des usines du groupe à Lyon-Vaise et à Saint-Fons.

Analysant la situation du textile, M. Deminjon considère que *« pour les textiles artificiels le plus mauvais cap est franchi. Il n'en est pas de même pour les textiles naturels. Une bonne partie du moulinage, par exemple, ne reprendra jamais vie »*.

Sont directement concernés par ce problème les départements de la Drôme et de l'Ardèche, qui assurent 70 % du moulinage français. Des rapports officiels indiquent que trois mille emplois sont appelés à disparaître (deux mille

De notre correspondant régional

trois cents dans l'Ardèche, principalement les vallées de l'Ouvèze et de l'Eyrieux, et sept cents dans la Drôme). Ici, la fermeture des ateliers installés la plupart du temps dans les petits villages entraînera un profond déséquilibre de l'économie locale et conduira inexorablement à un accroissement de l'exode rural.

Des difficultés identiques assaillent également l'ouest de la région lyonnaise. Pour cause de restructuration — et transfert de ses productions à Saint-Rambert-en-Bugey (Ain), — la filature Burlington-Schappe vient d'annoncer la fermeture de son usine d'Amplepuis (cent sept personnes). Intervenant huit jours après une autre décision de fermeture, celle des Etablissements J.-B. Martin (velours, soierie et peluche) à Tarare — cent vingt-trois emplois supprimés, — cette dévitalisation d'une région dominée par une mono-industrie textile ne laisse pas d'inquiéter la population et les élus.

On recense encore deux autres conflits liés à la crise du textile : chez Gilmo, qui commercialise des sous-vêtements féminins et des maillots de bain sous la marque « Obsession », où le dépôt de bilan en octobre a conduit à deux cent soixante licenciements (les cent cinquante ouvrières de l'une des trois unités de production, à Villeurbanne, occupent l'établissement jour et nuit depuis bientôt quatre mois) ; aux Tissages de soieries réunis, à Grand-Croix (Loire), où un projet de fusion conduisant à la fermeture de l'atelier de confection signifie le chômage pour les soixante ouvrières (celles-ci occupent d'ailleurs leur atelier depuis le 6 janvier).

« Pourquoi pas nous ? »

Proportionnellement à leur population active, les départements les plus touchés par le chômage sont, selon les calculs de la C.F.D.T., l'Ardèche et la Loire (7,2 %), la Drôme (6,7 %), la Haute-Savoie (5,8 % et l'Isère (5,2 %). Dans ce dernier département, la fin de l'année a été marquée par la longue occupation de la fonderie Collignon, à Fontaine (92 licenciements sur 105 personnes), et par celle, plus courte (deux mois), du personnel de Prodic-S.A. (fabrique de réservoirs à lait), dont les 86 salariés sont parvenus à un accord avec la nouvelle direction. Tout récemment, un conflit a éclaté dans l'une des papeteries du groupe Aussedat-Rey à Lancey : grève de 24 heures reconductible effectuée avec occupation d'usine. Autre conflit, toujours avec occupation, chez Olivetti à Pontcharra à la suite de l'annonce de 13 licenciements. Enfin, à Grenoble, de nouvelles inquiétudes pèsent sur la chocolaterie Cémoi, où la direction a présenté le 9 février au comité d'entreprise une demande de licenciement pour 98 personnes (sur un effectif total de 108).

En Haute-Savoie, où les difficultés de Gambin (machines-outils) retiennent surtout l'attention il faut aussi évoquer la cessation d'activité de la fabrique de métiers à tricoter Buchillon-Knopf (238 licenciements, soit la totalité du personnel), le ralentissement d'activité de Ronson-S.A. (fabrique de briquets), où 64 licenciements sur un effectif de 160 personnes ont été demandés fin janvier et où une centralisation de la production doit s'opérer sur Saint-Julien-en-Genevois au détriment du personnel de l'usine de Bellegarde (Ain).

Si l'on ajoute encore la toute récente mise en règlement judiciaire de la Société des transports Stouff International à Annemasse (deux cent cinquante emplois), on peut se demander si, pour être apparue tardivement dans ce département, la crise ne se fait pas sentir aujourd'hui avec plus de rigueur.

Dans l'Ain, le département le moins frappé de la région, deux conflits dominent l'actualité : celui de la société le Compresseur frigorifique à Montluel — six-cents salariés — où le chômage technique pèse lourdement depuis plusieurs mois, et celui de l'entreprise de bâtiment et travaux publics Blatrix, agence de Ferney-Voltaire, où une partie des quatre-vingt-dix-neuf salariés — dont soixante-dix-neuf ouvriers — licenciés le 15 décembre pour « raisons économiques » occupent un entrepôt depuis le 5 janvier.

Pour beaucoup de ceux sur lesquels s'abat brutalement le chômage, l'espoir dans cette région se nomme, paradoxalement, Tanneries d'Annonay ou Teppaz. Aux Tanneries, le cent vingt-huitième salarié vient d'être embauché début février ; chez Teppaz, cent dix-neuf personnes devraient, en principe, figurer à l'effectif le 19 mars prochain. *« Alors, pourquoi pas nous ? »*, entend-on dire ici et là.

BERNARD ELIE.

(1) Les huit départements de Rhône-Alpes sont : l'Ain, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, la Loire, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie.

(2) Sept de ces délégués C.G.T. et C.F.D.T. ont été réintégrés, mais la direction a introduit un recours auprès du ministre du travail.

CHEFS D'ENTREPRISE RETROUVEZ VOTRE APPETIT.

Comment diriger une entreprise si les soucis de gestion vous empêchent de vous concentrer sur les tâches importantes.

OBBO peut vous aider.

La comptabilité par décalque OBBO est le plus simple et le plus efficace des instruments de gestion.

Elle vous donne immédiatement votre situation de trésorerie et rend possible sa prévision.

Elle permet une évaluation permanente de votre exploitation et fournit des résultats mensuels.

OBBO, c'est aussi une assistance technique de mise en place, un mobilier de classement adapté et la Gestion Informatique intégrée.

Comptabilité OBBO pour une meilleure gestion.

Contre ce coupon, et gratuite, une documentation d'initiation.

M. ____

Société ____

Adresse ____

____

____ Tél. ____

OBBO, 9, rue de Maubeuge, Paris 9e.
Tél. : 878.25.50 et 25.06.

Location de voitures ?
Euréka !
europcar
645.21.25

Les commerçants n'ont pas ces services. Mais le Crédit Lyonnais les a pour eux.

C'est pour cela que vos derniers documents comptables et le devis de votre projet suffisent pour constituer le dossier d'un Crédit Feu Vert.

Le Crédit Feu Vert est un crédit d'équipement spécialement étudié, par le Crédit Lyonnais, pour les petites et moyennes entreprises, les commerçants et les artisans.

Il s'adapte très exactement à leurs besoins et aux circonstances et s'obtient dans un délai très court : c'est le crédit des décisions rapides.

Alors n'hésitez plus à faire le point de vos besoins d'équipement. Avec le Crédit Feu Vert, vous vous équiperez vite.

Mais nous avons aussi d'autres crédits et d'autres services. Venez nous voir, nous sommes près de chez vous.

LE CREDIT FEU VERT DU CREDIT LYONNAIS.

Un crédit d'équipement pour les petites et moyennes entreprises, pour les commerçants et pour les artisans.

LES MARCHÉS F

PARIS 23 FÉVRIER

LONDRES

BOURSE DE PARIS - 23 FÉVRI

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
23 FÉVRIER

Maché encore bien disposé

La semaine a relativement bien commenré à la Bourse de Paris. Une fois n'est pas coutume, car depuis quelque temps les séances du lundi étaient plutôt mauvaises.

Le marché, cependant, a donné des signes d'essoufflement. Sur la lancée de vendredi, les cours ont continué de monter. Mais au fil des cotations, les gains initiaux étaient en partie effacés sur des ventes bénéficiaires, si bien qu'en clôture seules une quarantaine de valeurs — le quart environ de toutes celles inscrites à la cote — avaient encore accompli de notables progrès.

Trois titres ont tenu la vedette : Alsthom, dont la cotation a dû être différée en raison de l'abondance de la demande, Citroën et Peugeot, avec des hausse de 7 %, 7 % et 4 % respectivement. L'intérêt a continué de se concentrer sur la construction électrique et les magasins. Mais il a été moins vif que précédemment.

Bref, encore une bonne séance, mais qui n'a pas donné entière satisfaction. Tout s'est passé comme si le marché se refusait à prendre pleinement conscience de ses possibilités de hausse. A peine effectue-t-il deux pas en avant que, presque immédiatement, il esquisse un pas en arrière. La crainte d'une taxation des plus-values, plus sévère que prévu, ferait-elle à nouveau surface ? Peut-être. M. Chirac n'a-t-il pas dit que l'on en reparlerait dans quelques semaines ? A moins que les opérateurs ne préfèrent aller placer leurs capitaux à Wall Street, plus effervescent que jamais.

L'or est demeuré terne. Le lingot a perdu 55 F à 19 235 F (après 19 245 F) et le napoléon 1,60 F à 224,10. Le volume des transactions s'est élevé à 5,63 millions de francs contre 4,37 millions.

A noter la nouvelle hausse de l'emprunt 7 % 1973 au plus haut de toujours.

Aux valeurs étrangères, irrégularité des américaines, des allemandes et des pétroles internationaux. Nouveau recul des mines d'or.

LONDRES

Souteneu

Les affaires sont calmes mardi à l'ouverture. Le marché reste néanmoins soutenu. C'est le cas notamment des industrielles. Fermeté d'I.C.I. Irrégularité des pétroles. Reprise modérée des mines d'or mais baisse de De Beers. Bonne tenue des fonds d'État.

OR (ouverture) (dollars) : 132 15 contre 131 55

VALEURS	CLOTURE 23/2	COURS 24/2
War Loan 3 ½ %	26 3/4	26 3/4
Beechams	355 ...	356 1/2
British Petroleum	590 ...	589 1/2
Shell	386 ...	387 1/2
Vickers	167 ...	167 ...
Imperial Chemical	382 ...	388 ...
Courtaulds	161 ...	162 ...
De Beers	268 ...	247 1/2
*Western Holdings	23 1/4	23 1/2
Rio Tinto Zinc Corp	195	196 ...
*West Driefontein	27 1/4	27 3/8

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc 1975.)

	20 févr.	23 févr.
Valeurs françaises	108	108,6
Valeurs étrangères	107	106,5

C^ie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	79,7	80,1

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

JACQUES BOREL INTERNATIONAL. — Les actions de la société ont été introduites, lundi 16 février, sur les marchés financiers allemands de Francfort et de Düsseldorf.

LOCABAIL IMMOBILIER. — Le bénéfice de l'exercice 1975 s'élève à 50,45 millions de francs, en augmentation de 22 % sur celui de l'année précédente. Il est, toutefois ramené à 41,93 millions de francs, le conseil ayant décidé de doter les comptes d'amortissements d'une somme complémentaire de 8,52 millions de francs comme les dispositions en vigueur pour les SICOMI leur en donnent le droit. Dividende de 14,75 F contre 12,50 F.

OMNIUM FRANÇAIS DE PETROLE. — Bénéfice pour 1975 : 33,08 millions de francs (+ 26 %). Cette augmentation est due en grande partie à la perception l'an passé de dividendes provenant de nouvelles participations. Dividende global de 27,75 F contre 25,50 F.

SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. — Bénéfice net pour 1975 : 3,79 millions de francs (dont 655 822,88 F de plus-values et 864 000 F de provision pour investissements libérée) contre 2,55 millions de francs. Dividende global inchangé de 9 F.

NEW-YORK

Consolidation

Après quatre séances de forte hausse, des ventes bénéficiaires se sont produites lundi à Wall Street. Mais elles ont été bien absorbées dans l'ensemble et l'indice des industrielles, en recul de près de 7 points à midi, s'est finalement établi à 985,28 (— 2,52).

Une forte activité a continué de régner, mais elle a été loin d'atteindre l'ampleur de celle enregistrée vendredi : 31,46 millions de titres ont changé de mains contre 44,51 millions (record absolu) précédemment.

Cette réaction technique était attendue. Elle est seulement intervenue un peu plus tôt que prévu, plusieurs entreprises ayant annoncé des résultats plutôt décevants pour le quatrième trimestre. Sur le fond, toutefois, le sentiment reste bon. D'après le vice-président d'Investors Diversified Services, en 1975, les bénéfices des sociétés devraient augmenter de 25 % en moyenne et le coût de la vie ne dépasserait pas 6,5 %.

Sur 1 917 valeurs traitées, 861 ont baissé, 683 ont monté et 373 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 207,22 (+ 0,28) ; services publics, 88,39 (— 0,48).

VALEURS	COURS 20/2	COURS 23/2
Alcoa	49 5/8	49 5/8
A.T.T.	57 3/4	58 1/8
Boeing	25 3/8	25 3/8
Chase Manhattan Bank	30 1/2	29 5/8
Du Pont de Nemours	157 3/4	156 3/4
Eastman Kodak	111 3/4	110 1/2
Exxon	88 7/8	89 1/2
Ford	52 ...	51 1/8
General Electric	54 1/4	53 5/8
General Foods	30 1/4	30 3/8
General Motors	64 7/8	65 ...
Goodyear	24 ...	23 3/8
I.B.M.	262 ...	268 1/4
I.T.T.	29 1/4	29 1/4
Kennecott	32 1/4	32 1/2
Mobil Oil	55 3/8	55 5/8
Pfizer	28 5/8	27 5/8
Schlumberger	78 ...	75 3/4
Texaco	25 1/2	25 1/2
U.A.L. Inc.	28 1/2	28 5/8
Union Carbide	76 3/8	75 3/8
U.S. Steel	81 5/8	80 1/8
Westinghouse	15 7/8	16 3/8
Xerox	66 1/2	65 7/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/2	24/2
1 dollar (en yens)	302 45	301 95

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 7 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 23 FÉVRIER - COMPTANT

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

= VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/2	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 485	4 480	4 475
Canada ($ can. 1)	4 517	4 524	4 50
Allemagne (100 DM)	175 310	175 160	175 16
Belgique (100 fr.)	11 478	11 454	11 40
Danemark (100 krd.)	73 370	73 150	73 15
Espagne (100 pes.)	6 770	6 758	6 75
Grande-Bretagne (£ 1)	9 083	9 082	9 08
Italie (1 000 lires)	5 889	5 735	5 73
Norvège (100 kro.)	81 270	81 270	81 27
Pays-Bas (100 fl.)	168 575	168 200	168 20
Portugal (100 esc.)	16 380	16 270	16 27
Suède (100 krs.)	102 528	102 470	102 47
Suisse (100 fr.)	176 425	176 275	176 27

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/2
Or fin (kilo en barre)	19250 ..	19210 ..
Or fin (kilo en lingot)	19290 ..	19235 ..
Pièce française (20 fr.)	225 70	224 10
Pièce française (10 fr.)	174 20	175 20
Pièce suisse (20 fr.)	191 80	191 40
Union latine (20 fr.)	186 80	185 ..
Souverain	192 80	191 70
Pièce de 20 dollars	959 60	958 60
Pièce de 10 dollars	472 60	471 80
Pièce de 5 dollars	292 50	... ..
Pièce de 50 pesos	765 .	772 ..
Pièce de 10 florins	191 90	189 20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
— CHINE : les autorités multiplient les gestes d'amitié envers M. Nixon.

2. ÉTATS-UNIS
— Le New-Hamshire à l'heure des « primaires ».

2-3. AFRIQUE
— ANGOLA : les Neuf condamnent « toutes les interventions militaires extérieures ».
— L'AVENIR DE DJIBOUTI : l'Ethiopie suggère une entente entre M. Ali Aref et l'opposition.

4 à 6. EUROPE
— L'EVENEMENT : le vingt-cinquième congrès du P.C. soviétique.

6. PROCHE-ORIENT
— Le président Sadate tente d'obtenir une aide financière substantielle des monarchies pétrolières arabes.

8. POLITIQUE
— La préparation des élections cantonales.

8-9. JUSTICE
— LA CATASTROPHE DE VIERZY : neuf personnes répondent d'homicides involontaires devant le tribunal correctionnel de Soissons.
— LE MEURTRE DE PHILIPPE BERTRAND : *selon les enquêteurs, les aveux de Patrick Henry mettent en évidence certaines invraisemblances.*

10. DEFENSE
— Des armes et des hommes.

10. RELIGION
— Les prédications de carême.

11. SOCIÉTÉ

11. ÉDUCATION
— Le tribunal administratif de Dijon annule les retenues de salaire des enseignants ayant participé aux actions « effectifs-emplois ».

12. LES RÉGIONS
— Le dossier écologique du « train à grande vitesse » : Paris-Lyon en deux heures, mais à quel prix ?

13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

14. SPORTS

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Pages 15 et 16
— Le plutonium à la poubelle.
— L'énigme de la danse des abeilles.
— De l'hydrogène à partir du soleil.

17. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

18-20. ARTS ET SPECTACLES
— MUSIQUE : reprise des *Noces* à l'Opéra.

28 à 30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— CONJONCTURE : le rythme des commandes industrielles excède celui des livraisons, estime l'I.N.S.E.E.
— EMPLOI : malgré une stabilisation du chômage, la multiplication des conflits sociaux dans la région Rhône-Alpes traduit l'inquiétude des salariés.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)
Annonces classées (21 à 26) ; Aujourd'hui (27) ; Carnet (14) ; « Journal officiel » (27) ; Météorologie (27) ; Mots croisés (27) ; Finances (31).

Le numéro du « Monde » *daté 24 février 1976* a été tiré à 611 355 exemplaires.

Le CENTRE f.c.p.

Organisme privé d'enseignement et de formation, 2, avenue du Stade-de-Coubertin, 92100 Boulogne organise

Les 21 et 22 AVRIL 1976, un stage ayant pour thème « THÉORIE ET PRATIQUE DES SONDAGES ». Application au CONTROLE DES STOCKS et au contrôle du respect des procédures.

Pour recevoir une documentation détaillée, écrire au Centre f.c.p. ou téléphoner au **520-54-03** (après 18 h. répondeur téléph.)

Fin des manifestations régionales à Paris

M. Giscard d'Estaing doit recevoir une délégation d'agriculteurs auvergnats

Point final de la semaine d'action paysanne qui s'est déroulée à Paris : M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir de mardi 24 février en début d'après-midi une délégation d'agriculteurs du Massif-Central et de Poitou-Charentes que M. Jacques Chirac devait rencontrer à son tour en fin d'après-midi.

Avant de se rendre au palais de l'Elysée et à l'hôtel Matignon, les exploitants auvergnats et poitevins devaient « casser la croûte » dans la cour de la gare d'Austerlitz en offrant aux passants des produits régionaux. Leurs collègues normands devaient, de leur côté, organiser une vente « sauvage » à la gare Saint-Lazare avant de rencontrer les ministres « régionaux » MM. Jean Lecanuet, Michel d'Ornano et Olivier Stirn.

Depuis jeudi 19 février, à l'exception de samedi et dimanche, des groupes d'éleveurs et de cultivateurs de toutes les régions se sont succédé dans la capitale pour « *sensibiliser* » les Parisiens à la dégradation du pouvoir d'achat paysan et à l'insuffisance des propositions de prix de la Commission de Bruxelles. Les agriculteurs ont notamment procédé à des ventes « sauvages » de produits du terroir. Lundi 23, *sur* le parvis de la gare Montparnasse, paysans bretons et viticulteurs vauclusiens ont vendu dix mille œufs, quatre mille bouteilles de vin du Luberon, et quelques centaines de tonnes de pommes.

Une délégation d'exploitants bretons a été reçue en fin d'après-midi par le secrétaire d'Etat à l'agriculture M. Pierre Mehaignerie, tandis que M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, s'entretenait avec des agriculteurs de Vendée.

Entre le 25 et le 27 février

GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES DU PERSONNEL DES IMPOTS

Alors que les contribuables doivent remettre *leurs déclarations* fiscales avant le 29 février, les syndicats de la direction générale des impôts (D.G.I.) — C.G.T., C.F.D.T., F.O., SNUI, C.F.T.C. et C.G.C., — qui déclarent représenter 95 % des personnels, ont décidé de fermer les bureaux au public, une journée, entre le 25 et le 27 février. Ces syndicats ont en outre *décidé,* indique un communiqué commun, de ne pas apposer le cachet dateur sur les déclarations de revenus déposées après le 1er mars, ce qui « entraînera, pendant un certain temps, la non-application des pénalités de retard ».

Les syndicats de la D.G.I. indiquent s'être « engagés dans une action revendicative, avec tous les agents du ministère, pour la défense de leurs conditions de travail, l'amélioration de leurs carrières et de leurs rémunérations, la qualité du service public ».

FORTE BAISSE DE LA LIRE

Le cours de la lire italienne a fortement fléchi, mardi matin, sur les marchés des changes, le dollar atteignant, pour la première fois, 880 lires. A Paris, l'on donnait 5,60 F environ pour 1 000 lires, soit une dépréciation de 15,5 % depuis le 20 janvier 1976, début de la chute de la monnaie italienne.

DES MEMBRES DU C.D.P. DE PARIS REJOIGNENT LES R.I.

Une dizaine de membres de la fédération de Paris du Centre Démocratie et Progrès ont adhéré à la Fédération nationale des républicains indépendants, a-t-on indiqué, lundi soir, au siège de cette formation. Parmi ceux-ci figurent les noms de deux membres du conseil politique du C.D.P., M. Jean de la Chauvinière, ancien secrétaire général de la fédération de Paris du C.D.P., et M. Claude Legros, et M. Du Moulin de la Barthète.

MM. Yves Milhoud, ancien président du Conseil de Paris, Lionel Assouad et Antoine Veil n'ont pas fait connaître encore leur décision, qu'ils prendront vraisemblablement après la réunion du politique du C.D.P. qui se tiendra ce mardi 24 février en fin d'après-midi.

M. Christian Legrez, secrétaire général du C.D.P. n'a pas caché son choix d'adhérer prochainement aux républicains indépendants.

Ces prises de position sont la conséquence des discussions actuellement engagées entre le Centre démocrate et le C.D.P. en vue de la création d'une nouvelle formation centriste.

ALLIANCE DE PHARMACIENS ET D'AGRICULTEURS POUR FABRIQUER DES ALIMENTS POUR BÉBÉS

La coopérative agricole du Coat-Kaer à Quimperlé, qui est spécialisée dans la fabrication d'aliments diététiques pour nourrissons, vient de trouver un nouveau partenaire, la Coopération pharmaceutique française, Cooper, qui lui permettra de poursuivre sa production.

Depuis 1958, cette coopérative, qui regroupe mille cinq cents cultivateurs, fabriquait des produits pour la société Gallia. Celle-ci a été absorbée par B.S.N.-Gervais-Danone qui a entrepris de regrouper ses fabrications d'aliments pour bébés à Brive-la-Gaillarde, où sont déjà produits les aliments Fali et Jacquemaire. L'emploi de cent vingt personnes se trouvait menacé à Quimperlé. L'accord avec Cooper va permettre à Coat-Kaer de poursuivre sa production sous la marque Pharmaponti.

A Paris

UN INDUSTRIEL SE DONNE LA MORT AVEC CINQ MEMBRES DE SA FAMILLE

Six personnes ont été trouvées mortes, tuées par balles, lundi 23 février, à 21 heures, dans le pavillon occupé, 11, impasse du Talus, à Paris (18e), par un industriel en cosmétiques, M. Henri Valburg, âgé de cinquante-cinq ans, et sa famille. Selon des témoignages recueillis par la police, il semblerait que la mort des six personnes, M. et Mme Henri Valburg, leurs deux enfants, Gilles, vingt-quatre ans, et Didier, quinze ans, ainsi que la mère et une cousine de Mme Valburg, remonte à dimanche 22 février, vers 9 heures du matin. Des voisins qui avaient entendu des détonations semblables à des coups de feu ne s'en inquiétèrent pas, pensant qu'il s'agissait de bruits consécutifs à des travaux effectués dans un immeuble voisin.

Selon les constatations effectuées par la police, il semblerait que ce drame ait eu pour origine une décision de suicide collectif prise par l'ensemble de la famille. Cette hypothèse confirmée par une lettre de M. Henri Valburg à un ami, où il indiquait « *que sa famille et lui-même avaient décidé en commun de quitter cette société à la suite des difficultés financières de la petite entreprise familiale qu'il dirigeait* », explique, en effet, la nature des découvertes faites par la police.

Quatre des six victimes ont été retrouvées dans le salon assises sur des fauteuils, les yeux bandés, tuées d'une balle dans le cœur. Les deux autres corps, ceux de M. et Mme Valburg, se trouvaient allongés sur le lit dans la chambre.

● *Suicide à l'hôtel Concorde-Lafayette.* — Un agent immobilier, âgé de vingt-six ans, M. François Gérard, s'est suicidé en se jetant d'une fenêtre du vingt-sixième étage de l'hôtel Concorde-Lafayette, porte Maillot. Il a été tué sur le coup.

Une priorité du Comité olympique : le changement du mode de vie de l'athlète de haut niveau

Le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) a réuni une conférence de presse ce mardi 24 février afin de faire le point sur les actions qu'il a entreprises en faveur du sport sous tous ses aspects, et notamment celle qui concerne le sport d'élite. Sur ce point, le C.N.O.S.F. ne s'oppose pas aux conclusions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (*le Monde* du 24 février), mais propose au contraire aux pouvoirs publics des suggestions importantes en puisant dans l'expérience de ses membres, tous responsables, à un titre ou à un autre, d'une fédération sportive.

Le C.N.O.S.F. constate que, si des efforts ont été faits, bien des problèmes restent à régler si l'on admet que la prise en compte d'un athlète de haut niveau doit s'étendre sur dix ou quinze années en moyenne. Le Comité olympique distingue trois périodes dans l'évolution d'un athlète de haut niveau :

1) La phase initiale, qui se situe au stade de l'incorporation du sportif dans le processus de sélection et de uréuaration ;

2) La phase de participation aux grandes épreuves internationales (conditions d'entraînement comprises) ;

3) La phase de réinsertion dans la vie extra-sportive.

L'analyse de ces trois étapes montre que les conditions varient d'un sport à un autre, mais qu'un certain nombre de données restent constantes. Qu'il s'agisse des pouvoirs publics, les premiers concernés, ou du secteur privé (employeurs, syndicats, etc.), nul ne doit se désintéresser de la question. Ce n'est qu'en se concertant avec ces différents secteurs que le mouvement sportif pourra prétendre maîtriser le problème du sportif de haut niveau.

C'est en ce sens que le C.N.O.S.F. est à même d'aller plus loin dans ses projets que ne pouvait le faire le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, en affirmant que rien ne sera fait si, en plus des questions purement sportives ou financières, on n'en arrive pas à des modifications du mode de vie. Le Comité olympique pense que, à partir des lois existantes et des propositions nouvelles à élaborer, on doit parvenir à un aménagement non seulement de la scolarité mais aussi des horaires de travail, de la durée des congés, de la journée continue, etc.

Le problème du sport d'élite est un problème de société. Le C.N.O.S.F. vient de le souligner une fois de plus. On comprend qu'il ait insisté, dans ces conditions, sur l'importance des relations entre le mouvement sportif et l'Etat, relations qui ne lui apparaissent pas encore suffisamment établies.

SAIGON POURRA ACCUEILLIR DIX MILLE TOURISTES CETTE ANNÉE

Saigon *(Reuter)*. — *Les portes du Vietnam du Sud seront rouvertes aux touristes au début du mois de mars. Des dispositions sont prises pour accueillir quelque dix mille touristes, Américains y compris, dans le courant de l'année, apprend-on de source proche de l'office du tourisme. Aucune distinction ne sera opérée du fait de la nationalité des touristes, pourvu que ceux-ci* « respectent la souveraineté, la loi et la réglementation en vigueur au Vietnam ». *Quelque dix mille invités et techniciens étrangers sont également attendus cette année, en provenance des pays communistes.*

L'aéroport Tan-Son-Nhut, à Saigon, sera ouvert aux appareils débarquant des touristes. Des négociations se poursuivent avec les compagnies étrangères.

Les touristes, remarque le quotidien, pourront visiter Saigon, Dalat et ses fraîches collines, ou encore l'ancienne capitale impériale, Hué, et les plages de Da-Nang et de Nha-Trang. Ils voudront aussi, ajoute le journal Giai Phong (Libération) *visiter d'anciens champs de bataille.*

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates masseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

Institut Corporel Claude Massard
Tél. : 261 27 25 - 261 27 26
6 rue de la Paix 75002 Paris

A AVIGNON

« Nous exécutons des ordres inadaptés » déclare le secrétaire de la Fédération autonome de la police

De notre correspondant

Avignon. — Au cours d'une « journée-débat » sur la police, le dimanche 22 février à Avignon, M. Jean Chaunac, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, a critiqué en termes vifs la politique du ministre de l'intérieur : « *Nous refusons*, a-t-il dit, *d'être placés sur le siège des accusés. Nous sommes les exécutants d'ordres et de textes inadaptés à l'évolution. Ainsi des charges des C.R.S., dont les manifestations sont ordonnées au plus haut niveau. Elles procèdent des mêmes mécanismes. Les problèmes de la police se posent en termes quantitatifs et qualitatifs de société. Opposer la police à la justice est un faux problème. Notre régime est fragile. Il peut basculer soit dans la démocratie, soit dans la dictature. Nous avons déjà dénoncé l'existence de polices parallèles et privées. Nous sommes partisans d'un code de déontologie policière et nous refusons de servir les factions d'où qu'elles proviennent.* »

Rappelant les affaires de corruption, M. Chaunac a déclaré : « *Les policiers sont des hommes. Mais leurs faiblesses dans ce domaine sont extrêmement rares, bien que déplorables. On les tient pour graves lorsqu'il s'agit d'un policier. Mais on les tient pour bénignes lorsqu'il s'agit d'un homme politique. Il est temps que l'opinion exige que ceux qui ont couvert des opérations de banditisme politique rendent les comptes.* »

De son côté, M. Etienne Ceccaldi, substitut du procureur de la République à Marseille, membre du Syndicat de la magistrature, qui participait aux discussions, devait s'en prendre pour sa part aux opérations « coup de poing » : « *Elles consistent surtout*, a-t-il indiqué, *à focaliser l'opinion sur des démonstrations de force dont l'inefficacité est reconnue par tous les spécialistes.* »

PLUSIEURS FORMATIONS POLITIQUES PROTESTENT CONTRE LES ATTENTATS VISANT DES ÉTABLISSEMENTS ALGÉRIENS.

Après l'attentat contre le consulat d'Algérie à Paris, commis dans la nuit du 19 au 20 février, M. Hubert Pinsseau, juge d'instruction à Paris, a été chargé d'une information contre X... pour destruction d'édifice et de véhicules par substances explosives.

Une délégation du groupe parlementaire communiste, conduite par M. Louis Baillot, vice-président, a été reçue lundi 23 février au cabinet du ministre de l'Intérieur, où elle a exprimé « *son inquiétude et sa vive réprobation* » devant cette vague d'attentats, « *qui peuvent avoir des conséquences extrêmement préjudiciables à l'avenir des relations franco-algériennes* ».

Le parti socialiste exprime, dans un communiqué, « *sa profonde indignation contre de tels faits* », et « *exige que tout soit mis en œuvre pour que leurs auteurs soient arrêtés et jugés* ». Le Front progressiste (gaullistes de gauche) estime que « *tout semble indiquer que le gouvernement français prête la main à ceux qui veulent porter atteinte à l'Algérie révolutionnaire* ».

NOUVELLES BRÈVES

● *A l'Académie des sciences morales et politiques*, M. Raymond Aron, qui la préside, s'est fait lundi 23 février l'interprète de ses collègues pour rendre hommage à René Cassin. L'Académie a entendu ensuite une communication du baron Guido Zerilli Marimo, président du conseil d'administration de la Nuova Antologia, sur ce thème : « Notre civilisation est-elle défendable ? ».

● *En Bretagne*, les sections du P.S.U. des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan se sont organisées en fédération régionale (la section de Loire-Atlantique a conservé son autonomie) et se sont déclarées solidaires du mouvement breton, dont elles favorisent l'évolution vers des positions anticapitalistes et autogestionnaires.

● *L'E.D.F. devait assigner la société Shell (France)* devant le tribunal des référés mercredi 25 février. Rappelons que la société pétrolière ne livre plus de fuel à l'E.D.F. depuis le 7 février, en raison de son désaccord sur le prix payé par l'établissement.

NOUVELLES COLLECTIONS
Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
dans un choix de 3.000 draperies
à partir de 695 F
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

Ancien directeur de la prison de Toul

M. GEORGES GALIANA FERA FONCTION DE DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE A TOULOUSE.

Ancien directeur à la maison centrale de Toul, M. Georges Galiana va faire fonction de directeur régional de l'administration pénitentiaire pour la région de Toulouse. En effet, le poste doit rester sans titulaire jusqu'en décembre prochain, et M. Galiana est envoyé comme directeur adjoint. On se propose par la suite de faire en sorte que les deux ou trois dernières années de carrière de *M. Galiana* s'achèvent à un poste — réel — de directeur régional.

[M. Georges Galiana était directeur de la maison centrale de Toul lorsque s'y produisit une grave révolte des détenus du 5 au 13 décembre 1971, en raison des conditions de détention. Une mission officielle d'enquête avait *été désignée*, que dirigeait M. Robert Schmelck, ancien directeur de l'administration pénitentiaire, aujourd'hui premier avocat général à la Cour de cassation.

Dans le rapport déposé dans les premiers jours du mois de janvier 1972, on pouvait lire au chapitre « La discipline » : « Il semble que le directeur ait adopté pour tous un régime disciplinaire strict, voire rigoureux, que les impératifs de sécurité et d'ordre ne justifiaient pas toujours pleinement à l'égard de l'ensemble de la population pénale. L'examen des registres de punitions montre, d'une part, une certaine sévérité des sanctions par rapport aux infractions relevées. (...) Sa conception rigoriste de la discipline a d'ailleurs provoqué un malaise chez certains membres du personnel à l'égard desquels il faisait parfois preuve d'une autorité tatillonne. »]

A Ajaccio

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER A ÉTÉ SÉQUESTRÉ PENDANT DEUX HEURES

Le directeur du centre hospitalier d'Ajaccio, M. Gaston Ottavy, a été enlevé lundi 23 février, en fin d'après-midi, par deux hommes masqués et armés qui avaient fait irruption dans son bureau. Séquestré pendant deux heures par ses ravisseurs, M. Gaston Ottavy a été libéré dans la soirée et raccompagné à la préfecture d'Ajaccio par M. Louis Perenanda, le père de l'un des auteurs de l'enlèvement. Ceux-ci, M. Perenanda fils et son beau-frère, M. Marchand, ont pris la fuite après cet enlèvement, destiné, semble-t-il, à faire connaître aux autorités les difficultés rencontrées par l'entreprise familiale de pompes funèbres et d'ambulances.

Au cours des dernières semaines plusieurs attentats avaient été commis contre le siège et contre des véhicules de la société créée par M. Louis Perenanda, rapatrié d'Afrique du Nord. En outre, selon M. Louis Perenanda, la société qu'il dirige serait victime d'une mise en quarantaine par le centre hospitalier au profit d'autres entreprises de la ville.

UNE AUTRE MANIÈRE DE VIVRE
par le contrôle de la
RESPIRATION
la pratique du
HATA-YOGA
la prise de conscience du
HARA TANDEN
et la
RELAXATION ACTIVE
ou
CENTRE DE CULTURE PSYCHOSOMATIQUE
Albert Léon MEYER
Un « LIEU » des « MOYENS » à la disposition de L'HOMME
soucieux de son équilibre et de son capital
FORCE VITALE-ENERGIE-SANTE
Pour entretien de contact et d'information, téléphoner à 265-20-89.
3, rue d'Anjou, PARIS (8e).

مكبرة من الأصل